

## Attentat antisémite à Paris

*L'explosion d'une bombe au Festival international du cinéma juif fait dix-huit blessés*

Une bombe a explosé vendredi 29 mars, à 21 h 45, dans le cinéma Rivoli-Beaubourg, 80, rue de Rivoli, à Paris. Dix-huit personnes ont été blessées. L'une est gravement brûlée au visage, deux sont blessées plus légèrement. D'autres ont été choquées. Le cinéma projetait, ce 29 au soir, *Eichmann, l'homme du III<sup>e</sup> Reich*, dans le cadre du Quatrième Festival international du cinéma juif.

Dès l'explosion de la bombe, les spectateurs se sont précipités vers les portes de sortie. Il n'y a pas eu de panique.

Les pompiers sont arrivés immédiatement sur les lieux. « Un miracle qu'il n'y ait pas eu de mort », dit l'un d'eux. Le « plan rouge » a été déclenché.

Très rapidement, les pompiers ont retrouvé trace de la bombe, sous un siège de la dernière ran-

gée, au fond de la salle de cinéma. L'explosion a creusé un cratère de 50 centimètres de profondeur. L'effet de souffle a produit des dégâts importants. Certains fauteuils ont été arrachés de leurs socles. Murs et faux plafond se sont effondrés par pans entiers.

Moins d'une heure après l'explosion, M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, est arrivé sur les lieux. Dénonçant le caractère « abominable » de cet attentat, il

a précisé que le cinéma visé faisait l'objet d'une surveillance par des policiers. « Un quart d'heure avant, une patrouille de police était passée devant et n'avait rien remarqué. » Les services de police judiciaire compétents vont mener une enquête très serrée pour retrouver les auteurs de cet acte terroriste », a ajouté M. Joxe. Selon lui, « le poseur de bombe a vraisemblablement été vu par le personnel de l'établissement ».

M. Jacques Chirac est venu, lui aussi, sur les lieux. « C'est un acte que rien ne peut justifier. C'est un attentat aveugle de nature raciste qu'il est extrêmement difficile d'empêcher », a-t-il notamment déclaré.

Cet attentat est le premier, dans l'histoire pourtant sanglante du terrorisme en France, à viser un cinéma de quartier.

Tard dans la soirée, les spécialistes du laboratoire central de la préfecture de police passaient au crible la salle de cinéma, tentant de retrouver des fragments de la bombe pour les analyser.

Samedi 30 mars, en fin de matinée, l'attentat était toujours pas revendiqué. La direction avait, dès le drame, précisé que jamais auparavant elle n'avait reçu de menaces.

## Les mots ne sont pas innocents

Raison garder, bien sûr. Tout attentat, par-delà le sang qu'il fait couler, vise à troubler les esprits, à provoquer la peur, l'angoisse et la panique. Il en est ainsi de cette bombe déposée vendredi soir, avec l'évidente intention de tuer, dans la salle de cinéma parisienne où avait lieu le quatrième Festival international du cinéma juif. Comme il en allait hier de deux attentats antisémites qui restent gravés dans les esprits : la synagogue de la rue Copernic (1980), le restaurant Goldenberg de la rue des Fossés (1982). Raison garder. Les policiers cherchent et, sait-on jamais, cette fois, trouveront, arrêteront. Les auteurs de ce crime raciste se présenteront alors à la justice sous une identité peut-être inclassable - individus isolés - ou répétitive - filières terroristes du Proche-Orient déjà connues. Peut-être, et l'on ne cèdera donc pas aux amalgames, aux raccourcis politiques. La peur, quelle qu'elle soit, ne s'exploite pas.

Dependant comment ne pas s'interroger sur un certain air du temps, l'arrière-fond de cet acte criminel et de la cible qu'il a choisi : la communauté juive, l'identité juive, la mémoire d'un peuple - car c'est cette quête qui anime ce festival communautaire - qui est au cœur de la leçon la plus effrayable de notre siècle : le génocide, la solution finale, la volonté d'extermination de l'autre.

L'auteur ou les auteurs de ce crime sont une chose. Ce qui permet le passage à l'acte en est une autre. D'autant plus que l'attentat s'inscrit dans une série par trop répétitive, ces faits divers qui font un climat, ce touriste algérien jeté en 1983 d'un train par ses « gueules » ne revenant pas à de jeunes « punaises ».

EDWY PLENEL

(Lire la suite page 10.)



## L'ÉLECTION DE M. SARTZETAKIS À ATHÈNES

### A la hussarde

De notre correspondant

Athènes. — Sortant pour la première fois de son silence, M. Sartzetakis, le nouveau président de la République grecque, a exprimé, le vendredi 29 mars, au soir, à la télévision, la « profonde émotion et la joie particulière » avec laquelle il acceptait la fonction qui vient de lui échoir et parlé de la nécessité pour tous les Grecs de s'unir et d'oublier leurs querelles politiques en ces temps difficiles. C'est pourtant devant un Parlement à demi déserté que le nouveau président devait prêter serment, car la Nouvelle Démocratie (opposition conservatrice) a déclaré qu'elle contestait la validité de son élection et appelé à une consultation populaire à brève échéance.

L'atmosphère était encore surchauffée à Athènes lorsque le premier ministre, M. Papandréou, immédiatement après l'élection d'extrême justice de son candi-

dat à la présidence, s'est envolé pour Bruxelles, où il assiste au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement européens.

Dès 8 heures du matin, des milliers de militants du Parti socialiste (PASOK) avaient pris position vendredi autour du Parlement d'Athènes, cerné par d'importantes forces de police. On craignait visiblement des incidents, mais il n'y en eut pas, la Nouvelle Démocratie ayant appelé ses sympathisants à rester chez eux. Tout au plus la foule débordant des trottoirs dans les quartiers du centre provoqua-t-elle des embouteillages monstrueux jusqu'aux portes de la capitale.

Les députés gagnaient le Parlement entre deux haies frémissantes de drapeaux verts marqués du soleil, emblème du PASOK, et sur un fond sonore de cris : « Le peuple veut Sartzetakis ».

MARC MARCEAU

(Lire la suite page 5.)

## LES ISRA�ÏLIENS ET LA RÉSISTANCE DANS LE LIBAN DU SUD

### La double peur de Tyr

Cinq Palestiniens ont été tués et trente-sept autres personnes - dont quatre Libanais - ont été blessées jeudi soir 28 mars et vendredi 29 mars par des actions des Forces libanaises (milices chrétiennes) dans la région de Saïda, au Liban du Sud. Pour la première fois, les camps palestiniens d'Aïn-Hérouf et de Mich-Mich ont été touchés.

De notre envoyée spéciale

Tyr. — La peur, comme une peste insidieuse, a envahi la petite cité phénicienne; la caza (circonscription, sous-préfecture) de Tyr, le « triangle de fer », triangle de la mort pour l'armée israélienne, vit dans l'angoisse. S'il reste encore une chose que partagent les soldats de Jérusalem et le petit peuple du Liban du Sud, c'est bien la peur qu'ils ont les uns des autres. On la sent poindre dès qu'on pénètre dans la zone, en principe interdite, sous occupation israélienne. Sur un chemin tracé à travers les vergers, s'avance une longue procession de femmes lourdement chargées, embarrassées d'une marmaille qu'elle font taire à grand-peine. Le « poste frontière » israélien sur le Litani est à moins de 500 mètres en aval du fleuve, et chaque ronronnement de moteur paraît suspect. Le passage est aléatoire. Quelques fois, les soldats tirent. Sur le Litani, un pont de fer rouillé est barré de « dents de dragon » métalliques. Les militaires de l'ALS (armée du Liban-Sud, milice armée et financée par Israël), qui le contrôlaient, ont « disparu il y a une semaine », nous dit un paysan qui regagne sa ferme. « Depuis l'annonce du retrait israélien, c'est la débâcle par ici », ajoute-t-il, l'œil malicieux.

A la sortie du pont, à l'écart de la route, deux taxis attendent. Tyr est à une dizaine de kilomètres et chacun s'entasse dans les voitures. Le long de la route, juchés sur leur minirador, armés d'une mitraillette, des soldats israéliens aux aguets. Très bien implantés dans cette région de petits villages accrochés à flanc de colline ou au sommet de pitons, la résistance nationale mène la vie dure à l'occupant, qui le lui rend bien.

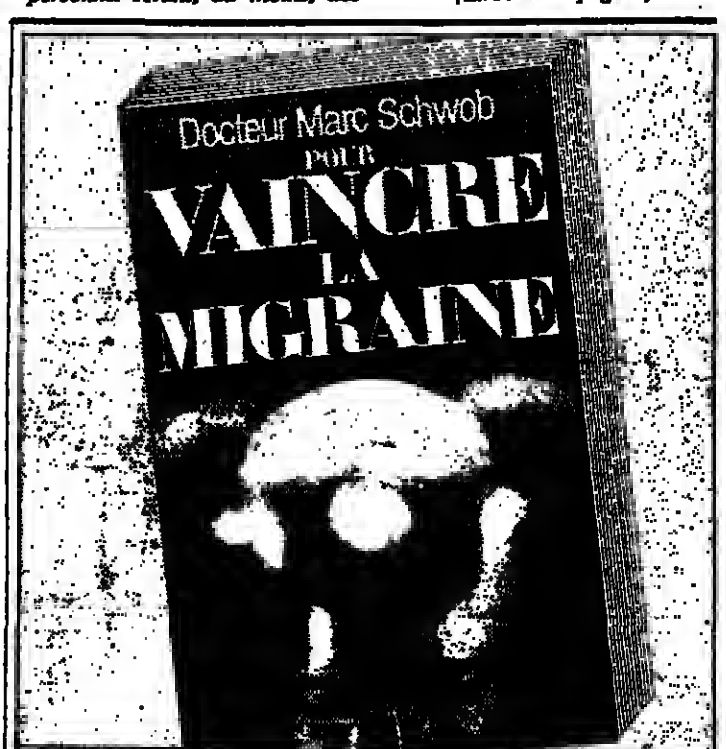
Vendredi soir, le camp palestinien d'Aïn-Hérouf, comptant trente mille habitants dans les faubourgs est de Saïda, a été bombardé au canon et au mortier à partir des positions des Forces libanaises situées sur les hauteurs, près des villages chrétiens de Mich-Mich et de Maghdouché.

petits marchands venaient proposer leur bimboloterie, mais depuis un mois, plus rien.

C'est que, depuis un mois, la « politique de la main de fer » décrétée à Jérusalem s'est abattue sur la partie du Liban du Sud encore occupée.

FRANÇOISE CHIPAUX

(Lire la suite page 8.)



Un des meilleurs spécialistes français de la migraine démontre quelle est scientifiquement guérissable dans 80% des cas. Pourquoi? Comment? Peut-on vraiment guérir? Le Dr Schwob répond. Son livre va redonner confiance et espoir.



## La « vendetta » du père de Grégory

*Bernard Laroche assassiné par Jean-Marie Villemain avait déjà été menacé par son meurtrier*

De notre envoyé spécial

Epinal. — Un coup de fusil à bout portant. Cette chevronnée-là n'est même plus autorisée pour le sanglier. Et Bernard Laroche, le côté droit transpercé, va mourir. Il meurt un petit quart d'heure, à peine, après. Et il n'y a, pour lui-même, plus matière à non-lieu. Bernard Laroche, trente ans, toujours inculpé d'assassinat dans l'affaire Grégory Villemain, est mort, vendredi 29 mars, à 13 h 30, sur le pas de sa porte, devant le garage de son chalet, à Aumontzey (Vosges). Et voilà que la nau-

sée submerge tout devant cette horreur qui s'ajoute à l'horreur, ce drame qui conforte le drame.

A 13 h 15, vendredi, un homme, le père de Grégory, Jean-Marie Villemain, est sorti du bouquet où il s'était caché depuis quelques instants, près de la maison des Laroche. Bernard Laroche revient de son travail à l'usine Ancel de Granges-sur-Vologne. De la voiture descend sa femme, Marie-Ange. Celle-là même qui s'est battue comme une folle pendant des semaines pour arracher son mari à la prison, pour le sortir de là, lui dont elle dira, et c'était

un mot d'amour : « Il leur fallait un pauvre con. Alors ils ont pris mon Bernard. » Marie-Ange va ouvrir le garage. Bernard Laroche, lui aussi, descend de voiture. Sans doute a-t-il vu son cousin Jean-Marie. Il s'approche, la main à la main, et lui dit : « Ne fais pas l'imbécille, tu sais bien que je n'y suis pour rien, rentre, on va discuter. » Jean-Marie Villemain ne répond pas. Simplement, il menace Lucien Bolle, seize ans, un jeune beau-frère de Laroche, qui tente de s'interposer : « Ecarte-toi ou je te flique. »

PIERRE GEORGES

(Lire la suite page 12.)

هكذا من الأصل



## Dates

### RENDEZ-VOUS

**Lundi 1<sup>er</sup> avril.** - Washington : entretien entre M. Reagan et le président soudanais Nemeiry.

**Mercredi 3 avril.** - Guinée : premier anniversaire du coup d'Etat et de la prise du pouvoir par les militaires.

**Judi 4 avril.** - Départ de M. Laurent Fabius pour Singapour et Séoul (jusqu'au 10). Taiwan : célébration du dixième anniversaire de la mort de Tchiang Kai-chek.

**Vendredi 5 avril.** - Moscou : sixième phase des négociations sino-soviétiques.

### SPORTS

**Lundi 1<sup>er</sup> avril.** - Tennis : Tournoi de Monaco, jusqu'au 7 avril.

**Mercredi 3 avril.** - Football : éliminatoires Coupe du monde Yougoslavie-France à Sarajevo.

**Judi 4 avril.** - Automotisme : Safari-rallye au Kenya jusqu'au 8 ; basket-ball : finale de la Coupe d'Europe des clubs champions à Athènes.

**Vendredi 5 avril.** - Football : 31<sup>e</sup> journée du championnat de France de première division, ainsi que le 6 avril.

**Dimanche 7 avril.** - Automotisme : premier Grand Prix du championnat du monde de formule 1 1985 à Rio de Janeiro (Brésil) ; Cyclisme : Tour des Flandres ; Rugby : seizièmes de finale du championnat de France.

## IL Y A DIX ANS, LA MORT DE TCHIANG KAI-CHEK

# Le généralissime, tel que je l'ai connu

par JACQUES GUILLERMAZ

Dix ans après la mort du généralissime chinois, le 5 avril 1975, on peut encore se poser la question : qui était Tchiang Kai-chek ? Maintes biographies lui ont été consacrées, certaines fort laudatives comme celle du grand explorateur suédois Sven Hedin, d'autres plus objectives comme celle de Brian Crozier parue en 1976 (1). Des adversaires tels le « maréchal chrétien » Feng Yuxiang ou le général Li Zongren, l'ont durement attaqué dans leurs Mémoires. Des diplomates, des militaires, des journalistes étrangers ont apporté des témoignages directs et Tchiang Kai-chek lui-même a exprimé sa pensée politique et révélé sa vie spirituelle dans ses discours et ses ouvrages. Et pourtant, si l'on connaît son histoire qui — sauf pour quelques années obscures entre 1915 et 1921 — se confond avec celle de la Chine elle-même, dix ans après sa mort le 5 avril 1975, on ne peut le juger que sur ses actes publics, et sa personnalité propre reste largement controversée.

Certains ont condamné son insatiable soif de pouvoir, son machiavélisme, sa cruauté ou, comme le général Stilwell, ont douté de son aversure intellectuelle et de ses capacités militaires. D'autres ont d'abord vu en lui le patriote intrinsèque qui, œuvrant dans des conditions intérieures et extérieures très difficiles, a tenté de refaire l'unité de son pays, résisté au Japon jusqu'à la victoire, débarrassa la Chine des « traités inégaux », la porta au rang des « Cinq Grands », a lutté vaillamment, mais jusqu'au bout, contre le communisme et, du coup, l'ont absous de tous ses défauts et de toutes ses erreurs.

Li, l'inquiétant chef du « bureau des enquêtes et statistiques », et par des gendarmes vêtus de kaki, aux insignes de col roses et casqués à l'allemande, armés de mousers à crosse, ne s'ouvre que rarement aux étrangers. Jeune capitaine, représentant militaire d'un pays vaincu, je n'ai que peu de chances d'approcher un jour le couple célèbre qui, aux yeux du monde, incarne la volonté de résistance d'un peuple innombrable. Pourtant l'occasion se présente. Le 7 décembre 1941, l'attaque japonaise sur Pearl-Harbor a fondé en un seul drame le conflit sino-japonais et la seconde guerre mondiale. Dès lors, l'atmosphère change à Chongqing. Aux environs de Noël, le généralissime et Soong Mei-ling, sa femme, offrent, en ville, une soirée spectacle à leurs amis étrangers. En plus des vœux et des messages attendus, des enfants des écoles présentent des tableaux de la Nativité dans un décor et un style où se mêlent éblouissement la tradition de

identifie sa personne et son destin à ceux de son pays — ne fait-il pas dire que la famille Tchiang descend du duc Wen, fondateur de la dynastie Zhou au douzième siècle avant J.-C. ? — ne transparaît dans nul écharisme. Quant à sa froide civilité envers les étrangers, elle n'exclut pas une bonne part de xénophobie, particulièrement à l'égard des Britanniques.

### Des tensions dans le clan

Je quitte Chongqing pour Alger en 1943, prends ma part des combats de la Libération et ne reviens en Chine, en qualité d'attaché militaire qu'à la fin d'octobre 1945. La situation du pays et celle de Tchiang Kai-chek ont beaucoup changé. Certes, le généralissime a personnellement bénéficié de la victoire sur le Japon, mais Yalta en février 1945 et Potsdam en juillet de la même année ont en partie effacé les avantages acquis

inflation prodigieuse et par la répartition des biens des Japonais et de leurs collaborateurs, est de plus en plus répandue.

Cependant, le généralissime ne semble point changé. A la présentation des lettres de créance de l'ambassadeur Meyer, le 17 janvier 1946, il semble plus vert que jamais dans un uniforme de campagne bien coupé. La cérémonie emprunte une partie de ses rites aux anciennes cours impériales. Après une éclipse de plusieurs années, la France reprend son rang et son crédit. Le traité du 26 février règle un vieux et lourd contentieux. Contre l'avis du Kouomintang et d'une partie de l'état-major, Tchiang se montre favorable au retour de la France au Tonkin, où le général Leclerc débarquera en mars. Le mois suivant, le général Juin vient en visite officielle en Chine. Tchiang Kai-chek et moi nous accueillons chez eux dans une nouvelle et très simple résidence peu éloignée de Chongqing. Brève céré-

Yangningshan. Les entretiens, auxquels assistent du côté chinois, outre le maréchal, son ministre des affaires étrangères, M. Shen Cheng-huan, deux diplomates, dont M. Chen Xiongfei, chargé d'affaires à Paris, servent d'interprète et du côté français, le général Pechkoff, notre chargé d'affaires, M. Salade, et moi-même, commencent aussitôt et représentent le lendemain à midi, interrompus seulement par un déjeuner. Une lettre personnelle du général de Gaulle est remise au maréchal qui nous charge de sa réponse.

De côté français, la décision de l'Elysée étant irrévocable, il ne s'agit que de transmettre au faire-part ou, comme on l'a dit, l'adieu d'un soldat à un autre soldat dont le réalisme politique va le séparer. Du côté du maréchal, il s'agit au contraire de saisir l'occasion du voyage de l'empereur du général de Gaulle pour tenter un élan éternel et suprême effort afin d'amener le gouvernement français à revenir sur sa décision ou, tout au moins, à en différer l'exécution. Cette situation commande l'attitude du général Pechkoff qui ne peut guère qu'enregistrer les arguments de Tchiang Kai-chek sans en discuter le fond. Si je ne puis en faire état aujourd'hui, il m'est permis de dire combien à la différence de mes impressions passées, je fus alors frappé par la vigueur intellectuelle du maréchal.

### Le dernier contact

Dans sa soixante-dix-septième année, il montre un visage plein et lisse, à la regard brillant et est précis dans ses gestes et ses paroles. Tout exprime en lui la plénitude des moyens. Il parle plusieurs heures, sans notes, sans s'écarter des thèmes qu'il entend développer. Seules la tradition et quelques explications de M. Chen lui fournissent quelque repos. Finalement, au moment de la signature et des appels sentimentaux à la solidarité panée et l'absence du monde libre, arguant de sa longue expérience de communiste, toujours hostile, parfois passionné, il se montre polissant aucun ressentiment envers le général de Gaulle, lui-même un soldat au cours du dévouement et d'abandon de leur pays.

Compte tenu du prestige international du général, de la place de la France au Conseil de sécurité, de notre influence en Afrique, l'enjeu est trop gros pour qu'il se résigne facilement. La reconnaissance de Pékin par Paris risque de provoquer une réaction en chaîne capable de déstabiliser la majorité dont son gouvernement dispose encore aux Nations unies. Après la porte de la Chine communiste, quinze ans plus tôt, la guerre de Corée a, contre toute espérance, sauvé Tchiang Kai-chek de l'abandon décidé par l'Amérique. L'initiative française pouvait être l'amorce d'un nouveau et dangereux déclin. Enfin, vis-à-vis de la communauté mondiale, elle lui inflige une grave perte de face et traduit aussi un manque total de confiance envers son vassal personnel et envers le destin de Taiwan. Mais la pièce est jouée. Le maréchal nous reconquiert jusqu'à l'entrée du petit salon où il nous a reçus, et son ministre jusqu'à l'entrée des jardins soigneusement gardés. Le dernier contact officiel de la France avec la Chine nationaliste est rompu.

(1) Sven Hedin : *Chiang Kai-chek, le Maréchal de Chine* (1940) ; Brian Crozier *The Man Who Lost China*, London, 1976.

(2) Notamment : Stilwell, Joseph, *The Siam Papers*, N.Y., 1946 et White, Theodore H., *Two Years, America's Thousand Days of China*, N.Y., 1946.



ROUL

### Le symbole de la résistance au Japon

Mes quelques impressions personnelles, éprouvées en Chine même à diverses époques, ne sauraient évidemment trancher le débat. Mais, ainsi que Frédéric II le disait de la guerre, en histoire il n'est pas de petits détails.

A Pékin, où je prends, au printemps de 1937, trois mois avant le conflit sino-japonais, mes fonctions d'attaché militaire adjoint près notre ambassade, Tchiang Kai-chek ne peut se rendre sans provoquer l'armée japonaise du Mandchoukouo. Il y est pourtant au sommet de sa popularité et de son prestige de rassembleur d'une nation écartelée depuis la chute de l'Empire et est devenu, malgré l'abandon de la Mandchourie en 1931, le symbole d'une résistance prudente mais authentique aux ambitions du Japon. Au-delà de cette image exacte mais sommaire, les rares contacts de nos ambassadeurs, les rapports de la police de la concession française, où Tchiang a un domicile privé, d'apportent guère de révélation sur le caractère profond de l'homme.

Ma curiosité n'en est que plus grande lorsque je gagne Chongqing au cours de l'été 1941. Là se sont regroupés nombre de diplomates et de journalistes et les rumeurs vont bon train. Depuis la désorganisation partielle des forces armées, les retentissantes victoires allemandes, enfin l'extension rapide des bases communistes en Chine du Nord et centrale, on s'interroge principalement sur la volonté même de Tchiang Kai-chek de poursuivre la guerre et, du même coup, la part d'influence des diverses tendances du Kouomintang. Pour des raisons de sécurité, le généralissime et madame se montrent peu et ne reçoivent guère.

Leur résidence de Huang-Shan, dans les collines de la rive sud du Yang-Tseu-Kiang, est protégée par les services secrets du général Dai

nos patronages et celle de l'opéra chinois. Puis, nos hôtes passent parmi nous, nous distribuons de modestes cadeaux.

### Un masque impossible

Tchiang Kai-chek m'apparaît alors, à cinquante-quatre ans, moyen de taille, mince et très droit, visage maigre et régulier, courbe moustache peu fournie et déjà grisonnante, sourire sans chaleur, gloussant de temps à autre un petit « heu » indistinct et court. Aucun élan, aucune force même ne semble jaillir de ce personnage neutre et finalement indéchiffrable. Surprenant contraste avec la bruyante troncence d'un Feng Yuxiang ou avec la politesse empreinte des généraux chinois de la vieille école ou même des communistes de la première génération que je vais rencontrer dans l'année. A l'évidence, il représente une école nouvelle, celle des militaires révolutionnaires dont l'Académie militaire de Whampoa, qu'il a créée en 1924, avait fondé la tradition.

Au total, je suis, de moins par le manque de grandeur et même d'allure du personnage que par son berréisme. L'impossibilité du généralissime n'est, en effet, qu'un masque. Il éclate, dit-on, en soudaines colères, parfois mortelles pour ses subordonnés, et tient toute objection pour preuve de déloyauté. Son aspect extérieur ne rendait pas compte de son obstination, de son ambition, de son habileté politique, de l'énorme et permanente contradiction entre ses principes moraux confucéens et chrétiens hautement affirmés et ses méthodes souvent tortueuses, tantôt brutales, souvent mises en œuvre par des éléments impurs : sociétés secrètes, services spéciaux, « chemises bleues ». Le degré auquel il

en novembre 1943 à la conférence de Caire tandis que les Soviétiques sont revenus à Port-Arthur et pillent la Mandchourie. La situation intérieure est politiquement et financièrement très mauvaise et la troisième guerre civile, qui va, en moins de quatre ans, consumer la moitié du régime, menace. La personne même de Tchiang est mise en cause au dedans et au dehors et ses alliés américains, diplomates, généraux, journalistes, y ont beaucoup contribué par leurs attaques directes ou obliques que des livres retentissants vont bientôt renouveler (2). Une opposition, peu organisée mais déjà bruyante, composée d'intellectuels et de politiciens, commence à se manifester, dénonçant l'incompétence du généralissime et de son entourage, son désir de perpétuer une dictature désormais injustifiée, son intransigence vis-à-vis des communistes, le caractère rétrograde de sa philosophie politique. Celle-ci s'est justement exprimée, en 1943, dans *Devin de la Chine*, dont le superlatifisme, les résonances anti-étrangères, les théories économiques infantiles, à la fois inspirées de l'Antiquité et de Sun Yat-sen, ont beaucoup ému aux Etats-Unis.

Tandis que des bruits, vigoureusement démentis, courent plus que jamais sur la vie privée du couple Tchiang Kai-chek - Soong Mei-ling et sur l'infidélité supposée du premier, les tensions, qui avaient souvent opposé les divers membres du clan — les deux beaux-frères du généralissime, T.V. Soong et le docteur H.H. Kang, ses belles-sœurs, M<sup>me</sup> Sun Yat-sen et M<sup>me</sup> Kung, ses deux fils d'un premier mariage et surtout Chiang Ching-kuo, longtemps rebelle, éduqué à Moscou jusqu'en 1937, soupçonné de trotskisme, marié à une Russe, — se font plus apparentes. La corruption administrative, stimulée par une

monie de remise de la croix de guerre. Conversation et dîner purifiés, protocoles, que M<sup>me</sup> Tchiang à quelque mal à aimer malgré sa vivacité tout américaine et en l'honneur de la bonne humeur du général Jank Peit démentir du lendemain guère plus que la veille. C'est décidément le ton de la maison. Je le retrouverai à Nankin dans d'autres réceptions.

### L'ingrate mission Pechkoff

En début de 1949, Tchiang Kai-chek, abandonnant provisoirement la présidence de la République, se confie l'exercice au vice-président, le général Li Zongren, gardant, toutefois, une autorité à peu près totale sur le parti, l'armée et le Trésor public. Lui-même gagne Taiwan à la fin de l'année et prend la plénitude de ses pouvoirs — sur ce territoire — le 1<sup>er</sup> mars 1950. Je devais me rendre en mission dans cette île en 1953 et en 1960 et y être reçu par de hauts responsables, mais je ne vis pas alors le généralissime et n'ai compté plus jamais le revoir.

Or au début de 1964, dans les conditions que l'on sait, le général de Gaulle décide de reconnaître la Chine populaire. Une déclaration à cet effet doit être publiée simultanément à Paris et à Pékin le 27 janvier. Tant pour des raisons politiques que par courtoisie, il convient que Tchiang Kai-chek en soit directement informé. Le président de la République charge de cette mission, très ingrate son ambassadeur, en Chine en 1944-1945, le général Pechkoff et me désigne pour l'accompagner en qualité d'expert. Le voyage doit impérativement demeurer secret jusqu'à la déclaration du 27 janvier, et il le demeure. Nous passons deux jours à Taipei et sommes reçus dès notre arrivée dans la résidence privée du maréchal à

**Le Monde**  
5, RUE DES ITALIENS,  
75227 PARIS CEDEX 09  
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication.

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) ; Jacques Favet (1969-1982) ; André Laurens (1982-1985)

Dirige de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef : Daniel Verrier

Correspondant en chef : Claude Salas

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 5737, ISSN : 0395-2037

**ABONNEMENTS**  
1 an 6 mois 3 mois 12 mois

FRANCE  
341 F 644 F 915 F 1 150 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
674 F 1 300 F 1 913 F 2 490 F

ÉTRANGER (par mandat postal)  
L. - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS  
306 F 734 F 1 050 F 1 330 F

IL - SUISSE, TUNISIE  
491 F 944 F 1 365 F 1 750 F

Par voie aérienne : tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

**PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER**  
Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dr. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,50 \$ ; Côte d'Ivoire, 450 F CFA ; Danemark, 1,50 kr. ; Espagne, 150 pes. ; E.-U., 1,50 \$ ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 70 dr. ; Hongrie, 80 s. ; Italie, 2 000 L. ; Liban, 475 P. ; Libye, 0,300 D. ; Luxembourg, 200 fr. ; Norvège, 120 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,70 L. ; Yougoslavie, 110 din.

**"GRAND JURY" RTL - Le Monde**

**HUBERT CURRIEN**

dimanche 18h15

animé par Elie VANNIER

en direct sur

**RTL**

André PASSERON et Maurice ARVONNY (Le Monde)  
Marc ULLMANN et Pierre KOHLER (RTL)

Ministre de la Recherche et de la Technologie



# Etranger

## UNE DÉCISION DU GOUVERNEMENT SUD-AFRICAIN

### Vingt-neuf organisations anti-apartheid n'ont plus le droit d'organiser des réunions

De notre correspondant

Johannesburg. — Le gouvernement sud-africain a décidé d'interdire, à compter du 29 mars et jusqu'au 30 juin, toutes les réunions qui pourraient organiser vingt-neuf organisations anti-apartheid. Cette décision, concernant dix-huit districts judiciaires, s'applique aux réunions organisées dans la région de Port-Elizabeth et deux autres à proximité de Pretoria. Parmi les vingt-neuf organisations touchées par cette mesure figurent notamment le Front démocratique (UDF), l'Organisation des étudiants d'Afrique du Sud (AZASO), le Congrès des étudiants sud-africains (COSAS) et une série d'associations civiques ou de jeunes. M. Louis Le Grange, ministre de la loi et de l'ordre, a justifié cette interdiction par le souci de « maintenir la paix publique ».

Elle intervient deux jours après que le chef de l'Etat, M. Pieter Botha, ait annoncé au Parlement qu'il avait pris « des mesures appropriées » pour restaurer la loi et l'ordre dans le pays. La semaine dernière, le gouvernement avait déjà interdit pour un an toutes les réunions en salle ayant trait aux revendications scolaires. Les rassemblements en plein air sont, pour leur part, interdits depuis deux ans.

Le dernier tour de vis a provoqué de nombreuses protestations et des mises en garde contre les risques d'aggravation de la tension que cela pourrait engendrer. Le Congrès des Eglises sud-africaines (SACC), estime que « cet acte ne peut que conduire à de prochaines tensions car il ne s'adresse pas aux vrais problèmes ni à leurs solutions ».

#### Une cible privilégiée

L'organisation du peuple d'Afrique du Sud (AZAPO) — l'ancien parti du Sud — lance pour sa part un avertissement : « Le peuple noir utilisera tous les moyens disponibles pour exprimer ses aspirations réprimées. Personne ne connaît mieux l'exploitation et l'oppression que les Noirs eux-mêmes. Personne ne peut leur enlever leur colère, car celle-ci se nourrit d'elle-même. En trois cent trente-trois ans de domination blanche, absolument rien a été changé ». De son côté, M. Shabazz Doodah, présidente du Black Sash, qualifie cette décision de « complète idiotie » et la crise actuelle de « très sérieuse ».

Toutes les organisations qui n'ont maintenant plus le droit à la parole sont affiliées à l'UDF, mouvement qui est actuellement la cible privilégiée du pouvoir, car tenu pour responsable de l'agitation. Seize de ses

responsables ont comparu, vendredi 29 mars, devant le tribunal sous l'accusation de haute trahison. Leur procès a été reporté au 20 mai. Vingt-quatre adhérents de cette organisation ont été arrêtés, mercredi et jeudi, par la police du Ciskei, homelands situés au bord de l'océan Indien. Les autorités locales n'ont, pour l'instant, confirmé que douze arrestations. Aucune explication n'a été fournie. Nul doute que la police de cet « Etat », créé par Pretoria et qui n'est pas reconnu par la communauté internationale, a agi à l'instigation de l'Afrique du Sud, comme le déclare l'UDF.

En raison de la tension persistante et croissante et de la radicalisation du débat politique, de nombreuses personnalités de l'opposition s'attendent à une mise hors la loi de cette organisation et au bannissement de certains de ses dirigeants. L'UDF affirme, pourtant, être un mouvement pacifique et s'applique, selon l'expression de son porte-parole, « à diriger les masses dans le cadre d'une résistance disciplinée à l'apartheid ».

Malgré ce nouveau durcissement du gouvernement, les émeutes ont continué au cours des dernières vingt-quatre heures, faisant une nouvelle victime. Un peu partout des maisons ont été incendiées, des policiers et des commerçants attaqués, des magasins pillés et des rassemblements dispersés par les forces de l'ordre. L'institut des relations raciales, un organisme anti-apartheid, a calculé que, depuis le début de l'année, cent quatre personnes avaient été tuées, dont soixante et onze par la police, et vingt-six au cours d'actions de représailles dirigées par des Noirs contre des Noirs. Trois autres personnes ont péri accidentellement et la raison du décès des autres autres reste inexpliquée. Ce chiffre de cent quatre victimes a été atteint en trois mois, alors que l'an dernier cent soixante-quinze personnes sont décédées au cours de la violence qui a embrasé les townships.

M. John Kane-Berman, le directeur de l'Institut, a critiqué M. Le Grange, estimant qu'il avait perdu le contrôle de la situation et était incapable de ramener l'ordre. Le ministre de la loi et de l'ordre a été également mis en cause lors des débats de la commission d'enquête sur la mort de Langa. Un officier de police, qui était sur les lieux du drame, a reconnu que la version officielle donnée par le ministre était « exagérée ». Il est certain qu'aucun cocktail Molotov n'a été lancé et n'est pas sûr d'en avoir vu un seul. Selon ce témoignage, seules des pierres avaient été utilisées mais aucun autre objet, contrairement à ce

## ORGANISÉE PAR LES NATIONS UNIES

### La conférence sur l'aide à l'Afrique n'a pas atteint ses objectifs

De notre correspondante

Genève. — La conférence sur l'aide d'urgence à l'Afrique, organisée par M. Bradford Morse, administrateur du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) (le Monde daté 10-11 et 14 mars), n'a pas atteint son objectif — réunir 1 milliard et demi de dollars — en dépit des affirmations des participants à son issue. Aux dernières nouvelles, on ne pouvait espérer réunir que la moitié de cette somme, et on ignore toujours sur combien d'argent frais on peut compter. Pour ne citer qu'un exemple, en décembre dernier à Dublin, la CEE avait annoncé un don substantiel destiné aux pays du Sahel. On ne sait toujours pas, quatre mois plus tard, si cette somme est comprise ou non dans les derniers chiffres avancés à Genève. On ne sait

pas non plus combien la conférence a coûté.

Les six réunions à huis clos destinées à étudier, avec les intéressés, les projets d'aide aux six pays les plus touchés par la famine ont permis d'aborder les problèmes concrètement. On remarqua cependant l'absence, à ces séances, des représentants de la Banque mondiale, des pays producteurs de pétrole aussi bien que des Etats de l'Est. Définir les priorités de l'aide ne fut pas une tâche aisée car, en quelques jours, les sommes demandées par les pays africains en détresse ont augmenté en moyenne de plus d'un tiers.

L'acheminement, la conservation et surtout la distribution des secours d'urgence ont également fait l'objet de discussions serrées, à cause notamment de la déclaration faite à Genève par M. Goshu Wolde, minis-

tre éthiopien des affaires étrangères, selon lequel il n'est pas question qu'Addis-Abeba laisse à des organisations internationales le soin de distribuer l'aide alimentaire dans son pays.

La conférence sur la relance de la production vivrière en Afrique, qui s'ouvre ce vendredi 29 mars à Rome, porte sur l'apport en semences, engrais, antiparasites, outils, équipements de petite irrigation, fourrages, etc. Elle sera naturellement d'une grande utilité car, si on se borne à nourrir au compte-gouttes les affamés sans leur fournir aux pays, avant la saison des pluies prévue pour juin, les semences et le nécessaire aux récoltes, la tragédie se poursuivra.

Selon la FAO, l'aide alimentaire nécessaire pour 1985 est d'un ordre déjà estimé à 7 millions de tonnes.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui compte des centaines de délégués sur le continent noir, a rappelé, par la voix de son président Alexandre Hay, le désastre dû à l'action de l'homme, précisant que l'on pouvait se montrer inquiet devant « la propension croissante des pouvoirs locaux à se servir tant de la pénurie que des ressources apportées pour tenter d'en retirer un avantage politique ou militaire », de même que la faim devient une arme en situation de siège, ainsi l'aide peut aussi servir à déplacer des populations, à acheter leur soumission à défaut de leur allégeance ».

Il ressort des différentes réunions tenues ce mois-ci à Genève que l'aide bilatérale se monte à 80 % des secours, l'aide internationale représentant les 20 % restant. L'existence d'un organisme central en Afrique (Bureau des opérations d'urgence en Afrique) est néanmoins encouragée. Car elle permet d'éviter que des efforts soient éparpillés. M. Morse a été chargé de communiquer régulièrement aux donateurs des renseignements sur l'évaluation de la situation et des besoins pays par pays. Le résultat le plus clair de ces réunions a été la mobilisation générale. Il a paru évident que les pays nantis devaient faire preuve d'autant de réalisme que de solidarité.

ISABELLE VICHNIAC.

## Guinée

### Le colonel Lansana Conté n'exclut pas une coopération économique avec Israël

De notre envoyé spécial

Conakry. — « Ce qu'il s'est fait est le passé, cela ne nous intéresse plus. Si nous voulons fuir le passé, l'avenir va nous échapper ». Le président guinéen, le colonel Lansana Conté, a ainsi confirmé, mercredi 27 mars, à Conakry, la volonté du Comité militaire de redressement national (CMRN), au pouvoir depuis le 3 avril dernier, de ne pas organiser de procès politiques pour juger les anciens dignitaires du régime Sékou Touré, qui sont incarcérés à Kindia.

Le chef de l'Etat guinéen, qui était interrogé par le Club de la presse du Sahel — de Radio-France internationale (qui sera diffusé dimanche 31 mars), a ajouté que son gouvernement n'a « pas l'intention de condamner quelqu'un à mort », tout en estimant que les anciens dirigeants « ont quand même des comptes à rendre au peuple ».

Evitant le remaniement ministériel du 18 décembre dernier, an-

terme duquel la fonction de premier ministre a été supprimée, le colonel Conté a affirmé qu'il n'avait pas de rivalité — entre lui et l'ancien titulaire de ce poste, le colonel Diara Traoré, mais « des manières différentes de voir les choses ». Réaffirmant que le CMRN est le seul « parti » de Guinée, et que des partis politiques, « c'est pour semer la pagaille dans le pays », le chef de l'Etat a longuement insisté sur la nécessité d'« épurer progressivement » la fonction publique, indiquant à ce sujet : « Nous allons mettre à la porte tous ceux qui sont trop lâches, qui ne veulent pas changer ».

A propos, d'autre part, des Guinéens de l'extérieur, qui « ont les mêmes droits, mais aussi les mêmes devoirs », que les autres, le président a souligné : « S'il y a un qui veut lutter contre notre régime, ils sont libres, mais nous verrons ceux qui gèreront ».

Parlant de la situation économique et notamment des négociations

L. Z.

## LE SOMMET EUROPÉEN DE BRUXELLES

### La Grèce compte « vendre » le plus cher possible son approbation de l'élargissement

Le conseil européen, qui réunit à Bruxelles les chefs d'Etat et de gouvernement des Dix, devait s'achever ce samedi 30 mars dans l'après-midi. La première série d'entretiens entre les dirigeants de la Communauté, vendredi, a été longuement consacrée à l'examen des exigences grecques à propos des programmes intégrés méditerranéens (PIM). M. Papandréou était arrivé en retard dans la capitale belge en raison de l'élection présidentielle qui l'avait retenu à Athènes.

A Madrid et à Lisbonne, on se félicite naturellement de l'accord conclu entre les Dix dans la nuit de jeudi à vendredi sur l'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal. « Une nouvelle étape a commencé », a déclaré le premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez. Pour tous ceux qui croient en la liberté, le défi européen est positif. A Rome, on qualifie l'accord d'« événement d'importance historique », et on se réjouit de constater que ce succès a pu être obtenu durant la présidence italienne du conseil européen.

Bruxelles (Communautés européennes). — Le premier ministre grec, M. Andreas Papandréou, veut monnayer son feu vert à l'adhésion de l'Espagne et du Portugal. Il demande avec insistance que les programmes intégrés méditerranéens (PIM), dont l'objectif est de favoriser la modernisation des régions méditerranéennes de la Communauté, soient dotés de crédits importants, et surtout qu'une fraction substantielle de ceux-ci bénéficie à la Grèce.

M. Papandréou s'en tient aux promesses faites jadis, un peu à la légère, par le conseil européen lui-même, à une époque où l'essentiel paraissait être d'apaiser les craintes que la perspective de l'élargissement faisait naître en France, en Italie et en Grèce, sans trop se soucier des contraintes budgétaires. Dans cette optique, la Commission avait alors proposé d'affecter aux PIM 6,6 milliards d'ECU (environ 45 milliards de francs) sur cinq ans. Lors du conseil européen de Dublin, plusieurs Etats-membres, au premier rang desquels la RFA et le Royaume-Uni, avaient estimé que c'étaient là des montants parfaitement irréalistes.

Ce samedi, les Dix s'efforcent de trouver un compromis. Que se passera-t-il si le désaccord persiste ? M. Papandréou peut-il empêcher l'adhésion de l'Espagne et du Portugal d'intervenir à la date prévue du 1er janvier 1986 ? M. Delors n'y croit guère. Selon lui, rien ne pourra remettre en cause l'élargissement.

#### Ne rien brusquer

Pour le reste, sauf changement de rythme de dernière minute, ce conseil européen aura singulièrement manqué de tonus. Les chefs d'Etat et de gouvernement, comme surpris de ne pas avoir à intervenir sur l'élargissement de la Communauté, ne semblent pas souhaiter avoir, dès cette session, un débat sérieux sur la manière de relancer la construction européenne. Les conversations « au coin du feu » conçues pour donner les impulsions nécessaires au développement de la Communauté, et qu'ils évoquaient avec nostalgie lorsqu'il leur fallait trancher des questions d'indécision, n'ont d'intérêt que si les protagonistes savent clairement comment ils

souhaitent aller de l'avant. S'agissant des aspects proprement politiques de la relance de l'Europe — qui comprennent le domaine si délicat de la sécurité — les chefs d'Etat et de gouvernement considèrent sans doute qu'il ne faut pas brusquer les choses, que les contacts préparatoires qui ont eu lieu ne sont pas suffisants pour permettre des malentendus une initiative fructueuse.

La Commission leur soumet un document-programme qui, appuyant, lui, sur deux années de préparation intense, leur propose une série de pistes pour réaliser l'unité complète du marché intérieur d'ici à 1992 et améliorer par quelques actions collectives bien choisies, notamment dans le domaine des télécommunications, la compétitivité de l'industrie communautaire. Assurément, les Dix n'y sont pas hostiles. Mais ce qu'on voit, vendredi, la fâcheuse impression qu'ils avaient à peine pris connaissance de ce document, et qu'ils n'étaient pas prêts à l'exploiter avec efficacité.

PHILIPPE LEMAITRE.

### M. CHIRAC : Une succession d'abandons et de capitulations

M. Jacques Chirac, qui était, vendredi 29 mars, dans le département du Nord, a commenté l'accord conclu à Bruxelles en disant notamment à l'occasion de l'inauguration de la Foire commerciale d'Avesnes : « Nous ne pouvons nous croire définitivement liés par ces accords, surtout dans les circonstances où ils ont été passés. Dans un an, au cas où l'alternance démocratique jouerait, il conviendrait alors de réexaminer les choses et d'exiger de nouvelles négociations. Qu'a-t-on fait

depuis 1981 ? Le gouvernement, en matière agricole, s'est conduit d'une manière qui m'a profondément choqué, en une succession d'abandons et de capitulations face aux partenaires européens. Nous avons baissé pavillon face aux exigences britanniques, nous avons laissé faire le plafonnement du budget au profit des agriculteurs allemands, nous avons accepté l'absurde politique des quotas laitiers, qui, dans moins d'un an, nous mènera à une politique de pénurie laitière en France. »

## Tunisie

### Une radio pirate appelle au meurtre des juifs d'Afrique du Nord

De notre correspondant

Tunis. — Depuis deux semaines, chaque soir vers 22 heures, les Tunisiens peuvent capter, sur les codes courtes de leurs transistors une mystérieuse radio qui multiplie les appels au meurtre des juifs d'Afrique du Nord.

Cette « radio de la vengeance sacrée », qui s'adresse aussi aux auditeurs algériens et marocains, demande, avec une rare violence, à ses auditeurs de se débarrasser des juifs et de se venger contre leurs gouvernements qui, en sont les complices. Dans certaines de ses émissions, le présentateur de service va jusqu'à fournir l'identité — dont aucune à Tunis n'a pu être vérifiée — de ceux qu'il désigne à la vindicte publique. La Ligue tunisienne des droits de l'homme, qui a décidé récemment de poursuivre en justice le journal Les Annonces, pour avoir assimilé les juifs à « des singes et des porcs » (le Monde du 26 janvier), est aussi une des cibles favorites de cette voix de la « vengeance sacrée ».

Un tel fanatisme, qui s'exprime dans des exhortations hystériques, n'a évidemment aucune prise sur l'immense majorité des Tunisiens. Ceux-ci s'en montrent profondément scandalisés. Mais il n'est pas exclu qu'il vienne conforter, chez quelques extrémistes dans leurs convictions. Même si, deux semaines plus tard, il était revenu — bien maladroitement sur son commentaire (1), le journal

Les Annonces avait démontré que la radio n'est qu'un moyen de propagande, n'était pas du tout d'une minorité. Et sur un tout autre registre, une autre publication locale, Al Ayyam, a confirmé cette tendance dernièrement en s'en prenant à des membres de l'Eglise catholique de Tunisie, qu'il a accusés de se livrer, sous le couvert d'œuvres sociales, à une action d'évangélisation.

Devant les délires de « vengeance sacrée », les autorités se trouvent aussi préoccupées qu'impuissantes, et personne ne veut officiellement formuler l'hypothèse sur son lieu d'émission, qui n'a pas été jusqu'ici localisée, mais qui, de toute évidence, ne se trouve pas en Tunisie. Est-ce seulement un hasard si les dirigeants tunisiens ont évoqué l'existence de cette radio pirate devant le chef de la diplomatie libyenne, M. Ali Abdessalam Triki, qui se trouvait ces jours-ci à Tunis pour une réunion de la Ligue arabe ? En Libye, il n'existe qu'une seule radio, c'est Radio-Tripoli, aurait dit M. Triki à ses interlocuteurs. Et ces derniers — bien obligés — doivent, en l'état actuel, se contenter de cette affirmation.

MICHEL DEURÉ.

(1) Le journal avait déploré que « des esprits malveillants » mettent à profit « un lapsus, une omission, ou même une faute d'impression » pour le critiquer.

مكتبة الامم المتحدة



## Étranger

Brésil

L'HOSPITALISATION DU PRÉSIDENT NEVES

« Qu'il ressuscite ! »

De notre envoyé spécial

Rio. — Le député indien Mario Juruna a rendu visite, vendredi 29 mars, au président par intérim José Sarney, pour lui dire que « tous les Indiens du Xingu prient pour Tancredino ». Xingu est un fleuve d'Amazonie, qui traverse une réserve où vivent plusieurs tribus. A sa sortie du Planalto, le palais présidentiel, Juruna a déclaré qu'il souhaitait que Tancredino « ressuscite » et retrouve « toutes ses vitamines, toutes les vitamines qu'il a dans son esprit ». Juruna ne dit pas « Tancredino » d'ailleurs, mais « Tancredino », comme beaucoup de Brésiliens du peuple qui défendent volontiers les mots et pour qui Tancredino est sans doute un prénom trop savant.

La démission de Tancredino n'est qu'une manifestation entre mille de l'immense ferveur populaire que suscite la maladie du président. Des milliers de personnes se relaient devant les portes de l'hôpital de São Paulo, où Tancredino Neves lutte encore entre la vie et la mort. On a vu des femmes se mettre à genoux devant la porte principale, d'autres prier debout, un fouillard sur les cheveux. Des hommes sont arrivés avec des banderoles. Reprenant le slogan qui a jeté dans la rue, l'an dernier, des millions de Brésiliens, « Diretas Já ! » (« des élections directes dès maintenant ! »), ils ont écrit cette fois sur leurs cahiers : « Saúde Já ! » (« qu'il guérisse dès maintenant ! »).

Chacun y va de sa prière. Le Brésil est un caravansérail religieux où le catholicisme n'est souvent que de façade. Toutes sortes de croyances ont germé sur cette terre où l'indien païen s'est croisé avec l'Africain animiste et où les légions venues d'Europe ont débarqué avec un dieu surnaturel, installant sa tente sur le trottoir de

l'hôpital et plaçant au milieu des bougies une statuette d'Ogun, le dieu des forgerons. Pour lui, Tancredino a été victime d'un sortilège et non de la maladie. Partout, des mains anonymes font l'offrande rituelle pour désarmer l'aspirit malin qui a échappé contre le président : un plat de manioc et de poulet, témoignage d'une foi spirituelle qui ne résiste pas longtemps à celle des gens qui n'ont rien à manger.

Eglises et synagogues

Partout les églises sont pleines de fidèles qui prient pour la guérison du président. Une photo de lui découpée dans les journaux. Une messe a eu lieu dans la chapelle de l'hôpital du Cor où est hospitalisé le président. La chapelle a eu un pèlerinage : « Des orgueilleux se sont levés contre moi. Des hommes violents en veulent à ma vie. » Selon la bible de la ville, les trente synagogues de São Paulo sont en prière depuis dix jours et le sabbat de cette semaine sera tout entier consacré à Tancredino.

Dans le Nordeste, des violences ont composé des poèmes de colportage sur la maladie du président, comme ils en avaient fait sur la grande sécheresse de ces dernières années. Des prières collectives sont organisées dans les écoles. Les enfants se mettent debout, lèvent les bras et prient en se tenant par la main. A São-João del Rey, la ville du Minas-Gerais, où Tancredino Neves est né, on a fait reciter à des enfants de la maternelle le texte suivant : « Monsieur le président, nous ne savons pas écrire, alors nous vous donnons nos mains, nos mains qui prient, nos mains qui applaudissent, nos mains qui remercient, nos mains qui s'unissent. »

De l'avis général, aucun chef d'Etat n'a jamais provoqué une telle émotion dans le pays. Même Vargas, le caudille de légende, quand, en 1954, il s'est suicidé.

CHARLES VANHECKE.

Honduras

A PROPOS DE LA COUR SUPRÊME

Une grave crise a éclaté entre le Congrès et le président

Tegucigalpa (AFP, Reuter, UPI). — Une grave crise constitutionnelle a éclaté au Honduras entre le gouvernement et le Parlement, où l'opposition est majoritaire, au sujet du renouvellement des membres de la Cour suprême, la plus haute instance judiciaire du pays. Cette dernière dispose d'un réel pouvoir sur l'interprétation de la loi électorale, les prochaines élections présidentielles devant avoir lieu le 24 novembre prochain.

Cette crise a pour origine la décision de la majorité des députés de destituer le président de la Cour suprême, M. Carlos Arita Palomo, et quatre des sept autres juges de cette institution, qu'ils accusent de corruption. Le mandat de ces cinq juges qui ont été nommés pour quatre ans par des députés, n'expirait que le 27 janvier 1986. Dans la nuit de jeudi à vendredi, le Parlement a désigné les remplaçants des juges démissionnaires, dont un nouveau président, M. Ramon Valladares.

Le président Roberto Suazo Cordova a accusé le Congrès d'avoir effectué un véritable « coup d'Etat technique », ajoutant : « En droit, c'est une rupture de l'ordre constitutionnel. L'armée, placée en état d'alerte, entourait le Parlement au moment de la prestation de serment des juges, et quelque deux cents, armés de M. Suazo manifestaient à l'extérieur. Les militaires avaient jusqu'à fait savoir qu'ils entendaient rester à l'écart de la crise entre le président et le Congrès. Mais l'armée hondurienne est intervenue directement pour la première fois,

dans ce conflit en faisant arrêter vendredi soir le nouveau président de la Cour suprême.

Selon M. Gustavo Acosta Mejia, président de la commission des droits de l'homme du collège des juristes, M. Ramon Valladares a été arrêté avec les quatre autres juges par une unité spéciale de la police judiciaire. Le président du Congrès, M. Efraín Bu Giron, a déclaré que ces interpellations étaient inconstitutionnelles et violaient l'immunité des juges. On confirme par ailleurs de source gouvernementale, que les gouverneurs de trois provinces, dont celui de la capitale, ont été limogés pour avoir appuyé M. Bu Giron, dont l'intention de se présenter aux élections présidentielles a été à l'origine du différend avec M. Suazo. Après avoir appris les arrestations, le Congrès a décidé de se réunir en session extraordinaire.

Cherchant, semble-t-il, à réduire la tension, le président Suazo a annoncé que les quatre-vingt-dix mille fonctionnaires du pays pourraient partir en vacances de Pâques à partir de lundi, avançant ainsi de trois jours la date officielle.

Cette crise éclate alors que la présidence de M. Suazo a été marquée par une influence chaque jour accrue des Etats-Unis au Honduras, transformé peu à peu en une véritable base militaire nord-américaine, notamment face au Nicaragua sandiniste. Vendredi, à Washington, le département d'Etat a déclaré qu'il souhaitait un dénouement pacifique du conflit.

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE ÉDITION INTERNATIONALE

spécialement destinée à ses lecteurs

résidant à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande

# Grèce : présidentielle à la hussarde

## Le quitte ou double

Le 19 mars, à l'heure où Athènes se réveille pour la nuit, des groupes d'hommes parcourent bruyamment la ville en brandissant des foulards verts, couleur tout à la fois de l'équipe nationale de football et du Parti socialiste (PASOK). Ils fêtent dans un même enthousiasme la qualification du Panathinaïkos pour la Coupe d'Europe des clubs champions et le « bon coup » que vient de faire M. Papandréou en provoquant la démission du président Caramanlis. La scène donne la mesure du succès populaire du premier ministre, à la seule annonce de l'opération qui vient d'aboutir à l'élection d'un nouveau président.

Peu importe la méthode, la façon dont, jusqu'au dernier jour, on a abusé M. Caramanlis, et ce résultat acquis d'extrême justesse, grâce à la seule voix du président du Parlement dont

l'opposition contestait le droit de vote... Cette part de la population qui a trop longtemps été la perdante de la vie politique ne s'embarrasse guère de scrupules juridiques. Elle jubile. La démocratie, pour elle, c'est aussi le fait que la politique, contrairement à d'autres époques de triste mémoire, ait retrouvé son caractère ludique : comme à tout autre jeu on y use, on y bluffe, on y prend des risques, on y triche, et c'est le meilleur qui gagne.

Car la société grecque n'est rigoureusement respectueuse ni des convenances ni du droit : on fraude le fisc à qui mieux mieux ; on se déclare agriculteur quand on est hôtelier ou marchand de souvenirs pour touristes, afin de toucher les subsides de l'Etat ; on travaille au noir. Elle est en revanche extrêmement ouverte et mobile, igno-

rante des barrières sociales, et sait récompenser le débrouillardise autant que le talent : on naît fils de berger et l'on devient médecin, avocat ou haut fonctionnaire ; on quitte la boutique paternelle et l'on revient d'Australie ou des Etats-Unis en roi du village ; on joue des coudes ou éventuellement des passe-droits, on fait son chemin. Société querelleuse aussi, emportée, volontiers rancunière.

Si Athènes est devenue cette capitale hypertrophiée où s'entasse le tiers de la population du pays, c'est qu'il n'y a pas si longtemps encore on fuyait non seulement la misère des campagnes mais aussi, bien souvent, les règlements de comptes, et on allait se cacher dans l'anonymat de la ville.

Le temps n'est pas si loin où les milices rurales faisaient la chasse aux anciens résistants, où la génération en génération, se

perpétuaient les haines entre familles, où la topographie des cafés des villages (un de droite, un de gauche) reproduisait les fractures de la vie politique.

C'est dans ce contexte-là qu'il faut apprécier l'opération politique à laquelle vient de se livrer M. Papandréou, et non à l'aune des vieilles démocraties occidentales. On explique aujourd'hui, dans les rangs du PASOK et ailleurs, qu'en évincant M. Caramanlis de la présidence, le 9 mars, M. Papandréou obéissait à l'aile gauche de son parti, qui ne supportait plus la « cohabitation » avec un président ancien chef de la droite. Mais l'argument n'a qu'une valeur relative et l'on a vu, ces dernières semaines, à la façon dont a été violé le secret du vote pour tenter de ramener dans le rang d'éventuels dissidents, le peu de cas que l'on fait de la démocratie interne dans le PASOK.

LE NOUVEAU CHEF DE L'ÉTAT

## Christos Sartzetakis « juge au plein sens du terme »

Celui qui vient, pour la seconde fois, et sans en avoir vraiment décelé ainsi, d'évincer M. Caramanlis du pouvoir est peu connu des Grecs. Plus exactement il n'est connu que par l'affaire, vieille aujourd'hui de plus de vingt ans, qui a fait de lui le héros d'un roman de Vassilis Vassilikos, puis d'un film de Costa Gavras.

Chacun se souvient de ces images : la foule d'une manifestation, un soir, à la sortie d'une réunion politique houleuse. Dans la cohue, devant plusieurs dizaines de policiers, un homme est heurté violemment par un triporteur. Il reste étendu sur l'asphalte. La scène se passe à Salonique, le 22 mai 1963. L'homme, qui ne survivra pas, est Gregorio Lambrakis, député indépendant du Pirée, proche de l'Union de la gauche démocratique, qui vient de prendre la parole en faveur de la paix et de désarmement.

Sourd aux menaces

C'est lui qui, quelques mois plus tôt, bravant les autorités, a fait tout seul, de Marathon à Athènes, la marche de la paix, interdite par le gouvernement. Lui à qui un certain Papadopoulos, député de Macédoine, a lancé un jour en plein Parlement : « Lambrakis, tu vas mourir ! ». C'est l'homme qui, quelques semaines plus tôt, à Londres, où il conduisait une délégation hellénique pour le désarmement, a tenté d'intercepter auprès de la reine Frédérique, en visite elle aussi dans la capitale britannique, en faveur des prisonniers politiques grecs. L'audience lui a été refusée. La femme d'un des prisonniers a bousculé la reine mère et a même, dit-on, déchiré sa robe. Le député va être tenu pour responsable de l'affront.

Transporté dans un hôpital après l'« accident », Lambrakis y mourra deux jours plus tard. Mais Salonique et Athènes s'enflammèrent. Des ouvriers se mettent en grève, des étudiants manifestent, des bagarres éclatent. Ils sont plusieurs centaines de milliers, le jour des obsèques, à accompagner le cercueil du député en criant : « Lambrakis 2 » (Lambrakis vivant). Au Parlement, Georges Papandréou, chef de l'Union du centre et père d'Andreas, accuse le gouvernement de Constantin Caramanlis d'être « moralement responsable de l'accident ». M. Caramanlis n'est en fait pas directement impliqué dans l'affaire. Sa phrase restée célèbre : « Mais qui donc gouverne ce pays ? », résume tout : la Grèce est livrée aux intrigues du palais et à ses hommes de main, aux groupes paramilitaires fascisants et à leurs relais dans la police et dans l'armée. La droite ne s'en remettra pas aux élections suivantes, et M. Caramanlis quittera le gouvernement et la Grèce.

C'est en mai 1963 qu'apparaît Christos Sartzetakis, un juge de

trente-quatre ans, à qui est confiée l'instruction de l'affaire Lambrakis. Il a fait ses études à Selonik, et quand, en 1955, il a passé le concours pour la justice de paix, sa brillante prestation lui a valu les félicitations du président du jury, un certain Constantin Kollias, qu'il retrouvera à deux reprises sur son chemin : la première fois en cette année 1963, quand le procureur Kollias tentera — en vain — de faire pression sur lui pour qu'il classe l'affaire Lambrakis comme « accident de la circulation » ; la seconde, plus tard, quand le régime des colonels donnera l'occasion à Kollias de prendre sa revanche sur le juge qui lui a si opiniâtrement tenu tête.

Mais le procureur ignore encore, en 1963, de quelle trame est Christos Sartzetakis : sourd à toute pression, aveugle à toute menace, insensible aux remous qu'il provoque dans les milieux de la droite nationale, dans les forces armées et les services de sécurité, il interroge gendarmes puis officiers supérieurs de la police, fait arrêter le dirigeant du groupe paramilitaire auquel appartenait les assassins, puis un colonel directeur de la gendarmerie de Salonique, puis un général inspecteur de la police pour toute la Grèce du Nord.

Il faudra attendre juillet 1964 pour que le gouvernement formé par M. Georges Papandréou décide de dissoudre les organisations paramilitaires. Il faudra attendre octobre 1966 pour que la cour d'assises de Salonique prononce, en dépit des efforts du « petit juge », un verdict plutôt clément : quelques années de prison, que les assassins de Lambrakis n'auront même pas le temps de purger. En 1965, le gouvernement offre une bougie à Christos Sartzetakis pour qu'il aille compléter ses études de droit à Paris. L'affaire a laissé des rançunes tenaces, et il s'agit en fait de le mettre à l'abri.

Arrêté et torturé

Il est toujours à Paris, quand, en avril 1967, les colonels prennent le pouvoir à Athènes. Un mois plus tard, on lui signifie que son congé d'études est suspendu, et Constantin Kollias, devenu ministre de la justice, le somme de rentrer. En dépit des conseils de ses amis parisiens le juge fait ses bagages. « Il s'occupe rien me faire », dit-il. On le laisse effectivement reprendre ses fonctions de magistrat à Salonique. Mais, un an plus tard, il est révoqué en même temps que vingt-quatre autres juges. Les officiers mis en cause dans l'affaire Lambrakis sont réintégrés dans la police, les assassins libérés.

M. Sartzetakis, privé d'emploi et de ressources, continue cependant sa résistance solitaire. Il diffuse un texte dans lequel il accuse le gouvernement de violer sa propre



Constitution en bafouant le principe de l'immovibilité des magistrats. Il écrit au Conseil d'Etat : « Soyons sans hypocrisie : je n'ai pas été révoqué pour avoir commis une faute, mais parce que j'ai été un juge dans tout les sens du mot. » En janvier 1969, le Conseil d'Etat (dont les membres ont été désignés sous l'ancien régime) lui donne raison. Le gouvernement refuse de l'entendre et démet son président.

Et puis, une nuit de décembre 1970, la police pénètre dans la maison de Salonique et conduit Christos Sartzetakis à la tristement célèbre « section spéciale » de la police militaire d'Athènes. Il y sera interrogé, torturé, gardé pendant six mois. En mai 1971 il est inculpé d'« atteinte à la sécurité de l'Etat » et transféré à la prison de Korydallos, au Pirée (celle où ses tortionnaires sont aujourd'hui détenus). En novembre 1971, grâce notamment à l'action de certains de ses collègues, étrangers, dont ceux du Syndicat de la magistrature qui dirige à Paris M. Louis Joinet, il est remis en liberté provisoire pour raisons de santé.

Après la chute des colonels, il reprend une carrière brillante et sans histoires, ne se mêlant jamais de politique, sans plus faire parler de lui. Il est président de la cour d'appel de Nauplie, et deviendra membre de la Cour de cassation en 1982. On oublie son visage carré, sa stature, ses lunettes de myope. Et quand, en 1975, des milliers de Grecs se pressent pour voir le film Z, il se contente de faire remarquer que la réalité dépassait de loin en horreur la fiction de Costa Gavras.

Le choix de cet homme intègre, étranger aux luttes partisans et au

millitarisme mais présent dans la mémoire de toute la gauche grecque, est habile de la part de M. Papandréou. D'autant que le nom du nouveau président se termine en « takis », ce qui signifie que le vin a coulé, vendredi soir, dans les villages de Grèce. Le particularisme d'une lie à laquelle le PASOK doit en grande partie son succès aux dernières élections se trouve ainsi flétri. Mais M. Sartzetakis est né à Salonique et peut aussi se recommander par sa mère de cette autre marche, de l'Hellade, la Macédoine.

M. Sartzetakis est depuis trois semaines au centre de toutes les parades qui sont à l'antipode de l'image qu'on se fait de lui. Au point qu'on n'est pas sûr de savoir s'il n'allait pas retirer sa candidature en chemin. Il ne l'a pas fait. Mais, s'il est resté « juge dans tous les sens du mot », peut-être M. Papandréou va-t-il devoir compter avec un chef d'Etat incommode.

C. T.



**Parti gagné d'extrême justesse pour M. Papandréou : son candidat a tout juste obtenu les cent quatre-vingts voix requises pour devenir président de la République grecque.** L'opposition conteste, les observateurs étrangers critiquent les méthodes qui ont abouti à cette élection. Elle s'inscrit dans la droite ligne des maux politiques de la Grèce. Mais ce qu'elle a-t-elle pas d'inquiétants relents ? Dans un pays démocratique, est-il recommandé d'enlever la magistrature suprême à la hussarde, fût-ce pour la confier à un irréprochable magistrat ?

## de M. Papandréou

La vie politique en Grèce n'a jamais été dirigée par des partis mais par les personnalités qui ont su s'imposer. C'est ce que certains appellent la « magie du balcon ». Au balcon, il y avait, jusqu'au début de ce mois, deux hommes qui avaient en commun leur charisme et leur goût du pouvoir, bien que l'un d'eux se gardât de l'exercer vraiment. Il n'en reste plus qu'un : un remarquable stratège, un grand illusionniste qui, en tenant la Grèce en haleine depuis trois semaines, est parvenu à abolir tout débat politique de fond et à redonner du cœur au ventre à ses troupes sans rien leur confier. Personne à gauche ne se demande plus pour l'instant — comme c'était le cas le mois dernier encore — si ce gouvernement est vraiment socialiste, s'il tient ses engagements ni quel est son bilan, après trois ans et demi.

Ce socialisme *sui generis*, que M. Papandréou a dû inventer puisqu'il n'avait en Grèce ni tradition ni mouvement ouvrier sur lequel s'appuyer, est à l'image de son chef : très marqué idéologiquement sur le papier et dans les discours, très hésitant dans les faits. Il a incontestablement contribué à une certaine modernisation de la société grecque (on lui doit par exemple la législation du divorce et l'amélioration des droits des femmes). Il a amorcé au profit de la province une décentralisation qui devenait urgente, dans les domaines sanitaire et culturel notamment. Il a entrepris dans les campagnes la restructuration d'une agriculture en train de péricliter parce qu'éclatée en petites exploitations non viables. Il a enfin œuvré à la réconciliation nationale dans un pays qui n'avait pas encore digéré ses quatre années de guerre civile. M. Caramanlis, de retour d'exil, avec un titre d'adhésion à l'Europe communautaire, avait ouvert la voie en légalisant le parti communiste. Le gouvernement socialiste est allé plus loin en levant les interdits qui continuaient de peser sur la « version de gauche » de l'histoire, en permettant à ceux qui s'étaient exilés dans les pays de l'Est de rentrer, en réglant très méthodiquement les questions de leur retraite, de la récupération ou de l'indemnisation de leurs biens.

### Déplacer le débat

Sur le plan économique, le bilan n'est pas très convaincant et la gestion (qui a usé trois ministres en trois ans) garde un goût de brûlé et mal défini. La désindustrialisation, reste l'une des caractéristiques de l'économie du pays. En l'absence d'une réglementation fiable, les appels à l'investissement privé sont restés lettre morte. Les interventions de l'Etat en faveur d'industries traditionnelles vétustes contribuent à alourdir encore le déficit budgétaire. Après deux ans de politique très généreuse des salaires, on a tenté, mais sans rigueur, de freiner les augmentations ; les grèves ont repris et le pouvoir d'achat des salariés est rongé par une inflation difficilement contenue aux alentours de 20 %. Seuls les agriculteurs (qui ont tendance à mettre au seul crédit du PASOK ce qu'ils doivent pour l'essentiel à la CEE) ont vu leur niveau de vie s'améliorer sensiblement. Le chômage n'est guère un problème dans ce pays où le secteur immergé de l'économie est sans doute l'un des plus dynamiques, mais la Grèce a tendance à vivre au-dessus de ses moyens. Il est de plus en plus patent qu'il faudra en venir à plus d'austérité, quel que soit le prochain gouvernement, d'autant que le pays devra,

en 1986, commencer à rembourser une lourde dette extérieure.

Dans cette conjoncture, alors que des élections devront avoir lieu avant la fin de l'année, M. Papandréou avait tout intérêt à déplacer le débat par une initiative spectaculaire. Il avait peu de choix. En dehors du parti qu'il a pris, deux terrains d'action s'offraient à lui pour rassembler une gauche que le premier ministre a bercée de belles paroles mais à laquelle il n'a pas vraiment, dans la pratique, versé son tribut : les rapports avec les Etats-Unis et l'OTAN, ou bien les relations avec la CEE. Depuis trois ans, M. Papandréou manie alternativement, en direction des Etats-Unis, la harangue publique et la diplomatie discrète : la première à usage d'une opinion largement anti-américaine ; la seconde parce que, quoi qu'il dise, il ne peut se passer de l'aide américaine et risquer de faire pencher la balance au profit de la Turquie voisine et hostile. Rien n'était donc possible sur ce terrain.

Quant à l'Europe, qui, il y a trois ans, prêtait le flanc, et le prête encore, aux invectives démagogiques du PASOK, le terrain est trop risqué. La Grèce aurait économiquement tout à perdre à un retrait de la Commu-

auté, nul autre membre n'en tirant davantage profit — et un grand nombre de Grecs l'ont compris.

Restait donc le terrain institutionnel et la remise en cause de la présidence Caramanlis. En agissant sur ce plan-là, M. Papandréou n'est pas en train de sceller une alliance avec les communistes, même si son candidat à la présidence a bénéficié de leurs voix. Il a affaibli le PC en faisant adopter, il y a quelques mois, une réforme du système électoral qui donne l'avantage aux deux plus grands partis. Il l'affaiblit à nouveau en le privant d'un de ses principaux thèmes de contestation.

### Métaphores orientales

Mais l'opération Sartzetakis est risquée. Elle renforce les griefs que l'on pouvait nourrir à droite contre ce régime et fait incontestablement régresser l'idée du socialisme dans ce qu'il est devenu d'appeler « le centre », c'est-à-dire une sensibilité privée d'expression politique, vaguement social-démocrate, un marais qui donne la victoire à l'une ou l'autre des deux grandes formations et dont se recommandent une bonne partie de l'élite grecque, certains intellectuels ou certains cadres commis de l'Etat. Dans ce pays où on a le

verbe haut, les qualificatifs ne manquent pas pour caricaturer le régime et sa dernière opération, la plus choquante. Ils font généralement référence à l'Orient : « Socialisme baasiste », dit-on, « kadhafisme » ou « semi-khomeinisme » ; on parle du « sultan », de « sa cour » et de « son armée de gardes verts » — les cadres qui font régner la loi du PASOK au niveau local et distribuent les postes dans la fonction publique. Rien de très nouveau certes, mais certains espéraient que ces pratiques disparaîtraient avec le « changement » en 1981.

L'essai étant marqué avec l'élection de M. Sartzetakis, il reste à le transformer aux élections législatives. S'il voulait tabler plus encore sur la mobilisation de la gauche, M. Papandréou convoquerait très vite les électeurs. S'il voulait, en revanche, essayer de récupérer le centre, de calmer le jeu, de montrer que les institutions, sans Caramanlis, continuent de fonctionner normalement, il attendrait l'automne. L'insistance avec laquelle la droite réclame une consultation populaire immédiate autorise à supposer qu'il optera pour la seconde formule.

CLAIRE TRÉAN.

## Un Parlement sérieux et burlesque

### De notre correspondant

Athènes. — Les séances parlementaires hautes et, par moments, burlesques qui préludent à l'élection présidentielle font songer aux « maîtres du tumulte » de la décadence athénienne. Elles rappellent aussi à ceux qui auraient pu l'oublier que la Grèce a bien un Parlement. En effet, un absentéisme élevé à la hauteur d'une institution fait que les Grecs se demandent parfois si leur Assemblée nationale compte bien trois cents députés.

En effet, selon les données officielles, de 1974 — rétablissement de la démocratie après sept années de dictature — à 1985, le moyenne des députés en séance est de cinquante-deux. Une trentaine d'élus n'ont pratiquement jamais mis les pieds au Parlement. La presse signale volontiers que, même pour des débats importants, moins d'une douzaine de députés s'épouvent dans l'hémicycle. Les téléopérateurs qui suivent l'intéressant « spectacle » au Parlement peuvent apprécier la qualité des interventions, mais aussi constater que, comme dans la plupart des théâtres athéniens, il y a plus d'acteurs sur la scène que de spectateurs dans la salle. Certains députés limitent au demeurant leurs interventions à des étourissements ou des borborygmes.

### Abus téléphoniques

Cet absentéisme chronique est ici un sujet de discussions et d'imitation. Certains mauvais esprits font remarquer que le Parlement compte cent trente députés et une trentaine de médecins, qui ne peuvent négliger leurs obligations professionnelles. Des notes de téléphone impressionnantes témoignent de l'intense activité de nombreux représentants du peuple. Ils pulvérisent les quotas de communications gratuites qui leur sont alloués, et doivent des sommes astronomiques à l'Office national des téléphones.

En Grèce, le député est lié à son électeur du berceau à la tombe. Il doit assister à son mariage, au baptême du premier né et n'y vient pas les mains vides. La couronne est le minimum qu'on attende de lui à chaque décès. Du matin au soir, il est harcelé par une clientèle boulimique. Si l'on ajoute à ces occupations les obligations professionnelles, de nombreux élus n'ont ni le temps ni même l'envie de s'asseoir sur les bancs de l'hémicycle.

L'irréparable outrage des ans peut également expliquer un absentéisme, qui, avec la fâcheuse tendance à changer de parti en cours de mandat, contribue à la désaffection d'une large partie de l'opinion publique. Ainsi, alors que plusieurs des douze femmes députées (dont quatre artistes) « font l'impasse » sur leur date de naissance, une vingtaine d'élus avouent être nés entre 1900 et 1920. Trois seulement ont moins de trente-cinq ans. Et pourtant un sang neuf est régulièrement infusé au Parlement par les dynasties parlementaires, puisque près de soixante députés sont petits-fils, fils, neveux ou proches parents de par-

mentaires. Au grand dam d'une jeune et dynamique élite qui se voit bloquée par cette parenté.

Outre l'important phalange des avocats et médecins, le Parlement compte un nombre important d'ingénieurs, une douzaine de retraités des forces armées, quatre agriculteurs et trois ouvriers...

Plus que l'âge et l'origine sociale, l'image offerte par les députés plonge souvent les Grecs dans un abîme de perplexité. En effet, le Parlement est le pivot de la démocratie, le berceau du régime politique, mais surtout une maison de verre. Or, de 1974 à 1981, l'opposition de gauche n'a jamais cessé d'accuser le Nouvelle Démocratie, alors au pouvoir, des pires forfaits ; et, depuis l'arrivée au pouvoir du PASOK, son adversaire n'a jamais cessé de bombarder le Parti socialiste de tares qui ne sont pas à la crème. Cet étalage incessant de scandales, grands ou petits, vrais ou faux, de prises de bec, même de quelques horions, n'a pas contribué à relever le prestige du Parlement. D'autant que plus de cent députés font l'objet d'une demande de levée de leur immunité parlementaire.

### 674 partis !

Pourtant, rien n'est vraiment nouveau sous le ciel de l'Attique. La crise du parlementarisme ne date pas d'hier. Hormis une décennie d'apogée, entre 1910 et 1920, le Parlement a toujours fait l'objet de sévères critiques. Il est vrai que les Grecs ont connu toutes les expériences politiques, de la République à la dictature, et tous les systèmes électoraux, dont certains auraient étonné l'ingénieur Ulysse. Blasés et lucides, ils ont à tel point le virus de la politique qu'en 1984 on recensait 674 partis politiques déclarés, dont le plus récent est un président, un titre et un emblème. Enfin, l'antique magie du verbe continue à dominer la diaspora politique. Des témoins comme MM. Andreas Papandréou, Constantin Mitsotakis, des orateurs comme M. Stefanopoulos, des tribuns comme le ministre de l'Intérieur, M. Koutsogeorgas, et bon nombre d'autres, font que les Grecs se passionnent toujours autant pour des débats parlementaires souvent de qualité. Les cent vingt et un députés élus pour la première fois en 1981 comptant des éléments prometteurs à un brillant avenir. Par ailleurs, en dépit de l'absentéisme de ses membres, le Parlement accomplit sa tâche, et ses vingt et une commissions fonctionnent régulièrement avec compétence. Depuis le début de la session, trois cent trente et une lois ont été votées, dont certaines sont très importantes. Ainsi le Parlement peut se réclamer d'une action efficace, d'une vigilance extrême pour tout ce qui concerne les intérêts nationaux, d'un contrôle scrupuleux de la gestion des affaires publiques.

Ainsi, tout bien pesé, même les Grecs, qui depuis Aristophane se montrent les plus acides envers leurs députés, sont les premiers à dire que le plus mauvais des démocrates sera toujours préférable, et de loin, à la plus anodine des dictatures.

MARC MARCEAU.

## L'élection de M. Sartzetakis à Athènes

(Suite de la première page.)

Depuis la veille, une débauche de rumeurs déferlait sur Athènes. Les adversaires du PASOK avaient dénoncé avec véhémence les mesures « policières » prises pour maîtriser l'élection présidentielle : bulletins de couleurs différentes, caméras renflouées et puissants projecteurs scrutant les moindres recoins de l'hémicycle pour débusquer les abstentionnistes.

La presse conservatrice avait déclenché un violent tir de barrage contre M. Sartzetakis et les journaux proches du PASOK ripostaient en pilonnant la Nouvelle Démocratie et M. Caramanlis. Les caricaturistes n'étaient pas de reste. Dans *Vradyni*, un quotidien conservateur, on voyait les députés du PASOK enfermés dans une cage ; dans *Anti*, périodique du Parti communiste dit de l'intérieur (eurocommuniste), un dessin représentait un député défenestré avec cette légende : « Theodore Rastopoulos a voté... » A l'annonce de l'élection de M. Sartzetakis, la

foule, hurlant de joie, déferla dans les rues d'Athènes.

Le nouveau président n'a cependant remporté que 180 voix, c'est-à-dire, très exactement, le score minimum requis. La voix de M. Alevras, président du Parlement qui assure l'intérim de la présidence de la République, a donc été décisive. Or elle donne lieu à des controverses juridiques, la droite estimant que ses fonctions intérimaires le privaient du droit de participer au scrutin.

De nombreux démocrates de tous bords se posent en outre des questions sur la personnalité de M. Sartzetakis, qui n'est guère connu que pour son rôle dans l'affaire Lambrakis. Il n'a jamais précisé clairement ses options idéologiques ni sa position face aux problèmes nationaux et à la crise politique actuelle. De même, il ne s'est pas encore prononcé en ce qui concerne l'appartenance de la Grèce à la Communauté européenne et à l'OTAN.

MARC MARCEAU.

### Finlande

## Les communistes orthodoxes refusent de quitter le parti

### De notre correspondant

Stockholm. — La minorité orthodoxe du Parti communiste finlandais (FKP) n'entend pas quitter « de son plein gré » le PC malgré ses désaccords persistants avec la direction. Réunie à Helsinki le 29 mars, elle a condamné le congrès extraordinaire tenu une semaine plus tôt par le courant majoritaire partisan d'un « socialisme à visage finlandais » (voir le Monde du 28 mars). M. Taisto Sinisalo, chef de file de la minorité, constate que cette réunion, qu'il avait d'abord réclamée puis finalement boycottée, a été un « échec total ». Il déplore que l'idéologie social-démocrate et l'eurocommunisme aient pris le dessus sur le marxisme-léninisme et l'internationalisme prolétarien. Ce virage ne peut que détériorer, à ses yeux, les relations avec l'Union soviétique, qui a toujours considéré la rupture au sein du mouvement communiste finlandais comme « la pire des solutions ».

Les minoritaires, qui ne veulent pas faire figure de diviseurs, appellent au dialogue et exigent maintenant l'ouverture de nouvelles discussions.

ALAIN DEBOVE.

## DANS UNE PROTESTATION AUPRÈS DU QUAI D'ORSAY

### L'ambassade d'URSS demande au gouvernement français d'empêcher la publication de nouveaux documents sur l'espionnage soviétique

L'ambassade d'URSS à Paris a protesté, vendredi 29 mars, auprès du ministère des relations extérieures contre la divulgation, par le Monde et par TF 1, de documents d'origine soviétique montrant comment travaillaient les services d'espionnage industriel du Krenlin et donnant la liste des quarante-sept agents expulsés de France en 1983.

Pour l'ambassade, il s'agit là d'une « désinformation flagrante, étalée en vrac », dont le but est, « de toute évidence, d'éveiller la suspicion des Français qui participent à une vaste entreprise de coopération scientifique et technique avec l'Union soviétique », et d'« empêcher le bon déroulement des travaux de la grande commission franco-soviétique (1) appelée à prendre de nouvelles décisions en vue de développer davantage les relations économiques entre les deux pays ».

Cette campagne calomnieuse, commencée déjà par une expulsion absolument infondée d'un groupe de diplomates soviétiques il y a deux ans, poursuit la note, n'apportera aucun profit aux bonnes relations franco-soviétiques. Elle est inspirée par les forces influentes, y compris de l'extérieur, qui essaient toujours de saper la coopération mutuelle.

« Contrairement à ce que paraissent croire l'ambassade d'URSS, les « autorités officielles » n'ont pas les moyens de mettre fin à un travail journalistique. De moins en France. Les documents publiés par le Monde du 30 mars ne sont pas plus des « faux » que l'enquête que nous publions dans nos éditions datées du 2 avril sur le fonctionnement de la VPL, commission pour l'industrie militaire soviétique, et l'organisation de la recherche du renseignement scientifique et technologique par l'URSS. »

(1) La « grande commission gouvernementale de coopération franco-soviétique » se réunira à Paris du 1<sup>er</sup> au 4 avril. La délégation française sera conduite par M<sup>me</sup> Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur. La délégation soviétique sera à sa tête M. Yakov Riabov, vice-premier ministre d'URSS.

## ON N'ARRÊTE PAS LE PROGRÈS ! LES CAMBRIOLERS PERFECTIONNENT LEUR OUTILLAGE

Vous devez perfectionner VOTRE DÉFENSE

Il est indispensable de FAIRE RÉVISER VOTRE SERRURE par un spécialiste qualifié

Adressez-vous à un serrurier du réseau PICARD. À votre disposition pour résister aux techniques d'effraction actuelles. SA PICARD, 4, rue Saint-Sauveur, 75001 Paris - Tél. 233-44-85



# Étranger

ESPAGNE

## Rire de la guerre civile

Un tabou vient de s'effondrer en Espagne. Un film aussi sacrilège qu'un pique-nique dans les « grands cimetières sous la lune » se propose de faire rire de la guerre civile. Mais le temps n'est-il pas venu de désacraliser un passé atroce ?

De notre correspondant

Madrid. — Pendant quarante ans, les Espagnols n'avaient eu le droit de connaître de la guerre civile que la version manichéenne des vainqueurs. Avec le retour de la démocratie, les vaincus, redevenus citoyens à part entière, avaient pu à leur tour faire entendre leur voix. De la propagande, on était ainsi passé au débat. Aujourd'hui, l'un des plus célèbres cinéastes d'Espagne, Luis Garcia Berlanga, propose à ses compatriotes une nouvelle démarche face au conflit : celle du rire.

L'entreprise paraissait hasardeuse. Les blessures qu'ont laissées cette bataille fratricide et la longue dictature qui l'a suivie étaient-elles suffisamment cicatrisées ? Les Espagnols étaient-ils prêts à voir leur guerre passer du rang de tragédie grecque à celui de comédie italienne ? Le pari, apparemment, est gagné : le quinzième film de Berlanga, *Jo Vaguello* (« la Vache »), fait aujourd'hui salle comble à Madrid et la critique, à l'unanimité, a salué l'événement. Un événement, en fait, plus sociologique que cinématographique.

La *Vaguello* est un film de guerre... sans guerre. Sans épanchement de sang, sans combats, et

sans coups de fusil. L'action se déroule en Aragon en 1938, alors que le front s'est stabilisé depuis plusieurs mois. Pour démoraliser l'ennemi, les franquistes distribuent par haut-parleur le programme de la fête prévue pour le lendemain dans leur camp, qui doit culminer, comme il se doit dans ces parages, par une course de taureaux.

Du côté républicain, un commando de cinq hommes est chargé d'une mission de grande importance stratégique : il s'agit de s'infiltrer, déguisés en soldats franquistes, dans les lignes ennemies, afin de s'emparer de la vachette prévue pour la corrida et de la ramener de l'autre côté. Objectif : ébranler le moral de l'adversaire en faisant ainsi débouler la fête... tout en donnant à manger à la troupe.

### Le torero peureux

Le film narre les aventures du petit groupe en « zone nationale », c'est-à-dire en territoire franquiste. Berlanga utilise à foison et sans complexe tous les ressorts classiques de l'absurde. On verra nos « anti-héros » entraînés par la fatalité dans les situations les plus burlesques, portant la statue de la Vierge (eux, républicains anticléricals !) dans une procession religieuse, surpris par l'automobile militaire franquiste dans une maison de débauche, transportant la chaise d'un marquis impotent dans un champ de mines, se baignant en tenue d'Adam dans un ruisseau avec des soldats ennemis qui les prennent pour des compagnons d'armes.

Tous les stéréotypes du « macho » hispanique voient allè-

grement en éclats. Le torero est peureux, les soldats sont douillet, la troupe s'enfuit en entendant un feu d'artifice qu'elle prend pour des coups de fusil, un pédéraste est envoyé en avant-garde pour distraire les sentinelles ennemies. Que ce soit du côté des franquistes ou de celui des républicains, chacun se soucie comme d'une guigne de grandes causes et d'idéaux. Tous ne pensent qu'à s'en tirer à bon compte. C'est la guerre civile elle-même qui, pour Berlanga, représente le comble de l'absurde. Les soldats sont tout prêts à passer à l'ennemi pour revoir leur fiancée restée de l'autre côté.

Les adversaires se rencontrent dans le no man's land pour échanger tabac contre papier à cigarette. Le cinéaste ne prend pas parti : il n'y a de héros ni à gauche ni à droite, rien que de pauvres bougres aux préoccupations terre à terre qui veulent seulement vivre tranquilles.

Ce film de guerre où nul homme ne meurt ne compte qu'une seule victime : la vachette. À la fin du film, entre les deux lignes de front, un torero venu du camp franquiste et un autre envoyé par les républicains tentent de l'inciter à combattre. Mais elle s'y refuse avant de tomber exsangue, le dos couvert de banderilles, morte d'épuisement. Dans le conflit, c'est elle qui a tout perdu, manipulée par tous : les « nationaux » ne songent qu'à la toréer, les républicains à la manger. La vachette, on l'aura comprise, c'est tout simplement l'Espagne.

L'humour de Berlanga ne se distingue pas toujours par son raffinement. Mais son propos n'en

est pas moins ambitieux : désacraliser la guerre civile. « J'ai voulu montrer que dans tout conflit civil il n'y a pas de héros, seulement des vaincus et des victimes », affirmait-il à la revue *Complot*. Berlanga a-t-il voulu à son tour, suivant la formule consacrée des modernistes espagnols, « fermer une fois pour toutes, le tombeau du Cid à double tour » ? Il ne le nie pas. « Un jour, raconte-t-il, on m'a demandé quel était l'exploit militaire que j'admire le plus, et j'ai répondu : la capitulation, parce que c'est un geste civilisé, qui marque la fin de l'héroïsme. J'aimerais que, en Espagne, il n'y ait plus de héros durant les cent prochaines années, qu'ils disparaissent enfin pour toujours. »

### Un film sacrilège

La biographie du cinéaste rejoint d'ailleurs le film. Berlanga ne combattit-il pas lui-même à la

fin de la guerre civile du côté des républicains... puis avec les franquistes sur le front russe, afin de sauver un parent menacé d'exécution ? Depuis, l'idée de ce film sacrilège lui trotte dans la tête. Il en écrivit le canevas en 1956. La censure l'empêcha durant près de trente ans de le porter à l'écran. Franco, qui prit un jour connaissance du scénario par l'intermédiaire d'un de ses ministres, ami d'un producteur, fut catégorique : « Il est trop tôt pour faire des films comme cela ! ». À l'époque, on ne badinait pas avec la guerre civile.

Et aujourd'hui ? La majorité des Espagnols se sont avant tout réjouis de constater que l'on pouvait enfin dédramatiser leur passé. La presse, dans l'ensemble, s'est montrée enthousiaste. « C'est une splendide œuvre cinématographique, qui prend le contre-pied de toutes les idées reçues et de tous les tabous sur la guerre civile qui ont eu cours durant un demi-siècle : c'est

pourquoi il s'agit d'un film destiné à tous les Espagnols », a écrit le quotidien conservateur *ABC*.

Tous, pourtant, ne sont pas de cet avis. Dédramatiser, soit, mais tout mettre dans le même panier, non ! Dans cette guerre qui fut sans doute plus idéologique que bien d'autres, pouvait-on mettre sur le même pied ceux qui se réclamaient du fascisme et ceux qui le combattait ?

« Ce film s'inscrit dans une tendance qui finit par nier l'existence de la guerre, une tendance qui trouve d'ailleurs son origine dans certains secteurs de gauche ayant tout désiré de dépasser les traumatismes du passé », écrit *El País* (centre gauche). A force de vouloir tout oublier, ne risque-t-on pas de se risquer ? Cette question que suscite le film de Berlanga, la gauche espagnole, aujourd'hui, se la pose de plus en plus.

THIERRY MALINIAK.



## PHILIPPINES

### L'archipel en feu

Les Philippines traversent une grave crise politique depuis l'assassinat du chef de l'opposition Benigno Aquino. Et voici qu'une autre calamité se met de la partie : les incendies qui se multiplient. Mais sont-ils le seul fait du hasard ?

De notre envoyé spécial

Manille. — Les Philippines avaient pris leur parti des typhons, des tremblements de terre et même de la rébellion qui ensanglantait périodiquement Mindanao, le Sud musulman. Mais voici que, depuis le mois d'octobre, un fléau nouveau frappe l'archipel : le feu.

Huit hôtels ont brûlé en l'espace de quelques semaines, dont le célèbre hôtel des Pins, à Baguio — la cité climatique où les riches Manillais viennent prendre le frais en fin de semaine — et tout récemment le luxueux hôtel Régent, en plein Manille, sur le boulevard Roxas, la promenade des Anglais locale. Au total, quelque soixante-huit morts, dont vingt-sept pour le seul Régent, orgueil de la Banque nationale des Philippines.

Cette série d'incendies, pour le moins suspects, a naturellement déclenché une psychose chez les hôteliers. Dans les quarante grands établissements de la capitale, on n'entre plus maintenant qu'après une fouille au corps et l'exploration plus ou moins tatillonne des bagages.

Au Manila Hotel, le palace historique qui servit de QG au général MacArthur puis aux Japonais, pendant la dernière guerre, des hôtes en gants blancs ouvrent les sacs des dames, et les grooms, un peu gênés, tâtent vestes et pantalons. Lors des grandes réceptions, chaque invité — même de marque — doit ainsi passer au cri-

ble des services de sécurité. Seuls les paquets trop légers pour être malhonnêtes échappent à la fouille.

A l'hôtel Peninsula (mille employés pour 500 chambres), on ne compte pas moins de 85 agents de sécurité, qui montent la garde aux entrées et patrouillent la nuit dans les étages. L'Inter-Continental, lui, se targue d'avoir mis sur pied un système de sécurité entièrement automatisé. Mais on s'y livre chaque mois à des exercices d'alerte et l'on se tient prêt à vider la piscine en cas de besoin. Quant au client du Manila, il n'a pas le droit d'aller au lit sans avoir lu les instructions placées en évidence sur sa table de nuit. Dans les dix-sept étages de son aile ultra-moderne, on ne dort parfois que d'un œil...

### En quelques secondes

Si encore le feu ne s'en prenait qu'aux palaces ! Dans les petits hôtels de la « tourist belt », le quartier ébaud de Manille, il arrive aussi que l'incendie jette à la rue des routards allemands ou des amateurs de chair fraîche, comme ce fut encore le cas le 25 février dernier.

Il n'est pas jusqu'à la montagne qui ne soit la proie des flammes. En période de saison sèche, de janvier à avril, on ne compte plus les colonnes de fumée qui s'élèvent des vallées. Les brûlis pratiqués pour la culture échappent au contrôle des paysans et ravagent la forêt.

On n'atteint certes pas les proportions catastrophiques des incendies de l'île voisine de Bornéo, où plus de 3,5 millions d'hectares de forêt tropicale ont brûlé entre février et juin 1983, mais l'or vert philippin, peu à peu, est grignoté par les flammes. Dans les montagnes du Nord où, à 2 000 mètres d'altitude, la jungle abrite la place aux pins, le feu trouve un aliment de choix dans les résineux. L'insécurité, de pratiques

culturelles dépassées, les aînés éliminés, tout se ligue contre ce qui reste de forêt dans l'archipel.

Depuis plusieurs années, le gouvernement philippin a choisi le mois de mars comme temps fort de la campagne contre les incendies. Dans les journaux, au bord des routes, fleurissent les rappels à la prudence et les consignes en cas de sinistre. Peine perdue ! Le mois n'avait pas commencé que le ciel de Manille s'embrasait à nouveau : dans la nuit du 28 février au 1<sup>er</sup> mars, tout un quartier de la capitale a été ravagé par les

flammes, laissant quelque deux mille familles sans abri.

Il faut voir le feu à l'œuvre pour se rendre compte de la vulnérabilité de ces quartiers pauvres à la limite du squatt et du bidonville. En quelques secondes, l'abri de sept ou huit personnes, fait de planches et de tôles, disparaît dans une gerbe d'étincelles. Le feu escale les minois sur pilotis, grimpe aux poteaux télégraphiques, court le long des fils électriques, qui fondent comme beurre. Les antennes de télévision vacillent, les bananiers s'enrou-

lent convulsivement, les cocotiers se transforment en torches.

Pendant ce temps, la foule des badauds s'agglutine sur les trottoirs, mêlée aux habitants, qui, en un tournemain, ont démenagé leurs biens : matelas, réfrigérateurs, machines à coudre et ventilateurs, sans oublier les crucifix et les Vierges de plâtre que tout Philippin qui se respecte fait trôner en bonne place chez lui, fût-ce dans un taudis.

Aucune panique. Comme si la population de Manille était habituée à cette calamité. Les vendeurs de cigarettes continuent à proposer leur marchandise — souvent à l'unité. On entend même des rires de gamins, pour lesquels toute flamme est un feu de joie et tout rassemblement de peuple une occasion de s'amuser, d'exhiber un tee-shirt ou une casquette yankee, juché sur le toit d'un jeepney (la jeep-automobile-taxi qui transporte l'habitant de Manille).

### Un incendie bien venu

Une certaine nervosité, cependant, gagne quelques adultes. Un homme est roué de coups pour avoir tenté, croit-on, d'emporter un poste de télévision. « Looter ! », lui crient des jeunes gens prompts à manier le poing et le bâton contre le « pillard », vrai ou supposé. Tout le monde attend l'arrivée des pompiers, qui se frayent difficilement un chemin entre les badauds, les canapés et les cochons à l'attache.

Quand, enfin, mugissent les grands canons vert pistache dans un concert de sirènes américaines, la foule lance sur eux gobelets et sacs en plastique « pour les encourager », précise un habitué. Plusieurs, cependant, manifestent leur mécontentement. « J'ai soixante-quatre ans, je suis né ici et je n'ai jamais vu ça, dit un homme qui tient une pendule serenne contre sa poitrine. Sauf pendant les bombardements japonais ! ». Un autre corrige en évoquant le grand feu de 1978,

resté dans les annales de Manille. « Ils laissent brûler les quartiers pauvres », explique un avocat. Seuls les riches pourront maintenant habiter ici. »

De fait, l'incendie du quartier de Paco, même s'il est vraiment accidentel, tombe à pic pour les autorités. Voilà, en effet, neuf ans que la municipalité du Grand Manille — dont le gouverneur n'est autre que M<sup>me</sup> Imelda Marcos, la femme du président — s'efforce de débarrasser le centre-ville de ses squatters. Sur les 21 000 baraques répertoriées, quelque 9 000 ont déjà été démantelées, et leurs occupants relogés ailleurs. Le 11 février dernier, le tribunal a même déboulé des squatters qui exigeaient des dédommagements pour la démolition de leur logement.

Déloger les deux mille familles de Paco, toutefois, sera difficile. Dès l'aube, au lendemain de l'incendie, tous les squatters étaient au travail. Les gones récupéraient la petite ferraille, les hommes entassaient les tôles ondulées, et les femmes balayaient déjà le sol noirci de ce qui était leur maison ! Ceux qui n'avaient plus de repère — tuyau de robinet, potesau métallique ou sous-sollement de parpaings — tendaient simplement un fil de fer pour délimiter leur espace vital. L'après-midi même, camions et jeepneys rapportaient du bois et, dès le premier soir, plusieurs maisons étaient debout, avec leurs anciennes toiles non plus ondulées mais cabossées !

C'est ainsi que les trottoirs de Manille, encombrés pour un soir de réfugiés vivant leur exode sur place, ont connu leur nuit la plus chaude de la saison. Mais, comme pour les forêts et les hôtels, on craint la loi des séries. Dans les Philippines de 1985, secouées par la crise économique, il n'y a pas de semaine sans feu. Certains y voient un mauvais présage.

ROGER CANE.





## MADAGASCAR

# Les voleurs de zébus

Ce ne fut d'abord qu'un jeu initiatique, un rite de passage dans la société adulte. Mais le vol de zébus, dans la Grande Ile, a tourné au drame. Les méfaits des pillards devenus bandits portant à l'agriculture un grave préjudice.

### De notre envoyé spécial

Tananarive. — L'armée et la maréchaussée sont sur le pied de guerre. Viendront-elles à bout de ce fléau national, de ces bandits de grand chemin — les dahalos — qui terrorisent et violent les campagnes ?

Pour s'en débarrasser, chacune a sa méthode, plus ou moins expéditive. A l'occasion, l'une et l'autre n'hésitent pas à se tirer dans les jambes. Et puis, dans la débâcle morale que connaît Madagascar, il arrive que l'on soit gendarme et voleur à la fois ! En tout cas, l'affaire est suffisamment grave pour que les autorités locales aient jugé bon de demander à la France son « appui logistique ».

L'histoire de ces dahalos est celle d'une tradition qui a très mal tourné. Il était de coutume, dans les temps anciens, autour de Toliary — (ex-Tuléar), — dans le sud-ouest de la Grande Ile, que les jeunes gens en âge de prendre femme se vengèrent aux yeux de leur entourage, et surtout de leurs futurs beaux-parents, en allant voler des zébus dans les villages des alentours. Le conrag se mesurait au nombre de têtes de bétail ainsi capturées et ajoutées à la dot.

Ce test de virilité, qui obligeait à de longues marches et, parfois, au maniement de la sagaie, était de pratique courante en pays d'élevage, notamment chez les Androy et les Baras. Il se faisait à la pleine lune et en saison sèche,

lorsque les pas ne laissaient aucune trace sur le sol.

A la recherche de nouvelles pâtures pour leurs troupeaux, ces éleveurs émigrèrent lentement du sud vers le centre du pays, où ils créèrent des villages. Ils transportèrent avec eux leurs traditions, si bien que le phénomène des voleurs de bœufs se répandit dans le Moyen-Ouest, dans la partie occidentale des provinces de Tananarive et de Fianarantsoa.

L'administration coloniale, durant les années 1937-1938, voulut mettre un terme à ces razzias et utilisa même l'aviation pour tenter de venir à bout de ces fauteurs de troubles, ou plutôt de ces coupeurs de dot ! Au lendemain de l'indépendance, en 1960, les responsables malgaches décidèrent, au contraire, de composer avec eux et de leur attribuer des « quotas », de manière à limiter les dégâts.

### Des sorciers stratèges

Tout le monde y trouva son compte, les agriculteurs et leurs détracteurs ! Dans la pagaille généralisée qui suivit la révolution de 1972 et l'avènement de la II<sup>e</sup> République malgache, le phénomène des voleurs de bœufs changea radicalement de nature : on en fit alors affaire de vrais bandits. Les dahalos ou les malalos — les hommes « aux sandales à la semelle lisse » — qui ne laissent pas de traces — trouèrent la sagaie contre des fusils de chasse, et même des armes automatiques de fabrication locale ou étrangère, récupérées ici ou là, et, ainsi équipés, se lancèrent à l'attaque des villages.

Pas n'importe comment, car les dahalos sont des gens organisés. Chaque bande a son « territoire de chasse », son chef et son sorcier qui lui sert de stratège et lit dans ses potions magiques le jour idoine pour lancer l'attaque. En outre, chaque bandit porte des colliers de gris-gris, faits de graines noires, qui sont censés le rendre invulnérable aux coups de

ses adversaires et exercer sur ceux-ci des pouvoirs maléfiques. Ceux qui racontent que, ayant essuyé le feu d'une patrouille militaire, certains de ces malandrins en sont, par miracle, sortis indemnes, oublient de préciser qu'il s'agissait de... tirs à blanc. Qu'importe ! Ainsi naît la légende.

D'ordinaire, les dahalos vivent en famille comme d'honorables citoyens. Ont-ils besoin d'argent pour s'acheter une radio ou un magnétophone, par exemple de bijoux et de vêtements pour offrir à la femme qu'ils convoitent ? Alors ils décident de monter une expédition. Se mêlent à eux toutes sortes de laissés-pour-compte, victimes de la crise économique ou simplement de l'oisiveté : anciens militaires et anciens gendarmes passés dans l'autre camp, jeunes sans emploi et sans distractions, « prisonniers » dans des villages perdus, anciens dahalos qui ne se résignent pas, au sortir de la prison, à rentrer dans le rang.

On en viendrait presque à les comprendre, car, par les temps qui courent, dans un climat de déliquescence à tout va, le métier de dahalo devient « juteux ».

Ces bandits bénéficient en effet d'évidentes et de solides complicités, à différents échelons de la hiérarchie civile et militaire, qui leur permettent de voir grand. D'où ce florissant trafic de bêtes à cornes, exportées clandestinement vers les Comores, Maurice et la Réunion, ou acheminées, tout aussi subrepticement, vers les abattoirs de Tananarive. Pour le plus grand profit de quelques commanditaires qui arment le bras de ces hommes de peine.

Les dahalos ne frappent jamais au hasard. Ils agissent sur renseignements, grâce à des indicateurs. Ils n'ont pas froid aux yeux, savent prendre des risques. Ils s'accrochent à la queue des zébus pour traverser les rivières en crue, et ne sont, quelquefois, pas plus d'une dizaine pour attaquer un village de 100, voire de 200 habitants. Parfois vêtus d'uniformes volés, ils surgissent à l'improviste, de jour comme de nuit. Si tout se



SERQUEL

passé bien, une expédition ne dure pas plus de trois à quatre heures.

Pendant qu'une équipe de dahalos s'introduit dans la maison de la personne visée et se fait remettre ses biens, souvent mal cachés dans une marmite ou sous un matelas, une autre s'emploie à former les zébus en troupeau et à les conduire en lieu sûr, tandis qu'une troisième se charge de rassembler la population et de la tenir en respect, têtes baissées.

Il y a parfois de grosses « bavures », les bandits n'hésitant pas à faire montre de cruauté si les choses ne tournent pas à leur avantage. En juin 1982, dans un village du Moyen-Ouest, ils avaient brûlé vif un garçon de quatre ans dont le père d'avait rien à leur donner.

### Le « grenier à riz »

se vide

Les dahalos jouent un peu sur du velours, car, dans les lieux isolés où ils opèrent, l'alerte est toujours donnée trop tard. Les « quartiers mobiles » — une sorte

de milice populaire — sont théoriquement chargés de veiller à la sécurité des villages où ils sont postés. Mais ces jeunes recrues n'ont appris à manier que la sagaie, pas les armes à feu. De surcroît mal payés, ils croisent les bras. Il ne faut pas leur promettre beaucoup pour qu'ils deviennent bandits à leur tour !

Les victimes créent des groupes d'autodéfense et montent contre leurs agresseurs des expéditions punitives. Pour ce faire, ils s'adressent à des spécialistes en la matière, à savoir... des dahalos ! Soigner le mal par le mal : un cercle vicieux. Face au laxisme des tribunaux, les gens en viennent à se rendre justice eux-mêmes s'ils réussissent à mettre la main sur un bandit. Il arrive que la famille de celui-ci porte plainte et obtienne gain de cause contre le justicier qui invoque la légitime défense.

L'ordonnance de septembre 1977, qui a créé, pour lutter contre ce fléau, des « juridictions d'exception itinérantes », appelées « tribunaux criminels spéciaux », oblige les assesseurs à « n'écouter ni la haine ou la

méchanceté, ni la crainte ou l'affection » dans leurs arrêts, susceptibles seulement de recours en cassation. Souvent, les dahalos sont relaxés au bénéfice du doute, soit parce que les témoignages sont trop évasifs, soit parce que la partie civile ne s'est pas présentée à la barre, car cela coûte cher de se déplacer, même à quelques dizaines de kilomètres de chez soi.

Une vingtaine de dahalos ont été condamnés à mort, depuis 1977, pour des infractions graves — crimes de sang, vols qualifiés, incendies de maisons, — mais leur peine a été commuée en travaux forcés à perpétuité. Aussi les tribunaux spéciaux hésitent-ils à réclamer la peine capitale puisque la grâce présidentielle est automatique. A tout le moins, les victimes de razzias souhaiteraient que leurs agresseurs purgent leurs condamnations en un lieu sûr, sur l'île de Lava, au nord du pays, plutôt qu'à la prison de Tsiafahy, aux portes de la capitale.

De guerre lasse, les paysans du Moyen-Ouest finissent par se recroqueviller sur eux-mêmes, ne travailler que les lopins de terre autour de leur maison et se débarrasser de leurs bêtes à cornes. Abandonnant presque tout derrière eux, certains s'en retournent près de Tananarive, d'Antsirabe et de Fianarantsoa, d'où ils étaient venus.

Le « grenier à riz » de Madagascar se vide ainsi de ses meilleurs éléments. De riches terres de culture sont laissées en jachère. La récolte de paddy chute brutalement : dans la province de Tananarive, la SINPA en a ramassé 6000 tonnes en 1982, au lieu de 70 000 deux ans plus tôt. La Grande Ile est obligée d'importer une denrée de base qu'elle pourrait produire en abondance. Aussi les raisons économiques se mêlent-elles aux raisons politiques pour forcer les responsables locaux à reprendre le contrôle de la situation. Mais les choses ont été si loin, et tant d'intérêts sont en jeu, que les dahalos peuvent encore se croire invulnérables.

JACQUES DE BARRIN.

## MAURITANIE

# Les missionnaires chinois nouvelle manière

Aider plus pauvre que soi, telle est la devise des coopérateurs ascétiques de la Chine en Mauritanie. Même s'ils ne sont pas dépourvus d'arrière-pensées politiques, ils démontrent par leur attitude qu'outre-mer aussi les enfants de Mao ont bien changé.

### De notre envoyé spécial

Nouakchott. — Sur les trottoirs ensablés de la capitale, dans le vent de poussière, même les vitrines d'une ambassade communiste peuvent donner au passant motif de rêver à un ailleurs où la vie est plus facile. Il est vrai que les photographes propagandistes se sont mis eux aussi au goût du jour : plus de rangées de paysans souriants pour des travaux de groupe, plus de stakhanovistes radieux devant la chaîne de montage : des « entrepreneurs-paysans » résolument individualistes, dont l'un a fondé une société de taxis, l'autre fabrique des vêtements « pour des firmes étrangères », ce qui permet à sa femme de maitonner des plats dans une cuisine moderne.

A l'intérieur même de l'ambassade, je ne reconnais plus mon monde. Au début des années 70, à Dar-es-Salaam, j'avais créé la panique en cherchant à en savoir plus sur le Tazam, le grand chemin de fer offert par Mao à l'Afrique orientale. Ici, aujourd'hui, plus de frayeurs conventionnelles devant l'intrus, plus de conciliabules sans fin pour remonter la hiérarchie des petits chefs. Il faut une minute pour passer du portier au responsable, ravi de voir un journaliste. Background, chiffres, proposition d'aller sur le terrain, on se croirait chez les Américains.

« Nous sommes plus nombreux que les coopérateurs français en Mauritanie », constate avec un brin de triomphalisme mon hôte. Nous n'oublions pas ce que l'ancien président Ould Daddah a fait pour nous aider à récupérer notre siège à l'ONU.

Les Chinois ont construit une des deux centrales thermiques qui alimentent Nouakchott. Si la capitale a de l'eau, c'est grâce au tuyau long de 50 kilomètres qu'ils ont posé jusqu'à une station de pompage. Pékin a construit le stade, la Maison du parti et celle de la jeunesse. Il y a des Chinois dans une mission agricole au sud et dans plusieurs hôpitaux. Sur tout, cinq cents cadres et techniciens appartenant à la Société de travaux maritimes de Tianjin construisent le « port de l'amitié » pour la capitale, que l'ancien wharf français ne suffit plus à desservir. L'achèvement des travaux, commencés en 1980, est prévu pour 1987. Coût pour la Chine : 200 millions de dollars sous la forme d'un prêt sans intérêt à long terme qui commencera à être remboursable vingt ans après l'achèvement du port, « si toutefois nous sommes remboursés un jour ».

### « Ils font même grève ! »

Il faut cinq minutes en voiture pour aller du « centre » de Nouakchott à l'Atlantique, mais la capitale est une ville du désert, qui ignore résolument l'océan. Les plages sans fin sont le plus souvent balayées par des vagues de plusieurs mètres de haut qui les rendent inhospitalières. Cette forte houle a bien compliqué la tâche du responsable du projet, qui, n'ignorant rien des observations ironiques des autres étrangers sur le retard pris par le chantier, s'efforce de m'en dire les vraies raisons en termes de moins

en moins prudents à mesure qu'on entre dans la réalité des choses. « En Chine, il nous aurait fallu trois ans au plus. Ici c'est différent, il y a des difficultés imprévisibles à la partie mauritanienne. Des coupures d'eau et d'électricité, des problèmes avec les quatre cents ouvriers mauritaniens payés par leur gouvernement. Vous savez qu'ils font même la grève, la grève au sens propre, ou bien la grève du zèle, qui consiste pour eux à travailler encore plus lentement ».

Etonnant discours où se mêlent la fierté de la technologie chinoise et un désenchantement qui pourrait être celui d'une ancienne puissance coloniale. Nous marchons sur le quai, vers les brisemaes : mer et désert se confondent rapidement sur une ligne d'horizon mauve dans la brume.

« Le quai sera long de 580 mètres, les entrepôts auront une superficie de 95 000 mètres carrés. Les travaux nécessiteront 500 000 mètres cubes de pierre, 310 000 mètres cubes de béton, 30 000 tonnes d'acier ».

L'énumération se poursuit avec le même sérieux massif que j'ai connu sur d'autres chantiers en Chine ; mais, de temps en temps, l'homme nouveau montre le bout de l'oreille : « Chaque bloc de béton que vous voyez là pour l'édification du brise-lames nous coûte l'équivalent de deux postes de TV couleur. Et il en faut cinquante mille... ».

La visite comporte une halte dans un des camps où ces « volontaires pour l'aide au tiers-monde » passent deux ans d'affilée sans femme et sans famille.

Des baraquements couverts de toile ondulée, des tables de ping-pong, deux poteaux de basketball, et, parfaitement incongrue dans cet univers spartiate, une Mercedes. « Les conditions de vie sont bien différentes de celles des Français, constate perfidement le guide. Nous nous efforçons d'alléger le fardeau de la Mauritanie, nous essayons de faire preuve d'esprit d'obédience pour aider notre oncle pauvre ».

Derrière les baraquements, il y a des lopins pour le jardinage individuel. « Ce n'est pas Datchai », constate-je en faisant allusion à une célèbre « brigade » de production agricole autrefois érigée en modèle. Franche rigolade parmi les jardiniers quand l'interprète explique que j'ai visité les lieux en 1976. Pas besoin de lui pour comprendre ce qu'ils pensent des « paysans modèles » d'avant Deng Xiaoping.

### « Ah ! Paris... »

Quelque chose turlupine mon hôte de la mission économique, enchanté de mes élans d'œil de « sinologue » : ne vais-je pas croire les mauvaises langues occidentales, selon lesquelles les Chinois « mettent le paquet » seulement sur des grands projets de nature à servir leur propagande sans pratiquer la vraie coopération au service de la population ? Rendez-vous est pris à l'ambassade pour une rencontre avec les « médecins de brousse ».

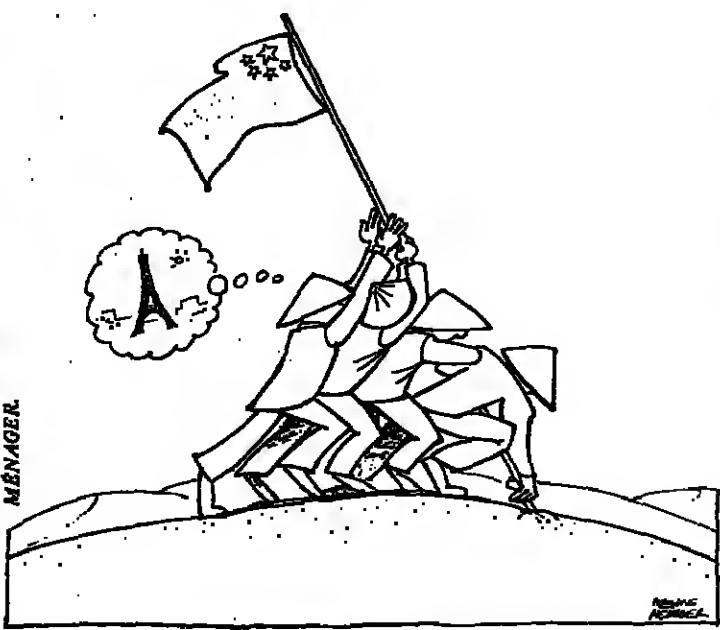
Le docteur Huang Lung, de l'université médicale de Harbin, chef de la mission médicale, me tend une superbe carte de visite mais ne parle pas plus français que ses subordonnés. Médecins et infirmiers de la seizième mission médicale depuis 1966 travaillent avec le concours d'interprètes qui font partie de l'équipe. Celle qui officie pour moi, dans un salon

dont l'ornement le plus apprécié est manifestement une chaise hi-fi Sony, porte le rituel tailleur-pantalons, mais avec une discrète coquetterie dans le maintien.

Les statistiques constituent le début obligatoirement de la conversation : au total 546 Chinois ont coopéré en matière médicale avec la Mauritanie ; 3 200 000 malades sont passés entre leurs mains. Considérations sur les maladies africaines, tableau dantesque de la grande misère des accidentés de la route. Et eux-mêmes, les soignants, comment vivent-ils ici ? Comme les ingénieurs du « port de l'amitié », il se sont portés volontaires pour une mission « dans l'esprit de l'internationalisme et de l'humanisme ». Pour faciliter les choses, chaque région de Chine « adopte » une zone du tiers-monde, et, par conséquent, les volontaires envoyés en coopération sont tous plus ou moins du pays. La répartition est ainsi faite que les gens de Harbin, ville du Nord célèbre pour sa fête des glaces, se retrouvent dans une Mauritanie où le thermomètre ignore ces célébrations.

Pour eux aussi c'est la règle des deux ans. Les missionnaires de l'« internationalisme » sont chastes et frugaux mais habiles peut-être par des rêves indicibles. « Ah ! Paris... Je m'y suis arrêté, douze heures seulement, en rejoignant mon poste ici. Au retour, dans seize mois, je crois que nous serons autorisés à rester plusieurs jours ». La gracieuse et jeune interprète au corsage blanc s'est animée, devant son chef qui acquiesce. Je sors ma carte de visite. Rendez-vous donc en 1986 dans la Ville Lumière. Avec ces « nouveaux Chinois », je ne suis pas du tout sûr qu'il s'agit de propos qui n'engagent à rien.

JEAN DE LA GUÉRIVÈRE.





## Étranger

### LA SITUATION AU LIBAN

#### La double peur de Tyr

(Suite de la première page.)

Ratissages dans les villages, arrestations massives, interdiction de circuler après 17 heures, interdiction de se trouver seul dans une voiture par crainte des candidats au suicide, interdiction de circuler à moto, fouilles, couvre-feu du coucher au lever du soleil, 200 mètres de poste de la FINUL, un escadron blindé est stationné dans l'herbe, en retrait de la route. Déjà, notre chauffeur veut faire demi-tour. La seule vue des chars israéliens le terrifie, et il faut beaucoup de palabres pour le convaincre d'avancer. Il est loin de la perspective de quelques livres supplémentaires décaissés les plus craintifs. En arrivant à hauteur des soldats, l'un d'eux, sur son char, fait signe d'arrêter. L'ordre tombe, sec : « Descendez ! » Quatre tankistes, le doigt sur la détente de leur Galil, viennent voir de plus près. Écartant le chauffeur, deux d'entre eux commencent une fouille en règle du taxi : moteur, coffre, sièges, alors que les autres, fusils braqués sur la voiture, se tiennent à quelque distance. Pas un mot n'est échangé. La fouille terminée, les quatre hommes repartent à reculons tandis que le chauffeur remet en place tapis de sol, roue de secours et toutes ses affaires éparpillées sur le sol.

Bazouriyé porte encore la trace de l'entrée des soldats israéliens. Blocs de pierre enchevêtrés, restes de maisons dynamitées, rues défoncées par le passage des chars et des éclats d'obus, voitures calcinées... Sur la place du village, quelques femmes en fichu blanc, des vieillards, des enfants. Les jeunes ont disparu. « De quinze à trente-cinq ans, tout homme est automatiquement suspect pour l'occupant, dit le responsable d'Amal. Alors nous préférons qu'ils se dispersent. » Sur les murs de la mosquée, les portraits de l'imam Khomeiny voisinent avec ceux de Moussa Sadr, chef des chiites libanais disparu au cours d'un voyage en Libye en 1978. Les villageois, comme partout, d'ailleurs, sont méfiants et personne ne se livre facilement.

A Maaraké, haut lieu de la résistance, flotte partout le drapeau noir de l'islam chiite. C'est là, dans l'explosion de la mosquée, que moururent, le 4 mars, deux des chefs les plus importants de la résistance, Mohamed Saad et Khalil Jeradi. Cela explique sans doute la prudence des responsables. En voici un, entouré de jeunes gens, barbus comme lui, signe de l'intégrisme religieux, et sans armes. Il se présente : « Jihad », « Appelez-moi comme ça, dit-il, c'est le mieux... » et explique : « Le résultat de leur politique est clair : même si la paix devait revenir un jour entre Israël et le Liban, nous savons maintenant que nous devons toujours rester sur nos gardes. Israël est contre nous. » Tout le monde ici en est convaincu.

A Bazouriyé, la moitié de la population a déserté le village depuis la « perquisition générale » du 3 fé-

vrier. A quelques centaines de mètres d'un poste français de la FINUL, les maisons sont closes, les rues désertes, les vergers croulants d'oranges, de citrons ou de mandarines, à l'abandon. Il faut s'enfoncer dans les petites ruelles du village pour trouver une présence humaine. Sélim, marié, père de trois enfants, se plaint : « Cela fait deux mois que je n'ai pas quitté le village. J'ai une voiture, mais je n'ose pas circuler, c'est trop risqué. Une fillette de chez nous a été tuée par une patrouille volante, le 28 janvier, en allant à l'école, alors, depuis, elles sont fermées. Toutes les nuits, les israéliens rentrent dans le village, frappent à une ou deux portes, regardent à l'intérieur et repartent. On a les nerfs à vif. » La « politique de la main de fer » n'a pas coupé la population de la résistance mais celle-ci n'agit pas à l'intérieur du village. En revanche, l'attitude de l'armée israélienne, exacerbée les haines. « Ils sont en train de former une génération qui leur vouera une rancune éternelle, confie Sélim. Même les enfants, aujourd'hui, rêvent de les tuer. »

#### Combattre sur son sol

La certitude d'un proche retrait de l'occupant n'a pas modéré l'ardeur de la résistance. Du 1<sup>er</sup> au 25 mars, l'armée israélienne a subi cent soixante-cinq attaques, l'ALS cinquante. « Personne », déplore Mgr Khoury, archevêque de Tyr, « n'a plus confiance en personne. Les israéliens ont beau dire qu'ils se retirent, les gens ne les croient plus. » A Maaraké, Hassan est plus direct : « Sans la résistance, les israéliens ne se seraient jamais retirés. Si nous arrêtons avant leur retrait total, pourquoi partiraient-ils ? » Un raisonnement qu'accrédite la décision du gouvernement israélien d'avancer la date de son retrait, d'abord prévu en septembre, puis maintenant à la fin mai.

Les miliciens chiites n'ont, en tout cas, pas l'intention de se faire voler une de leurs principales victoires : avoir fait reculer la plus puissante armée du Moyen-Orient, « celle que les Palestiniens et le monde arabe n'avaient jamais vaincue ». « Tant qu'Israël occupera un pouce de notre territoire, nous lutterons, c'est notre droit », dit Ali Jaber, porte-parole d'Amal à Bazouriyé. Les responsables de la résistance donnent d'ailleurs comme preuve de l'efficacité de leur lutte le fait que l'opinion israélienne demande, elle aussi, avec insistance, le retrait de son armée.

La « bande de sécurité » qu'Israël semble vouloir garder à la frontière avec le Liban ? « Une plaisanterie », répond M. Daoud, un des responsables d'Amal au sud. « Il n'y aura jamais de zone

de sécurité pour Israël au Liban, nos roquettes pouvant, dès maintenant, atteindre ses villages. Nous ne le faisons pas pour deux raisons : d'abord parce que nous ne voulons pas blesser les civils, et ensuite, parce que nous ne voulons pas donner des arguments au gouvernement de Jérusalem pour justifier sa politique sur le plan intérieur. Mais si Israël n'évacue pas complètement notre territoire, alors tout nous sera permis. »

« Le peuple ne sera jamais d'accord pour que la résistance agisse en territoire israélien », affirme, pour sa part, l'imam de Bazouriyé. Les responsables d'Amal en conviennent : « La résistance nationale prendra fin sur la frontière libanaise. Libérer Jérusalem, c'est le problème du monde arabe. Le Liban a assez payé. » La rancune des chiites libanais envers les Palestiniens, accusés de tous les maux et même, à plusieurs reprises, d'être des « collaborateurs d'Israël », est infinie. Reste cependant à savoir si Amal ne sera pas dépassé, sur ce point précis, par des mouvements plus radicaux dont l'importance croît à la mesure du prolongement de l'occupation. Les Hezbollahis (extrémistes religieux) ont fait leur apparition au sud du Liban et, comme le constatent les observateurs étrangers, la résistance « s'islamise » de plus en plus. « Les Hezbollahis, dit-il, sont un cadeau des israéliens, mais un cadeau empoisonné qui peut se retourner contre eux. »

« Les israéliens ont tué mon père, détruit ma maison, nous dit un capitaine de l'armée libanaise. J'ai six frères qui ne savent plus aujourd'hui que se baigner. Ils ne rêvent que d'une chose : faire subir aux israéliens ce qu'ils nous ont fait subir. Si Israël se retire assez vite, Amal pourra contrôler la situation, sinon, les Hezbollahis finiront par triompher. » Opinion que récusent les militants d'Amal proches de M. Nabih Berri, mais qui partagent, dans une certaine mesure, les observations étrangères sur le terrain.

#### LA GUERRE DU GOLFE

### L'Iran exige toujours la chute du régime de Bagdad

La chute du régime irakien reste la principale condition de paix pour l'Iran, a affirmé vendredi 29 mars l'hojatoleslam Hachemi Rafsanzani, qui a estimé que, du fait de l'aggravation de la « guerre des villes », le lancement de la « grande offensive » iranienne est désormais possible.

Le représentant de l'imam Khomeiny au conseil supérieur de défense a réaffirmé que l'Iran est prêt à respecter « immédiatement » un cessez-le-feu concernant le bombardement des villes, le trafic aérien et la navigation dans le Golfe, mais « n'accepte pas un cessez-le-feu sur les fronts ».

« Nous ne renoncerons pas à nos conditions : la chute du régime baasiste à Bagdad, le retour des réfugiés et le paiement de dommages de guerre », a-t-il dit au cours de la prière du vendredi à l'université de Téhéran.

Cette mise au point intervient peu avant l'arrivée dans la capitale iranienne de l'envoyé spécial de M. Gandhi, président en exercice du Mouvement des non-alignés, venu poursuivre les efforts de médiation de son pays. « Nous comprenons que l'Iran n'insiste plus sur la démission du président Saddam Hussein », avait déclaré jeudi M. Gandhi, interrogé sur ses efforts de médiation.

L'escalade de la « guerre des villes »

Le président du Parlement islamique a une nouvelle fois évoqué la « grande offensive » contre l'Irak pour laquelle, avait-il expliqué ces derniers mois, « certaines conditions » devaient être réunies, tant en Irak que sur le plan international.

« L'acquisition la plus importante de cette crise (NDLR : l'escalade des bombardements), a-t-il dit, c'est que les préparatifs pour notre attaque principale contre l'Irak sont

achevés. Nous attendons certaines conditions à l'intérieur de l'Irak, nous nous en sommes rapprochés, il en va de même pour la situation internationale. »

L'hojatoleslam Rafsanzani a estimé que les bombardements contre Bassorah et Bagdad avaient démontré la puissance militaire de l'Iran. « L'Irak ayant perdu Bassorah, le poumon du pays ».

Il a souligné que la dernière opération militaire sur le front sud avait permis la conquête des marais au sud d'Al-Amarah, les forces iraniennes se trouvant désormais dans certains points à 6 kilomètres de la route Bagdad-Bassorah, qui est à portée de leurs mortiers.

Les Iraniens, qui n'ont pu se maintenir sur la route à l'ouest de Tiro et ont perdu beaucoup d'hommes dans ces combats, sont en

effet parvenus à occuper plusieurs positions dans les marais à l'est du Tigre, sur un front de 50 kilomètres, au nord de Bassorah, indiquent les experts militaires étrangers à Téhéran, qui ajoutent que, jusqu'à présent, les troupes irakiennes n'ont pas lancé de grande opération pour les en chasser.

Sur le plan international, l'escalade des bombardements de villes a démontré à l'opinion mondiale que l'Irak ne cherchait pas la paix, comme il le proclamait, a estimé l'hojatoleslam Rafsanzani. Il s'est félicité que cette escalade « conduise le secrétaire général des Nations unies à adopter des positions convenables ».

« Nous allons lancer l'offensive générale quand nous n'aurons pas besoin de traverser une mer de sang. La population irakienne sera alors avec nous », a-t-il poursuivi. Confi-

ment le pessimisme des observateurs quant à la poursuite de l'escalade, le représentant de l'imam Khomeiny a estimé que « des niveaux plus dramatiques pourraient être atteints ». « Vous devez vous attendre à tout », a-t-il prédit aux Irakiens.

Vendredi soir, trois personnes ont été blessées au cours du raid de l'aviation irakienne sur Téhéran. La radio iranienne a précisé qu'une seule roquette avait touché la ville.

Le précédent raid avait eu lieu jeudi en début de soirée, quatre avions irakiens ayant survolé Téhéran sans être en mesure de la bombardier.

Le raid le plus meurtrier contre la capitale iranienne s'est produit mercredi dans la nuit : trente-cinq personnes avaient été tuées et deux cents autres blessées dans un quartier populaire du sud.

FRANÇOISE CHIPAUX.

#### LA GUERRE DU GOLFE

### L'Iran exige toujours la chute du régime de Bagdad

La chute du régime irakien reste la principale condition de paix pour l'Iran, a affirmé vendredi 29 mars l'hojatoleslam Hachemi Rafsanzani, qui a estimé que, du fait de l'aggravation de la « guerre des villes », le lancement de la « grande offensive » iranienne est désormais possible.

Le représentant de l'imam Khomeiny au conseil supérieur de défense a réaffirmé que l'Iran est prêt à respecter « immédiatement » un cessez-le-feu concernant le bombardement des villes, le trafic aérien et la navigation dans le Golfe, mais « n'accepte pas un cessez-le-feu sur les fronts ».

« Nous ne renoncerons pas à nos conditions : la chute du régime baasiste à Bagdad, le retour des réfugiés et le paiement de dommages de guerre », a-t-il dit au cours de la prière du vendredi à l'université de Téhéran.

Cette mise au point intervient peu avant l'arrivée dans la capitale iranienne de l'envoyé spécial de M. Gandhi, président en exercice du Mouvement des non-alignés, venu poursuivre les efforts de médiation de son pays. « Nous comprenons que l'Iran n'insiste plus sur la démission du président Saddam Hussein », avait déclaré jeudi M. Gandhi, interrogé sur ses efforts de médiation.

L'escalade de la « guerre des villes »

Le président du Parlement islamique a une nouvelle fois évoqué la « grande offensive » contre l'Irak pour laquelle, avait-il expliqué ces derniers mois, « certaines conditions » devaient être réunies, tant en Irak que sur le plan international.

« L'acquisition la plus importante de cette crise (NDLR : l'escalade des bombardements), a-t-il dit, c'est que les préparatifs pour notre attaque principale contre l'Irak sont

### L'imbroglio des rapt et des revendications

#### De notre envoyée spéciale

Beyrouth. — La mésaventure survenue à deux enseignants français, MM. Valnessian et Duvent, enlevés durant environ trois heures dans la nuit du jeudi 27 au vendredi 28 mars, à Beyrouth-Ouest, s'est bien terminée. Alors qu'ils rentraient chez eux vers 20 heures, en plein cœur de Beyrouth-Ouest, M. Valnessian, instituteur au lycée Abdoudder depuis le 17 octobre dernier, a été abordé par trois jeunes gens qui lui ont arraché sa mallette et ont tenté de le jeter dans le coffre d'un véhicule. Voulant lui porter secours, un des ses compagnons, qui venait de le déposer en voiture, M. Duvent, vingt-trois ans, volontaire du service national actif, a été lui aussi kidnappé. Les deux hommes, l'un dans le coffre, l'autre sur la banquette arrière, ont fait un voyage de cinq à dix minutes, donc sans quitter Beyrouth-Ouest, avant de se retrouver dans la cave d'une petite maison, aveuglés par un sac qu'on leur avait jeté sur la tête.

Un homme parlant bien le français est venu alors leur annoncer : « On ne va pas vous tuer, il y a une erreur. On va vous relâcher. » Aussitôt dit, aussitôt fait. Les deux instituteurs ont été rembarqués en voiture, après que M. Valnessian eut été invité à vérifier qu'il ne manquait rien dans sa mallette, et conduits près du passage du musée où leurs ravisseurs, décidément très courts, leur ont dit : « Nous arrivons à la fin des puits, allez prendre un taxi à Bab el Bhar ».

Les « commandes » de rapt sont-elles devenues si nombreuses que les décontenancés se trouvent maintenant de personne ? En tout cas, un interlocuteur anonyme a revendiqué, dix heures après leur libération, mais alors que la confusion régnait encore sur leur sort, le rapt des instituteurs, accusés « de dire du mal de l'islam ». Il a prétendu alors que son organisation devait interroger les deux Français avant, éventuellement, de les relâcher. Mardi 26 mars, les mystérieuses brigades de Khaybar — branche du Liban, avaient elles aussi annoncé qu'elles avaient terminé l'interrogatoire de MM. Geoffrey Nash et Brian Levis, deux Britanniques dont les enlèvements les 14 et 15 mars avaient été revendiqués par le Jihad islamique, et de M<sup>me</sup> Perez, secrétaire au service culturel de l'ambassade de

France, enlevée avec son père le 22 mars par le Jihad islamique. Pour l'instant, seul M. Geoffrey Nash a été libéré (le Monde du 29 mars).

Toutes ces revendications se faisant par téléphone auprès d'agences de presse étrangères et après que les disparitions sont annoncées officiellement par les radios, il est impossible de savoir quelle créance accorder à des interlocuteurs anonymes qui se présentent sous différents appellations et donnent parfois plusieurs explications à l'opération qu'ils disent avoir menée.

#### Sans nouvelles

Une semaine après leur enlèvement, on demeure en tout cas sans nouvelles de M. Marcel Fontaine, vice-consul de France, de M. Carton, chargé du protocole à la chancellerie et de sa fille, M<sup>me</sup> Perez, tous trois enlevés à Beyrouth-Ouest, comme de M. Peyrolles, enlevé, lui, à Tripoli par les Fraternités armées révolutionnaires libanaises. Celles-ci avaient donné, lundi, quarante-huit heures au gouvernement français pour relâcher Abdelkader Saadi, un de leurs compagnons détenu en France. En revanche, un porte-parole de l'ambassade britannique à Beyrouth a confirmé vendredi que le numéro de passeport communiqué comme preuve de détention par un correspondant anonyme se réclamant de l'organisation révolutionnaire des Musulmans socialistes était bien celui de M. Alec Collier, journaliste britannique travaillant pour l'UNRWA, enlevé le 25 mars à la sortie sud de Beyrouth. Cette organisation, qui accusait M. Collier d'être un espion au service tout à la fois d'Israël, des États-Unis et de la Grande-Bretagne, ne s'en est pris jusqu'à maintenant qu'à des intérêts britanniques.

Recevant le premier secrétaire de l'ambassade de Grande-Bretagne à Beyrouth, venu le remercier pour ses efforts en vue de la libération de M. Nash, cheikh Fadlallah, considéré comme le chef spirituel des Hezbollahis, lui a aussi, condamné ce protocole. « Je suis contre les enlèvements, en signe d'opposition politique et contre le fait de libérer », Beyrouth de diplomates et de journalistes, mais j'espère que leurs agissements ne nuisent pas notre propre liberté », a toutefois ajouté le dignitaire religieux.

F. C.

### Sarabande au crépuscule

#### De notre envoyée spéciale

Tyr. — A peine la nuit tombée, les amirahs rafales d'armes automatiques claquent. Mgr Khoury, archevêque maronite de Tyr et de Terre sainte — six mille maronites vivent en Israël — ne s'interrompt pas pour le peu. « Tous les soirs, dit-il, c'est le même sarabande, israéliens, collaborateurs, résistants, milices locales, tout le monde se bat ici. On ne sait pas trop pourquoi, mais c'est ainsi. » Le bruit de la fusillade s'amplifie. Situé près du port, l'archevêché est une zone sensible. Le racket sur les produits qui débloquent encore au port de Tyr est trop fructueux pour ne pas attirer les convoitises. « Les israéliens laissent faire. Ils se gagnent ainsi des alliés peu scrupuleux qui font le sale boulot à leur place », nous avait expliqué un commerçant, plusieurs fois victime de ces pratiques.

Dahora, Joseph, qui nous avait conduits chez le prêtre, s'impatiente. Le couvre-feu est entré en vigueur depuis une heure et il faut pouvoir repartir. « Ici, vous ne craignez rien, dit-il en nous guidant dans de sombres ruelles désertes, c'est le quartier chrétien. » Mais il déclenche les sanglots d'une femme qui nous accompagne en

lui annonçant qu'il va nous mener un peu plus loin ! « Ma mère a peur parce qu'il faut traverser les quartiers musulmans », dit-il sobrement. 10 % des habitants de Tyr sont chrétiens et vivent ici, et sans aucun problème avec les autres communautés, selon Mgr Khoury.

Le long des ruelles obscures, nous ne dérangeons que les rats. Quelques ombres se glissent furtivement de maison en maison. Le chant du muezzin, une bande magnétique éralée, couvrent le bruit des pas. A la sortie de la vieille ville protectrice, Joseph s'arrête. De larges avenues noires s'ouvrent devant nous. Pas une âme qui vive. « Marchez vite, dit-il, attention, ils tirent sur tout ce qui bouge. » La ville paraît totalement hostile. Il n'est pourtant que dix-neuf heures. Les rafales s'éloignent ou se rapprochent en un rodéo sinistre.

Premier signe de leur prochain retrait, que certains situent au début d'avril, les israéliens ont commencé à désarmer leurs milices. Tyr la troisième attend. « Les règlements de comptes ici seront sanglants », dit Hassan. Tout le monde se dispute le contrôle de la ville, et puis nous sommes coupés de Beyrouth depuis si longtemps. »

F. C.



# France

## OUTRE-MER

### Le gouvernement menace d'interdire la « Conférence internationale » des indépendantistes des DOM-TOM

Le gouvernement a menacé, vendredi soir 29 mars, d'interdire la « Conférence internationale des départements français » qui doit avoir lieu en Guadeloupe les 5, 6 et 7 avril et rassembler, à l'initiative de l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG), syndicat indépendantiste, les organisations séparatistes des différents départements et territoires d'outre-mer (le Monde daté 24-25 mars). Au terme d'une réunion tenue au ministère de l'Intérieur, le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM a diffusé un communiqué affirmant : « Le caractère inopportuniste et provocant » de ce rassemblement « compte tenu des

attentats meurtriers qui ont été commis depuis quelques semaines dans ce département » et ajoutant : « Le gouvernement désapprouve formellement cette initiative. Cette réunion est de nature à troubler l'opinion et l'ordre publics. Elle est susceptible d'être elle-même interdite, conformément au droit, en raison du caractère de manifestation publique que les organisateurs eux-mêmes paraissent vouloir lui donner ». Le gouvernement a fait savoir que « des mesures ont été prises pour empêcher, en tout état de cause, la présence de ressortissants étrangers à cette réunion si elle devait être maintenue ».

Les organisateurs de cette conférence avaient lancé un millier d'invitations à travers le monde et envoyé des délégations dans tous les Etats indépendants de la région caribbe, ainsi qu'aux Etats-Unis, au Canada, en Allemagne fédérale, en Belgique, Suède, Italie, mais pas dans les pays de l'Est, ni en Afrique.

## LES DOUANIERS ACCUSÉS DE « FOUILLES SYSTÉMATIQUES » A L'ENCONTRE DE CERTAINS ANTILLAIS

Les représentants du Comité de soutien aux prisonniers politiques antillais, auxquels s'était joint M. Marcel Manville, avocat, président du Cercle Frantz Fanon, ont protesté, vendredi 29 mars, au cours d'une conférence de presse, contre les « fouilles systématiques », qui, selon eux, sont infligées par les douaniers, dans les aéroports parisiens, à la demande indirecte de la police, aux citoyens antillais présumés indépendantistes ou pro-indépendantistes.

« La police française utilise un subterfuge dégradant, en utilisant abusivement le pouvoir de contrôle de la douane, qui peut imposer à n'importe quel passager des mesures de fouille, ont-ils souligné. Cette pratique constitue un détournement de procédure. M. Manville, qui a affirmé avoir été personnellement victime de ces pratiques, le 23 mars, alors qu'il arrivait de Martinique, a écrit au ministre de l'Intérieur et au ministre de l'Economie, des finances et du budget pour dire que « ces mesures déshonorent ceux qui les commandent ». Il a exprimé l'intention de déposer un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif.

« L'immigration en Guyane. — Le nouveau président du conseil général de la Guyane, M. Elie Castor, député apparenté socialiste, dirigeant du Parti socialiste guyanais (PSG), a demandé, vendredi 29 mars, le rattachement de quarante-huit Lasciens arrivés au cours de la semaine dans le département en provenance d'Argentine, après avoir franchi la frontière brésilienne sans autorisation. Appuyé par le conseil régional, que préside un autre dirigeant du PSG, M. Georges Ouhly, M. Castor est intervenu en ce sens auprès du secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, du premier ministre et du président de la République.

« Le CNIP et M. Pizani. — Le Centre national des indépendants paysans (CNIP) a estimé, vendredi 29 mars, à propos de la situation en Nouvelle-Calédonie, que « le gouvernement n'a plus qu'une solution pour rentrer dans la voie démocratique : révoquer Edgard Pizani ; nommer un fonctionnaire représentant l'Etat et non le PS ; engager des pourparlers avec M. Dick Ukelev, seul représentant légitime de la Nouvelle-Calédonie ».

## CRÉÉE A LA FIN DE 1982

### La Fondation Saint-Simon diffusera par le livre une partie de ses travaux

Avec la publication par les éditions Fayard, le 3 avril, des deux premiers ouvrages issus de ses travaux (1), la Fondation Saint-Simon (2), créée à la fin de 1982, réalise un de ses principaux objectifs : la diffusion auprès d'un public élargi de recherches élaborées dans un cadre plus restreint. Cette organisation avait été au centre, au moment de sa création, de controverses par sa nature et les buts qu'elle poursuivait.

Présidée par MM. François Furet, historien, président de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, et Roger Fauroux, président-directeur général de la compagnie Saint-Gobain-Pont-a-Mousson, la Fondation Saint-Simon regroupe près de soixante-dix membres. La plupart d'entre eux sont des responsables de grandes entreprises ou de banques, des enseignants et chercheurs (historiens et spécialistes en sciences sociales), des journalistes (3) français et étrangers.

Pour MM. Furet et Fauroux, qui ont été les promoteurs de cette Fondation, il s'agissait de mettre fin à une coupure dommageable et constante dans la société française entre milieux économiques et univers intellectuel et d'associer activement les uns et les autres dans une participation à des rencontres communes de haut niveau.

La Fondation Saint-Simon s'est aussi donnée pour but des créations

de commanditer et de diffuser des recherches sur des thèmes mal ou peu traités dans le système universitaire français.

« Il était intéressant de voir si on pouvait faire faire de la recherche sur la société contemporaine par un organisme privé, sans autre objectif que la connaissance », résume M. Furet.

A côté du souci de « décloisonner » M. Fauroux souligne, de son côté, le « besoin des sciences sociales » éprouvé par les responsables des grandes entreprises pour accomplir en pleine connaissance de cause des choix qui « n'ouvrent pas le droit à l'erreur car investir, surtout dans certains pays étrangers, est très, très périlleux ».

## Comblant un vide

La Fondation Saint-Simon organise une fois par mois une réunion autour d'une personnalité alternative membre de la Fondation ou invitée. Le dernier en date de ces invités fut, le 6 mars, M. Helmut Schmidt, ancien chancelier de la République fédérale d'Allemagne. Il avait été précédé par, entre autres, M. Michel Delebarre, ministre du travail et de l'emploi, M. Michèle Costa, présidente de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, M. Raymond Barre, ancien premier ministre, Mgr Lustiger, archevêque de Paris, M. Robert Badinter, ministre de la justice.

De petits groupes de travail, auxquels participent des spécialistes venus de l'extérieur, sont consacrés aux problèmes de la Constitution, à l'Europe centrale et orientale, à la régulation des entreprises.

Enfin, depuis octobre 1984, la Fondation Saint-Simon organise des séminaires réservés à des personnes qui n'en sont pas membres. Le premier, ouvert à une trentaine de participants, était consacré, d'octobre 1984 à mars 1985, à l'avenir de l'Etat-providence. Le deuxième (février à juillet de cette année) cherchait à décrire et à analyser la tradition et la modernité du Japon.

Il en coïncide, pour pouvoir participer à l'un ou l'autre de ces deux séminaires, 500 et 900 francs pour les candidats « individuels » et huit à dix fois plus pour ceux dont l'entreprise payait la participation, au titre de la formation permanente.

Le même principe, amplifié dans son application, régit d'ailleurs le coût de l'adhésion à la Fondation : 100 francs pour les adhérents individuels et 120 000 francs pour ceux (quatorze) qui sont patronnés par une entreprise. Le budget de la Fondation, fruit de ces seules cotisa-

tions, est pour 1985 d'environ 1,8 millions de francs.

« Trouver le public de ce qui devrait être une éducation démocratique moderne », est, aux yeux de M. Pierre Rosanvallon, maître assistant à l'Ecole des hautes études en sciences sociales et secrétaire général de la Fondation, le but de cette initiative. « Il existait un vide laissé entre les recherches pointues des universités d'ailleurs souvent fermées au monde économique, la formation permanente de niveau généralement faible, lorsqu'il s'agit de culture générale, et le monde des clubs et sociétés orientés vers la proposition sociale, constate encore M. Rosanvallon. Nous avons essayé de le combler. »

La Fondation n'a pas échappé, au cours de l'année qui a suivi sa création, à de vigoureuses critiques. Elle a en particulier été accusée par la presse communiste d'être la manifestation d'une sorte de complot regroupant des représentants de la droite et de la « fausse » gauche. Dans l'Humanité (16 décembre 1983), la Fondation Saint-Simon et le quotidien Libération étaient associés dans une seule et même critique en raison de la présence parmi les membres de la Fondation de plusieurs actionnaires de Libération, quotidien accusé de « laisser la parole aux P.C. » après avoir promis de la « donner au peuple ».

## Une structure légère

M. Serge July, qui dirige Libération, n'était pas épargné par ces philippiques. « Nous n'avons évidemment aucun objectif caché et ne sommes ni de près ni de loin liés à un quelconque complot », se contentait de répliquer M. Furet, tandis que M. Fauroux soulignait : « Nous ne sommes pas le Club Jean-Moulin et de travail, c'est créer une université privée, alors nous sommes une université privée, rétorque M. Rosanvallon. En réalité, ce type d'accusation émane de personnes mécontentes pour des raisons mondaines de ne pas faire partie de la Fondation. Mais elles se trompent sur nous : la Fondation Saint-Simon n'est pas le Silex » (4).

Ce sont des restes les publications d'aujourd'hui et celles qui sont en préparation (5) qui sont pour les responsables de la Fondation la meilleure et la plus évidente réponse à toutes les accusations. En effet, évanouissent-ils, ces livres issus de leurs

travaux ainsi que d'autres recherches à un stade encore embryonnaire et les séminaires prouveront à l'envi que la Fondation Saint-Simon travaille et produit et qu'elle y parvient grâce à une structure légère et qui entend le rester.

MICHEL KAJMAN.

(1) Terrorisme et démocratie, par François Furet, Antoine Liotier et Philippe Raynaud, tiré à 7 000 exemplaires, 232 pages, 69 F. Le Pêcheur corporatiste, par Denis Segrestin, tiré à 6 000 exemplaires, 288 pages, 85 F.

(2) 100, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris. Téléphone : 222-38-52.

(3) Au nombre de ces membres : MM. Michel Albert, PDG des Assurances générales de France ; Jean-Claude Casanova, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, ancien membre du cabinet de M. Barre, directeur de la revue Commentaire ; René Thomas, PDG de la BNP ; Albert Costa de Beauregard, directeur général adjoint de cette banque et ancien conseiller technique de M. Barre ; Jean Daniel, directeur du Nouvel Observateur ; Françoise Giesbert, membre de la rédaction de cet hebdomadaire ; François Jacob, directeur de l'Institut Pasteur ; Jean Kaspar, secrétaire national de la CDF ; M. Georges Kiejman et Jean-Denis Bredin, avocats ; M. Emmanuel Le Roy Ladurie, historien, professeur au Collège de France ; des philosophes : MM. Luc Ferry, Pierre Manent (rédacteur en chef de la revue Commentaire), Bernard Manin ; M. Jérôme Monod, PDG de la Société lyonnaise des eaux, ancien secrétaire général du RPR ; Alain Minc, directeur à la compagnie Saint-Gobain, trésorier de la Fondation Saint-Simon ; Edgard Morin, sociologue ; Jean Peyrerie, PDG et directeur industriel de la Compagnie financière de Suez ; Yves Sabourat, vice-président de Hachette ; Jérôme Jaffré, directeur des études de la SOFRES ; Gilbert Trigano, PDG du club Méditerranée et délégué auprès du premier ministre chargé des formations nouvelles ; Antoine Riboud, PDG de BSN, etc.

(4) L'association « Le Silex », créée en septembre 1944, a pour but « d'organiser et de favoriser la rencontre de diverses catégories de Français qui sont particulièrement attentifs à la chose publique », indiquent ses statuts. Son activité consiste en dîners mensuels et en « réunions amicales restreintes ». Ses membres se recrutent par parrainage et cooptation. Une vingtaine d'entre eux sont aussi membres de la Fondation Saint-Simon. C'est le cas de M. Simon Nora (directeur de l'Ecole nationale d'administration), président du conseil d'administration du Silex.

(5) Les prochains titres de la collection « Fondation Saint-Simon » seront consacrés au corporatisme et à la démocratie ; au rôle des assurances dans la régulation sociale ; à l'idée de service public en France ; à une physiologie de la Fédération de l'éducation nationale, etc.

## UN DÉBAT RADIOPHONIQUE ENTRE MM. GISCARD D'ESTAING, QUILLIOT ET JUQUIN

### Cohabitation littéraire...

#### De notre correspondant

Clermont-Ferrand. — La règle du jeu interdisait tout dérapage vers la politique. Quelle cruauté pour des hommes vivant pour elle ! Vendredi soir, 29 mars, corré de piles d'ouvrages dans une librairie où Radio Puy-de-Dôme avait planté ses microphones pour une émission en direct d'une heure, MM. Valéry Giscard d'Estaing, Roger Quilliot (PS) et Pierre Juquin (PCI), étaient invités à s'épancher sur leurs rapports avec la littérature, en qualité d'auteurs, mais aussi en fonction de leurs goûts personnels.

Cette « Apostrophe » sans images resta constamment courtoise mais révéla une forme particulière de cohabitation autour de Maitreux, pour les Chénas qui ont aboli, de Gaulle pour ses Mémoires de guerre ou encore Châteaubriand pour ses Mémoires d'outre-tombe. Sans doute par manque d'habitude des auteurs à tonitruer, la pièce radiophonique sonna un bon moment jusqu'à ce que M. Juquin, longtemps mal à l'aise dans le corset imposé, tente de piquer M. Valéry Giscard d'Estaing au sujet de Maitreux, ce dernier suscitait toutefois moins d'intérêt qu'auparavant chez l'ancien président de la République, qui dévore l'histoire de la Chine ming et mandchoue : « Vous aimez Bei Ami ? pourtant, il s'agit d'une critique du système colonialiste... Fidéle à l'esprit de l'émission, M. Giscard d'Estaing ne réagit pas, au grand regret sans doute de M. Juquin qui se contenta de la notion « révo-

lutions » à la faveur d'une analyse d'Audéon d'Angoulême.

Mais l'ancien chef de l'Etat ne put résister à la tentation d'évoquer la nouvelle préface, à paraître prochainement, pour son livre « Deux Français sur trois ». Il lui a donné un titre : « Je rappelle la chance libérale car elle exprime la possibilité pour la France de la saisir en 1986. »

#### Hérarchie culturelle

Si M. Quilliot s'est essuyé, avec succès, au roman en collaboration avec son épouse, on a deviné un Giscard d'Estaing rêvant au rang d'écrivain à part entière : « Ce statut semble être une chasse gardée. Quand on vient de la vie publique on est frappé de suspicion. L'écrivain est au-dessus de l'homme politique dans la hiérarchie culturelle française. »

La nature est revenue au galop pendant la seule pause de l'émission. M. Giscard d'Estaing s'est inquiété auprès de M. Quilliot de savoir s'il avait assisté aux journées parlementaires socialistes, ainsi que de la situation de M. Juquin. Ce dernier lui a appris qu'il réintégrera en avril l'éducation nationale, et plus précisément l'Institut de recherche pédagogique. L'ancien porte-parole du PC s'est réclamé de l'union de la gauche auprès du socialiste Quilliot, tout en se flattant de son « étiquette » de rénovateur qu'il revendique. Cette « Apostrophe » interdite de politique n'était vraiment qu'une parenthèse...

LIBERT TARRAGO.

## LES CONFIDENCES DE M. LE PEN

Dans une interview publiée par l'événement du jeudi daté du 28 mars au 2 avril, M. Jean-Marie Le Pen, qui vit séparé de son mari depuis cinq mois, porta divers jugements politiques sur le président du Front national. Elle évoque son penchant pour l'autorité : « Il aime l'ordre, l'ordre présidial. Je crois qu'il pense qu'il faut de la correction, de la rigueur, de l'obéissance. Une espèce d'autoritarisme... ». Elle confirme le culte de la personnalité dont le président du groupe des droites acropléennes à l'Assemblée de Strasbourg fait l'objet de la part de ses amis : « Oui, mais c'est comme ça que doivent être les chefs d'après lui. D'ailleurs, c'est vraiment le chef. Dans d'autres partis politiques, il y a un président et l'entourage du président. Là, il y a lui, un point c'est tout. »

M. Le Pen estime que son mari est un « démocrate poujadiste ». Quand on lui demande s'il préfère le régime démocratique ou les régimes autoritaires, elle répond : « Il pense que les régimes autoritaires donnent plus de résultats. Les régimes démocratiques, il pense qu'il faut passer par là... ». Mais M. Le Pen pense que le président du Front national n'est plus un révolutionnaire qu'avant : « Dans les grandes lignes, je partage ses idées. Mais maintenant, je dois dire qu'entre Giscard, Barre, Chirac et lui je ne vois plus grande différence. »

## M. JEAN IBANES (PS) DÉPUTÉ DE L'ARIÈGE EST MORT

Nous apprenons le décès de M. Jean Ibanès, député socialiste de l'Ariège, qui est décédé, vendredi 29 mars, fin de matinée, à la suite d'une longue maladie.

M. Ibanès sera remplacé à l'Assemblée nationale par M. René Massat, conseiller général socialiste de l'Ariège. [Né le 17 juin 1936 à Lacave (Ariège), Jean Ibanès était ancien élève de l'école normale supérieure, agrégé d'histoire, docteur ès sciences économiques et directeur du Centre de sciences économiques de Normale-Sup. Directeur de la collection « L'économie et le social » chez Hachette, il était l'auteur de nombreux ouvrages. Il était aussi militant socialiste depuis 1966. En 1972, un article écrit dans la Dépêche du Midi sur la « misère des équipements collectifs » lui avait valu une vive réplique de Georges Pompidou, alors président de la République, au cours d'une conférence de presse. Elu maire de sa commune natale en 1977, il était devenu député en 1981. Deux ans plus tard, il avait réussi à prendre la mairie de Saint-Girons à l'opposition. Européen convaincu, M. Ibanès était membre de nombreuses institutions européennes, et l'auteur d'un plan de développement de son département lié à l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun. Il insistait particulièrement sur la nécessité du percement du tunnel sous le Puy de Sancy.]

[M. René Massat est né le 19 juillet 1934. Directeur du syndicat d'électrification de l'Ariège, il a battu aux dernières cantonales le conseiller sortant favorable à l'opposition dans le canton de Le Foussat.]

## A L'ASSEMBLÉE EUROPÉENNE

### Polémique autour des francs-maçons

« Franc-maçon, fier de l'être, animateur depuis quatre ans de la fraternité du Parlement européen », M. Roger Fajardie (PS) est furieux. Il vient de protester contre une proposition de résolution déposée à l'assemblée européenne par un élu du Parti travailliste britannique, M. Terry Pitt, qui se déclare « soucieux d'éliminer toute corruption dans la gestion de fonds communautaires ayant un lien avec des sociétés secrètes telles que les loges maçonniques » et demande une enquête sur le rôle des loges maçonniques dans les institutions communautaires. M. Pitt estime que le président de l'assemblée de Strasbourg devrait ouvrir un registre obligatoire pour les membres et les fonctionnaires afin de savoir s'ils appartiennent à des loges maçonniques ou à d'autres sociétés secrètes. L'initiative de M. Pitt est relayée par plusieurs autres élus travaillistes réclamant que tous les députés européens, ainsi que les employés de l'Assemblée de Strasbourg se plient à l'obli-

gation de déclarer s'ils appartiennent ou non à une organisation, y compris la franc-maçonnerie — considérée comme secrète ».

« Je veux publiquement exprimer l'indignation que m'inspire cette scandaleuse initiative », déclare, le jeudi 28 mars, M. Fajardie, qui siège au bureau exécutif du PS. Elle évoque les souvenirs d'un temps où le nazisme déferlait sur l'Europe et où les francs-maçons étaient fichés, chassés de la fonction publique, emprisonnés ; où nombre d'entre eux, combattants de la Résistance, étaient déportés et assassinés [...]. La franc-maçonnerie est fondée sur la tolérance, le respect de l'homme, la liberté de conscience. Dans un moment où le racisme et le refus des différences se manifestent dangereusement, il est navrant de constater que des élus relancent une persécution d'un autre âge contre des hommes dont les principes devraient rassembler les peuples de l'Europe. »



## Société

### L'ATTENTAT ANTISÉMITES DANS UN CINÉMA PARISIEN

#### Des pistes enchevêtrées

D'un racisme l'autre, les attentats « impulsifs » ou longuement préparés s'additionnent. Et les idées xénophobes et racistes — anti-arabes, antisémites — s'expriment de plus en plus. C'est parce qu'il « n'aime pas les Arabes », qu'un jeune chômeur de Menton a tué, le 21 mars, un Marocain et blessé un Martiniquais. Vendredi 29 mars — huit jours plus tard — un homme ou un groupe a déposé une bombe dans un cinéma parisien où l'on projetait le film Eichmann, l'homme du III<sup>e</sup> Reich. Un acte de terrorisme, en fin de matinée sans signature, et qui n'en recevra peut-être jamais.

Des organisations commettent ainsi des attentats, avec leur lot de sang, de morts, sans que l'on sache toujours quels sont leurs messages. A trois reprises, le grand magasin parisien Marks and Spencer a été l'objet d'attentats. Des attentats qui permettent toutes les hypothèses puisque les propriétaires de cette chaîne commerciale sont britanniques et juifs. Faut-il alors penser que le terrorisme qui les vise — et frappe les clients ou des vigiles — est d'origine irlandaise ou antisémite ? D'origine antisémite ? Relève-t-il du racket ou de la folie d'un isolé ? Questions sans réponses en l'absence de toute « signature ».

Certains groupuscules terroristes nullement représentatifs d'une lutte politique, sans assise militante en arrivant parfois à revendiquer des actes dont ils ne sont pas les auteurs. Un attentat commis le 30 septembre 1983 à Marseille — un mort, vingt-six blessés — a ainsi pu être revendiqué par un groupe arménien, une organisation libanaise et un groupuscule d'extrême droite. Un trop-plein de revendications pour un attentat sans explication, sinon celle de la violence pour la violence, de la terreur pour la terreur.

L'attentat contre le cinéma parisien Rivoli-Beaubourg relève peut-être de cette catégorie. La réaction la plus immédiate est de l'attribuer à des antisémites. L'histoire incline alors à regarder vers l'extrême

droite et son aile néo nazie. Sans doute peut-on lui attribuer — avec une marge d'erreur toujours possible — l'attentat contre le foyer-restaurant israélien rue de Médicis, à Paris (trente-trois blessés) en mars 1979.

La sinistre chronique du terrorisme de ces dernières années invite cependant à la circonspection. Sous couvert de lutter contre le sionisme et l'Etat d'Israël, des groupes d'ultra-gauche s'en sont pris, en 1982, à des locaux de sociétés dirigées par des Français de confession juive. Ainsi de l'attentat contre l'entreprise Nemor, revendiqué par Action directe. Frédéric Oriach, ancien militant maoïste, aujourd'hui détenu en France, justifiait, lors de son procès en 1983, de tels actes : « C'est un devoir de contribuer au combat international pour la destruction totale d'Israël. Un Etat parasite... La bourgeoisie internationale le soutient ».

Oriach, pro-palestinien déclaré avait été arrêté devant une consigne automatique de la gare du Nord alors qu'il en retirait, notamment, trente-huit fiches recensant des sociétés dirigées par des Israéliens ou des Français, comportant leurs adresses et des précisions sur la configuration de leurs locaux.

#### Des lieux symboliques

Au-delà de ces rappels, les attentats de la rue Copernic à Paris (octobre 1980, quatre morts) et de la rue des Rosiers (août 1982, six morts) démontrent aussi que le terrorisme d'origine palestinienne n'hésite pas à frapper en France (et en Europe) des lieux symboliques de la communauté juive. Les enquêteurs français ont accumulé preuves et indices de la responsabilité du groupe Abou Nidal, abrité jusqu'en 1980 par l'Irak et aujourd'hui par la Syrie, dans ces crimes.

Dans un récent entretien accordé à la revue France-Pays arabes, Abou Nidal déclare du reste que l'objectif numéro un de son organisation est « la destruction totale de l'entité sioniste ». Abou Nidal dégage néanmoins sa responsabilité, de manière curieuse, dans les attentats de la rue des Rosiers et de la rue Copernic. « Ceci ne nous concerne pas. Les opérations que nous avons pu mener dans le passé contre certaines cibles pouvaient sembler des

cibles civiles mais en réalité étaient des « couvertures » pour les sionistes. Mais cela fait déjà longtemps que nous n'avons pas monté d'opérations sur le territoire français, et surtout depuis que la France a retiré ses troupes de la force multinationale au Liban. (Mars 1984.)

Les auteurs « possibles » de l'attentat commis vendredi soir sont donc légion. La responsabilité des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL), qui ont commis six attentats en France depuis 1981 (quatre morts) ne peut pas non plus être écartée. Ce groupe, dont le chef opérationnel est détenu à Lyon depuis plusieurs mois a enlevé, le 24 mars, le directeur du centre culturel à Tripoli (Liban), M. Gilles Sidney Peyrolles. Les FARL réclament, aujourd'hui la libération de leur chef Abdallah Georges Ibrahim, et ont menacé de s'en prendre aux intérêts français.

LAURENT GRELSAMER.

#### Les mots ne sont pas innocents

(Suite de la première page.)

Cette vieille dame assassinée, l'été 1984, par un jardinier parce qu'elle était juive, ou, tout récemment, ce jeune Marocain lui aussi « paumé » tiré comme à la foire par d'autres jeunes encore plus perdus, parce qu'il était basané.

Comment ne pas croire, alors, que, dans la France des années 80, des tabous se lèvent, des interdits se libèrent, bref que le racisme, des mots, passe désormais aux actes. Car les mots ne sont pas innocents. Telle est l'une des leçons de ce siècle. Or de nos jours, se disent, s'écrivent, s'affirment sans entraves des idées, des exclusives, des haines, que l'héritage de la seconde guerre mondiale avait renvoyées au silence, confinées dans quelques groupuscules, laissées en marge du débat politique national.

Dans la foulée de l'agitation xénophobe, des surenchères contre l'immigration, s'est libéré ce refrain du racisme qu'est l'antisémitisme. Des lettres anonymes circulent, adressées à des membres de la communauté juive. « Comité de désinfection du territoire », annonce l'une d'elles reçue récemment par un journaliste. Décorée de têtes de mort, « pour les motifs » de « dictature juive et pourrissement des esprits », de « pollution de l'âme nationale française », elle condamne à mort son destinataire. Telle autre, reçue au Monde, nous demande « pourquoi tous les peuples ont toujours cherché à se débarrasser des juifs » : « Nous trouvons Le Pen, plutôt réservé sur la question. Nous en avons assez de ne voir que des juifs partout. »

L'anonymat, par sa lâcheté même, ne prouve rien. Mais il est d'autres lâchetés, rien moins qu'anonymes, qui énoncent des propos semblables. Le quotidien d'extrême droite *Présent*, qui soutient le Front national, s'interrogeait dans son édition du 30 novembre 1984 sur le « mystère juif ». « Pourquoi, après avoir réduit la révolution de 1917, et scindé le régime qu'ils préconisaient, n'ont-ils cessé de quitter le paradis soviétique ? » Réponse : « Il faut donc que les causes générales de l'antisémitisme aient toujours résidé en Israël même et non chez ceux qui le combattent. »

Que dire encore des rengaines s'en prenant à Jean Simons Veil, responsable du génocide ? Elle est « liée à une multinationale drainant la fortune anonyme et vagabonde ». C'est ce que l'on pouvait lire dans *National-Hebdo*, organe du Front national, le 17 mai 1984. « Personne n'est parfait, et apprécier l'humour de Brooklyn n'engage à rien ; pas plus, en tout cas, que de ne pas détester les rythmes barbares. » C'est ce que l'on pouvait lire encore, dans le même journal, le 12 octobre 1984. « Il nous faut parler d'un horrible rabot rachitique, Robert Zimmerman, dit Bob Dylan. La responsabilité de cette crapule perverse est immense. » Même journal, 31 mai 1984.

Les mots ne sont pas innocents. Des jeunes lisant cela, qui efface le lagon de l'histoire et autorise le logi- que infernale du racisme, l'histoire, la mémoire, qui est, en cette affaire, un enjeu décisif, celui-là même qui visait symboliquement M. Le Pen quand, lors de son premier discours à l'Assemblée européenne de Strasbourg, le 26 juillet 1984, il déclarait : « L'Europe (...) a été le grand vainqueur de la deuxième guerre mondiale (...). Dans (son) déclenchement, les responsabilités de l'Allemagne n'ont pas été exclusives, et ce pays n'est pas non plus l'exclusivité des crimes. »

Une démocratie où la liberté d'expression est garantie n'autorise cependant pas que l'on fasse la propagande de terroristes criminels. Elle serait bienvenue, cette démocratie, de rappeler que certains mots ne peuvent impunément s'écrire, se dire, tant notre passé nous apprend qu'ils peuvent tuer. Quels que soient, par ailleurs, les auteurs — extrême droite, terrorisme proche-oriental, ultra-gauche — de l'attentat de vendredi.

EDWY PLENEL.

#### LES RÉACTIONS

● M. PIERRE JOXE : « Tout attentat de ce genre est abominable », a déclaré le ministre de l'Intérieur, sur les lieux, peu après le drame. « Celui-ci est doublement abominable car il visait un festival culturel, un festival du cinéma juif. »

● M. JACQUES CHIRAC : « C'est un acte que rien ne peut justifier », a déclaré le maire de Paris, qui s'est également rendu sur place. « C'est un attentat aveugle, de nature raciste, qu'il est extrêmement difficile d'empêcher. Il est plus que jamais nécessaire de renforcer les moyens de lutte contre le terrorisme. »

● LA LIGUE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISÉMITISME (LICRA) : « Les Parisiens et les Français sont appelés à une manifestation silencieuse dimanche 31 mars à 11 heures devant le cinéma de la rue de Rivoli, afin de dénoncer cet attentat qui survient après d'autres attentats racistes commis en France. » L'Association « Judaïsme et Liberté » a fait savoir qu'elle participerait à cette manifestation.

● SOS-RACISME : « Cet acte criminel de racisme rappelle que, dans une période de montée du racisme, l'antisémitisme n'est pas absent. L'association appelle à manifester devant le cinéma Rivoli-Beaubourg, dimanche 31 mars, à 11 heures. »

● M. LIONEL JOSPIN : le premier secrétaire du PS a déclaré : « Au nom des socialistes, je voudrais dire mon émotion et mon indignation. Je condamne cet acte de violence criminelle commis dans l'anonymat et la lâcheté contre des personnes innocentes et sans défense. Je condamne cet acte antisémite dirigé contre une communauté et une culture qui font partie de nous-mêmes, le notre. Histoire et de notre communauté nationale. Après l'assassinat raciste de Menton, cet acte terroriste à caractère antisémite doit clairement montrer aux citoyens de notre pays qu'ils doivent s'unir dans le refus de la violence et de l'intolérance, celles des actes bien sûr, mais aussi celles des discours et des thèmes. J'appelle les socialistes à se tenir au premier rang de ceux qui luttent contre le racisme et l'antisémitisme. Je leur demande de participer nombreux aux manifestations de protestation qui seront organisées. »

● M. MICHEL DREYFUS-SCHMIDT, président de « Socialisme et Judaïsme » : « Au moment où la France commémore le quarantième anniversaire de la libération des camps, Eichmann n'est pas mort et le ventre est toujours fécondant sur la bête immonde. » Socialisme et Judaïsme, appelle tous ses membres à se joindre à la manifestation silencieuse organisée le dimanche 31 mars.

● LE MOUVEMENT CONTRE LE RACISME ET POUR L'AMITIÉ ENTRE LES PEUPLES (MRAP) : « Cet acte criminel confirme, quels qu'en soient les auteurs, qu'un racisme ne va jamais seul. Quand la haine et la violence se déclenchent contre un groupe de la population, toutes les minorités sont menacées et avec elles la paix civile et la démocratie. Après la banalisation du racisme comme idéologie, on assiste à sa banalisation en tant que crime. »

● LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME considère que « ce n'est pas impunément que l'on a pu entendre au cours de certaines meetings de l'extrême droite des proclamations ouvertement antisémites. L'attentat odieux commis vendredi soir montre que l'holocauste n'a pas exorcisé les vieux démons. Il montre également que le racisme ne se divise pas et qu'il reste un des piliers majeurs de notre temps. »

#### Cinq dates sanglantes

De nombreux attentats antisémites ont eu lieu ces dernières années en Europe. Voici la liste des plus importants en France :

— 27 mars 1979 : Explosion dans un foyer israélien de la rue Médicis (6<sup>e</sup>), un lendemain de la signature du traité de paix israélo-égyptien : 33 blessés.

— 26 septembre 1980 : Vague d'attentats antisémites à Paris, dirigés notamment contre une crèche et une école juives, contre le Mémorial du martyr juif inconnu et contre le synagoge du consistoire israélite : pas de victimes.

— 3 octobre : Une bombe dissimulée dans la sacoche

d'une moto explosée devant la synagogue de la rue Copernic à Paris (16<sup>e</sup>), à l'heure de la prière : 4 morts et une vingtaine de blessés.

— 9 août 1982 : Rue des Rosiers, à Paris (4<sup>e</sup>), un commando de cinq hommes armés ouvre le feu et jette des grenades à l'intérieur du restaurant juif Goldenberg (6 morts et 22 blessés). C'est le plus grave attentat antisémite commis en France depuis la Libération.

— 17 septembre 1982 : A Paris, en plein après-midi, devant le lycée Carnot (rue Cardinet, 17<sup>e</sup>), une voiture de l'ambassade d'Israël explose avec trois personnes à son bord. Il y aura au total 51 blessés.

#### Un jeune Français tué à Bayonne dans un attentat attribué au GAL

De notre correspondant

Bayonne. — Vendredi 29 mars, vers 20 h 30, un homme armé a fait feu sur les nombreux consommateurs d'un bar de Bayonne, tuant un jeune étudiant, Besoit Pécastaing et blessant trois personnes.

Le Café des Pyrénées est l'un des nombreux bars du vieux quartier de la ville, dont les nationalistes basques, tant Espagnols que Français, constituent la clientèle régulière. Trois autres bars tout proches ont été, ces dernières années, les cibles des attentats du GAL (Groupe armé de libération), faussant deux morts et de nombreux blessés.

Mais ce qui contraste avec les attentats précédents attribués au GAL — dont celui commis dans un bar de Ciboure, quatre jours plus tôt (le Monde du 28 mars) — c'est que le tueur, choisissant une heure

d'affluence, a fait feu indistinctement sur de nombreux clients. Sur les quatre qui ont été atteints, on ne compte qu'un réfugié basque, les autres victimes étant totalement étrangères au mouvement nationaliste. L'une a été touchée à l'abdomen et une autre à la face ; mais, samedi matin, elles semblaient hors de danger.

Après une course-poursuite, le tueur a été maîtrisé par des réfugiés basques sur qui il a tenté de faire feu à plusieurs reprises avant d'être désarmé. Rôlé de coupe, il a été remis à la police. Il s'agit d'un Nord-Africain, M. Pierre Balbes, demeurant à Tarbes et fixé depuis peu à Bayonne, non loin du lieu de l'attentat. Il a été placé en garde à vue en attendant sa comparution devant le juge d'instruction.

PHILIPPE ETCHEVERRY.

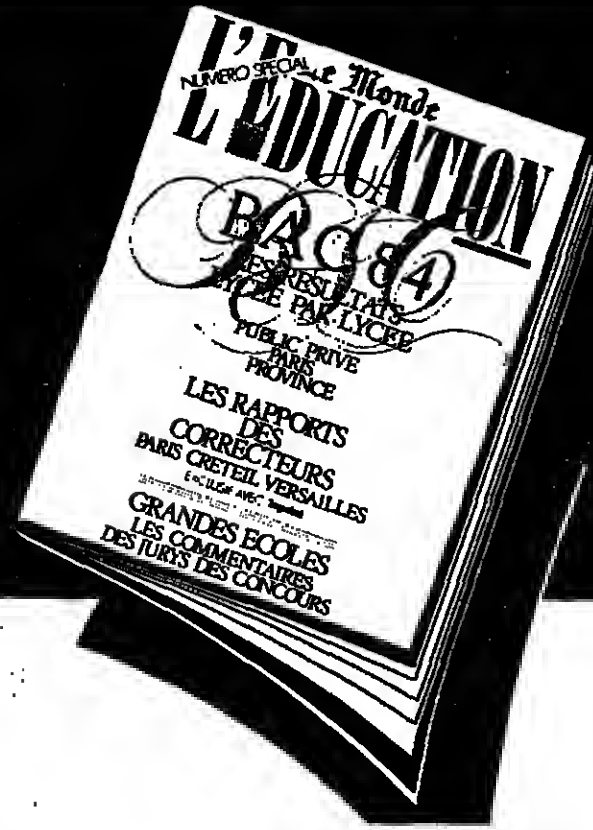
#### TROIS MILITANTS DU FRONT NATIONAL SONT SOUPÇONNÉS D'AVOIR PRÉPARÉ UN ATTENTAT CONTRE LA LCR

Le tribunal correctionnel de Caen a renvoyé, vendredi, au 16 avril, le procès de trois militants et sympathisants du Front national, interpellés mercredi soir, à Hâvreville-Saint-Clair (Calvados), où se tenait un meeting de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) animé par M. Alain Krivine.

Le tribunal a décidé le maintien en détention de Pierre Straire, qui avait confonctionné les grenades au pétrole, vidéos et trappes de plombes de chasse. Les deux autres personnes, Marc Masure et Jacques Pigeot, ont été relâchées et placées sous contrôle judiciaire. Selon la version policière, les trois hommes ont été interpellés alors qu'ils se trouvaient non loin du meeting de la LCR, deux d'entre eux étant en possession d'une grenade artisanale. Ils auraient affirmé aux enquêteurs que, craignant pour la sécurité du local du Front national, ils effectuaient une « surveillance » du meeting.

Cette version est contredite par M. Alain Krivine, qui affirme que deux d'entre eux ont été interpellés alors qu'ils s'apprêtaient à pénétrer dans la salle du meeting, « grenade à la main pour l'un des deux ». Le troisième attendait dans une voiture, une grenade posée sur le siège avant. M. Alain Krivine, qui annonce une conférence de presse lundi de la LCR sur cette affaire, critique la fait que « la police n'ait pas informé les organisateurs de l'acte criminel qui se trouvait en train de se dérouler depuis l'arrestation des trois militants du Front national, aucun contact avec la LCR qui était visée ».

#### BAC : POUR EN SAVOIR PLUS



Dans son numéro d'avril, le Monde de l'éducation publie l'enquête la plus complète et la plus détaillée sur le baccalauréat.

- Les résultats 84 de chaque lycée public et privé par section.
- Le classement 84 des dix meilleurs résultats nationaux, publics et privés, par section.
- La liste des principaux établissements ayant régulièrement des taux de réussite record.
- L'appréciation des correcteurs de chaque matière dans les académies de Paris, Créteil et Versailles.
- Les leçons à en tirer pour le bac 85.

60 pages de tableaux et de commentaires indispensables pour apprécier les performances des lycées de votre région et les critères de notation des copies.

Un numéro spécial du Monde de l'éducation qui intéresse tous les lycéens, leurs parents et leurs professeurs. En vente chez votre marchand de journaux.



## UN INSTITUT DE CULTURE JUIVE A PARIS

## Les branches du renouveau

Leur porte s'ouvre volontiers et ils parlent longuement d'eux-mêmes autour d'un thé. De vieux portraits en noir et blanc pèsent sur les murs chargés d'histoire. Un chandelier à sept branches, quelques autres objets inconnus du gey (non-juif), sont autant de traces d'un passé présent.

Juifs, artistes et Français : peintres, cinéastes ou chanteurs : ils ont trente ou quarante ans, et leur art est souvent la reconquête d'une mémoire enfouie. Il témoigne toujours peu ou prou de leur histoire. Si Pierre Goldman ne fut qu'un pionnier en 1975 avec *Souvenirs obscurs d'un juif polonais né en France*, désormais il existe en France une nébuleuse culturelle juive. Depuis peu, une génération, ou du moins son avant-garde, veut sortir du ghetto et rompre avec le folklore. Compagnons de route des institutions juives traditionnelles, ils veulent, sans agressivité, les dépasser.

Ouverture à la culture majoritaire, affirmation de leurs origines, balancement entre deux

propres du mouvement associatif. « L'attraction, très nette pour tout ce qui est juif, confie un cadre des Éclaireurs israélites, est confrontée à la crise du militantisme et à la peur de s'engager. Il y a une demande pour le loisir juif et la consommation en général. »

Ce qui explique, par exemple, la forte progression des produits kasher. Ainsi, l'association de défense des consommateurs créée en 1976 comprend trois mille cinq cents adhérents à Paris, qui compte à lui seul trente et un restaurants kasher.

Voilà pour l'effervescence folklorique. Au-delà, un milieu intellectuel tente, au sein de la communauté juive, de s'organiser. Trois initiatives en témoignent : l'intérêt croissant de nombreux intellectuels pour l'étude des textes juifs, le développement impressionnant des écoles privées, l'essor des collections et des revues juives.

Partout en France, universitaires, ingénieurs, professeurs, se retrouvent chez l'un ou l'autre

parents est considérable. « Pourquoi cet intérêt ? Il y a eu, explique le grand rabbin, un vide spirituel et religieux de l'éducation. La culture occidentale laïque ne s'est pas révélée suffisante. Et il ajoute : « Il fut un temps, on disait : soit juif chez toi, homme à l'extérieur ; maintenant c'est l'inverse. La calotte à l'extérieur et pas à la maison. Le rôle des éducateurs est de convaincre d'être juif, tout le temps. La priorité pour moi était de lutter par l'éducation contre la déjudéisation. »

L'effort à faire reste, d'après le grand rabbin, considérable. Quatre-vingt-douze pour cent des enfants fréquentent l'école laïque « où l'éducation religieuse n'existe pas encore ». Une certaine crise des vocations — il manque, selon lui, vingt-cinq rabbins en France — et l'absence de statut des cadres des écoles privées ralentissent aujourd'hui l'essor de la diffusion du judaïsme.

Le troisième symptôme de cet intérêt de la communauté juive pour l'étude des textes sacrés est la création ou le développement d'une dizaine de maisons d'édition de collections juives. Essor presque excessif, trop d'éditeurs y ayant vu, il y a quatre ou cinq ans, un créneau porteur. Des revues, également, se sont créées. Ainsi *Traces*, lancé en 1980 par d'anciens militants d'extrême gauche, est diffusée actuellement à près d'un millier d'exemplaires.

Entretiens avec des philosophes, nouvelles ou critiques de livres jalonnent cette revue. « Tout est tranquille », annonce une rubrique qui repère dans l'actualité tous les recoins d'antisémitisme. Cette recherche se démarque d'un retour à des valeurs culturelles refuge. Elle se définit, non sans mal, comme une éthique commune face à la modernité : « Nous n'avons pas peur du monde moderne, affirme le rédacteur en chef de la revue, M. Gérard Rabinovitch, mais nous voulons, contre une certaine frivolité, conserver l'usage de la pensée et donc de notre culture juive. »

Il y a chez les responsables de *Traces*, au-delà d'un gauchisme dépassé, une volonté de lutter contre toutes les formes d'asservissement. « Souviens-toi, affirme le Deutéronome, d'avoir été esclave en Égypte. »

## Soit d'apprendre

Ce développement des cercles d'études, des écoles juives ou des revues et collections montre que se crée dans la communauté juive une osmose culturelle solide. La soit d'apprendre est là, qui explique, entre autres, la vente, depuis 1983, de deux cent vingt mille exemplaires de la *Mémoire d'Abraham*, de Marek Halter, l'histoire d'une famille juive depuis deux mille ans. « Je suis arrivé au bon moment,

affirme l'écrivain. Le désir de connaître la culture juive est évident. Il y a dix ans, le livre aurait pu être ignoré. D'où son idée, dans la foulée, de créer à Paris un institut de culture juive. Les Juifs, dit-il, ont existé avant et après l'holocauste. Il faut que cela se sache. L'histoire juive n'est pas seulement une martyrologie. »

Cette initiative double pourtant des projets antérieurs : celui du député Claude-Gérard Marcus de rénover le Musée juif de Paris dans un hôtel du Marais, et celui du grand rabbin d'une école des hautes études. Tous ces projets sont marqués par une volonté d'ouverture au monde et à la culture environnante : « Mon imagination et mes références culturelles sont juives, explique Marek Halter, mais ma langue de communication, c'est le français. » Et d'ajouter : « Rendre hommage à la culture juive assassinée au moment même où le monde traverse une crise accompagnée de la résurgence des nationalismes, de rejets de xénophobie et de racisme, est plus que justice rendue à ceux qui ont participé à la formation du patrimoine des nations. C'est une manifestation de fidélité aux valeurs universelles dont cette culture a été porteuse. »

Le refus d'un repli sur soi est d'autant plus essentiel dans une communauté aussi minoritaire que celle des Juifs français. « La culture yiddish, rappelle Marek

Halter, existait bel et bien. Il reste, par exemple, cent soixante-quinze films de cinémathèque en yiddish, mais il y avait alors en Europe de l'Est dix millions de yiddishisants ! »

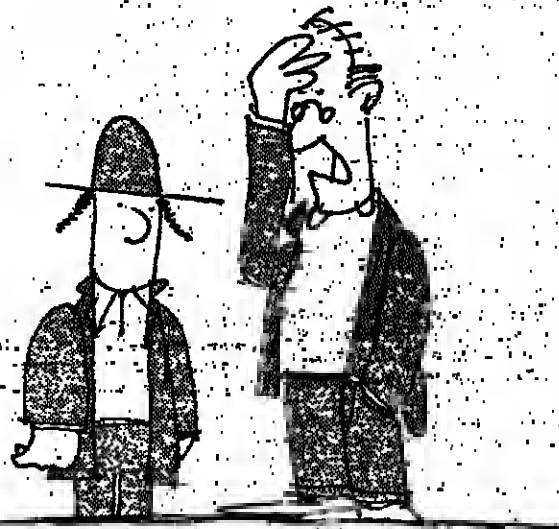
Reste à savoir la place que la culture française centralisatrice est prête à faire aux cultures minoritaires. Le sort fait à une communauté juive peut être un test pour bien d'autres minorités, beur, corse ou autres. La mairie de Paris et le ministère de la Culture, pour cette fois d'accord, sont convaincus de la nécessité de doter la troisième ville juive de la Diaspora d'un institut de culture juive. L'hôtel de Saint-Aignan dans le Marais, propriété de la Ville de Paris, devrait, après des travaux de rénovation importants, abriter cet institut.

Le projet, à la fois centre de recherches, musée, dépôt d'archives, cinémathèque et conservatoire, doit être défini plus précisément. Un groupe de travail sous l'autorité de M. Théo Klein, président du Conseil représentatif des institutions juives (CRIF), a été constitué à cet effet. Parallèlement, M. Marek Halter a créé autour de lui un comité d'universitaires et d'écrivains.

On ne sait pas encore la place qui sera faite dans cet institut, à côté des structures communautaires, au réseau culturel juif naissant dont Marek Halter apparaît pour l'instant, par son dynamisme et son sens des médias, comme le porte-parole non autorisé.

NICOLAS BEAU.

SI TU SAVAIS, COMME JE ME SUIS BATTU  
AVEC MON GRAND-PÈRE POUR NE PAS ÊTRE  
DANS LA CONFÉTION !



PESSIN.

identités : tel est bien le credo de ces artistes juifs français qui cherchent leur place dans ce paysage culturel. La génération précédente, venue de l'Europe de l'Est et plus récemment d'Afrique du Nord, avait joué avant tout le jeu de l'intégration et y a fort bien réussi. Leurs enfants les plus créatifs, libérés des contingences économiques, tentent, eux, de révéler la mémoire de leur peuple. Le peuple « à la nuque raide », disait l'ancien Testament. Français depuis trente ans, ils sont juifs depuis des millénaires (voir encadré).

Ces artistes indépendants revendiquant leur judaïsme ne suffisent pas à eux seuls, pourtant, à fonder une culture. Le bouillonnement dont ils témoignent n'a pas trouvé encore d'expression collective.

Pour l'instant, le folklore communautaire occupe, à lui seul, le devant de la scène.

Des milliers de familles se pressaient, le dimanche 3 février, à la fête organisée par Radio Communauté et la revue *L'Arche*, sur les quais de la Seine. Le grand rabbin René-Samuel Sirat sermonnait au micro ceux qui n'avaient pas éprouvé encore « le besoin de découvrir Israël, pays de leurs ancêtres », les enfants dansaient entre des stands où les affaires, pour être communautaires, allaient bon train. Et de multiples associations, clubs du troisième âge ou mouvements de jeunesse vendaient leurs activités, toutes plus juives les unes que les autres. On y parlait même, à propos de la drogue, de « la défense juive ».

Rien ne manquait à la kermesse, du poster sur Israël aux tracts de « SOS écoute juive », et aux appels en faveur des Juifs d'Éthiopie. Avec les difficultés

depuis quelques années pour étudier les textes sacrés et le Talmud. Combien sont-ils ? « On ne le sait pas exactement, estime le rabbin Daniel Farhi, du Mouvement juif libéral de France, mais ce sont des couches intellectuelles importantes. L'intérêt chez eux est plus culturel que religieux. Leur démarche n'a que peu de conséquences pratiques. Ils veulent découvrir leurs racines. » Jacques Attali, conseiller spécial du président de la République, fut un des premiers à créer un petit cercle biblique à l'université Dauphine. A défaut du texte en hébreu, on lit une traduction. Quinze mille exemplaires ont dû être tirés ces dernières années d'une traduction coûteuse de mille huit cents pages du Talmud (chez Verdier).

## 9500 élèves

Souvent, les mêmes qui étudient les textes le soir conduisent le matin leurs enfants dans des écoles privées confessionnelles. « Les parents, affirme le rabbin Farhi, veulent que leurs enfants aient ce que eux n'ont pas eu, un accès à la tradition juive. » Le réveil d'une éducation juive structurée s'est traduit pas le doublement des élèves de 1975 à 1982. Ils sont aujourd'hui neuf mille cinq cents dans des écoles privées et des centaines sur les listes d'attente. Les institutions juives traditionnelles ont largement contribué à un effort de construction considérable.

Le grand rabbin Sirat, élu en 1980, a fait de l'éducation son objectif prioritaire. « J'avais un rêve à mon élection, raconte-t-il, avoir une centaine de jardins d'enfants. Il n'y en avait que vingt en 1980. Or j'en ai déjà inauguré quarante-neuf. L'engouement des

Richard Dembo, réalisateur du film *Chagall* (1985) pour la Dailly 1984, créateur 1985 pour la meilleure première œuvre, prix du meilleur film étranger aux États-Unis, est né en 1948, date de la création de l'État d'Israël. « Je suis né, explique-t-il, d'une génération qui n'aurait pu être un artiste sans le retour de la culture juive. » Richard Dembo a cru tout d'abord trouver les voies de cette survie dans l'engagement militant : Jeunesse communiste à l'âge de quatorze ans, états généraux du cinéma en mai 1968, « J'ai fait, explique-t-il, le parcours des gens qui se trompent de route, mais la lutte des classes n'était qu'un moyen de réconcilier l'homme avec lui-même, de créer le monde futur, et ces valeurs là étaient déjà profondément juives. »

De la justice militante, Richard Dembo s'est détaché vers la justice divine. « J'aurais pu alors, poursuit-il, choisir la poudre, ou devenir Goldman. J'ai choisi, avec le retour aux textes hébreux, une autre voie. »

Il quitte alors la rive gauche pour le Marais et les gîteux juifs de son enfance. Il découvre qu'il sait encore parler le yiddish, comme des saphères ont pu, ces dernières années, redécouvrir le yiddish. Il prend le chemin de l'école religieuse de la rue Pavée. « C'est la première fois dans Paris intramuros depuis le deuxième siècle, dit-il fièrement. Nous étions cinq alors en tout. Nous sommes deux cents maintenant. Il n'y a pas à rechercher de définition d'être juif, il n'y a qu'à l'être. Le judaïsme est une pratique du réel — qui n'exclut rien, qui mesure tout. » Et d'ajouter :

« Mes films respectent l'enseignement de la Thora : on n'y trouve ni acte sexuel ni femme nue. » Le judaïsme est au cœur de sa vision du monde.

Son propos de cinéaste se veut pourtant universel : « Je ne fais pas, dit-il, de films sur les Juifs. Je revendique un rapport à part entière à la culture française. »

Talia, musicienne, est prise dans les mêmes contradictions portées. Elle chante ordinairement en yiddish, son dernier disque, pourtant, est en français. « Être chanteuse juive, s'interroge-t-elle, est-ce possible ? Le public refuse le français au yiddish. Chanteuse juive, donc, cette fois pour quelques airs d'attention, trois adaptations de musiques traditionnelles et un rien de cosmopolitisme. Pour le reste : « Il faut se faire entendre par des non-juifs, sortir des réunions communautaires. »

L'histoire de Talia est bien celle de beaucoup de Juifs d'origine ashkénaze. Ses parents, simples artisans, émigrent en Pologne avant la guerre, se cachent pendant l'Occupation et vivent repliés sur eux-mêmes depuis : « Ils se sont comptés après 1945 », explique Talia. Banquets et bals communautaires sur fond de souvenirs dramatiques, dégradation du fait religieux juif et projet d'intégration pour la génération suivante. Ni la mémoire ni l'oubli : « c'est un vrai malaise » pour Talia enfant, qui, faute de famille dans le Berry pour les vacances, et à défaut de jolie robe le jour de la communion solennelle des catholiques, se sentait différente.

La chanteuse trouve un équilibre à dix-sept ans, en s'engageant dans un mouvement sioniste socialiste, le DROR. C'est dans l'hébreu d'un État largement mythique qu'elle commence à chanter. Mais c'est par le yiddish — « la langue, dit-elle, qui m'a bercée » — qu'elle retrouve, vers trente ans, seulement, des racines. Ses parents désapprouvent, au début, cette vocation, l'écho de leurs rêves d'intégration. Ils se laissent pourtant, assez vite, gagner par l'émotion. « Ils découvrent, explique Talia, qu'on perpétue quelque chose qui ne s'arrête pas. »

## Des liens millénaires

« Quelque chose », chez Talia, de nature plus culturelle que religieuse ; pourtant, l'enseignement de la Thora est rarement très éloigné de l'affirmation de l'identité juive. A Pâques, Talia et sa famille écoutent chez des amis le récit de la Haggadah, le livre d'Égypte. « Nous faisons revivre, dit Talia, ce monde enfui. »

Même découverte, même recherche, à l'âge adulte, des textes juifs chez le peintre Alain Kleinmann, trente et un ans : « Je connais Voltaire, dit-il, et j'ignorais tout du grand Rameau. J'ai lu à dix-huit ans le premier livre de la Thora, l'annonce de la métaphysique juive. Ce texte correspondait dans sa profondeur et dans sa vérité, à ma réflexion. » Le peintre définit son judaïsme comme « une tension », « un questionnement quotidien » et, nécessairement, un des « paramètres » de son art : « Une partie de moi est

juive, dit-il, et ma peinture, langage profond, est aussi portée de cela. » « Comme elle l'est, s'empresse-t-il d'ajouter, de la Renaissance italienne ou de la peinture hollandaise. »

Il y a chez lui, comme chez les autres, la hantise d'un repli culturel. « Ça n'aurait pas de sens, dit-il, de ne parler qu'aux Juifs... Si vous dites à votre mère que c'est bien ce que vous faites, elle en est persuadée ; et c'est vraiment trop facile de ne s'adresser qu'aux siens. » Il resta que, lorsque l'artiste parla de ses tableaux, il évoqua « une peinture surchargée qui serait la mise au point d'un alphabet de plus en plus complet, comme les sens superposés de la Thora ». Perpétuel aller-retour entre une mémoire juive et une culture française majoritaire.

La critique André Parinaud réunissait chez Alain Kleinmann, cet automne, une petite dizaine d'artistes, aux thèmes d'inspiration assez proches : obsession de la mémoire, transparence des images, résistance à la mode. Or tous les peintres, autour de la table, se découvrirent, comme par hasard, Juifs et originaires d'Europe de l'Est.

Une sensibilité commune traverse une génération d'artistes juifs : mêmes interrogations, mêmes repères ; mais peut-on nommer ce frémissement commun ? N'est-ce pas déjà, comme le suggère Alain Kleinmann, le réduire ?

N. B.

## PARIS EN VISITES

## DIMANCHE 31 MARS

- « Une heure au Père-Lachaise », 10 h et 11 h 30 : entrée principale boulevard de Ménilmontant (Vincent de Langlade).
- « Cent tombeaux d'étrangers dont le talent a contribué au renom de la France », 14 h 45, 10, avenue du Père-Lachaise (Vincent de Langlade).
- « Les salons du ministre des finances », 15 h, 170, rue de Rivoli (Anne Ferrand).
- « L'École militaire », 15 h, 7, place Joffre (Arcus).
- « Le Sénat (Palais du Luxembourg) », 15 h (s'inscrire au 548-66-69).
- « Les salons de l'hôtel Soubise (XVIII<sup>e</sup>) », 15 h, 60, rue des Francs-Bourgeois (E. Roman).
- « Le vieux village de Passy » (la maison de Balzac, l'hôtel de la princesse de Lamballe), 15 h, métro Passy (G. Bouteau).
- « Le château de Maisons-Laffitte », vestibule gauche, 15 h 20.
- « Le château de Chantilly », 13 h 30, tél. (1) 526-26-77.
- « L'Hôtel-Dieu antérieur », 15 h, entrée Hôtel-Dieu, côté Paris (Paris antérieur).
- « Hôtel de Camondo », 15 h, 63, rue de Monceau.
- « Art et religion en Égypte antique », 10 h, musée du Louvre, porte Saint-Germain-Auxerrois.
- « Claude Monet, les impressionnistes », 15 h, musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly.
- « L'Opéra, parties publiques », 14 h 45, haut des marches, à gauche.
- « L'OCDE et le château de la Muette », 15 h, 2, rue André-Pascal.

LUNDI 1<sup>er</sup> AVRIL

- « De Valère à Blanqui : souvenirs de la Commune de Paris », 14 h 45, sortie escalier méridional, métro Père-Lachaise (Vincent de Langlade).
- « Le Paris du Bonheur des dames », 5 h, sortie métro Sèvres-Babylone, côté square Boucicaut (Mathilde Hager).
- « Cours et passages du faubourg Saint-Antoine », 15 h, métro Faubourg-Saint-Antoine (G. Bouteau).
- « Le couvent de l'Assomption, l'hôtel de Noailles », 15 h, en pied de la colonne Vendôme (C.A. Messier).
- « Sept des plus vieilles maisons de Paris », 15 h, 2, rue des Archives (Paris antérieur).

- « L'hôtel de Beauharnais », 10 h, 78, rue de Lille (réservé aux membres de l'Association internationale de tourisme culturel) ou 9 h, sur inscriptions : 526-26-77 (Paris et son histoire).
- « L'impressionnisme et le paysage français », 13 h 30, entrée exposition Grand Palais (Pierre-Yves Jasles).

## CONFÉRENCES

- 15 heures, 1, rue des Prouvaires. « L'homme qui ressuscitait les morts » (Michel Jodin) : Le sens ésotérique de la multiplication des pains dans l'Evangile (Naty). Expérience de voyance.
- 10 h à 18 h, 26, rue Bergère. « Visages et planètes (Marcelle Clavel) ».
- 14 h 30, 60, boulevard Laitur-Maubourg. « La Thaïlande » ; 16 h 30, même adresse. « Florence » ; 18 h 30, même adresse. « Venise et San Marino (M. Brunfeld) ».
- 14 h 30, 28, avenue George-V. « Marcel Achard et le bonheur de vivre » (M. Raillard).

(Publicité)  
APPRENEZ L'ALLEMAND EN AUTRICHE  
UNIVERSITÉ DE VIENNE  
COURS D'ALLEMAND POUR ÉTRANGERS  
3 sessions du 8 juillet au 21 septembre 1985  
Cours pour débutants et avancés  
(6 degrés) laboratoires de langues.  
Excursions, soirées, âge minimum : 16 ans. Droits d'inscription et de cours pour 4 semaines AS 2.450, -- (lev. FFR, 1.098, --). Prix forfaitaire inscriptions, cours, chambre pour 4 semaines AS 6.740, -- (lev. FFR, 3.023, --). Change décembre 1984. Programmation détaillée : Wiener International Hochschulkurse A - 1010 Vienne Université.

**Le Monde**  
RÉALISE CHAQUE SEMAINE  
UNE ÉDITION  
INTERNATIONALE  
spécialement destinée à ses lecteurs  
résident à l'étranger  
Exemplaires spécimen sur demande

مكتبة المصلح



## Société

### La « vendetta » du père de Grégory

(Suite de la première page.)  
Et puis Jean-Marie, qui porte des lunettes noires comme le justicier dans ce mauvais western nommé *Légitime Défense*, tire une fois, une seule.

Et il s'en va, remonte dans sa voiture cachée un peu à l'écart et file vers Epinal. Il lui faut vingt minutes pour arriver à la clinique de La Roseraie où sa femme Christine, enceinte et victime d'une hémorragie le dimanche précédent, se repose.

Il a passé la nuit à la clinique de la maternité, de 8 heures à 11 h 30. Puis, vers 12 h 30, il s'est arrêté à Brûlerie, dans l'appartement d'un groupe HLM pauvre, curieusement baptisé « Tranche-Million », pour prendre son fusil avant de « monter » à Aumontzey. Le voilà à nouveau vers 13 h 45 dans la chambre de Christine. Il lui parle. Lui a-t-il dit le matin ce qu'il allait faire, et l'après-midi ce qu'il venait de faire ? On ne sait pas. Cela apparaît désormais à l'enquête policière. Vers 14 heures, de la clinique, Jean-Marie Villemain, vingt-neuf ans, appelle le commissariat d'Epinal pour se constituer prisonnier. Les policiers viennent le

chercher à La Roseraie et il reconnaît immédiatement les faits. Si totalement même, qu'on envisagera, semble-t-il, de l'interpeller directement, sans autre interrogatoire de police. Et ce ne serait que sur l'insistance vigoureuse des enquêteurs du SRPJ de Nancy qu'il allait être transféré dans cette ville et placé en garde à vue à partir de 18 heures. En l'absence du juge d'instruction, M. Jean-Michel Lambert, qui devait partir ou était déjà parti en vacances — mais il pourrait être rappelé ce samedi — un autre juge d'instruction est chargé du dossier.

#### Un effroyable gâchis

A Aumontzey, Bernard Laroche est mort vers 13 h 30, après avoir confié à l'un de ses beaux-frères : « Je n'y étais pour rien ». L'a-t-il vraiment dit ? Les policiers arrivent vers 13 h 45, immédiatement derrière M. Gérard Weitzer, un des avocats de la victime, alerté par hasard et bouleversé. Les gendarmes arrivent

un peu plus tard. Et puis arrivent aussi « les » Bolle et « les » Laroche, une immense famille. Il y aura des sobres très durs, l'effondrement de Marie-Ange Laroche, des jets de pierres sur les photographes, plusieurs hommes qui veulent « monter » sur Epinal et qu'il faudra désarmer.

Voilà les faits : la colère, la fureur des proches et le sentiment d'un effroyable gâchis. Et voici, déjà, les procès qui s'amorcent et vont s'enchaîner dans une quête de responsabilités collectives : presse, gendarmerie, police, justice, tous complices. Pourquoi pas, en effet, puisque c'est vrai. C'est vrai : les mots, les photos aussi, peuvent être des chevotines. Mais que regretter, sinon de ne pas en avoir dit assez plutôt que trop ?

Bernard Laroche, une nuit vers 5 heures, au début du mois de mars, avait déjà été « attendu » à son retour de travail, près de son domicile, par Jean-Marie et Christine Villemain. Seule l'intervention d'un tiers désarmant le jeune homme avait, cette nuit-là, évité le drame.

On le savait. Fallait-il l'écrire, quand la justice était saisie, dès le 6 mars, par une lettre des avocats de Bernard Laroche, des menaces visant leur client. Quand, par de multiples déclarations, ces avocats ont réitéré ces avertissements. Quand le juge d'instruction, M. Lambert lui-même, avait, pour rejeter la première demande de mise en liberté sollicitée par Bernard Laroche, avancé, parmi d'autres arguments, la nécessité de « protéger l'inculpé ». Quand une plainte contre X pour menaces de mort avait été déposée, cette semaine même, par Bernard Laroche.

Jean-Marie Villemain était armé et cela se savait. Ce père, emporté

par le chagrin, avait, à différentes reprises, menacé directement plusieurs membres de la famille, selon les aléas de l'enquête. Parfois, il avait même pris le chemin de leur domicile, le fusil à la main. Cela ne pouvait s'ignorer. Même si, à chaque fois, il s'était arrêté juste à temps. Cette fois, il ne s'est pas arrêté. Il avait dit à de multiples reprises : « S'il sort de prison, je le descendrai ». Il l'a fait. Au-delà de l'affirmation sur « l'innocence » de Bernard Laroche, qui, en toute hypothèse n'est pas la question ce samedi, ses propos lancés des accusations graves contre la gendarmerie, responsable de la première partie de l'enquête : « Si la justice, si les gendarmes avaient fait leur boulot, on n'en serait pas là. Quand on leur a dit que Bernard était suivi par les Villemain, ils n'ont rien fait », disait vendredi un beau-frère de la victime. Un autre devait mettre plus directement en cause un officier de gendarmerie : « Si cet officier n'avait pas forcé la main à Jean-Marie, en lui disant en permanence : « C'est Laroche, c'est Laroche », Bernard serait encore vivant. »

#### La longue traque

Grave accusation en fait, et il faut bien à ce sujet poser des

questions. Est-il bien exact, comme l'affirme M. Marie-Ange Laroche, qu'ayant été suivie un jour par un véhicule et sollicitant la protection de la gendarmerie, elle s'était entendue répondre : « Oh, on nous a retenu l'enquête, alors ça ne nous regarde plus. » Est-il possible qu'après dessaisissement, un officier de gendarmerie ait pu continuer à conforter systématiquement Jean-Marie Villemain dans sa conviction de la culpabilité de Bernard Laroche ?

Au-delà, une chose est évidente. La gendarmerie a dit : « C'est Laroche, c'est Laroche ». Soit. Mais elle ne fut pas la seule. D'autres après ont pensé de plus en plus fort : « Cela pourrait bien être Christine Villemain, cela pourrait bien être elle ». Certes. Mais ils ne furent pas silencieux.

Il est là le mécanisme terrible qui, à l'assassinat d'octobre, a ajouté la vendetta de mars : l'assassin de Grégory ne pouvait être totalement confondu que par des aveux. Alors, pour le ou la déstabiliser, s'est organisée, sans même qu'on y prenne garde, une longue traque publique, une chasse à « la longue laisse » du corbeau. Avec le résultat qu'on sait.

PIERRE GEORGES.

#### DEUX DÉCLARATIONS D'AVOCATS

**M<sup>e</sup> STASI :** « On ne gagne jamais à semer la haine »

M<sup>e</sup> Mario Stasi, l'un des avocats de Bernard Laroche, a été chargé, vendredi 10 mars, de fusil par Jean-Marie Villemain, à estimé qu'il ne gagnait jamais à semer la haine et à désigner un coupable.

**M<sup>e</sup> GARAUD :**

des soupçons « de nature à vous faire perdre la raison »

M<sup>e</sup> Henri-René Garaud, avocat de Jean-Marie Villemain, a déclaré vendredi soir : « Le drama s'est joué au drama. Parfois un enfant, c'est terrible. La perte d'un enfant, c'est terrible. C'est encore plus terrible, et venir accuser la mère de votre enfant de l'avoir assassiné est de nature à vous faire perdre la raison. »

Ceux qui ont consciemment ou inconsciemment participé à cette torture morale de Christine Villemain ne pouvaient pas ne pas toucher profondément Jean-Marie et portant incontestablement une grande responsabilité.

## La mise en place des départements hospitaliers pourra être retardée

La mise en place de la départementalisation des hôpitaux publics se fera moins vite que le gouvernement l'avait prévu et souhaité (*le Monde* du 30 mars). Un communiqué commun du ministère des affaires sociales et du secrétariat d'Etat à la santé, daté du 29 mars, précise, en effet, que les délais dans lesquels devait se faire cette réforme (fixée par un décret du 28 décembre 1984) seront « assouplis ».

Cette décision a été prise au terme d'un arbitrage dans lequel le premier ministre est personnellement intervenu. Si l'objectif demeure bien le « respect de l'échéance finale » (tous les hôpitaux devront être départementalisés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1988), la « diversité des situations » est aujourd'hui prise en compte. En d'autres termes,

là où l'opposition des médecins hospitaliers à cette réforme est trop vive, le calendrier officiel pourra « sur demande du directeur de l'établissement et du président de la commission médicale consultative » ne pas être respecté.

Cet assouplissement du calendrier constitue-t-il à lui seul un « recul » du gouvernement face à la fronde qui commence à se développer dans certains hôpitaux ? Force est de constater que M<sup>e</sup> Georgina Dufoux n'a pas cherché l'affrontement : un article du décret sur la départementalisation lui permettait, en cas de boycottage, d'imposer autoritairement la réforme sans l'accord des médecins de l'établissement. Cet article ne sera donc pas utilisé, la règle étant aujourd'hui la « souplesse » et le « pragmatisme ».

Le recul, en revanche, pourrait se situer ailleurs. Le Syndicat national des cadres hospitaliers (syndicat des directeurs d'hôpitaux) vient, en effet, de révéler les propos de M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, lors de la récente conférence nationale des directeurs d'hôpitaux non universitaires. Il en ressort en substance qu'un service peut se transformer en une unité fonctionnelle, un département peut n'être constitué que d'une seule unité fonctionnelle. Les actuels chefs de service deviendront, de droit, chefs d'unité fonctionnelle et, « dans le respect des droits acquis », ils le seront à vie. Appliqué, un tel dispositif réduirait à néant le principe même de la départementalisation.

JEAN-YVES NAU.

## NOMINATIONS MILITAIRES

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Charles Hernu, le conseil des ministres du mercredi 27 mars a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● **TERRE.** — Sont nommés : directeur du commissariat de la 1<sup>re</sup> région militaire, le commissaire général de division Fernand Laporte ; adjoint au directeur du service central d'études et de réalisations du commissariat, le commissaire général de brigade Paul Reynal ; directeur adjoint à la direction centrale du commissariat, le commissaire général de brigade Pedro Fournier ; commandant la 54<sup>e</sup> division militaire territoriale, le général de brigade André Dupuy de la Grand-Rive ; sous-directeur « approvisionnement » à la direction centrale du commissariat, le commissaire général de brigade Jean Vilaceque ; directeur du commissariat du 2<sup>e</sup> corps d'armée et des forces françaises en Allemagne, le commissaire général de brigade Yves Semon.

● **MARINE.** — Est promu contre-amiral, le capitaine de vaisseau François de Larnat.

● **ARMEMENT.** — Sont promus : ingénieur général de première classe, l'ingénieur général

de deuxième classe Lucien Cruchant ; ingénieur général de première classe, l'ingénieur général de deuxième classe Jean Seve, nommé directeur des constructions et armes navales de Lorient ; ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef Edmond Mencarelli, Pierre Bel-Ayche et Roger Didier.

Sont nommés : directeur de la surveillance industrielle de l'armement, l'ingénieur général de première classe Jacques Mercier ; chef du service industriel, l'ingénieur général de première classe René Francès ; directeur des constructions et armes navales de Toulon, l'ingénieur général de première classe Gilbert Guest-schel ; inspecteur de l'armement pour les poudres et explosifs, l'ingénieur général de première classe Pierre Mardon ; adjoint au directeur technique des constructions et armes navales, l'ingénieur général de deuxième classe Bernard Chaslot ; directeur de l'établissement des constructions et armes navales de Paris, l'ingénieur général de deuxième classe François Simon.

● **SERVICE DE SANTÉ.** — Sont promus : médecin général inspecteur, le médecin général,

médecin-chef des services hors classe François Guillot et le médecin général, médecin chef des services hors classe Bernard Broussolle ; médecin général, les médecins-chefs des services de classe normale Pierre Dupuy, Jacques Garlin, André Boquet et Yves Philippe.

Sont nommés : directeur au service de santé du 2<sup>e</sup> corps d'armée et des forces françaises en Allemagne, le médecin général inspecteur, médecin-chef des services hors classe Charles Hiltensbrand ; directeur adjoint du service de santé de la 5<sup>e</sup> région militaire, le médecin général, médecin-chef des services de classe normale Louis Courbil ; inspecteur technique des services médicaux d'hygiène et d'épidémiologie des armées, le médecin général, médecin-chef des services de classe normale Maurice Fromantin ; directeur adjoint du service de santé du 2<sup>e</sup> corps d'armée et des forces françaises en Allemagne, le médecin général, médecin-chef des services de classe normale André Lanoire ; commandant l'école du service de santé des armées de Lyon, le médecin général, médecin-chef des services de classe normale Micheline Chanceloube.

#### PIONNIER DE LA PUBLICITÉ DU FOOTBALL

### Jean-Claude Darmont devient l'homme-orchestre de la promotion du ballon ovale

Qu'y a-t-il de commun entre le « Petit Théâtre » de Philippe Bourard, un gala de Nicoletta, une soirée chez Castel et le match du tournoi des Cinq Nations entre la France et le Pays de Galles, samedi 30 mars au parc des Princes, à Paris ? Rien, sinon la présence d'un homme :

Jean-Claude Darmont, quarante-deux ans, un des spécialistes de la promotion sportive en France.

Le ballon rond a été le premier amour de ce méridional qui a connu une enfance pauvre dans la banlieue marseillaise avant de se faire un nom dans la publicité. Il a signé son premier contrat sportif pour Nantes il y a dix ans. Depuis il a parcouru beaucoup de chemin : il a été l'un des fondateurs de la société France Football Promotion, qui a géré les intérêts des « Bleus » depuis le Mondial de 1978 ; il fait passer des panneaux publicitaires, autour de tous les stades lors des retransmissions télévisées ; il s'occupe des commandes de la plupart des groupes de première division.

Comment se retrouve-t-il aujourd'hui dans le camp de ballon ovale à la tête de la société Rugby France Promotion ?

Dans le village de terres installées sur un parking, derrière le parc des Princes, pour les festivités des deux matchs parisiens du tournoi 1985, il explique à ses interlocuteurs : « L'an passé, la fédération de rugby s'était lancée dans les opérations de promotion à l'instigation de Michel Mouillot, qui est le directeur des relations extérieures de Per-nod, et l'un des nombreux joueurs de premier plan. Le président Faurasse a estimé que l'expérience n'était pas assez satisfaisante. Après avoir consulté plusieurs spécialistes de la com-

munication, il a fait appel à moi, en novembre dernier. » Outre les deux commanditaires de l'équipe de France, Nike et Les Cooper, il a réuni sous une immense tente quatorze sociétés : « J'ai assuré à chacune d'elles une exclusivité par secteur économique, banque, assurances, automobile, etc. Elles ont ici une occasion unique de faire leurs relations publiques. L'équipe de France a une très bonne image. Les joueurs qui viennent participer à une soirée avant le match sont très coopératifs. »

Les services de Jean-Claude Darmont ne sont pas gratuits : chaque société paie de 150 000 à 210 000 francs le droit d'entrer et elle dépense au total quelque 700 000 francs pendant trois jours. Mais il ne s'agit pas seulement de faire de l'argent. Je l'ai dit au président Faurasse. Sinon, j'aurais pu faire 400 000 F d'économies, par exemple, en supprimant les spectacles et en ne limitant pas à trente cinq personnes par société les invitations. Il s'agissait de faire une opération haut de gamme. Je crois que cela a réussi. En tout cas, j'ai l'accord verbal de la fédération — je traite toujours verbalement avec le président Faurasse — pour renouveler l'expérience pendant les quatre prochaines années. »

La Fédération française de rugby a, en effet, trouvé son intérêt : elle devrait récupérer quelque 2 millions de francs cette année, soit deux fois plus qu'en 1984. Quant à Jean-Claude Darmont, il investit à long terme puisqu'il espère qu'il ne sera pas oublié dans deux ans, lors de l'organisation du premier tournoi mondial de rugby. De toutes façons, il a cinquante-neuf employés doublant dès 1985 le chiffre d'affaires réalisé l'an passé, soit 150 millions de francs. Un seul risque dans tout cela : aller plus vite que la mesure. « Le rugby évolue lentement. Pour ne pas risquer de choquer, il est remanié à faire chanter avant le match les hymnes nationaux français et gaulois par des chorales. »

ALAIN GRAUDD.

● **FOOTBALL :** championnat de France. — Sochaux et Laval, sur leur terrain, ont battu respectivement Nancy et le Racing Club de Paris, 1 but à 0, vendredi 29 mars, à l'occasion de la trentième journée du championnat de France de première division.

● **TENNIS :** Tournoi de Milan. — Henri Leconte a été éliminé par l'Américain John McEnroe, 6-3, 6-4, vendredi 29 mars, en quarts de

finale du Tournoi de Milan, comptant pour le Grand Prix, et doté de 350 000 dollars.

● **TENNIS DE TABLE :** championnat du monde. — L'équipe de France masculine a remporté, vendredi 29 mars à Göteborg, ses deux matches contre l'Italie (5 victoires à 0), et l'Inde (5 victoires à 3), à l'occasion des championnats du monde.

## Carnet

#### Naissances

— Dominique et Catherine BENOIST partageant avec Camille la joie d'annoncer la naissance de

Marcille,  
le 27 mars 1985.  
4, place Charles-Digson,  
94160 Saint-Mandé.

#### Décès

— Collonges-en-Mont-d'Or, Paris. M<sup>e</sup> Yves Roger Bourdon, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part de décès de

M<sup>e</sup> Raymond BOURDON,  
né Chateaubert.

Abonné en l'égise de Collonges-en-Mont-d'Or, lundi 1<sup>er</sup> avril, à 14 h 30. Inhumation au cimetière de Collonges (69).

— M<sup>e</sup> Francis Dumas, M<sup>e</sup> et M<sup>e</sup> Herbert Fritz et leur fils, M<sup>e</sup> et M<sup>e</sup> Pierre Dumas et leurs enfants, M<sup>e</sup> et M<sup>e</sup> Michel Dumas, leurs enfants et petits-enfants, Les familles Guerin, Delor, Legay, Richard, Beson, ont l'honneur de faire part de décès de

M<sup>e</sup> Jacques DUMAS,

avocat à la cour, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance, chevalier du Mérite maritime, médaille d'or de la jeunesse et des sports, président de la Confédération mondiale des activités subaquatiques, président honoraire de la Fédération française d'études et de sports sous-marins,

leur fils, frère, beau-frère, oncle, neveu, cousin et allié, survenu le 22 mars 1985, à Agadir (Maroc), dans sa cinquante-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 1<sup>er</sup> avril, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Chailly, 35, avenue Marceau, 75008 Paris.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille, au cimetière communal de Grzy (70100 Haute-Saône), le même jour, à 17 heures, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

544, rue Henri-Thiers,  
92400 Le Hay-les-Roses.

— Le bureau exécutif de la Confédération mondiale des activités subaquatiques (CMAS), Le comité directeur de la Fédération française d'études et de sports sous-marins (FFESSM), ont l'honneur de faire part de décès de leur président, président honoraire et ami,

M<sup>e</sup> Jacques DUMAS,

chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance, chevalier du Mérite maritime, médaille d'or de la jeunesse et des sports, survenu le 22 mars 1985, à Agadir (Maroc), dans sa cinquante-neuvième année.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 1<sup>er</sup> avril, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Chailly, 35, avenue Marceau, à Paris-8.

Cet avis tient lieu de faire-part.

CMAS, 34, rue du Collège,  
75008 Paris.

FFESSM, 24, quai de Rive-Neuve,  
13007 Marseille.

— Nous avons le chagrin de faire part de décès de

M<sup>e</sup> Jean GOETHALS,  
né Louche Boet,

survenu le 19 mars 1985, à l'âge de soixante-neuf ans, en son domicile.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à l'église d'Yeu (Vendée), le 20 mars 1985.

De la part de ses enfants.

— Nos abonnés bénéficient d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Pompes Funèbres  
Marbrerie  
**CAHEN & C<sup>e</sup>**  
320-74-52



## UN FILM ET DEUX LIVRES

## Le PCF et les « camarades juifs »

Après quelques trois années d'attente, le documentaire les Terroristes à la retraite sera finalement programmé le dimanche 2 juin à 21 h 30, à-t-on annoncé à Antenne 2. Saura-t-on un jour qui l'avait retenu jusqu'ici ?

Commandé par la chaîne de télévision et le ministère de la culture, ce film de deux heures, commenté par Simone Signoret et Gérard Desarthe et réalisé par Mosco, rappelle le rôle des militants communistes étran-

gers dans la Résistance française. Des survivants du groupe Manouchian parlent — mais deux d'entre eux sont morts depuis que le film a été fait.

Deux livres qui évoquent ces hommes-là viennent de paraître, qui s'interrogent ouvertement sur le rôle ambigu joué par la direction du PCF à l'égard des « camarades juifs » et dont la lecture complète utillement le document.

## Des ombres sur l'« Affiche rouge »

L'histoire à ses zones d'ombre et les événements les plus contemporains n'échappent pas à la règle, bien que les protagonistes soient parmi vous, dans encore, mais menacés par l'âge, les témoins, une loi du silence qui laisse inexplicables des grands moments d'un passé récent.

Pourtant, les témoins ne veulent pas mourir sans avoir parlé, sans avoir publié des souvenirs qui, sans répondre à tout les enjeux, aident à reconstituer ces histoires qui font l'histoire. Ainsi, Vichy, l'Occupation et la Résistance sont encore des terrains brûlants et on se souvient que le Chagrin et la Pitié, tout comme les Terroristes à la retraite, ont bien du mal à être programmés par la chaîne de télévision qui l'avait commandé. L'histoire de la Résistance en France reste encore à écrire.

Les livres publiés par les militants sur la clandestinité ne sont pas très nombreux et ont tardé à paraître : quarante ans ! — avant d'être écrits. Deux ouvrages traitent du rôle des communistes juifs immigrés dans la clandestinité : Nos illusions perdues, 1930-1963, d'Adam Rayski, journaliste et militant depuis l'âge de vingt ans, et L'An prochain la révolution, de Maurice Rajfus, enquêteur patient et acéré qui a interrogé les textes et les survivants.

Deux livres qui se complètent sans se contredire et qui mettent enfin en lumière le rôle capital mais délibérément occulté des immigrés du Yiddishland révolutionnaire (1), ces militants qui avaient choisi de combattre et de mourir pour la France, ces « étrangers » qui n'avaient plus rien à perdre.

Ces deux ouvrages passionnants apportent bien plus que ces « Mémoires » remplis d'omissions de Jean Jérôme, le trésorier matois du PCF (2), ou ceux de Louis Gronowski-Brunot, responsable de la Main-d'œuvre immigrée (MOI) dans la Résistance, et collaborateur direct de Jacques Duclos puis membre du comité central du Parti communiste polonais (3), sans parler des Mémoires vidés de toute substance de Jacques Duclos (4).

Paradoxalement, nous nous apprenons beaucoup de choses sur la Pologne de l'entre-deux-guerres et sur l'existence des communistes juifs là-bas, sur les milieux des immigrés juifs en France, mais ne parvenons pas à résoudre les énigmes de la Résistance. L'arrestation des militants du groupe Manouchian, par exemple, ce qu'on appelle l'affaire de l'« Affiche rouge », qui se terminera le 21 février 1944 au mont Valérien par l'exécution de vingt-trois membres de la MOI après un procès qui avait dénoncé « l'activité d'étrangers et de juifs abusifs, de l'hospitalité française pour créer le désordre dans le pays qui les a recueillis » et dont « le but est l'avènement du bolchevisme international ».

Est-ce que cette équipe spéciale qui voyait des juifs polonais, roumains et hongrois, des Italiens, des Espagnols et des Arméniens lut-

taient à coudre à pu être étonnée uniquement par l'intervention d'un provocateur infiltré ou d'un lâche ? — demande Maurice Rajfus, qui ajoute : « Une autre version, pourtant, tendrait à laisser croire que certains cadres FTP auraient décidé froidement d'abandonner à eux-mêmes ces combattants devenus trop encombrants (...). Le silence des communistes à cet égard ne peut qu'amplifier le soupçon. »

Adam Rayski, de son côté, évoquant « l'énigme de l'« Affiche rouge », se demande aussi si le PCF a « délibérément sacrifié les combattants », mais ne suit pas la position de Philippe Robieux qui voit dans le traître dont il est question dans la dernière lettre de Manouchian le « mystérieux Jean Jérôme (5). On sait que Manouchian, se sentant trahi après les nombreuses arrestations de 1943, avait demandé à Jacques Duclos, via Gronowski, que son groupe

Manouchian. Et Melinée, la veuve, pose cette question troublante dans le film de Mosco : « Sans cette affiche, aurai-je jamais connu leurs noms et leur sacrifice ? » Qui pourrait répondre ?

Cela fait quarante ans qu'ils n'oublient pas, tous ces combattants de l'ombre, ces terroristes étrangers, bérce le plus souvent oubliés. Les Italiens, les Espagnols, les Arméniens, luttaient pour se libérer du nazisme, tandis que, pour les juifs, le problème était plus complexe, comme le montrent bien Rajfus et Rayski.

Pour eux, le Parti communiste était une Église, une seconde famille, le moyen aussi de se faire reconnaître par la France dans ce rôle presque général de l'« assimilation ». En combattant pour la France, ils ne visaient pas à constituer un groupe étranger, mais, grâce à leur héroïsme, à accéder à la nationalité française. Cela n'a pas réussi



★ Combattants juifs des Brigades internationales.

puisse quitter Paris pour être mis à l'abri, demande qui fut refusée.

On peut penser que, à ce moment-là où l'on savait proche la fin de la guerre et où les communistes voulaient faire la preuve de leur action terroriste dans la région parisienne, le PCF ne pouvait se priver de combattants. Rayski rapporte que, devant cette demande d'être mis « au vert », Jacques Duclos lui répondra que « les cadres communistes ne sont pas faits pour être mis en conserve ». Les cadres, pourtant, seront évacués, et Manouchian, sans direction, se fera tuer en novembre 1943 en même temps que quelques deux cents clandestins. Vingt-trois seront gardés pour l'exemple.

## « Ne vous racroquevillez pas »...

Pont dénoncer l'« armée du crime » et le « judéo-bolchevisme », les Allemands feront placarder partout cette « Affiche rouge » que chantera Louis Aragon : en 1955 quand se sera formé, spontanément et en dehors du Parti, un comité

pour tous pousse, quarante ans plus tard, l'un des « terroristes à la retraite » de Mosco a toujours pas obtenu sa naturalisation... Les déceptions profondes commenceront dès la fin de la guerre : « Une première fausse note s'était fait entendre, dès octobre-novembre 1944, écrit Rayski. Une consigne du comité central demandait de nuancer le rôle prépondérant joué par les résistants juifs à Paris, Marseille, Toulouse, Lyon. »

« Vous avez acquis, nous faisons remarquer, le droit de vous considérer comme français. Vous vous êtes battus et vous n'allez pas maintenant vous séparer du peuple français. » A une délégation venue lui demander de ne pas dissoudre l'Union de la jeunesse juive, Duclos répondit : « Bien, vous avez vos spécificités, mais ne vous racroquevillez pas sur vos vieilles... » Le terme « racroquevillez » nous pose quelques problèmes, écrit Rayski, au point de nous voir contraints de consulter le Littré afin d'en connaître le sens précis.

Après la guerre, Adam Rayski retourna en Pologne en « communiste professionnel » ; il devint le patron de la presse jusqu'en juin de 1956 où il démissionna et retourna en France. Il y sera arrêté par la DST et condamné à sept ans de prison pour « complicité avec des agents de l'étranger ». Il sera incarcéré à Fresnes jusqu'en 1963 et en sortira sans illusions sur sa fin communiste.

## NICOLE ZAND.

● Adam Rayski : Nos illusions perdues, 1930-1963, Balland, 324 p., 120 F.

● Maurice Rajfus : L'An prochain la révolution — les communistes juifs immigrés dans le tournage des années, 1930-1945, Mazon, 362 p., 95 F.

(1) Alain Brossat et Sylvia Klingberg : Le Yiddishland révolutionnaire (Balland, 1983).

(2) Jean Jérôme (Acropole, 1983).

(3) Louis Gronowski-Brunot : Le Dernier Grand soir. Un juif de Pologne (Seuil, 1980).

(4) D'autres titres complètent efficacement nos connaissances : Les Juifs dans la Résistance française, de David Diamant (Payot, 1971) ; Ami si tu tombes, et Adieu camarades, de Roger Pannequin, chargé de dissoudre la MOI (Grasset/Séguier) ; Le PCF dans la guerre, très sérieux travail de Stéphane Courtois (Ramsay, 1980).

Rapportons aussi les trois émissions de Nati Ulenstein pour la télévision : Les révolutionnaires du Yiddishland.

(5) Philippe Robieux : Histoire intérieure du PC. L.IV (Fayard, 1984).

## REPRISE DE « CHRONIQUE D'UN AMOUR »

## A la rencontre de Michelangelo Antonioni

Cinéaste, mais aussi peintre, écrivain... Michelangelo Antonioni est à l'honneur à Paris, avec une exposition, un recueil de nouvelles, et la reprise de Chronique d'un amour.

Un débat était organisé en sa présence à la Cinémathèque, le 27 mars.

Salle comble à la Cinémathèque pour cette rencontre destinée aux abonnés, aux étudiants de cinéma, aux jeunes réalisateurs français, aux critiques. Michelangelo Antonioni, en pull-over blanc comme ses cheveux, est assis à une table barde de micros, entouré de Jean Narbonne, des Cahiers du cinéma et Aldo Tassone, journaliste italien qu'on connaît bien en France. A son côté, deux ans, Antonioni garde son allure de « geothomme de Ferrare » (c'est là qu'il est né) mais on sera, bientôt, surpris par son humour. D'abord, il rappelle qu'un jour Henri Langlois lui rendit hommage à la Cinémathèque et lui remit une bobine de pellicule, en lui disant que c'était la première chose tournée par les frères Lumière.

« Retiré à Rome, je me suis dépeché de visionner cette bobine. Il n'y avait rien dessus. » Ensuite, chaque fois qu'une question lui paraît inutile, il y répondra, poliment, par une plaisanterie.

On saura pourtant qu'il considère avoir « découvert le néoréalisme » par lui-même en tournant un documentaire, Gente del Po, au moment où Visconti réalisait Ossessione, « C'était la première fois qu'en Italie, sous le fascisme, on observait les pauvres. » Mais les étudiants s'intéressent à sa pratique de la vidéo. Antonioni pense que c'est l'avenir du cinéma, qu'on a beaucoup plus de responsabilités et un contrôle immédiat et complet de ce qu'on tourne, que les fautes de tonner, de monter, les répétitions avec les acteurs, sont plus riches.

Il est peintre, il est cinéaste ; y a-t-il des correspondances ? Non. On n'obtient pas de lui des théories esthétiques, mais il définit clairement ce que furent ses préoccupations jusqu'à l'identification d'une femme à une relation entre les personnages et les éléments de l'image. Si, ensuite, les critiques ont inventé l'« incommunicabilité » ce n'est pas à lui de se prononcer. Il ne veut pas se reconnaître d'influences. « Chaque créateur doit se détacher de tout ce qu'il a vu en littérature, en cinéma, ailleurs. On n'est pas concient du processus de la création, jamais. »

Les étudiants insistent, parlent culture, références. Antonioni sourit : « Commencez par prendre une caméra et filmez dans la rue. Allez à l'école après. » Ils insistent encore. Ils voudraient bien savoir comment cet homme qu'ils admirent, est venu au cinéma. Mais, s'il aime les contacts humains, Antonioni n'est pas de ceux qui s'expliquent longuement sur leur culture, leur formation, leurs idées. D'ailleurs, aujourd'hui, le cinéma italien néoréaliste prauqueinent plus et, lui, cinéaste, n'a pas des projets qui tournent court. Au moment où cette rencontre se termine, il concède, pourtant, qu'il a pu subir une influence, une seule, c'est celle des Dames du Bois de Boulogne, de Robert Bresson.

Et cela tombe bien pour la projection qui termine cet après-midi du 27 mars à la Cinémathèque française : celle du premier long métrage d'Antonioni, Chronique d'un amour (1950). A l'époque, en France, on avait parfois établi cette comparaison avec les Dames du Bois de Boulogne, film depuis renié par Bresson, qui n'était pas arrivé à dompter suffisamment les acteurs qu'il voulait presque statiques et parlant d'une voix blanche « déshabillée ».

## La beauté magique de Lucia Bose

Chronique d'un amour — repris dans deux salles parisiennes — fut révélé par le festival du film maudit de Biarritz 1950, et reçut le grand prix de la mise en scène en 1951, au festival de Punta del Este, et sortit, la même année, en France, au studio de l'Etoile, à Paris. Contrairement à ce qu'on prétend aujourd'hui, la critique ne fut pas unanime dans la découverte du cinéaste. Le sujet du film fut controversé, au nom d'un néo-réalisme qui devait être social et politique, refléter les problèmes des classes populaires, des ouvriers, des paysans. Certains reprochèrent à Antonioni un « élitisme » appliqué à un milieu de grande bourgeoisie, un personnage de femme rappelant les divas du cinéma muet italien, une histoire de passion et de meurtre.

Qu'en était-il exactement ? Fontana, riche industriel milanais, engageait un détective privé d'enquêteur, à Ferrare où elle avait fait ses études, sur le passé de sa femme Paola. Le détective découvrait que Paola avait quitté Ferrare après la

mort bizarre — chute dans une cage d'ascenseur vide — d'une amie, fiancée à Guido, qu'elle voulait pour elle. Averti de l'enquête mais sans savoir qui l'avait ordonnée, Guido, vivant de ventes de voitures, représentait contact avec Paola, pour la protéger, et elle redevenait sa maîtresse. Bientôt, Paola voulait se débarrasser de son mari.

Il s'agissait, en fait, d'un sujet de film noir américain, transposé dans un milieu italien. Or, Guido était interprété par Massimo Girotti, le vagabond d'Ossessione de Visconti, que Clara Calamai poussait au meurtre de son époux. La transformation du thème criminel vient de l'extraordinaire modelage, par Antonioni, d'une jeune actrice, Lucia Bose, la première de ces fascinantes figures féminines qui, dans ses films, vivront, avec les hommes, des rapports difficiles d'amour et de solitude.

Lucia Bose, milanaise élue miss Italie en 1947... devant Gina Lollobrigida, débute en 1950 dans un rôle de paysanne dans Piqueux en galantes, de Giuseppe de Santis, cinéaste néo-réaliste orthodoxe. Tout de suite après, de fut Chronique d'un amour. Beauté magique, corps mince, souple, magnifié par des robes de grand couturier portées avec une classe folle, des fourrures luxueuses, voluptueuses ou parures de fauves, la débutante un peu gauche devient cette femme à l'érotisme glacé et à l'aspect dangereux, coupable, peut-être, d'un meurtre indirect. Le doute subsiste — ou volontaire, désirant un homme qu'elle ne peut

comprendre, pas plus qu'il ne la comprend.

On sera frappé par des scènes dont la composition annonce Femmes entre elles et, même, L'avventura. La querelle sur le « contenu » néo-réaliste n'ayant plus cours, on ne peut qu'être plus attentif à cette innovation — cette modernité — que représentait, alors, l'utilisation de longs plans-séquences, suivant les déplacements des personnages et les montrant prisonniers de leur environnement, des espaces vides et désolés sous la pluie : rues de Ferrare, routes de la plaine lombarde. Se cachant pour leurs rendez-vous amoureux, obsédés par leur passé et par le meurtre de Fontana, Guido et Paola arrivent à ne plus voir le monde extérieur (les ouvriers travaillant sous le pont du canal où ils se disputent) et la réalisation traduit sa faiblesse à lui, son appétit d'amour et sa hantise de la mort à elle, leur désarroi intérieur à tous deux.

De ce film admirable où les images d'Enzo Serafin et la musique de Giovanni Fusco, avec le thème saxo solo joué par Marcel Mule étaient, aussi, des nouveautés, tout le cinéma d'Antonioni est sorti. Si une reprise s'imposait c'est bien celle-ci.

## JACQUES SICLIER.

★ Exposition des Montagnes magiques, FNAC, Forum des Halles, jusqu'au 13 avril. Rien que des nouvelles, nouvelles, aux éditions J.-C. Lattes, Chronique d'un amour, v. o., au Reflet Logos (5), Olympia-Entrepôt (14).

## A VALENCE

## Jack Lang, Claude Lelouch, et l'enseignement du cinéma

M. Jack Lang, ministre de la culture, a rendu visite le 28 mars au lycée Camille-Vernet de Valence, un des quatorze établissements pilotes en matière d'enseignement du cinéma.

Depuis la rentrée 1984, grâce aux efforts conjugués des ministères de la culture et de l'éducation, quatorze classes de seconde réparties sur l'audiovisuel et le cinéma, de l'écriture du scénario à la prise de son. Les élèves de Valence travaillent en liaison avec le CRAC (1).

M. Jack Lang a évoqué à cette occasion un concours « scénario première » organisé par les deux ministères et FR 3, et destiné à tous les élèves à partir de la seconde ; un jury national, présidé par le cinéaste Robert Enrico, choisira le meilleur synopsis, qui sera mis en images par des professionnels.

A Valence, le ministre était accompagné par Claude Lelouch, dont on a projeté un document sur le tournage de Partir, revenir. La présence du cinéaste n'était pas fortuite. En effet, il proposera dès le mois de septembre une émission de

télévision sur FR 3, « Viva le cinéma ». En première partie seront projetés un long métrage, un vidéoclip, un reportage et un film publicitaire.

A partir de ces images, des professionnels donneront une leçon de cinéma et répondront aux questions de confrères, de critiques et de télé-spectateurs. En guise d'avant-première, le premier « professeur » sera, en mai, pendant le Festival de Cannes, le président du jury, Mios Forman.

Claude Lelouch qualifie ce projet de « formidable coïncidence » avec celui du ministre en matière d'enseignement du cinéma. De son côté, M. Lang cherche « l'homme capable de donner une âme au nouvel institut supérieur », qui doit succéder à l'actuel Institut des hautes études cinématographiques (IDHEC). Claude Lelouch, qui a « le dynamisme et la compétence nécessaires », semble fort bien placé pour se voir confier cette responsabilité, pour peu qu'il puisse concilier pédagogie et création.

## S. D.-S.

(1) Le Centre de recherche et d'action culturelle a commencé le vendredi 29 mars son Festival annuel, « Cinéma et histoire ». Le thème en est, cette année : « histoires de famille ».

## A L'OLYMPIA, LE 5 AVRIL

## Gloria Lasso remise en scène

Il y a un public d'éphémères qui prise les anciennes gloires féminines du music-hall, leur voue une folle adoration et leur donne l'illusion d'une renaissance magique. Gloria Lasso connaît aujourd'hui cette aventure. Redécouverte il y a trois mois après un passage dans l'émission de variétés rétro de Pascal Sevran, la chanteuse est à l'affiche de l'Olympia vendredi 5 avril.

Petite, ronde, satisfaite d'elle-même et cependant étonnée de se retrouver, vingt-cinq ans après, dans la salle du boulevard des Capucines en train de répéter un tour de chant, Gloria Lasso parle peu de son passé, de ses étonnances : « A Barcelone où je suis née, j'ai connu une enfance très dure. J'ai été jetée à la rue, violée, exploitée. » Au début des années 50, Gloria Lasso « monte » à Paris et se produit dans des cabarets jusqu'au jour où elle chante Etranger au paradis, « une musique de Borodine, souligne-t-elle, et un texte de Francis Blanche, mais qui ne disait pas grand-chose. Ça n'était un grand succès. En deux mois, un million d'exemplaires du disque ont été vendus ».

Avec son accent espagnol et sa voix languoureuse, Gloria Lasso reprend le flambeau de la chanson de charme exotique illustrée auparavant par Rina Ketty avec Sombrosos et mantillas. Pendant quelques années, elle est la championne des roucoulements et des hit-parade (Bon royage, Lisboa antiguo). Et puis, à la fin des années 50, elle se hue au Godolier de Dalida, à un autre acrobate venu d'Italie et à une carrière imposée à la manière américaine avec une série de succès continus (Bambino, Ciao Bambino). Gloria Lasso abandonne le terrain. Presque sans combattre. Elle se réfugie au Mexique où elle vit depuis vingt-trois ans.

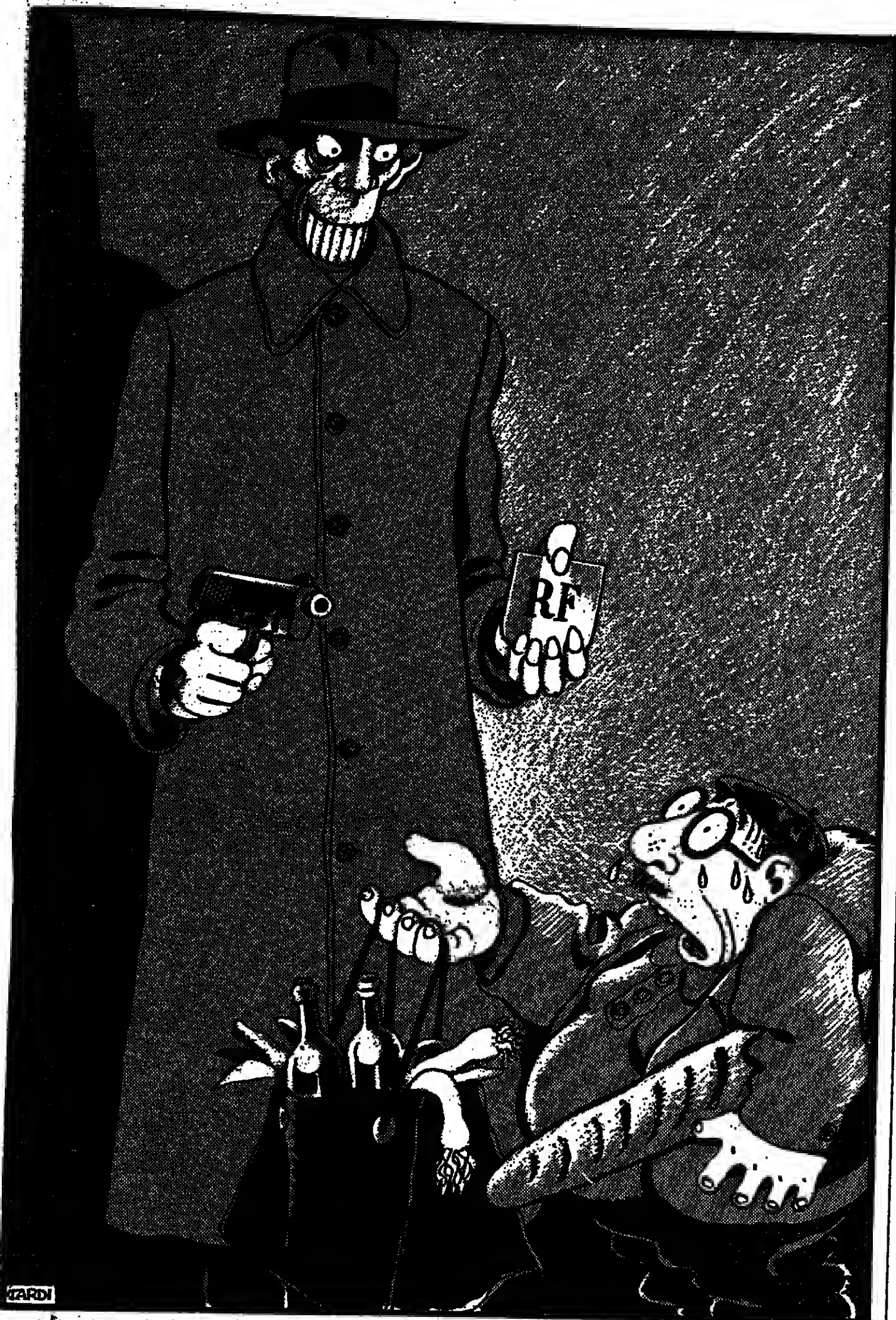
Pour l'Olympia, Gloria Lasso a sorti des tiroirs ses vieilles chansons. « Je n'ai pas de style défini, dit-elle ingénument. Je peux chanter n'importe quoi. Je suis une artiste française. Pour moi, chanter à Paris aujourd'hui, c'est vouloir recommencer une carrière. Si cela marche le 5 avril, je reste en France. Sinon, je repars au Mexique. A jamais. »

## CLAUDE FLÉOUTER.









L'ÉTAT ET LE CITOYEN, PAR JACQUES TARDI.

## TROP D'ÉTAT MOINS D'ÉTAT ?

**Q**uestions aux citoyens : l'Elysée a demandé à Blandine Barret-Kriegel de mener l'enquête sur la place de l'Etat dans la vie des Français (page III).

Laurent Fabius et sa stratégie du profit (page IV).

La nationalisation du crédit a-t-elle modifié le paysage bancaire ? (page V).

Entretien avec le nouveau commissaire au Plan (page VI).

A la recherche de l'équité fiscale (page VII).

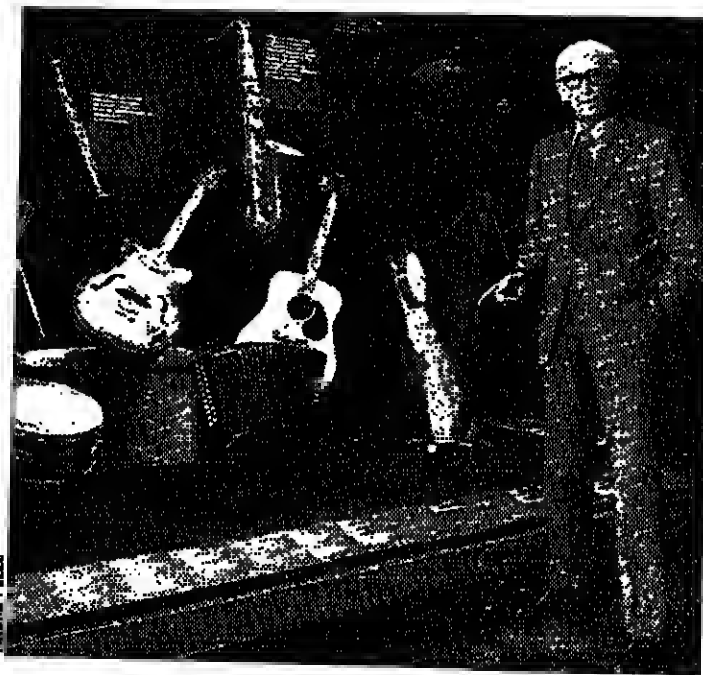
Etat-patron, Etat-partenaire (page VIII).

Les libertés à l'épreuve des réalités (page IX).

Comme Tardi en couverture, les dessinateurs Cabu, Barbe, Guilbert, La Mouche, Vial, Gaüzère, donnent leur point de vue.

## GEORGES-HENRI RIVIÈRE ETHNOLOGUE DE LA FRANCE

Le Musée des arts et traditions populaires vient de perdre son père fondateur, Georges-Henri Rivière. C'était un excentrique d'une intelligence et d'une culture immenses, qui, par son sens de l'interdisciplinarité, a bousculé des habitudes, ouvert des voies. André Desvallées évoque son apport à la muséologie. Isaac Chiva rappelle le rôle qu'il a joué dans l'éveil du regard ethnographique sur la France. (Page XII.)



Supplément au n° 12494. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 31 mars-Lundi 1<sup>er</sup> avril 1985.

مكتبة أمية الأصل







# TROP D'ÉTAT, MOINS D'ÉTAT ?



*Etat-tyran, Etat-providence. Le citoyen attend beaucoup de l'Etat et finirait par ne rien supporter de lui : redistribution des richesses, atténuation des inégalités sociales, intervention dans les négociations salariales, lutte contre l'inflation. Tout cela peut-il être obtenu sans que l'administration se manifeste plus souvent, plus lourdement, dans l'économie, la vie des entreprises et celle des Français eux-mêmes ?*

*Plus de liberté, davantage de libertés, disait la gauche. Qu'a-t-elle fait de cette ambition ? Un procès est fait aux gouvernements qui se sont succédé depuis mai 1981 d'avoir trop élargi le domaine public, par les nationalisations, d'avoir trop augmenté les contrôles, d'avoir pesé à l'excès sur certaines catégories de contribuables pour une équité qui reste incertaine.*

*Inscrit dans une réflexion politique engagée en France et dans d'autres démocraties, ce procès est-il fondé ?*

*En demandant à Blandine Barret-Kriegel, chercheur au CNRS, une enquête sur le poids de l'Etat dans la vie du pays, le président de la République souhaite recueillir l'avis des experts, mais aussi des simples citoyens, dont les points de vue sont appelés à nourrir un colloque qui sera organisé en octobre prochain. Nous ouvrons le débat.*

## QUESTIONS AUX CITOYENS

Propos recueillis par Patrick Jarreau

**I**l y a cinq ans, Blandine Barret-Kriegel provoquait un frisson dans la jeune génération de la gauche intellectuelle, celle de mai 1968, en rupture de gauchisme, en peine d'autres repères. Elle disait, à ces sartrien fervents d'une liberté toujours inquiète d'elle-même, ce que beaucoup d'entre eux étaient prêts à entendre, sinon capables d'écouter : et si l'Etat, loin d'être l'instrument d'oppression de la classe dominante — la « bande d'hommes armés » de Lénine — qu'il faudrait retourner contre cette classe, était celui de l'émancipation de ceux qui, par lui, sont devenus des citoyens ?

L'Etat de droit, s'entend, auquel l'irrépressible et avisée philosophe opposait l'Etat despotique, né, selon elle, chez les romantiques allemands. L'Etat et les Esclaves (1) proposait la théorie du cercle infernal, dont le gauchisme avait vainement cherché à sortir : contre Hitler, Staline, mais contre Staline, rien d'autre, croyait-on, que l'ordre bourgeois qui avait produit Hitler. Or les deux despotismes, disait-elle, sont les deux avatars d'une même mystique originaire, celle du peuple — peuple-classe ou peuplisation — dans le droit, qu'ils méprisent l'un et l'autre, préserve ou délivre.

Le droit au fondement de la démocratie, la démocratie protégée par le droit, c'est peut-être tout ce qu'on a jamais signifié, aux yeux de François Mitterrand, le mot « socialisme ». Que le président de la République, rencontrant l'auteur de l'Etat et les Esclaves (qui lui avait adressé son livre à l'époque) lors de la remise des insignes de la Légion d'honneur à son père, Maurice Kriegel-Valrimont, ancien dirigeant de la résistance armée communiste, en octobre 1984, puis, de nouveau, lors d'un des déjeuners qu'organisait encore, il y a peu, à l'Elysée, l'architecte Roland Castro, que le chef de l'Etat, donc, ait songé à confier à Blandine Barret-Kriegel une mission sur la modernisation de ce que, par fonction, il incarne, n'est pas moins surprenant et, comme elle le dit elle-même, oudacieux.

S'étant entourée d'un historien, Alain Monchablon (2), et d'un maître des requêtes au Conseil d'Etat, qui doit être désigné prochainement en conseil des ministres, Blandine Barret-Kriegel doit lancer un débat, qui ne l'a pourtant pas attendue pour s'engager, dans l'opinion, en défaveur de la gauche. Elle sollicite tous les avis, et chaque citoyen qui s'est interrogé sur la question est, à ses yeux, un « expert » (3). Il dépend d'elle qu'on en s'occupe ou qu'on n'en revienne pas.

(1) Editions Calmann-Lévy, 1979.  
(2) Enseignant dans le secondaire, Alain Monchablon est l'auteur d'une Histoire de l'UNEF, parue en 1983 aux Presses universitaires de France.  
(3) L'adresse de la mission est BP 620, 75161 Paris Cedex 04.



Blandine Barret-Kriegel devra remettre son rapport au président de la République à l'automne prochain.

**« E**n quoi consiste cette mission sur la « modernisation de l'Etat » ? S'agit-il, pour le pouvoir de gauche, de répondre aux accusations d'étatisme, formulées par la droite, et à la vogue du libéralisme ?

Blandine Barret-Kriegel. — Je ne crois pas que le débat actuel sur l'Etat reconstruise le clivage droite-gauche. A gauche et à droite, il y a des positions extrêmement différentes sur la question de l'Etat, du moins dans les termes très idéologiques dans lesquels elle est posée — « plus d'Etat » ou « moins d'Etat », « vive l'Etat ! » ou « à bas l'Etat ! », — même s'il est vrai que l'offensive de l'ultra-libéralisme a plutôt été soutenue, en gros, par la droite. La raison en est que ce débat sur l'Etat, central pour le développement démocratique de la France, est un débat politique, mais n'est pas lié à des échéances politiques à court terme.

— Votre mission comporte, néanmoins, une part de bilan de ce qui s'est passé, depuis 1981, quant à la place et au poids de l'Etat dans la société.

Alain Monchablon. — Nous ferons ce bilan. Il faudra le situer dans le long terme. Ce ne sera pas une comparaison de l'actuel sep-

tennat et du (ou des) septennat précédent, sauf, peut-être, pour ce qui est de l'Etat de droit. Là aussi, toutefois, on observe que les mesures prises par Robert Badinter, qui rompent avec celles qu'avait prises Alain Peyrefitte à la fin du septennat précédent, sont dans la suite logique d'une évolution qui a commencé en 1945.

Blandine Barret-Kriegel. — Ce n'est pas une « commission du bilan ». Il s'agit plutôt de dégager des lignes de conduite. Notre mission consiste, d'abord, à faire un bilan de l'Etat de droit ; à examiner, ensuite, s'il n'y a pas eu une aggravation de la tutelle administrative sur les entreprises et en matière de solidarité collective ; enfin, à rassembler des propositions pour améliorer le fonctionnement du service public dans un sens plus démocratique.

— Peut-on évaluer le poids de la tutelle administrative et proposer des améliorations au service public sans se situer dans le débat sur ce qu'on a appelé les deux cultures — « jacobine » et « autogestionnaire » — de la gauche, ou dans le débat, à droite, entre dirigisme et libéralisme ?

Blandine Barret-Kriegel. — On ne peut pas contester que

l'administration centrale ait joué un rôle fondamental, en France, dans deux domaines : l'équipement et la démocratisation du pays. C'est un Américain, Richard Kuisel, qui vient de nous le rappeler (1) : la grande impulsion vers la société post-industrielle a été donnée par les technocrates d'inspiration mende-siste, qui, plus tard, se sont ralliés au gaullisme et qui ont dégagé du sein même de l'Etat les moyens de la modernisation industrielle de la France. Il y a plus. A l'intérieur même de l'administration centrale s'est mis en place un groupe social qui a développé — et presque monopolisé, ce qui est dommage — une éthique de l'intérêt général et du service public.

— Maintenant, la façon dont s'exerce la tutelle administrative sur le développement économique, sur la création des entreprises est très sévèrement et très justement critiquée. Le fait qu'un groupe, finalement étroit, pas très contrôlé, détienne des pouvoirs importants dans ce domaine est un frein au développement démocratique. Cela, d'autant plus que s'y ajoute un phénomène, dénoncé en premier lieu par les médias, celui de la corporatisme et de la fédéralisation de groupes plus ou moins importants au sein de

l'appareil d'Etat. C'est une tendance récurrente dans l'histoire de l'Etat : les parlements de justice, sous l'Ancien Régime, ont échappé, finalement, au contrôle de la monarchie.

— Notre intention est de déplacer un peu les termes du débat idéologique. Le problème qui se pose au sujet de l'Etat n'est pas celui de son « plus » ou de son « moins », mais que l'éthique du service public et de l'intérêt général, qui, jusqu'à présent, a été détenue par un groupe d'individus formés dans les grandes écoles, soit développée ailleurs.

— Y a-t-il là une façon de reformuler la question de la « dérégulation » ?

— La difficulté principale provient du fait que l'administration a assuré en France deux fonctions différentes. Tocqueville a montré la différence fondamentale qui existe entre la centralisation gouvernementale — ce que Habermas appelle l'unité de l'espace politique, — dont toutes les sociétés démocratiques modernes ont besoin, et la centralisation administrative. La première ne s'est pas faite partout à partir de la seconde ; l'Etat ne s'identifie pas toujours à la « bureaucratie ».

— L'Etat français a été, du treizième au seizième siècle, un Etat

de justice, pas très différent de l'Etat anglais. Ensuite, dans la mesure où les appareils de justice se sont féodalisés et éloignés de la tutelle de la monarchie, il a fallu trouver un autre levier de centralisation gouvernementale : ce fut le contrôle général des finances, qui, avec Colbert, à partir de 1661, a pris une place déterminante.

— Mais ce qui a assuré, à la fin des fins, la pacification de la société civile française, c'est la mise en place de l'Etat-providence. Au début de la III<sup>e</sup> République, il n'y avait pas de consensus au niveau des élites bourgeoises et ouvrières pour le développement de la démocratie juridique. Il y a eu, en revanche, un consensus dont la pierre de touche a été le catholicisme social, pour remédier à la misère des classes populaires et pour établir un dialogue sur cette base.

### Le consensus sur l'Etat-providence

— Il faut savoir que, lorsque l'on veut réduire l'Etat-providence, on touche au pacte politique propre à la France. La Sécurité sociale, ce n'est pas seulement des prélèvements obligatoires et des prestations, dont le service est assuré par une administration peut-être trop lourde ; cela a été, aussi, un instrument du consensus politique en France. Ce qui veut dire qu'on ne peut s'en prendre à l'Etat-providence que si l'on se préoccupe, dans le même temps, de reconstruire l'unité politique autrement, en développant l'Etat de droit et la démocratie.

Alain Monchablon. — La dérégulation a été faite pour ce qui concerne le monopole de la radio et le sera, demain, pour celui de la télévision. Le consensus n'étant plus assuré par l'Etat, il incombe à présent à la Haute Autorité de l'audiovisuel, c'est-à-dire à une sorte de magistrature. C'est une innovation. Encore faudra-t-il que cette magistrature se fasse, non pas abîmer, mais respecter. C'est une forme de dérégulation dont on pourrait s'inspirer dans d'autres domaines.

— Comment analysez-vous, du point de vue du consensus, le conflit provoqué par la volonté de la gauche d'intégrer l'école privée dans le champ du service public ?

Blandine Barret-Kriegel. — La question de l'école ne fait pas partie de celles que nous devons étudier. Elle est, néanmoins, à l'horizon de notre investigation, parce que le problème posé par ce débat et par l'échec de la gauche dans cette affaire, c'est celui de la citoyenneté et du développement démocratique de la France. Il existait un formidable consensus, pas seulement à gauche, mais dans la société républicaine, autrefois, pour fonder la citoyenneté sur l'instruction publique.

(Lire la suite page IV.)

مكتبة الامم المتحدة



## ÉTAT TROP D'ÉTAT

# LAURENT FABIUS, «PDG-DÉNATIONALISATEUR»

par Bruno Dethomas

**En intimant  
aux entreprises publiques  
l'ordre de «sortir du rouge  
en 1985»,  
Laurent Fabius  
remet le profit  
à la mode.  
Quelle peut être l'issue  
de cette nouvelle stratégie ?**

L'INTERVENTIONNISME industriel de l'Etat est, en France, une vieille tradition. Des arsenaux et de la construction navale, sous Colbert, au programme électronucléaire de la V<sup>e</sup> République, en passant par le redressement économique spectaculaire de l'après-guerre, l'initiative publique a toujours joué un rôle primordial. Le fait que les principaux dirigeants du pays (du secteur public ou privé) soient, pour beaucoup, formés dans les écoles qui préparent à l'administration (ENA, Normale sup), voire à l'armée (X), n'y est sans doute pas étranger.

Les nationalisations industrielles de février 1982 n'en constituent pas moins un renforcement, à nul autre pareil dans les grands pays industrialisés, du rôle de l'Etat actionnaire. Dès 1982, les entreprises industrielles publiques représentaient 17% de la valeur ajoutée de l'industrie nationale - hors énergie, - 16% à 17% des effectifs, 22% des investissements et 26% des exportations.

Une indemnisation des anciens propriétaires «juridiquement incontestable et financièrement équitable», selon la formule de M. Mauroy, alors premier ministre, a évité la kyrie de procès qui accompagnait généralement une nationalisation. De même, les effets de ces nationalisations sur les partenaires étrangers de ces sociétés (principalement Rhône-Poulenc, le CGE, Peabiney, Saint-Gobain, Thomson et

CII HB) n'ont pas en la vigueur dénoncée lors du débat au Parlement. C'est à peine si l'on a pu attribuer l'échec du rapprochement de Thomson et Grundig au caractère public du premier.

L'interventionnisme de l'administration, dénoncée un temps par les PDG nouvellement nommés de ces groupes - ce qui vaudra sans doute son poste de ministre de l'Industrie à M. Chevènement - sera bientôt remise. En obligeant les entreprises publiques à «sortir du rouge en 1985», M. Fabius a remis le profit à la mode.

C'est désormais le seul critère. Un moindre interventionnisme quotidien ne signifie toutefois pas que les présidents des groupes peuvent faire ce qu'ils veulent; leur actionnaire veille. Ainsi, quand les présidents d'Usinor et de Sacilor proposent de regrouper leurs forces pour harmoniser leurs investissements, ce sont Matignon et l'Élysée qui s'y opposent. Cela dépasse, il est vrai, la simple gestion et son principe d'autonomie.

Ces constatations n'induisent pas a contrario que les nationalisations aient répondu à l'attente de leurs défenseurs et aux objectifs qui leur étaient impartis. Il est bien difficile aujourd'hui d'affirmer - mais trois ans s'est bien court pour établir un bilan - que ces entreprises ont été la «force de frappe économique» promise par le président de la République.

Ces sociétés ont subi les difficultés communes à l'ensemble de



l'industrie française: un endettement excessif (83,7 milliards de francs pour le secteur public concurrentiel fin 1983 et un chiffre plus vaste encore du fait de la dégradation des comptes de Renault fin 1984), une situation de trésorerie tendue, des résultats d'exploitation insuffisants et une concurrence étrangère sévère.

### Industries déclinantes

L'Etat actionnaire, même s'il a été plus généreux que les actionnaires privés de sagacité, a été engagé dans la gestion des industries déclinantes. En 1984, par exemple, sur les 71,5 milliards de concours publics aux entreprises nationales, 22,5 milliards ont été fournis au titre des retraites à la SNCF, aux Charbonnages et à la SEITA.

Sur les 48,9 autres milliards, plus de 30 ont été consacrés à la SNCF, à la RATP et aux Charbonnages. Les 14,1 milliards destinés au nouveau secteur nationalisé ont enfin été engloutis pour 40% dans la sidérurgie. Et il en sera de même en 1985. Rien d'étonnant donc que le Haut Conseil public déplore «un ralentissement en volume des investissements» et aussi une diminution d'emplois à laquelle les entreprises nationales, pour avoir souvent commencé leur restructuration tardivement, n'échappent pas.

Alors, peut-être comme le Haut Conseil, faut-il simplement se féliciter des mouvements intervenus depuis 1982 dans ces groupes: cessions d'actifs dans la chimie, retrait de Saint-Gobain des activités de pointe, accord Thomson CGE avec répartition des tâches. Mais ce sont là des opérations qui n'auraient pu mener des entreprises dotées d'actionnaires privés.

A vouloir à tout prix «bénéficier» son secteur public, à faire du profit à court terme le seul objectif de ces groupes industriels, M. Fabius prépare - qu'il le veuille ou non - la dénationalisation promise par l'opposition politique.

## QUESTIONS AUX CITOYENS

(Suite de la page III.)

Il y a maintenant une aspiration à fonder la citoyenneté, d'abord, sur la liberté de conscience. C'est une aspiration qui n'est pas «de droite», qui est démocratique. C'est pourquoi la gauche a été dépassée.

L'aspiration à un plus grand développement économique et l'aspiration à un plus grand développement démocratique se rejoignent parce qu'on a le sentiment que la raison de nos difficultés proprement économiques se trouve peut-être dans le freinage et le grippage du développement démocratique. La question de la citoyenneté, qui est de nouveau posée, fait resurgir tout ce qu'il y a de plus archaïque dans notre mémoire historique, mais elle est, aussi, porteuse d'aspirations nouvelles.

Une idée des historiens américains, qui n'est pas très largement regu en France, est la persistance - pas seulement en France, d'ailleurs, mais dans plusieurs sociétés européennes - de ce qu'il appellent l'«ancien régime». C'est vrai dans les relations économiques, mais aussi sur le plan politique, et l'on assiste à une sorte de révolte généralisée contre ces aspects d'ancien régime, tant chez les entrepreneurs - qui veulent développer l'activité économique, faire plus de profit, rationaliser l'activité de l'entreprise - que parmi les forces qui sont sensibles à l'injustice sociale et qui demandent une participation plus large à l'exercice des responsabilités. Ce phénomène ne recoupe pas, lui non plus, les équilibres politiques. On est, à gauche comme à droite, en pleine mutation à cet égard.

Cette mutation du débat politique rejoint-elle celle qui affecte les conceptions dominantes dans les sciences sociales?

L'article «Blé» de la grande Encyclopédie, écrit par Voltaire, dit, à peu près, que la nation, rassasiée de morale, de poésie, de considérations religieuses, se mit à raisonner des blés. On assiste, actuellement, à une évolution inverse. On nous a tellement parlé de l'histoire des prix du blé, c'est-à-dire des phénomènes économiques et sociaux, dominants dans les années 50, que, ayant pris conscience que le développement économique ne suffit pas à tout interpréter, ni à impulser le développement des sociétés, la question du mystère du développement politique a resurgi. On assiste, depuis une dizaine d'années, à une interrogation, qui prend souvent des formes comparatives, sur ces problèmes.

Nous savons, aujourd'hui, que, d'une certaine manière, le développement économique procède lui aussi du développement politique, que l'Etat produit un certain type de société et que la société «contre» l'Etat, cela n'existe pas. Il est absurde, par exemple, d'opposer le patronat et les fonctionnaires, puisqu'il y a un passage permanent de la haute fonction publique aux directions des grandes entreprises.

Dans quelle mesure votre travail s'inscrit-il dans la perspective d'une régénération des principes républicains?

C'est aller trop vite en besogne. Disons que la méthode que nous avons imaginée est elle-même républicaine. Je dirais même... démocratique: les lumières; la délibération; le débat.

### Les acteurs de l'entreprise

Nous voulons faire un rapport fondé sur l'expertise, que nous avons déjà commencé à solliciter: celle des universitaires spécialistes de la question, celle des fonctionnaires praticiens, celle des acteurs de l'entreprise et celle des élus, cela à travers des consultations et, aussi, des journées d'étude régionales. Mais, compte tenu du caractère déjà public de ce débat sur l'Etat, tout citoyen qui y a réfléchi est expert, et nous tiendrons le plus grand compte des réflexions de tous ceux qui nous écriront. Enfin, le débat se poursuivra, en novembre, dans un grand colloque.

Revenons à la question de départ: la gauche peut-elle retourner en sa faveur le débat dont elle a été jusqu'à maintenant la cible?

La question ne se pose pas ainsi pour nous. Pour ce qui est, par exemple, de l'Etat de droit, nous avons, évidemment, des présumptions, mais notre travail d'enquête va nous conduire à les vérifier ou, au contraire, à les

infirmer. Je suis extrêmement sensible au développement des libertés publiques accompli sous l'impulsion de Robert Badinter. Cela ne nous empêche pas de mener une réflexion critique, par exemple, sur le problème de la fabrication du droit. C'est une remarque triviale que d'observer que le droit est de moins en moins fabriqué par le Parlement, que le législatif a cédé le pas devant le réglementaire, lequel le cède plus gravement encore aux dix mille circulaires qui paraissent chaque année dans les bureaux. Cela pose le problème de l'existence d'un véritable pouvoir clandestin, qui échappe au contrôle démocratique.

Un autre problème que nous pouvons nous poser est celui de l'absence d'un pouvoir judiciaire indépendant en France. Au lieu qu'il y ait une fabrication du droit civil par le biais de la jurisprudence, comme c'est le cas aux Etats-Unis - où les juges, en outre, sont élus, - très peu de dispositions de ce droit sont fabriquées par le juge judiciaire. Les fabricants du droit civil, ce sont, d'une part, par le biais de l'activité réglementaire, le juge administratif du Conseil d'Etat et, d'autre part, pour les dispositions plus générales, le juge exécutif du Conseil constitutionnel. La justice est ensermée dans l'administration et dans l'exécutif.

Il y a quelque chose d'audacieux dans le fait d'avoir confié cette mission à quelqu'un qui n'appartient pas au sérail de

l'administration centrale, mais qui est un universitaire. Je crois que, dans l'esprit du président de la République, il s'agit de rendre l'Etat aux citoyens. Il n'y aura pas de modernisation de l'Etat sans animation d'un débat public par toutes les parties concernées.

On est habitué, en France, à des rapports entre la «république des lettres» et les pouvoirs publics tels que, en général, ce sont plutôt les partis politiques qui s'adressent aux universitaires, et cela pour leur demander de fabriquer de l'idéologie. Il est rare qu'on fasse appel à leur expertise sur telle ou telle question.

Il y a pourtant des précédents. Sous l'Ancien Régime, l'organisation de l'hôpital moderne avait été préparée par un rapport commandé aux membres de l'Académie des sciences, sorte de CNRS de l'époque: Lavoisier, Tenon et d'autres. Une partie de la réforme des codes avait été, elle aussi, étudiée par les doctes. Sous la monarchie de Juillet, Guizot a fait appel aux intellectuels pour moderniser les institutions. Enfin, sous la III<sup>e</sup> République, l'Etat-providence a été construit à partir des travaux de juristes, d'économistes comme Charles Gide, de sociologues comme Durkheim. Le pouvoir actuel met fin à un ostracisme qui n'avait pas toujours été la règle.

Propos recueillis par  
PATRICK JARREAU.

(1) Richard Kuisel: *Le Capitalisme et l'Etat en France*, éd. Gallimard, 1984 (voir le Monde du 28 mai 1984).

## CLEFS GRANDS MOTS.

«Le pire des Etats, c'est l'Etat populaire.» Comte, *Cinna*.

«Ce grand Léviathan, qu'on appelle chose publique ou Etat [...] n'est rien; d'autre qu'un homme artificiel, quoique d'une taille beaucoup plus élevée et d'une force beaucoup plus grande que l'homme naturel. [...] Sa fonction est le salut du peuple.» Hobbes, *Léviathan*.

«Par l'Etat, on entend en réalité la machine gouvernementale, autrement dit l'Etat est tant qu'il forme, par suite de la division du travail, un organisme social, séparé de la société.» Marx, *Critique du programme de Gotha*.

«Le plus froid des monstres froids.» Nietzsche, *Ainsi parlait Zarathoustra*.

«L'Etat est une force spéciale d'oppression [...] du prolétariat par la bourgeoisie, [...] qui doit être remplacée par une force spéciale d'oppression de la bourgeoisie par le prolétariat (la dictature du prolétariat).» Lénine, *L'Etat et la révolution*.

«Tout dans l'Etat, rien contre l'Etat, rien en dehors de l'Etat.» Mussolini, discours à la Chambre des députés.

«Il n'y a de France que grâce à l'Etat. La France ne peut se maintenir que par lui.» De Gaulle, discours au Conseil d'Etat.

CHÈQUE EN

FORMULES DE BATAIL



ÉTAT  
TROP D'ÉTAT

## LE CHÈQUE EN BLANC DU 10 MAI

par François Renard

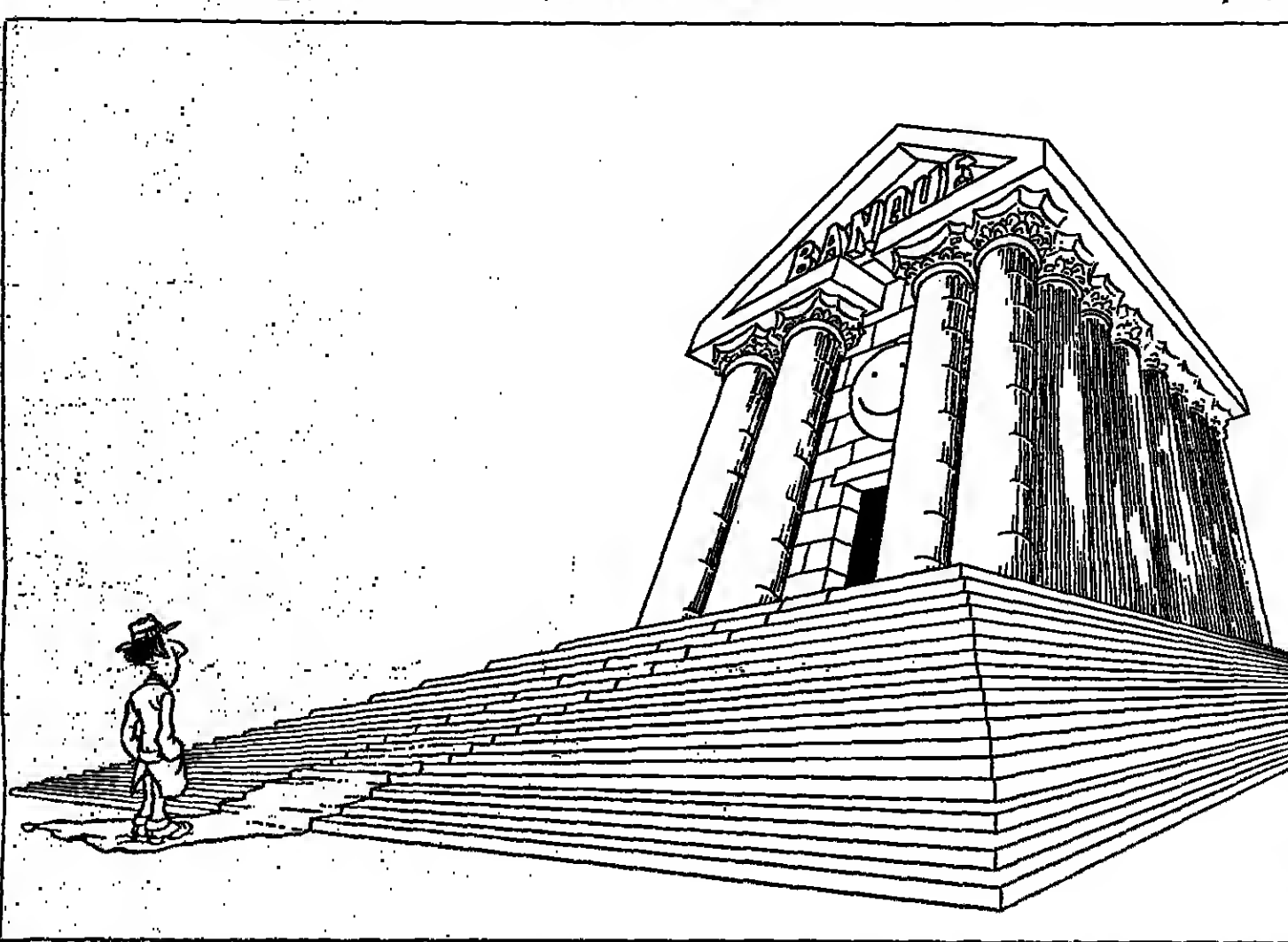
**La grande affaire, le grand dessein du socialisme économique était la nationalisation du crédit. Le « paysage » du secteur bancaire a-t-il fondamentalement changé ? Certains experts en doutent. Les clients de l'Etat aussi.**

A U cours de l'année 1981, peu de sujets ont fait couler autant d'encre que la nationalisation du crédit. C'est-à-dire de l'ensemble des banques d'une certaine importance. La maîtrise du crédit, on le sait, constitue la pierre angulaire du socialisme économique, dessein d'une formidable ampleur au départ, et d'une non moins formidable ambition, qui ne peut s'appuyer sur aucun modèle existant dans le monde occidental.

La gauche considérait, et considère toujours, cette maîtrise comme un « gage de rationalité supérieure », destiné à orienter les ressources financières du pays vers des objectifs prioritaires, à savoir les investissements les plus créateurs, à moyen et à long terme, au détriment relatif de l'immobilier et des activités les plus immédiatement profitables à court terme.

En outre, elle voulait absolument utiliser ladite maîtrise pour « moraliser » les relations entre les banques et les petites et moyennes entreprises : le 6 septembre 1981 à Lille, M. Pierre Mauroy s'écriait : « Les banques ne doivent plus être des tuteurs, des seigneurs et des exécutants. » Ce programme a, bien entendu, déclenché les critiques les plus féroces, notamment de l'opposition. « Asservissement des entreprises, contrôle totalitaire sur l'économie, achèvement vers le collectivisme », tous les dangers menaçaient la France.

De tels propos étaient, sans doute, bien excessifs, comme en témoigne M. Maurice Blin, sénateur des Ardennes, rapporteur général de la commission des finances du Sénat et généralement peu tendre avec le gouvernement socialiste. Dans son rapport d'information sur les banques nationalisées, rendu public le 12 janvier 1984, il déplorait « l'immobilisme inquiétant du secteur bancaire, dont au premier regard la nationalisation n'a apparemment pas modifié le paysage ».



Des modifications et des changements, il y en a eu tout de même un peu, mais guère perceptibles pour le citoyen de base, dans ses rapports habituels avec les établissements.

Tout d'abord, il faut rappeler que les principales banques commerciales étaient déjà nationalisées (depuis 1945), à savoir la BNP, le Crédit lyonnais et la Société générale, et que leurs clients ne s'en étaient guère aperçus en ce qui concernait les relations bancaires courantes. Ensuite, le pouvoir socialiste, dans le domaine du crédit, ne s'est guère préoccupé des particuliers, réservant toute sa sollicitude à des en-

treprises qui, il faut le dire, en avaient bien besoin. Il s'est même efforcé de rétablir davantage de concurrence entre les différents réseaux, entreprenant de réduire certains privilèges, comme, par exemple, celui du livret exonéré d'impôt distribué par les caisses d'épargne, et aussi le Crédit mutuel. Au nom de la « banalisation », les produits nouveaux, comme les livrets d'épargne populaire à intérêt indexé sur l'inflation et les CODEVI, exonérés

avant le 10 mai 1981, pour la simple raison qu'aucun pouvoir local, régional ou national ne peut se désintéresser du sort des entreprises, pas même aux Etats-Unis, où, malgré le libéralisme sourcilieux qui est quotidiennement prêché, la puissance publique, de temps à autre, vient prêter main-forte. Ces dernières années, n'a-t-on pas vu le Congrès américain accorder sa garantie à des emprunts effectués par le géant automobile Chrysler,

démocratie d'avant 1981. Liberté doit être rendue à la création d'établissements, à l'implantation de banques étrangères (à titre réciproque). Sur-tout, le système bancaire devra être banalisé, les « privilèges » supprimés. Enfin, « il sera interdit à toute collectivité publique de prendre des mesures dont l'effet direct ou indirect serait de nature à fausser la concurrence dans le commerce de banque ».

L'Etat le privilège de nommer les dirigeants des banques, partant du principe que les désignations sont trop influencées par l'amitié politique, les choix personnels ou même le chantage pour le changement, sans nécessité réelle.

Dans ce domaine, il est exact que l'intervention de la puissance publique présente des effets certains. Comme on reprochait, avant 1981, à M. Valéry Giscard d'Estaing d'avoir « ses têtes » et de donner parfois dans l'arbitraire, il répondait : « Je choisis, oui, mais parmi les meilleurs », ce qui n'était pas faux. On n'en dirait pas autant des pratiques actuelles. Certes, pour les directeurs des grands établissements, très connus à l'étranger, le pouvoir n'a pris aucun risque, désignant des praticiens reconnus ou des personnalités non moins reconnues et admises pour leurs mérites.

## Amitiés

## et limogeages

Cela n'a pas toujours été le cas pour les établissements de taille moyenne ou pour ceux à statut spécial, où les « amitiés » ont joué, avec des conséquences parfois regrettables : le « limogeage » surprise du directeur de la Caisse nationale du Crédit agricole, après sa nomination en novembre 1981 sur l'intervention de l'Elysée, et son remplacement par quelqu'un de plus apte à gérer l'établissement en sont un bon exemple. En sens inverse, celui de M. Daniel Deguen, président du Crédit commercial de France, dont toute la place s'accordait à dire qu'il n'avait pas démerité — au contraire, — a été très mal accueilli, à l'intérieur et à l'extérieur de l'établissement.

De telles péripéties prouvent que le pouvoir politique n'est pas toujours bon juge des hommes. En fait, il y a trop d'« adhésions » entre ce pouvoir et les établissements, ces mêmes « adhésions » que l'on voulait supprimer au lendemain du 10 mai, afin de trancher les liens impurs entre les dirigeants des établissements publics et ceux du privé, souvent issus du même corps de l'inspection des finances. Il est, toutefois, piquant de constater qu'il est un terrain sur lequel le pouvoir actuel et l'opposition se rencontrent, c'est celui du rétablissement d'une certaine concurrence commerciale, dont, logiquement, le citoyen devrait bénéficier. Cela, c'est vraiment le changement.

d'impôt, sont distribués par tous les réseaux. Ce décloisonnement a été bien accueilli par les banques commerciales, qui se sont, ainsi, retrouvées sur le même plan que les institutions « à privilège » (caisses d'épargne et Crédit mutuel).

## Soutien

## aux canards boiteux

Pour les entreprises, en revanche, des changements parfois appréciables ont pu être notés. On a vu les banques, à la demande de l'Etat, entrer assez massivement dans le capital des groupes industriels nationalisés afin de renforcer leurs fonds propres, ce qui pouvait être considéré comme logique, sinon très sain pour le bilan des établissements prêteurs. En ce qui concerne les petites et moyennes entreprises, on a relevé, dans beaucoup de banques, un effort de compréhension plus grand pour leurs difficultés, toute la gamme des moyens de sauvetage étant épuisée avant d'en arriver à la suspension des crédits et au dépôt de bilan final.

A vrai dire, un débat important s'est instauré sur l'opportunité de maintenir en vie, ou en survie, les entreprises en difficulté. La distinction est subtile entre celles qui sont temporairement victimes d'une conjoncture défavorable et les véritables « canards boiteux » qu'un soutien supplémentaire ne fait que prolonger à grands frais pour la collectivité, et sans pouvoir éviter l'écroulement ultime.

A l'occasion de ce débat, on a pu évoquer le problème des interventions politiques et bureaucratiques dans les relations entre banques et entreprises. De telles interventions se produisaient bien

en position très délicate, et la Banque centrale voler au secours de la Continental Illinois, huitième banque du pays, dont la situation était devenue critique ?

Il n'en reste pas moins qu'après le 10 mai 1981, en France, ces interventions se sont multipliées, à tel point qu'un coup de barre dut être donné pour ne pas compromettre l'équilibre financier des banques, riches essentiellement de leurs dépôts : « La banque, c'est l'argent des autres... » Malgré cela, les établissements ont pu se plaindre de l'atténuation de la puissance publique, qui, souvent hésitante, a pu laisser « pourrir » des dossiers brillants, comme celui du dépôt de bilan de la grande entreprise mécanique Creusot-Loire (plus de 6 milliards de créances impayées et de pertes diverses). Le gouvernement pourra objecter qu'il convenait de mettre au point les schémas de reprise les moins catastrophiques en matière d'emploi, notamment sur le site du Creusot, agglomération à « mono-industrie » et particulièrement vulnérable de ce fait.

Dans ces conditions, on se demande dans quelles conditions le RPR pourrait appliquer complètement le programme de dénationalisation que M. Jacques Chirac développait en mars 1984 à Nogent-sur-Marne : « Sans crédit libre, il n'y a pas de société libre. » En fait, ce programme va beaucoup plus loin, car il s'agit non seulement de dénationaliser le crédit, mais encore de le désatatiser et de le libéraliser. Selon le RPR, « La rupture doit être double, avec le socialisme marxiste de 1981, et aussi avec la social-

Cette disposition vise la Caisse de dépôts, qui, au surplus, serait désatatisée, les PTT et, généralement, tout réseau ou tout établissement lié à l'Etat. Enfin, « l'autonomie et l'autorité de la Banque de France » seront rétablies. Un tel programme est plein d'ambition, car il s'inscrit à contre-courant d'un mouvement amorcé depuis un demi-siècle dans notre pays. En ce qui concerne la Banque de France, par exemple, son indépendance réelle n'existe plus depuis l'après-guerre. Voir un ministre des finances la rétablir et se priver ainsi d'un puissant levier constituerait une véritable révolution. Enfin, l'objectif du RPR est de retirer à

## CLEFS

## FORMULES DE BATAILLE

« D'ANS certaines circonstances, l'Etat doit savoir s'effacer. » François Mitterrand, 4 janvier 1983.

« Il n'y a que le libéralisme qui puisse permettre de changer le siècle. » Valéry Giscard d'Estaing, 5 avril 1984.

« L'Etat-providence est mortel dans son essence. Moins l'Etat en fait, mieux cela vaut. » Jean-Marie Le Pen, 17 mai 1984.

« Prévoir un désengagement social de l'Etat, dans nos sociétés industrielles complexes et éclatées, c'est faire fi des besoins élémentaires des hommes et des femmes de notre temps. » Simone Veil, 25 septembre 1984.

« Il faut en réalité, aujourd'hui, plus d'Etat là où l'Etat est indispensable et beaucoup

moins d'Etat là où il n'a que faire. » Jacques Chirac, 7 octobre 1984.

« Si je suis convaincu de la nécessité de reconsidérer l'étendue et les modalités de l'intervention de l'Etat en France, je n'en suis pas pour autant prêt à jeter l'Etat par-dessus bord. » Raymond Barre, octobre 1984.

« L'Etat est, à la fois, instrument de domination de classe et ensemble organisé de grandes fonctions collectives [...], marqué, en France, par les luttes du mouvement ouvrier, et porteur d'intérêt public. » Anicet Le Pors, 25 janvier 1985.

« Contre l'Etat faible et autoritaire que nous propose le modèle actuel de la droite, nous voulons un Etat solide et respectueux des droits. » Lionel Jospin, 10 février 1985.

## CLEFS

## DOMAINE PUBLIC

OUTRE le crédit et cinq grands groupes industriels (CGE, Saint-Gobain, Thales-Breid, Rhône-Poulenc, Puk), le programme commun prévoyait de nationaliser Dassault et trois groupes dans lesquels figuraient des intérêts étrangers (ITT, CII-Honeywell-Sull, Roussel-Uclaf). S'ajoutait le sidérurgie. Cette liste a finalement été complétée par une prise de participation publique de 51 % dans Matra.

Sur les 382 établissements, 39 sont maintenant nationalisés et 117 relèvent plus ou moins directement du secteur public. A ces chiffres s'ajoutent les trois compagnies financières PARIBAS, SUEZ, le CIC. Les établissements sous contrôle étranger

sont au nombre de 148. Restent donc encore 55 établissements bancaires privés français.

Avant les nationalisations le secteur public bancaire représentait environ la moitié des dépôts et des crédits bancaires. Depuis, il en représente 80 % environ.

Le secteur public occupe une place importante dans l'industrie : 27 % des ventes (l'énergie non comprise), 21 % de l'emploi, 34 % des investissements. Dans l'ensemble de l'économie (banques et agriculture non comprises) sa place est un peu moins importante : 18 % des ventes, 17 % des salariés mais également 34 % des investissements.

ملکة من الملوك



## UN JOUR DANS LE MONDE

### ÉTRANGER

3. Le sommet européen de Bruxelles.  
8. Les événements de François au Liban.

### FRANCE

9. Les projets de la Fondation Saint-Simon.  
12. L'assassinat de Bernard Laroche.

### CULTURE

13. Reprise de *Chronique d'un amour*, de Michelangelo Antonioni.

### ÉCONOMIE

17. La réunion des ministres des finances de la zone franc.  
18. Revue des valeurs.  
19. Crises, changes et grands marchés.

### RADIO-TELEVISION (15)

Carnet (12); Programmes des spectacles (14); Météorologie (15); Mots croisés (15).

### MARIO VARGAS LLOSA

#### PREMIER LAUREAT DU RITZ PARIS

Le Péruvien Mario Vargas Llosa, auteur de *La Guerre de la fin du monde* (Gallimard), a été proclamé, vendredi 29 mars, premier lauréat du Ritz Paris Hemingway Award.

Ce prix, d'un montant de 50 000 dollars (près de 500 000 francs), a été créé pour célébrer une œuvre qui rappelle par son ampleur et sa vigueur celle d'Hemingway et pour commémorer les liens qui unissent durablement l'écrivain à l'hôtel Ritz de Paris, où il vécut après la libération. Il est patronné par le sultan Hassan al-Bolkiah, de Brunei (sultanat du nord de Bornéo, ancien protectorat britannique, indépendant depuis 1971).

■ **Veau aux hormones** : la CEE poursuit la France. — La Commission des communautés européennes a, selon le Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC), décidé d'engager, à l'automne du gouvernement français, la procédure prévue à l'article 169 du traité de Rome (émission d'un avis motivé pour mise en conformité, puis saisine de la Cour de justice). La Commission estime, en effet, que le gouvernement français a manqué à ses obligations en autorisant la mise sur le marché de certains anabolisants.

## La SAFER de Lozère est poursuivie par quinze exploitants

De notre correspondant

Mende. — Une nouvelle fois, le fonctionnement de la SAFER (société d'aménagement foncier et d'établissement rural) de la Lozère est remis en cause. En 1982, des jeunes agriculteurs l'accusaient de « favoriser la spéculation foncière » (le Monde daté 15-16 août 1982). Cet organisme est maintenant assigné devant le tribunal de grande instance de Mende par quinze exploitants agricoles qui lui reprochent d'avoir rétrocedé, en 1981, plusieurs centaines d'hectares, sans aucune publicité préalable, pas d'attribution en mairie ni de publication dans la presse.

Au cours de l'audience du 27 mars, M. Pierre Domergue a plaidé, au nom de la SAFER, l'irrecevabilité de la demande formulée par les agriculteurs, qui ne constituent pas une personnalité juridique. Selon lui, « il n'y a rien qui permette de dire que l'échange soit l'un des modes de contrat visés par la publicité légale ».

Se référant à la jurisprudence, M. François Roux, l'avocat de la partie adverse, devait affirmer que « le caractère clandestin d'une rétrocession, qu'il s'agisse d'un échange ou d'une vente, ne peut que laisser présumer la fraude, c'est-à-dire la recherche d'un intérêt particulier. La SAFER se doit d'être transparente. La pratique du secret a prévalu dans le cas des rétrocessions dont nous demandons l'annulation. Cette SAFER est une institution bien assise en Lozère. Il faut de la ténacité et du courage aux agriculteurs qui ont osé saisir la justice ».

L'affaire a été mise en délibéré jusqu'au 15 mai.

J.-M. G.

■ **Débrayages à R-V Vénissieux**. — Entre 2 500 et 3 000 personnes, selon les sources, se sont rassemblées en présence de M. André Saïajon, secrétaire général de la fédération CGT de la métallurgie, le 29 mars devant le site de Renault-Véhicules industriels de Vénissieux (Rhône) à l'appel de la CGT pour protester contre les menaces de suppressions d'emplois. La CGT avait appelé à des débrayages de une à deux heures dans la matinée à Vénissieux et dans les établissements du groupe dans la région : Saint-Priest (Rhône), l'Isle-d'Abeau (Isère) et Annemasse (Ardèche). Un plan entraînant la suppression de deux mille cinq cent cinquante emplois au sein de R-V avait été présenté par la direction le 7 février dernier.

(Publié)

UN IMMENSE MARCHÉ S'OUVRE  
APPRENEZ LE  
**CHINOIS**  
dans une grande université  
Pékin, Shanghai, Canton...  
**EN CHINE**  
UN AN 17.000 F. UN SEMESTRE 9 000 F. - droits inscription, logement compris.  
CEPIES, 57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly, 745-09-19 ou 722-94-94.

## APRÈS LE DÉPART D'ALBERT DU ROY ET DE CHRISTINE OCKRENT

### Le malaise d'Antenne 2

Malaise et crise à la rédaction d'Antenne 2, secouée par les départs simultanés d'Albert du Roy, directeur de la rédaction, et de Christine Ockrent, rédactrice en chef. Deux événements qui ont conduit le SNJ (Syndicat national des journalistes) et la CFDT de la chaîne à demander à la direction de reconnaître le caractère de la classe de conscience aux journalistes désemparés de quitter la société.

Il s'agit plus de cent. « Elle » était toute seule ; et l'actualité, pour un temps, s'est trouvée en suspens. « Elle » les avait appelés — c'était inhabituel, — et ils étaient accourus, toutes affaires cessantes. Comme s'ils savaient déjà que cette réunion serait un épilogue. Menue, bronzée, habillée sport, en beige, elle les a regardés arriver, tendue, son regard vert, d'ordinaire muet, balayant gravement les visages. Et elle a pris la parole. Lentement. En mesurant ses mots. Oui, elle avait eu connaissance de la nouvelle réforme de la rédaction et des nominations en cours. Non, elle n'avait pu obtenir du PDG, M. Jean-Claude Héberlé, les garanties nécessaires lui permettant d'exercer son métier dans les mêmes conditions qu'auparavant.

« En conséquence, dit-elle, et pour des raisons strictement professionnelles, je préfère abandonner mes fonctions à Antenne 2. » Et d'évoquer l'équipe, soudée et efficace, la certé du travail accompli depuis trois ans et demi. Le ton est solennel. C'est Ockrent qui parle, mais c'est Christine qui pleure. Et la rédaction, stupéfaite et émue, découvre, sans projecteur, sans fard, sans musique, une star fragilisée, vulnérable, bouleversée.

D'où vient donc cette atmosphère de crise qui, ce quarante-huit heures, a vu resurgir tant de vieux démons et plonger la rédaction dans le mauvais souvenir d'une époque de suspicion et d'incompréhension ? Antenne 2 ne faisait-elle pas figure de paquebot, protégée des récifs et insensible aux grains ? N'avait-elle pas, hier encore, une arrogance flagrant liée à ses succès, ses talents et son indépendance ? Et comment, après les deux départs successifs d'Albert du Roy et de Christine Ockrent, après les remous et commentaires qu'ils suscitaient, interpréter, sans raccourcis, sans raccourcis, sans raccourcis, cette poussée de fièvre qui frappe une rédaction, enfleume quelques procureurs étonnamment zélés, et porte un mauvais coup à l'ensemble du service public. Tout est dans le « ou-dit », disait-on vendredi à Antenne 2. Eh bien, testons de le dire.

■ **Le départ d'Albert du Roy**. Chroniqueur de talent, chef de service apprécié de son équipe, l'homme, estimé, respecté, — oà règne bilingue à la direction de rédaction, dont il n'a pas pu être perçu auparavant toute la complexité. Etouffant sous des tâches d'organisation et de gestion, il aspirait à quitter ses fonctions, quelques aérochères mineures avec le PDG,

M. Jean-Claude Héberlé, le convainquant, de précipiter son départ. « Raisons personnelles », expliquait-il donc, en précisant cependant « pas de conflit politique ». Sa gêne et son refus d'apporter le moindre commentaire supplémentaire incitent toutefois certains à rechercher à son départ des raisons plus politiques.

■ **Le départ de Christine Ockrent**. Intervenant vingt-quatre heures après celui de M. du Roy, il semble accréder l'idée d'une crise générale et d'un divorce en cours entre l'ancienne équipe et le nouveau PDG. Pourrait-il les deux départs ne sont pas si directement liés. A la fois rédactrice en chef et présentatrice du « 20 heures », Christine Ockrent bénéficiait d'une autonomie totale pour la préparation de son journal, dont elle maîtrisait entièrement la conception : le principe en vigueur était en effet celui d'une décentralisation extrême des services et d'une autonomie maximale des différentes éditions de la journée. Une organisation stimulante pour chacune des équipes parfois en compétition, mais que les nouveaux responsables estimaient source de gâchis (un même sujet pouvait être tourné simultanément pour différentes éditions), responsable d'une parcellisation de la décision. Un système peu centralisé a donc été mis en place, notamment un service des « débrayages d'interprétation » sur ce terrain miné ? Pourquoi ce doute, cette incertitude, cette inquiétude croissante qu'éprouvent, à tort ou à raison, les journalistes à propos de leur avenir, de leur indépendance, de leur métier ? Quatre raisons, peut-être peuvent y contribuer :

1) **La personnalité de Jean-Claude Héberlé**. — Appelé à succéder à Pierre Desgraupes, PDG quasi mythique unanimement regretté, et dont le nom est désormais associé à talent, succès, audace..., le nouveau

président a vécu, lors de sa nomination — discutée au sein même de la Haute Autorité — des préjugés dont il subit encore les conséquences. Imposé par l'Elysée ? Poussé par Matignon ? Toujours est-il que son arrivée, largement commentée par la presse, laissait planer un doute sur son indépendance politique, d'autant qu'il n'a pas réussi encore à dissiper, malgré l'absence d'intervention de sa part.

2) **L'approche des législatives de 1986**. — Comment ne pas observer depuis peu une crispation croissante dans l'air ? Une malaise, une tension qui sont les signes avant-coureurs d'une échéance électorale importante ? L'approche d'une sérieuse zone de turbulence. Tous les membres de la rédaction redoublant de vigilance, même s'ils ne partagent pas le même objectif. Il y a ceux qui craignent une reprise en main, et veillent à leur indépendance ; ceux qui, meurtris des résultats de 1981, ont hiberné patiemment et se réveillent soudain, avec l'espoir d'un retour à la normale. Enfin, viennent ceux qui pensent à prendre quelques distances, question de retourner une virginité. Un tel mouvement est en cours, dit-on, dans les trois chaînes, qui pourrait d'ailleurs s'accroître.

3) **L'assouffissement de la chaîne**. — Le malaise de la rédaction intervient également au moment où la spirale du succès sur laquelle la chaîne semblait enroulée semble se rompre. Un phénomène normal sans doute. TF1 grignotait pas d'audience qu'Antenne 2 n'en perd, et chacune des deux chaînes étant appelée dans l'avenir à se livrer une concurrence à armes plus égales. A2 montre cependant de réels signes d'essoufflement, de vieillissement ? Soudain dans la victoire, l'équipe souvent éblouie dans la difficulté.

4) **Le débat sur les TV privées**. — Il est en artère-froid, mais personne ne l'oublie. A l'heure où des TV privées menacent de débarquer sur le marché, le service public devrait se montrer plus fort, plus inventif, plus audacieux que jamais : « A lui de représenter la garantie d'indépendance, de qualité et de pluralisme... Et de le faire savoir », dit un syndicaliste, dénoté des effets désastreux engendrés par les derniers événements. « Toutes nos querelles affaiblissent le service public, dit un autre. N'oublions pas que les projets de la droite livrent l'une des trois chaînes au secteur privé ».

La nouvelle direction, en tout cas, s'est déclarée garante, vendredi, de l'indépendance de la rédaction. « Gardons la mesure, dit un journaliste. L'indépendance de cette rédaction n'est pas liée à l'arrivée de Christine Ockrent et Albert du Roy, même si l'on aurait dû tout faire pour les retenir ! »

ANNICK COJEAN.

### Le nouvel organigramme de la rédaction en chef d'A 2

Dirigée par Pierre-Henri Arstam et Paul Nahon, son adjoint, la rédaction d'Antenne 2 comprendra trois principaux rédacteurs en chef :

Claude Carré, responsable des éditions de matin et d'Antenne 2 midi ; et François Ponchelet, responsable des éditions du soir (20 heures) et de la nuit ; Claude Manacel, chargé d'animer, avec Alain Wiedner et Raymond Turton, les équipes de jour, ainsi que Jacques Dubois, grand reporter d'images, la coordination des reportages pour l'ensemble des éditions et des magazines de l'information.

■ **Krasucki à Tunis**. — Une délégation de la CGT, conduite par M. Krasucki, a effectué une visite de trois jours, qui prend fin ce samedi 30 mars, en Tunisie, à l'invitation de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT). Les dirigeants des deux centrales se sont entretenus entre autres des moyens de renforcer leurs relations et de la situation des travailleurs tunisiens en France. — (Corr.)

## AU « MAGAZINE » D'ANTENNE 2

### En Iran, le prix du sang

La religion chiite a vocation au martyre. Quiconque souffre la mort en son honneur s'assure, du même coup, de ce titre glorieux. En Iran, ils sont, aujourd'hui, plusieurs centaines de milliers à en être parés. Leurs familles les honorent avec ferveur. L'Etat de l'imam Khomeiny aussi, mais à sa manière, par la création de la Fondation des martyrs. Un organisme devenu l'un des piliers du régime. Ses activités ne se limitent pas, en effet, à chanter les louanges de ses héros. « Martyrs and co », le reportage que Patrick Cotte et Jean-Claude de la Trémolaye ont rapporté de Téhéran pour « Le magazine » d'Antenne 2 a révélé le rôle capital (étrange aussi) que joue cette fondation dans l'appel à la défense du pays.

Les moyens financiers de cet organisme sont tels — ils absorbent une grande partie du budget de l'effort de guerre — qu'ils lui donnent la capacité de dédommager largement toute famille dont l'un des membres a payé de sa vie ou de sa santé son dévouement à combattre la contre-révolution. Y compris s'il s'agit des préjudices liés aux « attentats » qui accompagnent cette lutte.

La liste est longue des bienfaits matériels... et spirituels que distribue l'Etat. C'est ainsi qu'il accorde aux intéressés une priorité pour accéder au pèlerinage de La Mecque et qu'il leur offre, une fois par semaine, une visite à l'imam Khomeiny. Etant donné, ces images qui montrent veuves

et orphelins, venus de leur province ou de leur campagne, auxquels on propose gratuitement, pour l'occasion, l'hébergement dans l'un des meilleurs hôtels de la capitale.

Quant aux largesses financières, on n'en citera que quelques exemples, comme la prime attribuée pour chaque combattant tué ou le versement mensuel de l'équivalent d'un salaire moyen, ou encore l'octroi de prêts avantageux à la construction, l'accès à des magasins spéciaux ou la demi-tarif dans les transports (y compris l'avion). Sans compter la gratuité scolaire et celle des soins médicaux.

Les blessés ne sont pas non plus oubliés. La Fondation a créé un bureau des mariages qui leur est réservé ainsi qu'aux familles des « martyrs ». Veuves et jeunes filles sont, du reste, vivement incitées à convoler avec ces héros, dont la plupart sont devenus de grands handicapés physiques. Saisissant, là encore, les images de cette jeune iranienne qui vient d'épouser un parapalégique ou celles de ce couple dont le conjoint, « aujourd'hui, se déplace à une vitesse incroyable, à l'aide de ses mains, pour aller jouer avec son bébé.

ANITA RIND.

★ « Le Magazine », A2, samedi 30 mars, 17 h 55. L'émission présente également deux autres reportages : « Les femmes des hommes politiques » et « La piste des bédoins ».

### En Turquie

## Un projet de loi favorisera la coopération de « repentis » avec la police

De notre correspondant

Ankara. — Alors que les dirigeants d'Ankara font la sourde oreille aux suggestions relatives à une abolition de la peine capitale et assurent qu'ils ne se voient pas offrir un jour elle ne profiterait pas aux condamnés pour « menées subversives », une nouvelle peine « à l'italienne » qui se prépare ici retient vivement l'attention.

Aux termes d'un projet de loi adopté le 27 mars par le conseil des ministres, tous ceux qui quitteront spontanément leur organisation ou rendront leurs armes aux forces de l'ordre se verront déchargés de toutes poursuites s'ils fournissent des informations susceptibles d'empêcher la réalisation d'actes de terrorisme, de la protection de l'Etat, en recevant une nouvelle identité et, le cas échéant, en bénéficiant d'une opération de chirurgie esthétique afin de leur éviter tout risque de vengeance.

M. Nejat Eldem, ministre de la justice, a précisé que si ce texte était voté par le Parlement, il resterait en vigueur pendant trois ans.

Les « repentis » dont la « coopération » aura été jugée utile verront

leur peine réduite à quinze ans de prison s'ils sont passibles de la peine capitale ; à un minimum de dix ans s'ils sont passibles de la réclusion perpétuelle ; les peines accessoires, pourront aussi être réduites.

Le texte ajoute que les « repentis » qui auront fourni des renseignements dans les trois mois qui suivent leur condamnation pourront bénéficier des mêmes remises de peine.

Le projet comporte d'autres innovations. Ainsi, ceux qui quitteront spontanément leur organisation ou rendront leurs armes aux forces de l'ordre se verront déchargés de toutes poursuites s'ils fournissent des informations susceptibles d'empêcher la réalisation d'actes de terrorisme, de la protection de l'Etat, en recevant une nouvelle identité et, le cas échéant, en bénéficiant d'une opération de chirurgie esthétique afin de leur éviter tout risque de vengeance.

M. Nejat Eldem, ministre de la justice, a précisé que si ce texte était voté par le Parlement, il resterait en vigueur pendant trois ans.

Les « repentis » dont la « coopération » aura été jugée utile verront

ARTUN UNSAL.

## RECOURS EN ANNULATION DE L'ELECTION CANTONALE DE CORBEIL-ESSONNES- OUEST

M. Serge Dassault, président du Parti libéral, a déposé un recours en annulation du scrutin des 10 et 17 mars, dans le canton de Corbeil-Essonnes-Ouest.

Candidat de l'opposition dans ce nouveau canton, M. Dassault estime « qu'une analyse scrupuleuse du déroulement de la campagne a permis de constater un manque grave au respect de la stricte application de ce décret », et qu'ainsi certains habitants de trois rues de la commune ont été « oubliés ». Il affirme qu'une erreur ou une manipulation volontaire des services municipaux a donc empêché des centaines d'électeurs de se rendre aux urnes.

■ **M. Joseph président du Nord-Pas-de-Calais**. — M. Noël Joseph (PS) a été réélu, vendredi 29 mars, président du conseil régional Nord-Pas-de-Calais. Il a obtenu 87 suffrages sur 102 exprimés. Il y a 112 conseillers au conseil régional du Nord, qui se répartissent ainsi : 62 socialistes, 25 PC, 13 RPR et apparentés, 11 UDF apparentés, et 1 non-inscrit.

## Aux Etats-Unis LE SÉNAT RÉCLAME DES SANCTIONS COMMERCIALES CONTRE LE JAPON

Washington, (Reuters). — Le Sénat américain a adopté à l'unanimité, jeudi 28 mars, une résolution réclamant des mesures contre les importations japonaises. Certains sénateurs ont expliqué qu'ils espéraient par cette résolution — qui n'a qu'une valeur consultative — amener le Japon et la Maison Blanche à accélérer leurs discussions commerciales bilatérales. Cette décision fait suite à l'annonce par Tokyo de sa volonté d'accroître ses exportations de voitures aux Etats-Unis de près de 25 % pour les porter à 2,3 millions d'unités au cours de l'année commençant le 1<sup>er</sup> avril.

Le Congrès craint de plus en plus que les négociations en cours s'assurent pas un succès plus facile sur le marché japonais de produits américains tels que les matériels de télécommunications, le bœuf et les agrumes, ou encore les médicaments. L'an dernier, le déséquilibre des échanges commerciaux entre les Etats-Unis et le Japon a atteint 37 milliards de dollars, alors que le déficit de la balance commerciale américaine était de 123 milliards de dollars.

سكيا من الأصل



## ÉTAT TROP D'ÉTAT

# L'IMPOSEUR IMPOSÉ

**Imposer juste, imposer mieux.**  
**L'Etat socialiste**  
**s'est vite aperçu que la recherche**  
**de l'équité fiscale**  
**passait par une meilleure efficacité**  
**de la « machine »**  
**administrative**  
**et sans doute aussi**  
**par un changement**  
**de mentalité des fonctionnaires.**

QUOI qu'en disent certains sondages, les contrôles de prix dans le commerce et dans les services, les vérifications de revenus par le fisc, la nécessité, pour les gros contribuables, de déclarer leur fortune, auront plus fait pour accréditer l'idée de l'Etat-tyran que toutes les théories économiques développées ces dernières années par les néo-libéraux.

Une bonne partie des succès de Jean-Marie Le Pen s'expliquent par le chômage et l'insécurité, mais les interventions des services des prix pour contrôler les marges des commerçants et les tarifs des prestataires de services ont aussi joué leur rôle. Surtout quand ces contrôles sont effectués — comme cela a souvent été le cas depuis juin 1982 — par des policiers en uniforme ou par des gendarmes.

Des incidents s'étaient d'ailleurs produits en février 1984 à Toulouse. Ils étaient le fait d'un groupe de commerçants remuants et un tantinet provocateurs, mais qui traduisaient assez bien le sentiment général d'exaspération des milieux professionnels à l'encontre de l'Etat et de prérogatives jugées abusives. Car, s'il appartient à la puissance publique de lever l'impôt et de vérifier que cela est bien fait, il est plus douteux que lui revienne le droit de fixer ce que les individus peuvent tirer comme revenus de leur activité professionnelle.

Les pouvoirs publics l'ont si bien compris que le bilan des contrôles s'est fait discret depuis que M. Bérégovoy s'est installé Rue de Rivoli. Ce qui était présenté il y a deux ans comme autant de preuves d'efficacité est devenu statistique encombrante. On sait tout de même qu'en 1983, 243 362 contrôles de prix ont été effectués, puis 250 000 en 1984 et qu'en 1985 on prévoit 200 000 cette année, essentiellement sur les services et le commerce.

Quant aux vérifications fiscales, elles permettent à M. Bloch-Morhange de recruter des adeptes pour sa Ligue des contribuables (100 000 adhérents revendiqués), qui propose tout simplement de supprimer l'impôt sur le revenu.

Le constat n'est pas nouveau. On sait aussi que des phénomènes de rejet de l'Etat se sont manifestés avec force à l'étranger, aux Etats-Unis notamment depuis que le Californien Howard Jarvis a réussi après avoir longuement bataillé à la tête de son association — la National Tax Payers Union — à faire adopter dans son Etat la célèbre résolution 13, qui a eu pour effet de réduire très fortement l'impôt foncier (1).

Pour familière qu'elle soit devenue, la critique de l'Etat, la remise en cause du bien-fondé de certaines de ses interventions par ceux-là mêmes qui croyaient le plus en elles, posent un certain nombre de questions.

La première est évidemment de savoir si ces interventions sont plus nombreuses, si elles pèsent davantage qu'autrefois sur les citoyens. La seconde, si elles sont

justifiées, si elles apportent plus d'équité dans la vie sociale et plus d'efficacité dans la vie économique.

A la première question, il n'est pas possible de répondre avec sûreté. Dans les deux domaines de la vie économique où le poids de l'Etat se fait très concrètement sentir, puisqu'il se manifeste par des contacts souvent très directs — quasi physiques — les contrôles de prix et d'ententes, les investigations fiscales, la réalité est trop diverse et surtout trop conjoncturelle pour permettre de porter un jugement. Après avoir bloqué les prix en septembre 1976, M. Barre les avait complètement libérés en 1978. Les socialistes, en juin 1982, ont rétabli un blocage très sévère qui, pour s'être atténué depuis un an, n'en demeure pas moins très réel.

### Un système qui ne doit pas durer

On comprend dès lors pourquoi il n'est pas possible d'évaluer en termes structurels, c'est-à-dire stables, des rapports Etat-citoyens qui varient au fil des stratégies gouvernementales. Ce qui reste vrai, c'est que, depuis juin 1982, des milliers de commerçants et de prestataires de services auront connu les rigueurs d'une politique des prix, probablement plus vigilante et plus efficace qu'elle ne l'avait jamais été depuis vingt-cinq ans. Mais, dans quelques mois et sûrement avant les élections législatives de 1986, comme s'y est engagé M. Fabius, le gouvernement aura mis fin à un système dont il a reconnu lui-même à plusieurs reprises qu'il n'était pas bon dans son principe et qu'il ne devait pas durer trop longtemps.

La permanence des contrôles fiscaux est, bien sûr, un fait. Mais l'importance des redressements varie d'année en année : après un fléchissement en 1978, les résultats avaient augmenté lentement jusqu'en 1981, puis fortement en 1982 et en 1983. En 1984, ils ont dépassé sensiblement, en francs constants, leur niveau de 1976. On peut estimer que, là encore, les événements pèsent d'un bon poids sur des données qu'on pourrait croire indépendantes de la conjoncture : on allège les contrôles avant les élections, on les multiplie après pour tenir les engagements pris de lutter contre la fraude fiscale.

Peut-on malgré tout tirer un enseignement sur une longue période, dégager une tendance ? Sans doute, mais la réponse reste ambiguë. Jusqu'en 1970, le contrôle fiscal a stagné, conséquence de l'accident-pous-diste, qui vit l'Union de défense des commerçants et artisans (UDCA) envoyer cinquante-deux députés à l'Assemblée nationale en 1956 et recruter à droite mais aussi à gauche. Les contrôles reprendront à partir des années 70, mais leur nombre s'est stabilisé, bon an, mal an, aux environs de 43 000 (6 000 à 7 000 pour le seul impôt sur le revenu des personnes).

Ce qui change, c'est — si l'on peut dire — la qualité des contrôles. Le contribuable qui est l'objet d'une vérification approfondie de situation fiscale d'ensemble (VASFE) peut avoir à répondre trois mois durant à l'inspecteur des impôts venu lui demander des comptes. Les VASFE ne sont pas exceptionnelles : il y en a eu 6 393 en 1983, qui ont donné lieu à 1,4 milliard de francs de redressements.

Si la réalité de l'Etat sur les citoyens peut dans certains cas sembler pesante, c'est bien en ces occasions

utilise notamment de plus en plus l'informatique.

Il est vrai que l'Etat, au sens large du terme a pris un poids important avec les nationalisations : comme chef d'entreprise et comme employeur. Mais ceci est une autre histoire.

S'il n'intervient pas plus, l'Etat intervient-il mieux ? Hegel identifiait l'Etat à la raison, à la volonté générale, mais le bilan de ce qui a été entrepris, réussi et raté depuis quinze ou vingt ans — si tant est qu'un bilan soit possible, — n'amène pas à de pareilles visions.

(usines, machines, parts de société...), complètement sorties du champ de l'impôt en 1983.

Du point de vue de la justice fiscale, qu'on voulait servir, le rendement de l'impôt (4,5 milliards de francs) est définitivement trop faible pour donner à l'Etat des moyens supplémentaires de redistribution. On peut dire aussi que de véritables injustices ont été créées entre Français fortunés, les détenteurs d'immobiliers (résidence principale ou secondaire, immeuble de rapport), nombreux dans les tranches



sions où la vie privée est le plus souvent passée au crible par des fonctionnaires, heureusement choisis parmi les meilleurs. Le changement de paysage est en tous les cas total, pour les professionnels libéraux notamment, qui, il y a quinze ans, étaient fort peu contrôlés (les agents des directes, contrairement à ceux des indirectes, sortaient très peu pour contrôler sur place).

Au niveau des données globales, les chiffres ne fournissent pas non plus de réponse définitive. Les prélèvements de l'Etat dans la richesse nationale, dont on pense généralement qu'ils sont une bonne mesure du poids de la puissance publique dans une économie, sont restés à peu près stables aux alentours de 18-19 % du PIB (19,1 % en 1970, 18 % en 1984). Vu sous cet angle, l'Etat a même sensiblement réduit son rôle à long terme, puisqu'il « pesait » un peu plus de 20 % en 1959.

Le nombre de fonctionnaires a, lui, beaucoup augmenté depuis 1965, passant de 1 212 000 à 2 060 000 cette année (hors défense, et en incluant les effectifs des FTT). Or un manque évident de productivité explique d'ailleurs cette forte croissance que la volonté d'étendre le domaine public. Depuis un an le nombre des fonctionnaires a commencé à baisser (— 5 000 en 1985) et continuera probablement à le faire pendant un certain temps. Cette décroissance ne signifie pas pour autant un retrait de l'Etat, puisqu'elle s'accompagne d'une réorganisation générale des moyens de l'administration, qui

L'Etat ne s'y montre ni triomphant ni absolu. Bien au contraire. Il donne plutôt l'impression d'analyses incertaines, d'essais parfois réussis, parfois ratés. Une puissance mal contrôlée et se contrôlant mal, mesurant imparfaitement les conséquences en profondeur — c'est-à-dire lointaines — des décisions qu'elle prend.

### Ni triomphant ni absolu

L'impôt sur les grandes fortunes, créé fin 1981, avait pour but une meilleure connaissance statistique des patrimoines importants. Il avait aussi pour objet d'accroître la redistribution, les gens très riches payant pour les plus démunis, c'est-à-dire pour ceux qui avaient bénéficié des premières mesures sociales de l'été 1981 : personnes âgées, familles nombreuses, handicapés, smicards, locataires de logements sociaux.

L'expérience a cruellement démenti ces grandes espérances. La connaissance statistique de certains gros patrimoines (104 000 ont été imposés en 1983) a certes progressé, mais en laissant dans l'ombre des pans entiers de la fortune française : fortunes inférieures à 3 millions de francs en 1981 (3,5 millions cette année), dont on ne peut pas dire qu'elles sont sans importance ; fortunes composées d'objets d'art (exonérés), de forêts (exonérées pour les trois quarts de leur valeur), puis, finalement, fortunes constituées par un outil de travail

basses des grandes fortunes (entre 3,2 millions et 5 millions de francs, 61 % des patrimoines sont constitués par des immeubles) étant très généralement imposés.

L'existence de l'IGF et la volonté d'y échapper semblent avoir créé — ou accentué — de nouveaux comportements, des couples divorçant pour séparer leur fortune en deux parts et rester en dessous du seuil d'imposition.

Si ce comportement était vérifié, il ne constituerait pas, à proprement parler, une nouveauté, puisque l'impôt sur le revenu, qui avantage dans de nombreux cas les concubins, donne lieu depuis des années à de semblables détournements (le Monde du 23 mars). Sur un autre plan, les avantages fiscaux donnés en France à l'épargne (obligations, plans d'épargne logement, SICAV de trésorerie...) font de plus en plus l'objet de critiques tant ils sont inéquitables, mal hiérarchisés, coûteux et d'un intérêt économique finalement discutable.

Ainsi l'Etat voit-il souvent ses projets battus en brèche, que ceux-ci visent la justice fiscale ou l'efficacité économique.

Battus en brèche, pour au moins trois raisons. Au niveau de la conception et de l'analyse, l'Etat apparaît finalement souvent mal informé, parce qu'un appareil administratif, aussi fourni soit-il, n'est jamais sur le terrain comme le sont des millions de chefs d'entreprise, d'épargnants ou de consommateurs. Le blocage des prix de juin 1982 aura finalement donné de bons résultats puisqu'il a

par Alain Vernholes

permis une certaine désindexation des salaires en France, gage d'un ralentissement durable de l'inflation. Mais, en même temps, comme ce blocage a surtout concerné le commerce et les services, seuls secteurs qui, jusqu'à ces dernières années, créaient encore des emplois, la conséquence imprévue en a été l'arrêt de l'embauche à un moment où précisément l'Etat fait tout ce qu'il peut pour créer des emplois. On il arrive à la « raison » de tourner en rond...

### Les limites de la contrainte

Battus en brèche aussi, car, même lorsque l'analyse est bonne, et l'information correcte — cela arrive — l'Etat peut rarement imposer ses vues par la contrainte. L'expérience prouve que ce sont souvent les événements ou le contexte général qui font passer des mesures difficiles à accepter par les citoyens. Le ralentissement sans précédent des salaires qui s'est produit depuis un an aurait-il été possible si n'avait pas existé en France un chômage assez important pour que chacun se sente menacé et préfère garder pour lui ses revendications ? On est alors amené à se demander si, dans un certain nombre de cas, les lois du marché ne régleraient pas mieux l'économie qu'une décision du pouvoir central.

Enfin, l'Etat ne fait pas toujours bien ce qu'il a à faire. Se pose à lui un problème de compétences d'autant plus redoutable qu'il se double d'un problème de productivité. Le domaine fiscal en est, encore une fois, une bonne illustration, et le contentieux juridictionnel Etat-contribuables, en forte augmentation, est là pour le prouver (+ 87 % entre 1979 et 1983). Le nombre des relaxes et des non-lieux, pratiquement nul dans le passé, oscille maintenant entre 5 et 10 %, preuve que le droit fiscal — beaucoup trop complexe — n'est pas parfaitement servi par les agents des impôts.

Erreur d'analyse ou de prévision, méconnaissance des faits, maladroits et dérapages : est-ce à dire que l'Etat doit ramener son rôle dans l'économie à ce qu'il était il y a cent cinquante ans ? Assurément non. D'abord, parce que la puissance publique a beaucoup adouci le sort des plus défavorisés et gommé les injustices les plus criantes, en tout cas les plus spectaculaires. Mieux vaut être chômeur en 1985 que pendant la crise des années 30 ; mieux vaut être fermier français que fermier américain du Middle-West (le Monde du 2 février 1985).

Ensuite, parce que l'Etat exprime tout de même — aussi imparfaite que soit cette expression — une certaine vision d'ensemble tendant, en matière d'économie, à plus de justice et plus de richesse, donc plus de bien-être matériel.

Reste que, pour améliorer ses rapports avec les citoyens, l'Etat devra donner davantage de preuves de son efficacité et de son aptitude à améliorer la justice sociale. Il n'est pas du tout sûr qu'il y parvienne en voulant se mêler de tout, en faisant médiocrement une partie de ce qu'il fait et en donnant trop souvent l'impression de se désintéresser des résultats obtenus.

Il n'y a pas trop d'Etat, — parfois même n'y en a-t-il pas assez — mais trop de tâches mal accomplies par l'Etat.

(1) Voir à ce sujet le livre de Philippe Auberger : « L'allergie fiscale ». (Calmann-Lévy).

ملکة امنه الاصل



# ÉTAT TROP D'ÉTAT

## DU SOCIAL A TROIS CASQUETTES

par Michel Noblecourt

**Patron, l'Etat paye les fonctionnaires. Tuteur, il module les règles du jeu social. Partenaire, il intervient dans la négociation entre le patronat et les syndicats. Trois fonctions que nul ne lui conteste.**

O n'aurait pu imaginer que le changement politique de 1981 se traduirait par un changement profond du rôle de l'Etat dans les relations sociales. Les organisations syndicales ne s'étaient-elles pas plaintes pendant des années « du temps de la droite », de cette alliance objective entre l'Etat et le patronat qui s'exerçait principalement à leur détriment ? Les dés étaient pipés : 1981 aurait pu apparaître à cet égard comme un renversement d'alliances, le nouveau pouvoir affichant une proximité naturelle avec les syndicats. Mais il n'est pas si simple une fois qu'on a fait tomber les quilles de les disposer autrement.

Lors de la grande période des réformes sociales, en 1981 et en 1982, le « nouvel » Etat au service du gouvernement socialiste a redistribué les cartes, en privilégiant indéniablement les syndicats. Les lois Auroux, pour ne parler que d'elles, ont conféré de nouveaux pouvoirs tant aux salariés qu'à leurs représentants. De la réduction de la durée du travail à la retraite à soixante ans, les musettes syndicales se sont remplies d'avantages qu'elles n'avaient plus à conquérir par elles-mêmes.

La rigueur, introduite dès juin 1982 avec le blocage des salaires, n'a changé le paysage. Le trait a été forcé en mars 1983 avec le second plan de rigueur, au point que le gouvernement semblait être redevenu un partenaire du patronat sans pour autant épouser les contours de toutes ses revendications et surtout sans réussir à s'en faire un véritable allié.

Retour à la case départ ? Il semble bien, en fait, que, en ce qui concerne son rôle dans les relations sociales, l'Etat est resté, pour l'essentiel, sur un registre classique, sans innover fondamentalement dans sa manière d'intervenir dans le jeu social. A la fois patron, tuteur ou partenaire (plus ou moins actif). M. Pierre Béré-

govoy, alors ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, avait bien défini cette philosophie dans un article publié par le Monde du 14 décembre 1983 : « Tout le monde dénonce l'ingérence de l'Etat, mais chacun des partenaires le sollicite pour faire pencher la balance de la négociation dans le sens qu'il souhaite [...] C'est là une pratique que nous voulons changer. Ou bien l'Etat décide et impose au bien il définit ses objectifs, lève les obstacles juridiques et fait confiance aux partenaires sociaux. Ce n'est pas se retirer du jeu social que de reconnaître aux partenaires

sociaux une pleine responsabilité : c'est donner à la négociation sociale toute sa signification ».

Plus récemment, M. Michel Delebarre, ministre du travail, lors d'un colloque de Liaisons sociales, est resté dans le droit fil de cette conception : « La marge de manœuvre du gouvernement et de l'Etat doit être clairement circonscrite : ils ne doivent pas se substituer aux partenaires sociaux, sans peine de vider de sa substance l'idée même de politique contractuelle ; ce qui n'interdit pas le concours vigilant à tout ce qui peut faciliter la reprise du dialogue ou une contribution technique accompagnant celui-ci. » Ainsi socialiste ou non, l'Etat est toujours patron, tuteur et partenaire.

### La double déconvenue

Patron, l'Etat pour la fonction publique, et c'est donc lui qui fixe ici directement les règles du jeu social. Force est de reconnaître qu'il a, à cet égard, essayé d'innover. En arrivant à la tête du département ministériel de la fonction publique, M. Anicet Le Pors, l'un des quatre ministres

communistes, a voulu à la fois élargir le champ de la négociation, limitée généralement aux questions salariales, et lier — très logiquement — la discussion des traitements à la préparation de la loi de finances.

Double déconvenue. Certes, il réussit le 30 septembre 1981 à faire signer par cinq syndicats — CGT incluse — « un relevé des engagements de négociation » sur des sujets divers comme l'extension des droits syndicaux (qui sera effective) et l'amélioration de l'action sociale. Mais l'innovation de cette pratique contractuelle ne sera guère suivie. Le blocage des salaires, les rigueurs de la politique salariale, ne permettront pas davantage de lier préparation budgétaire et négociation salariale. Et cette politique subira elle-même en 1984 une année de panne sèche.

Tuteur, l'Etat l'est resté tant pour les salariés que pour tout ce qui peut contribuer à mettre en œuvre sa propre participation financière ou celle de la Sécurité sociale, comme sur l'assurance-chômage ou la retraite des salariés. A l'inverse d'un joueur de

poker, il paie après avoir décidé ce qu'il accepterait de voir.

Le nouveau pouvoir a eu beau se faire le chantre de la politique contractuelle en fabriquant les lois Auroux, il ne s'est pas départi d'un certain dirigisme salarial. Certes, il s'est abstenu, comme l'avait fait M. Michel Debré, alors premier ministre, le 6 mars 1961, d'écrire directement au CNPF pour lui indiquer que les hausses de salaire ne devaient pas dépasser tels taux d'augmentation. Mais tant M. Mauroy, après le blocage des salaires de 1982, dont la « sortie » avait été soigneusement encadrée, que M. Fabius ont adressé, comme leurs prédécesseurs, des recommandations ou des directives salariales pour le secteur public qui devenaient par là même la règle d'or de la politique salariale pour la France entière.

Seule innovation — mais n'était-ce pas le signe alors d'une certaine hésitation ? — pour 1984 et 1985, les recommandations gouvernementales ont suivi et non précédé les recommandations du CNPF. Sans doute pour être au diapason de la lutte contre l'inflation, qui suppose que les hausses

de salaire anticipent une déflation des prix.

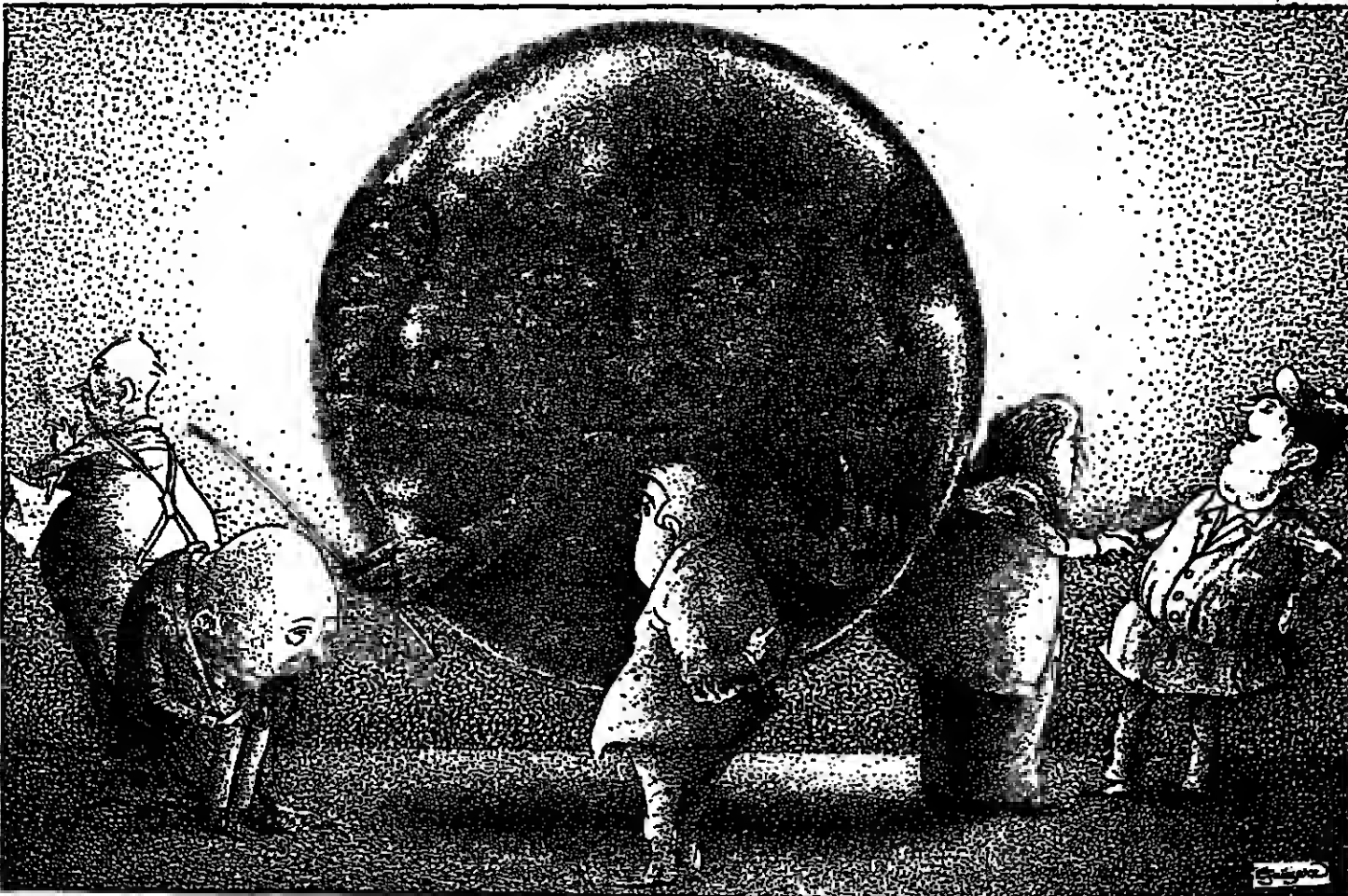
La retraite à soixante ans était, de longue date, une revendication syndicale combattue avec constance par le patronat. Mais l'Etat a agi en tuteur vigilant. Il l'a d'abord instaurée par voie d'ordonnance, puis, lorsque les partenaires sociaux ont dû négocier, notamment pour les régimes de retraite complémentaire, il a pris une part active — et couronnée de succès — au compromis financier obtenu. Même scénario pour l'assurance-chômage.

Lorsque M. Bérégovoy, avec son fameux décret du 24 novembre 1982, a décidé de faire économiser au système d'indemnisation 10 milliards de francs, il a, certes, consulté longuement au préalable les partenaires sociaux, mais, en tuteur rigoureux, il a, en définitive, imposé ses vues. Il a également veillé par la suite à bien border les contours du nouveau système de solidarité pour les chômeurs que l'Etat, devait prendre en charge.

### « Aller vite et loin »

Depuis 1981, l'Etat a su également jouer la carte du partenariat, parfois en retrait dans les conflits, parfois sur l'avant-scène. Ainsi voulait-il réduire la durée du travail à la semaine de trente-neuf heures et la cinquième semaine de congés payés. Mais, après les avoir réunis, il a laissé syndicats et patronat négocier un accord, le 17 juillet 1981, avant d'en faire une ordonnance. De même, sur les fonds salariaux, s'est-il contenté d'être incitatif, tandis qu'il a dû se faire tirer l'oreille pour que l'accord du 26 octobre 1983 sur la formation en alternance des jeunes de seize à vingt-cinq ans, non signé par la CGT, soit repris intégralement dans la loi Rigout.

Sur d'autres sujets, le partenaire Etat est resté plus passif. Ainsi en a-t-il été de la négociation sur la flexibilité de l'emploi. Certes, M. Fabius avait recommandé d'« aller vite et loin ». Mais, après l'échec, il a renoué, contrairement à ce qu'avait fait M. Barre en 1979 pour la durée du travail, à recourir à un médiateur. Il est apparu alors hors jeu jusqu'à ce qu'un projet (ministériel) de contrat-formation recherche d'emploi lui donne l'espoir de renouer les fils. Sans doute avait-il compris que l'Etat a parfois besoin de donner des petits coups de pouce à la politique contractuelle.



## FONCTIONNAIRES ET MARTYRS

LES fonctionnaires de la Direction générale des impôts sont mal aimés. Ils sont la bête noire des Français lorsqu'ils se font contrôleurs, ils appliquent des lois qu'ils jugent « injustes » et l'Etat ne les soutient pas. En 1985 et 1986, les pouvoirs publics prévoient la suppression de 1794 emplois. C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Unanimes, le Syndicat national unifié des impôts (SNUI), la CGT, la CFDT, FO et la CFTC ont appelé à une grève de vingt-quatre heures le 29 mars.

Les 84 000 agents de la DGI (sur 190 000 fonctionnaires du ministère des finances) ont pour mission de déterminer les bases d'imposition et de contrôler les contribuables. Or ils remettent souvent en cause les règles d'un jeu fiscal fixées par l'Etat. « La loi est injuste », souligne M. Gérard Gourguechon, secrétaire général du SNUI, « mais nous devons l'appliquer. » Les

contribuables ne sont pas égaux devant la loi. « La fraude fiscale atteint 100 milliards de francs par an », explique, pour sa part, M. Gilbert Barret, secrétaire général du syndicat FO des impôts. La part des salariés ne représente que 2,4 % de cette somme selon le Centre d'étude des revenus et des coûts. « Ils ne peuvent pas frauder, mais ils ignorent que, si chacun payait son dû, leurs impôts diminueraient de moitié. »

Les syndicats mettent donc en cause le système déclaratif qui permet aux professions concernées « de déclarer ce qu'elles veulent ». Pour illustrer « cette injustice », FO ne manque pas d'anecdotes : « J'ai vu le fils d'un gros agriculteur de la Beauce bénéficier d'une bourse alors que celui de son salarié n'avait pu en obtenir une. Si je comparais mon revenu aux quatre cents joalliers, parfumeurs, pharmaciens dont j'avais la charge, j'arrivais

en tête de peloton », remarque M. Jacques Paquet. Les syndicats ont enfin du mal à comprendre que la loi s'applique de façon si inégale aux contribuables : une grande entreprise est vérifiée en moyenne une fois tous les dix-sept ans, un agriculteur une fois tous les soixante-dix-sept ans.

La contrepartie du système déclaratif est en effet le contrôle. Nouvelle difficulté : les contribuables sont récalcitrants. Si les agents de la DGI reconnaissent que « 90 % des contrôles se passent bien », ils ne peuvent s'empêcher de citer les colères du CID-UNATI, du SNPMI (Syndicat national du patronat moderne et indépendant) ou du CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs). Rien ne protège les fonctionnaires contre la colère des contribuables. « Ils connaissent notre identité, car l'anonymat des agents de l'Etat n'a pas cours chez nous ! Nous signons nos lettres », affirme M. Barret. A Bor-

deaux, par exemple, la maison d'un inspecteur a sauté, et nous avons la preuve que cet événement est lié à la vérification en cours à cette époque. Le CID-UNATI a envahi les locaux du SNUI. En Alsace, on a même glissé de l'argent dans des documents qu'un fonctionnaire devait emporter « pour faire croire qu'il était corrompu ». L'Etat ne nous défend pas, affirment les syndicats. « De plus, nous ne pouvons même pas nous défendre en citant les éléments des dossiers, car nous sommes tenus à l'obligation de réserve. »

### L'exécutif de l'injustice

Il n'est pas confortable d'être « le bras séculier, l'exécutif de l'injustice, le bouc émissaire », ainsi que l'affirme M. Gourguechon. Il faut encore, que les hôtels des impôts servent « souvent, en toute impunité », d'exutoire à la

colère de certaines catégories de Français : quand les Jeunes Agriculteurs attaquent celui de Carhaix, « les pouvoirs publics laissent faire », accuse FO, mais quand la sous-préfecture de Brest est mise à sac, « le gouvernement réagit immédiatement ».

L'Etat n'est même pas reconnaissant envers les fonctionnaires de la DGI, affirment les syndicats. Un jeune qui entre dans la profession touche moins de 7 000 francs par mois. Il lui faudra attendre vingt ans pour que son revenu atteigne 10 000 francs. Néanmoins, des primes d'un montant équivalent à deux mois et demi de salaire viennent s'y ajouter chaque année.

L'arrivée de la gauche au pouvoir a donné un bref espoir aux fonctionnaires de la DGI. La politique contractuelle (en vigueur depuis 1946) a été renforcée. D'autre part, reconnaît le SNUI, en 1982 et 1983, des mesures de justice ont été prises : impôt sur

les grandes fortunes, tranches supplémentaires de l'impôt sur le revenu, levée de l'anonymat sur l'or, etc. Or, « depuis des mois le gouvernement ne parle plus de la réduction des inégalités. Il veut aider les entreprises en réduisant leur imposition, l'impôt sur les grandes fortunes est mal appliqué ; bref, on en revient au libéralisme ».

Et puis les syndicats estiment avoir été trahis. En 1982, à la demande des pouvoirs publics, les directeurs des services fiscaux ont estimé que 15 000 fonctionnaires supplémentaires étaient nécessaires à la DGI. En trois ans, 5 000 personnes ont été recrutées. En 1985, c'est le coup de tonnerre : « Pour la première fois depuis que la DGI existe, on va supprimer des emplois », déclare Bernard Lagardère, secrétaire national du SNUI. Aujourd'hui, l'Etat se comporte véritablement comme un patron.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.



ÉTAT  
TROP D'ÉTAT

## VOUS AVEZ DIT « LIBERTÉS » ?

par Edwy Plenel

**La France, « terre d'élection des droits de l'homme » ; et un ministre de la justice qui en est persuadé. Un ministre qui sait aussi que les intérêts du citoyen doivent passer avant ceux de l'Etat. La route sera longue.**

**D**EUX discours, deux réalités en forme de bilans, contradictoires mais complémentaires, de l'état de droit en France en 1985.

M. Robert Badinter, à Strasbourg le 19 mars, s'exprime devant la troisième conférence de politique criminelle du Conseil de l'Europe. Il plaide l'action de la France, depuis 1981, en matière de libertés et de justice, dans la filiation, insiste-t-il, des orientations du Conseil de l'Europe, « terre d'élection des droits de l'homme ». Il dresse une liste impressionnante de l'action législative et administrative des socialistes en ce domaine et rappelle que le comité des experts des droits de l'homme des Nations unies l'a inscrit au tableau d'honneur en juillet 1983.

Un travail qui mérite l'admiration, « sans précédent dans aucun pays », avait déclaré le comité. « La loi est aussi un espace d'imagination », commente M. Badinter, qui se fait une haute idée de la justice : elle doit être l'expression d'une civilisation, résume-t-il, tout autant qu'un « meilleur système de peines », « traduire un système de valeurs » et ne pas se contenter de « codifier le rapport de l'Etat au citoyen ».

Changement d'échelle. Autre bilan, autre vision plus prosaïque : la mésaventure de M. Lucien L., habitant Antony (Hauts-de-Seine), telle qu'il l'a vécue dans la nuit du 9 au 10 février. Raccompagnant des amis après une soirée, il roule dans son quartier, en voiture, à 2 heures du matin. « Soudain, raconte-t-il, à un carrefour, une voiture R 4 sans signe extérieur visible, surgit brusquement sur ma gauche et s'immobilise à plusieurs mètres, en travers de la route. Deux hommes en sortent brusquement. M. L. pense, assure-t-il, à un braquage », s'enfuit à vive allure et emprunte, dans son affolement, une rue en sens interdit. Coup d'œil dans son rétroviseur : il voit un homme, debout, l'ajuster avec une arme, bras tendus. « Accélération, zigzags, coup de feu, bruit d'impact sur la voiture, fuite éperdue à travers Antony en direction du commissariat ». Ainsi M. L. résume-t-il la suite.

Or, surprise, il apprend au commissariat que ses prétendus « braqueurs » sont, en fait, des policiers de Sceaux, recherchant, en voiture banalisée, l'auteur armé d'un « casse ». Confronté avec lesdits policiers, il se voit reprocher sa fuite, le passage interdit, bref son manque de confiance. De retour sur les lieux de son incartade, il découvre « avec effroi » que la balle qui lui était destinée « a percé de plein fouet le balai de [son] essuie-glace arrière ». « Suffit-il que quiconque prenne par mégarde un sens interdit pour que les forces de l'ordre, qui plus est camouflées, tentent de l'arrêter de manière aussi brutale ? » demande-t-il aujourd'hui, sur un ton sans passion.

Un discours, une anecdote. La comparaison, dira-t-on, est déséquilibrée. Pourtant elle dit l'espace que devrait cerner toute réflexion critique sur l'état de droit en France, ces contradictions qui se glissent entre la règle

et sa mise en œuvre, ce conflit latent entre les principes et l'altérité. L'énoncé de la loi est une chose. Sa concrétisation, dans la pratique, par les institutions policières et judiciaires en est une autre. De l'un à l'autre s'introduisent les pesanteurs, les corporatismes, les habitudes professionnelles tout simplement, qui font l'épaisseur de la machine étatique, sa réalité tangible pour des citoyens souvent peu au fait de leurs droits comme de leurs devoirs.

## Le droit des victimes

Le bilan dont se prévaut M. Badinter est cependant incontestable. 1981 : abolition de la peine de mort. 1981 encore : reconnaissance par la France du droit de recours individuel devant la commission des droits de l'homme. 1981, 1982, 1983 : suppression des juridictions d'exception (cours de sûreté de l'Etat, tribunaux militaires) et de textes pénaux d'exception. 1983 : accroissement des droits des victimes. 1983 encore : établissement de nouvelles peines de substitution à l'emprisonnement. 1984 : renforcement des droits des inculpés en matière de détention provisoire.

Pourtant certains peuvent raisonnablement reprocher que cette œuvre législative n'a guère modifié les rapports quotidiens des Français avec la police ou la justice. Il suffit de se rendre dans l'enceinte d'un palais de justice pour fréquenter des tribunaux aux mœurs expéditives, une justice encore hermétique, des prévenus paralysés par leur moindre aisance sociale et culturelle. La rubrique des faits divers est régulièrement encombrée d'« incidents de police », de ces « fautes professionnelles » ou « bavures », selon la connotation qu'on leur donne, par lesquels la police signale son pouvoir au simple citoyen.

Les prisons françaises continuent de tenir la lanterne rouge de l'Europe pour la proportion de prévenus, c'est-à-dire de personnes en attente d'être jugées et qui sont peut-être innocentes : près de 51 % des pensionnaires des prisons françaises sont dans ce cas, mêlés à un milieu criminel par excellence. Et, dans le même registre, 51 % encore des détenus ont moins de vingt-cinq ans, 60 % de ces 51 % étant à l'origine chômeurs ou sans profession.

Il ne suffit donc pas d'énoncer le droit pour le transformer, de le peaufiner abstraitement pour en modifier la réalité quotidienne. De ce point de vue, la gauche est marquée par un certain juridisme, nécessaire sans aucun doute, mais qui, durant sa préparation à l'exercice gouvernemental, lui fit sous-estimer l'état des administrations policières et judiciaires, leur archaïsme et leur sous-développement. L'actuelle politique de M. Badinter ou de son collègue de l'intérieur, M. Pierre Joxe, traduit par conséquent une leçon de l'expérience : de tous les services publics, la police et la justice sont sans doute, en France, ceux qui ont le moins évolué, sont

restés en dehors des approches nouvelles de la communication avec les usagers et n'ont que tardivement pris en compte les méthodes modernes de gestion des personnels. La gauche a dû prendre conscience de ces retards au fur et à mesure. A son discours sur l'état de droit succède aujourd'hui un refrain sur la modernisation.

C'est ainsi que la chancellerie a pour priorité le désengorgement de l'institution judiciaire. Pour la première fois, certaines cours

d'appel traitent plus d'affaires qu'elles n'en reçoivent, s'efforçant de réduire le délai, nuisible à l'image de la justice, entre les dépôts de plaintes, l'instruction des affaires et leur règlement final. De même, M. Badinter veut-il mettre fin à cette aberration française qui veut que 25 % des accidents de la circulation donnent lieu à des procès qui surchargent l'institution : on plaide, à ce sujet, en France, une fois sur quatre contre une fin sur cent en

Grande-Bretagne, en Suisse ou en RFA ! L'informatique fait, en ces domaines comme en d'autres, son apparition afin d'accélérer le rythme de la machinerie.

L'informatique est aussi l'une des clefs de la transformation de l'outil policier : l'apparition des micro-ordinateurs dans les commissariats a une portée symbolique. Elle permet, tout à la fois, de mieux connaître la petite délinquance, de traiter plus rapidement les plaintes, de décharger les policiers de tâches paperassières et de connaître plus précisément le travail réel de la police. Cependant, le respect de l'état de droit par la police, censée travailler sous le contrôle de la justice, relève plus d'une modification des comportements, des attitudes, des relations entre policiers et citoyens. Le policier a, de fait, un pouvoir — l'uniforme, l'arme, le code de procédure pénale — et il importe qu'il sache en faire un usage lucide et raisonnable (1).

Cette transformation est d'abord affaire de formation. Alors qu'un gardien de la paix onest-allemand reçoit une formation initiale de trente mois, nous n'en serons en France, en septembre prochain, qu'à huit mois. Un effort important a cependant été fait, la police nationale n'ayant pas, jusqu'en 1982, de direction de la formation. Le taux de sélection est désormais de 1 sur 17 pour 17 candidats au concours des gardiens de la paix, contre 1 sur 3 en 1980. De même, pour les inspecteurs, est-on passé de 1 pour 10 en 1980 à 1 pour 33 aujourd'hui.

Toutefois cette exigence envers ceux qui incarnent l'Etat et son pouvoir de sanction n'est viable qu'accompagnée d'une modification profonde de leur environnement quotidien : moyens matériels, états des locaux, documentation professionnelle... Le renouvellement du parc des machines à écrire, par exemple et pour l'anecdote, ne se fait que lentement : 5 000 nouvelles machines seulement — pour un total de quelque 120 000 policiers de tous grades — ont pour l'instant été achetées. A l'inverse, on aurait tort de croire que la police reste un Etat dans l'Etat, sans aucun contrôle. Si celui-ci reste interne à l'institution — et en ce sens suspect, aux yeux de certains, de complaisance corporatiste — il n'en est pas moins existant par l'intermédiaire de l'inspection générale des services (IGS) à Paris et de l'inspection générale de la police nationale (IGPN).

En 1984, 2786 sanctions ont été prononcées contre des policiers : 88,5 % sont de simples blâmes ou avertissements, 11,5 % sont plus graves (déplacements d'office, révocations, exclusions temporaires). Ainsi 232 % des policiers auront été sanctionnés en 1984. L'IGPN a effectué 90 contrôles de services durant la même année, contre 66 en 1982, ainsi que 102 enquêtes « à caractère individuel ».

La question des libertés renvoie donc, au fond, à la conception qu'un gouvernement a de l'Etat. Etat-père, Etat-loi, Etat qui tient le glaive, ou Etat-mère, compréhensif, soucieux de punir certes mais d'intégrer plutôt que d'éliminer ?

Tel est le dilemme, résumé en ces termes par M. Badinter dans un entretien récent (2), où il plaide pour un renversement de problématique : une justice d'abord pensée en fonction des citoyens et de leurs droits, plutôt qu'en raison des intérêts de l'Etat.

(1) Cf. Denis Langlois, *Guide du citoyen face à la police*, nouvelle édition, 1983, Editions La Découverte, 45 F.

(2) Robert Badinter, entretien dans *le Débat*, n° 33, janvier 1985.



## ENCORE UN EFFORT

**L**ORSQUE nous avons voulu, en 1981, dresser le bilan de ce qu'avait été, depuis 1974, l'évolution des droits et des libertés en France, cela s'est traduit par la publication du « Livre noir du Septennat ».

En effet, la dérive des libertés avait été l'un des traits les plus caractéristiques du pouvoir giscardien. Comment eût-il pu en être autrement avec, au ministère de l'intérieur, d'auspices français démocrates que MM. Poniatowski et Bonnet, et, à la justice, des justes aussi compétents et scrupuleux que MM. Lescarret et Peyrefitte ?

Certes, il est bien évident que tout ce qui a contribué à alimenter le « Livre noir » ne pouvait être directement imputé au prédécesseur de François Mitterrand. Mais l'usage qui a été fait après 1974 de textes ou d'institutions que la gauche combattait depuis leurs origines a rendu plus évidents encore leur malice.

Purement giscardien fut, en tout cas, la loi dite « sécurité et liberté » dont M. Alain Peyrefitte avait cru faire le meilleur argument d'une campagne électorale visant à rallier au président sortant une majorité de Dupont-Lejeune.

On pourrait en déduire que la gauche, portée au pouvoir en 1981 par une majorité qui n'a pas plus été choquée par la courageuse prise de position de François Mitterrand contre la peine de mort qu'elle n'a été séduite par le discours sécuritaire de M. Peyrefitte, a eu la tâche facile. Il serait injuste de minimiser ainsi le mérite de François Mitterrand et des gouvernements qui se sont succédés depuis mai 1981. La liste est très longue des réformes accomplies, des textes liberticides abrogés, des juridictions d'exception supprimées. Il s'y ajoute, en outre, des ouvertures importantes vers de nouveaux espaces de liberté. C'est à un bilan positif qui suffit à expliquer la haine, accompagnée d'un relent d'antisémitisme, dont est l'objet Robert Badinter, une haine qui semble bien être aujourd'hui l'un des terrains de rencontre (il y en a d'autres...) de l'extrême droite et de la droite.

Mais ce bilan ne doit pas pour autant occulter les points faibles, voire négatifs, d'une action gouvernementale qui n'est pas totalement passée de l'état de grâce à l'état de droit.

Abolir la peine de mort, c'était sans doute faire preuve de courage. Mais n'avoir pas encore pro-

posé au Parlement de ratifier la convention internationale signée par la France, ce qui rendrait cette abolition irréversible, c'est, d'une certaine façon, s'arrêter en chemin.

Elargir le droit à l'objection de conscience, c'était aller dans le bon sens ; mais continuer à pénaliser les objecteurs en leur imposant, au mépris des recommandations de l'Assemblée européenne, un service national deux fois plus long, c'est en quelque sorte donner et retenir.

Autoriser à nouveau les étrangers à se constituer en association, c'est venir en aide aux citoyens potentiels ; mais « oublier » la proposition du candidat Mitterrand concernant le droit de vote des immigrés aux élections municipales, c'est refuser de leur donner une place dans la cité.

Supprimer en temps de paix les tribunaux militaires, c'est satisfaire une revendication formulée depuis quatre-vingts ans par la Ligue des droits de l'homme ; mais laisser subsister un tribunal militaire (sans partie civile, ni possibilité d'appel) à Landau et un autre à Varsailles, c'est faire preuve de faiblesse devant les exigences d'une hiérarchie incorrigible et rétrograde.

Supprimer, dans l'institution militaire, les arrêts de rigueur est un progrès ; mais s'obstiner à refuser aux citoyens-soldats la liberté d'information (bien que l'on affirme le contraire) et les libertés d'expression, de réunion, d'association, aboutit à maintenir l'institution militaire française dans un non-droit finalement assez proche de celui dénoncé par Jaurès dans *l'Armée nouvelle* il y a trois quarts de siècle. Et que dira du refus tout aussi obstiné opposé à l'exercice normal des droits de la défense au sein de cette même institution ?

On le voit, même s'il n'est plus question aujourd'hui de songer à un « Livre noir » — ce qui serait injuste, en dépit de bavures aussi graves que l'extradition des Basques ou l'accueil réservé au ministre des affaires étrangères du gouvernement de Pretoria — on ne saurait songer, non plus à un « Livre rose »...

Exigeants, les défenseurs des droits de l'homme ? Certes... ils ne le seront jamais assez. Et jamais ils ne diront assez fort leur refus de tenir pour une excuse valable ce mauvais alibi qui a nom « raison d'Etat ».

HENRI NOGUÈRES,  
avocat, président de la Ligue des droits de l'homme de 1975 à 1984.

منا من لا حول



# LES PÉRIPLÉS DE LA MÉMOIRE

« Passage du témoin » d'Hector Bianciotti à Diane de Margerie.

## FIN DE PARCOURS

Il y a un peu plus de cinq mois, sur les ondes de France-Culture et dans les colonnes du *Monde Aujourd'hui*, François George interrogeait le philosophe Jacques Derrida (*le Monde* daté 21-22 octobre). La semaine suivante, Jacques Derrida choisissait de s'entretenir avec Jean-François Lyotard, lequel à son tour invitait François Burkhardt, directeur du Centre de création industrielle de Beaubourg. Ainsi commençait de naître une chaîne qui, d'un « témoin » à l'autre, allait baliser une large partie du champ des idées contemporaines.

Ouvert par la philosophie, notre parcours s'interrompt aujourd'hui dans le *Monde* pour des raisons qui tiennent au changement de formule de ce supplément. Entre-temps, des hommes et des femmes de toute spécialité — architectes, peintres, directeurs de musées, ethnologues, médecins, cinéastes, responsables d'entreprises, etc. — sont venus dialoguer devant nous, dessinant en quelque sorte le réseau des savoirs et des recherches qui, au-delà de l'actualité immédiate, expriment l'état de notre société.

De cette investigation vagabonde, conduite au hasard des rencontres, des affinités, des amitiés aussi, il serait imprudent de tirer des conclusions définitives. Ce qui frappe pourtant, au terme de cette série d'échanges, c'est sans doute la fécondité des interrelations entre les diverses disciplines, le refus des cloisonnements, la volonté d'échapper aux limitations et aux classements, dont l'arbitraire devient d'autant plus sensible : les philosophes s'intéressent aux arts, les artistes à la médecine, les médecins à l'ethnologie, les ethnologues à l'économie, les économistes au cinéma, et réciproquement. C'était le pari de notre entreprise. Aux lecteurs du *Monde* de juger s'il a été gagné. Pour les auditeurs de France-Culture, le témoin continuera de circuler jusqu'à la fin du mois de juin.

THOMAS FERENCZI

**H**ECTOR BIANCIOTTI, l'auteur du *Traité des saisons* qui vient d'être réédité dans la collection « Folio », a demandé à rencontrer Diane de Margerie, dont le dernier livre, *Le Ressouvenir*, vient de sortir chez Flammarion.

Hector Bianciotti. — Diane de Margerie a toujours été critique littéraire, sans pour autant délaisser la fiction. Je me souviens de ses articles dans la *Quinzaine littéraire*, je me souviens d'avoir lu beaucoup de ses préfaces et d'avoir fréquenté Henry James grâce à ses traductions, les meilleures avec celles de Marguerite Yourcenar.

Ensuite, Diane de Margerie a directement abordé la fiction par un roman, *Le Dérailé*, auquel ont succédé deux autres romans, *Le Paravent des enfers* et *L'Arbre de Jessé* ; puis, elle a publié deux recueils de nouvelles. Elle aborde maintenant l'autobiographie, non pas une autobiographie intellectuelle — l'expression est trop aride — mais une biographie de l'être plus que de la vie.

J'aimerais savoir, Diane de Margerie, ce que représente pour vous le fait de renoncer à la fiction pour se pencher sur soi et écrire sur soi.

Diane de Margerie. — Je voudrais d'abord dire que le mot d'autobiographie ne cor-

respond pas tout à fait à ce livre : *Le Ressouvenir*. Ce sont des îlots forts, éclatés, conservés par la mémoire sans que je sache pourquoi — le tri opéré par la mémoire me dépasse tout à fait. C'est la réunion d'instants qui forment une sorte de trajectoire de la vie. C'est peut-être ce que je ressais moi-même que j'ai compris que cette trajectoire était une sorte de dessin, de destin qui me menait inéluctablement vers l'écriture.

H. Bianciotti. — Après avoir connu de nombreux pays, de nombreuses villes, vous êtes revenue à Paris, votre ville natale, que vous ne connaissiez pas, ce était partie toute petite. Qu'est-ce que cela signifie pour vous ? Comment pouvez-vous repenser ces périodes à travers des domaines linguistiques différents ?

D. de Margerie. — J'ai eu il y a deux ans une expérience très curieuse. En retournant à Berlin, qui a été le théâtre de

langue à travers la langue des autres ; par un périple curieux, j'ai appris le français en traduisant Henry James.

H. Bianciotti. — Cette langue française apprise, ou reprise, était d'une certaine manière votre destin ?

D. de Margerie. — Sans doute ; mais il est curieux qu'il faille apprendre son destin. Longtemps, j'ai rêvé en anglais, en italien ; ma vie inconsciente était donc très liée à d'autres langues.

H. Bianciotti. — Ne croyez-vous pas que le fait d'avoir écrit une sorte de biographie répond au besoin profond d'offrir, de saisir la vie et de la fixer dans une langue ; sinon elle se disperse...

D. de Margerie. — Tout à fait ; non seulement le ressouvenir répond au besoin de me retrouver complètement dans la langue, mais aussi au désir de retrouver une identité. Un livre comme celui-ci est un effort de reconstruction ; il

crois pas que le souvenir soit entièrement factice. Certains souvenirs me sont revenus tandis que j'écrivais ce livre, dans une fraîcheur extraordinaire ; je suis sûre de ne pas les avoir inventés. J'ai d'ailleurs appelé ce livre *Le Ressouvenir* parce que se ressouvenir est un autre travail que de se laisser aller à ses souvenirs. *Le Ressouvenir* est une action de recherche, une quête, un travail qui m'a pris quatre ans. C'est vraiment comme une enquête policière sur les origines. C'est pour cela que la partie consacrée aux motifs, aux mobiles, à ce qui a lieu de manière inattendue, est la partie la plus importante du livre. On y trouvera pas d'anecdotes parce que l'anecdote est pour moi une chose morte qui fige le passé ; on y trouvera le trajet de l'enquête vers les origines...

H. Bianciotti. — C'est ce que j'essayais de dire par « biographie de l'être »...

D'ailleurs, tout ce livre tourne autour de la liberté, il est contre la soumission à certains schémas, contre l'horreur de la répétition, pour le libre développement de l'instinct et de ce qui vous est le plus propre. C'est un paradis que l'on gagne, on ne l'a pas en naissant.

H. Bianciotti. — Dans vos livres précédents, les formes de la nature rappelaient les formes de l'art, tandis que dans celui-ci il y a comme une vision vierge substantielle de la nature. Quand vous voyez des fleurs, un paysage, vous ne pensez pas à des tableaux, vous essayez de saisir la chose, de l'enfermer avec des mots... L'odeur, les aventures de la lumière...

D. de Margerie. — J'ai essayé dans mes premiers livres d'opérer un passage entre les œuvres des autres et moi ; j'ai dû passer par toutes les œuvres que j'ai aimées, par les tableaux qui m'ont toujours

à Chartres, où Lazare opère sa résurrection.

H. Bianciotti. — Pensez-vous que dans quinze ou vingt ans vous aurez envie d'écrire un autre livre bilan ?

D. de Margerie. — Je fais partie de ces écrivains, comme les écrivains anglo-saxons, qui trouvent qu'il faut toujours suggérer et ne jamais tout dire ; mais il est certain que les blancs de mon livre sont comme une respiration, des marges d'où vout oaire d'autres livres.

H. Bianciotti. — Qu'avez-vous maintenant envie de dire dans un ouvrage de fiction ?

D. de Margerie. — Je ne peux dévoiler ce que sera mon prochain livre... Il s'appellera *Les Automates* ; je veux montrer dans ce livre l'horreur des gestes automatiques et la nécessité totale d'innover à chaque instant.

H. Bianciotti. — Vous attachez une grande importance à ce qu'il vous offre...

D. de Margerie. — *Le Ressouvenir* montre très bien le poids des circonstances, du hasard, mais aussi l'importance de savoir faire son propre trajet, de savoir utiliser le hasard.

H. Bianciotti. — Puisque nous employons des mots dangereux, comme hasard ou destin, croyez-vous au libre arbitre ou est-ce à vos yeux une illusion qu'il nous faut entretenir pour pouvoir vivre ?

D. de Margerie. — Je crois à la création, création par les mots mais aussi création de la contemplation. Si nous prenons le temps dans une journée de regarder quelque chose de beau, ne serait-ce que quelques instants, nous opérons en nous un merveilleux surgissement, qui n'est pas du tout prévu par le destin. La nature se renouvelle toujours. Qui va me dire comment sera la capucine aujourd'hui, alors que je l'ai vue hier encore complètement fermée ?

H. Bianciotti. — J'ai négligé un aspect très important de votre livre : le besoin de liberté de la femme et l'injustice dont elle a toujours été et continue d'être l'objet...

D. de Margerie. — Ce livre plaide non seulement pour la liberté intérieure absolue de la femme mais aussi pour celle de l'homme. J'y ai atteint le sens de la liberté d'autrui : il faut savoir rendre à l'autrui sa liberté et lui rendre sa liberté.

J.-F. Simon. — Je voudrais pour finir vous citer cette réflexion d'Hector Bianciotti : « La littérature ne tolère pas le présent ». Qu'en pensez-vous ?

D. de Margerie. — Il est vrai que nous écrivons avec ce qui s'est déjà passé ; nous sommes bien entendu à la recherche du temps perdu.

Cependant, il faut bien se dire que le souvenir en agissant, la mémoire exacte préparant l'avenir. Nous sommes les trois temps à la fois : le passé, le présent et l'avenir ; ce livre est contre toute hiérarchie abusive, mais aussi contre toute chronologie.

Samedi 30 mars, 19 h 15 : François Lhermitte — Jacques Coullé (rediffusion mercredi 3 avril, 14 h 30.)



Diane de Margerie est critique littéraire et romancière. Née à Paris dans une famille de diplomates et d'écrivains, elle a passé son enfance à Berlin et à Londres ; sa jeunesse en Chine. Après un long séjour en Italie, elle s'est établie définitivement en France, à Chartres. Elle a, depuis une vingtaine d'années, publié de nombreuses traductions d'auteurs anglo-saxons (John Cowper Powys, notamment, Thomas Hardy, Henry James) et six romans ou recueils de nouvelles.

mes trois premières années — ces trois années dont Hofmannsthal dit que nous vivons toujours avec elles sans jamais savoir ce qu'elles ont été, — je n'ai rien revu de ce que j'avais connu étant petite, puisque tout avait été détruit. Non seulement je ne peux me souvenir de mes premières années, mais ce plus elles ont eu lieu dans une ville détruite par la suite.

Ensuite, la Chine, que j'ai connue dans les années 40-45, a prodigieusement changé.

Je me trouve donc totalement décalée par rapport à ce que j'ai vécu, je dois me forger moi-même mes racines. Il est un lieu où je pense l'avoir fait : la cathédrale de Chartres ; c'est pour moi un lieu prodigieux parce qu'il a traversé tous les incendies. Mon livre s'attache beaucoup au feu, au sang, à la façon de traverser les incendies et de survivre à tout cela.

L'autre lieu où je m'enracine, c'est l'écriture ; une écriture que j'ai apprise à maîtriser à travers la traduction de l'anglais. J'ai appris ma propre

correspond au travail du maître verrier qui insère des morceaux de vitrail dans des plombs. J'avais besoin de trouver mes mots, de faire de ma vie un vitrail qui se tienne. C'est là une idée exprimée par beaucoup d'écrivains. J'ai été très frappée par une phrase de Michel Leiris, que j'admire énormément, pour son livre autobiographique *L'Âge d'homme*, que je relis tous les deux ans. Michel Leiris disait que la langue est un désir de refaire un tout comme Isis essayait de retrouver le corps d'Osiris et de remettre ensemble tous ses fragments.

H. Bianciotti. — La langue est ce même temps un piège parce qu'elle tend toujours à donner une image qui n'est pas celle de la vérité, à lui superposer un mirage qui la transfigure.

D. de Margerie. — Je ne sais pas ; j'ai toujours été frappée par l'autobiographie d'Henry James, qui prétend avoir vu la colonne Vendôme alors qu'il était encore nourrisson. Il faudrait savoir jusqu'où la mémoire remonte ; mais je ne

D. de Margerie. — Absolument ; c'est le trajet d'une âme vers ce qu'elle veut devenir. J'adore ce mot de Valéry qui dit qu'« il faudrait savoir monter sur ses propres épaules ». J'aimerais que ce livre m'aide à monter un escalier ou à descendre dans un puits, comme on voudra, pour aller encore plus près de la vérité : c'est vraiment l'objet de ma recherche...

H. Bianciotti. — Quelle est votre idée de l'enfance, de votre enfance ? Est-ce à vos yeux un paradis, comme le dit un stéréotype hérité de la littérature, ou un enfer ?

D. de Margerie. — Je n'ai jamais adhéré à cette idée du paradis de l'enfance, pour la bonne raison que cette idée m'a été donnée en même temps que mon enseignement catholique et que j'ai su très vite que le paradis était un lieu dont on était chassé. Par conséquent, cette notion de paradis n'a jamais vraiment existé pour moi, si ce n'est dans la nature, où j'ai retrouvé cette liberté qui est pour moi inséparable du bonheur.

marquée, pour aller vers moi. Ce livre suit le trajet inverse : je vais de moi vers les autres ; le « je » me permet une dépersonnalisation : je parle de moi.

H. Bianciotti. — Dans ce livre, vous avez lutté contre les limites de l'expression de vous-même ; vous avez touché le fond de vous-même. Vous êtes déjà en train d'écrire un nouveau roman, un ouvrage de fiction ; que signifie cette remontée de vous-même vers l'imaginaire pur ?

D. de Margerie. — Je pense que je vais écrire l'histoire d'une femme ; je serai d'autant plus libre d'en parler que je me serai dépouillée de moi-même dans ce livre et que j'aurai perdu certaines illusions et compris que je n'étais pas faite pour suivre certains schémas dans lesquels on a voulu m'enfermer. Il s'est installé en moi une sorte de vide qui n'en est pas un, qui serait plutôt un humus, une terre dans laquelle la fiction va pouvoir germer ; j'attends de ce nouveau livre une renaissance, qui sera au fond la confirmation du vitrail que j'aime tant

PLAGE



## LA PLAGE

par Jean-Claude Martin

JÉRÔME vint me chercher à la gare. Il était très bronzé et je le lui dis. Il me répondit que je n'avais pas l'air en mauvaise forme, ce qui signifiait : soit qu'il ne m'avait pas trouvé réellement bien, soit qu'il avait été surpris que je n'eusse pas plus mauvaise apparence.

La voiture quitta la ville et gravit quelques coteaux. Aux coteaux succédèrent des landes couvertes d'herbe rase ou de bruyère et piquetées de fermes et de troupeaux. Par des échancrures du rivage, on apercevait la mer, calme et bleue, séparée du ciel à l'horizon par un trait précis et fin.

Sur un promontoire, Jérôme arrêta la voiture et nous pûmes contempler dans toute son étendue la côte, tantôt alangue de grèves de sable blanc, tantôt hérissée de falaises et de crêtes rocheuses.

L'air du matin était vif, envahissant. Après tous ces mois passés, au plus sombre des villes, au plus obscur de la solitude humaine, je faillis avoir un vertige devant tant de beauté retrouvée. Cet air, ce ciel, cet océan existaient — si on avait assez d'argent pour en profiter, tout au moins.

« La maison n'est plus très loin », dit Jérôme en faisant un signe de la main. « Et la journée sera très belle. » Pour ma part, je serais bien resté tout le jour ici, immobile et fasciné, mais je fis effort sur moi-même et remontai dans l'automobile.

Il est agréable de devenir riche, pensai-je en apercevant la maison. Un peu à l'écart, elle dominait la côte et les dernières demeures du village, construite sur un mamelon bleuâtre. Jérôme et Catherine avaient eu le bon goût de faire construire une villa utilisant des matériaux réellement modernes : métal, verre... et non l'une de ces ridicules copies de ferme ancienne qui encombraient le paysage et affichaient seulement les possibilités financières de leurs propriétaires. Elle donnait à la fois l'impression d'un refuge et d'une maison totalement ouverte aux éléments naturels.

Une jeune femme s'approcha dès que la voiture fut arrêtée. Jérôme me la présenta comme étant Liliane, sa belle-sœur. Sans doute ressemblait-elle à bien des beautés d'ici, mais j'avais trop manqué ces derniers temps de visions féminines pour ne pas être ébloui de l'apparition... Sa robe légère laissait entrevoir les contours de son corps et la surface lisse et brune de sa peau, due à la vue, sans doute bien plus suave encore au toucher.

Le frère de Jérôme s'avança ensuite. Grand, sportif, le type même de l'individu « qui a réussi ». Je rencontrai ensuite Marnie, une adolescente n'eu pas de mal sur laquelle je n'eus pas d'explication (Nurse ? Mais pour qui ? Jeune fille au pair ?), puis une autre adolescente à la peau moins blâée et aux traits plus grossiers, dont je m'aperçus ensuite que c'était la bonne engagée localement pour la saison.

Jérôme me fit poursuivre la visite de la maison, et je n'osai lui demander où était Catherine, mais une porte du salon s'ouvrit tout à coup et Catherine entra. Nous nous regardâmes un instant interdits, puis elle vint vers moi et m'embrassa : « Tout ce temps ! Tout ce temps ! Tu aurais pu donner de tes nouvelles... », reprocha-t-elle tendrement. Si Michel ne nous avait pas écrit que tu te cachais si près et... « Ce qui m'est arrivé ».

terminai-je. Catherine fit oui de la tête. « Tu n'as pas l'air en brillante forme. » « Toi, si. » Et c'est vrai que Catherine avait remarquablement traversé les années. Sans doute n'avait-elle plus les contours parfaits de sa belle-sœur, mais il émanait d'elle une sensualité plus personnelle et sans doute moins épuisante. Bien sûr, le regret me prit, poignant, du passé.

Mais Catherine m'entraîna par la main pour me faire terminer la visite de la maison et du paysage environnant. « On oublie tout ici tant c'est beau. » Je n'en doutai pas. Sur la mer, des bateaux avançaient lentement et, si leurs équipages se querellaient, on ne les entendait pas. Les maisons du village, dont beaucoup étaient abandonnées, avaient l'air de

Quelque temps après le repas, Jérôme et son frère proposèrent une promenade en bateau pour faciliter la digestion. Par un chemin escarpé, nous descendîmes donc de notre mamelon vers la grève où le bateau était ancré à marée basse. Le rivage peu à peu s'éloigna et, avec lui, je m'éloignai encore plus du sonvenir des jours anciens et de l'inquiétude de ceux à venir. Nous nous éloignâmes tellement que bientôt nous n'aperçûmes même plus le rivage. J'en conçus un instant d'angoisse, puis me persuadai que cette fois le passé et l'avenir étaient vraiment abolis. N'existaient plus que cette heure, cette construction de métal (ou de plastique — je posai la question à Jérôme qui se lança dans un long panegy-

envie... Au loin, nous vîmes la presqu'île de S..., mince bande sombre sur laquelle il était difficile d'imaginer des hommes, des routes, des immeubles ; nous doublâmes le cap Lolun, puis décidâmes de revenir. Notre rivage se rapprocha. Les détails en furent de plus en plus identifiables : la plage, la maison sur la bauceur. Je les revis sans angoisse. J'étais maintenant hors du temps et revenais dans un endroit où j'avais toujours été heureux.

Tandis qu'il ramènerait avec son frère le bateau à son port d'attache quelques milles plus loin, Jérôme proposa à Catherine, Liliane et moi de nous laisser sur la grève.

Nous débarquâmes donc par le chenal sur la plage qui, depuis tout à l'heure, s'était

Catherine avait fermé les yeux, d'ailleurs, et semblait peu désireuse de raviver d'anciennes questions. Son visage endormi me signifiait qu'il fallait pour aujourd'hui continuer d'être insouciant, heureux dans le même instant qu'elle. J'étais donc ma chemise, creusai un trou pour ma tête dans le sable et fermai les yeux à mon tour... Le bruit des vagues me parvint plus fortement et, me sembla-t-il, plus proche. Les cris des enfants aussi s'accrochèrent. On eût dit qu'ils juaient tout près, mais la crainte (ou l'absence de crainte) de recevoir quelque jouet nu ballan ne me fit pas ouvrir les yeux. Le soleil commença de me piquer les chevilles et le torse, et c'était une brûlure douce, enveloppante comme une immense

Mais, passé ce premier effroi, l'eau se révéla douce et soyeuse. Rapidement, je retrouvai les mouvements adéquats pour mnuir mon corps au sein de l'élément liquide, l'immobiliser par quelques battements imperceptibles des mains ou des pieds, laisser affleurer la bouche, les lèvres ; puis, au contraire, bloquant la respiration, enfouir la tête au sein de l'eau. Catherine glissa vers moi et sourit. Je nageai à son côté lentement, nos corps partageant le même plaisir muet. Aurait-il fallu se laisser couler à cet instant ? Ou rien n'était-il plus beau que cette harmonie silencieuse, cet apparent accord au monde et au bonheur ?

Au bout de quelques minutes, nous revînmes sur le sable où le soleil nous caressa à nouveau de sa main irrêelle et brûlante. Le temps passa encore. Mais je commençais à percevoir des sensations différentes : la chaleur était moins forte, et je remarquai que le soleil grossissait et s'inclinait vers l'horizon. Des familles partaient, enfants rhabillés et geignant. Le sentiment de l'heure se réinstalla alors en moi, avec d'autant plus de vivacité que je l'avais écarté tout le jour. A cet instant, je voulais parler à Catherine, lui dire... Mais il était déjà trop tard.

Jérôme et son frère revinrent et se baignèrent à leur tour ; nous les attendîmes tandis que le soleil s'abaissait de plus en plus vers l'horizon.

Sur le petit sentier escarpé qui nous ramenait à la villa, j'entendis dans mon dos quelques éclats de voix. Liliane et son mari se disputaient pour je ne sais quelle raison. Jérôme voulut vlnr au secours de Liliane. Son frère le pria de ne pas s'en mêler avec une hargne qui me surprit. Catherine, en tête de la colonne, pressa le pas. Ce jour idyllique — et aveuglant — s'achevait.

Marnie, la « nurse », était revenue dans la maison, ainsi que la jeune bonne, qui suivit Catherine dans la cuisine préparer un souper léger.

Nous dînâmes face à un crépuscule rempli d'oiseaux et de nuances. Le soleil avait depuis longtemps disparu dans l'océan et, sauf à l'endroit de sa fuite, le ciel était d'un bleu intense, déjà gris. « Ce fut une belle journée, dis-je, une trop belle journée. » Tandis que la certitude de la nuit me serrait la gorge.

Il y eut une vive discussion dans la cuisine : Jérôme demandait-il à Catherine de ne pas m'accompagner à la gare, ou était-ce l'inverse ?

Le voyage de retour s'effectua sans parler.

« Quand pars-tu définitivement pour L... », demanda pourtant Jérôme à un moment.

« Après-demain, je crois. »

L'obscurité nous étreignait quand nous pénétrâmes dans la gare. Sur le quai, Catherine ne put se retenir de prendre mes mains dans les siennes. Je montai sur le marchepied et faillis crier que je n'avais rien compris, que le temps m'avait échappé et qu'il n'y aurait pas de lendemain pour moi... Mais nous ne nous fîmes qu'un lointain geste d'au revoir.

Et le train entra dans une nuit noire et glacée.

« Né en 1947, Jean-Claude Martin est conservateur à la bibliothèque universitaire de Poitiers. Il a publié des poèmes et des nouvelles dans diverses revues, et un recueil de nouvelles, *De légers signes de la main*, à l'Atelier du Gué (1981).



nids paisibles et douilleux. Au loin, les vagues battaient le rivage en silence...

Je décidai de tout oublier.

Le déjeuner, une demi-heure plus tard, m'aïda dans cette tâche. Coquillages, crustacés, mollusques, tous ces petits animaux bizarrement appelés « fruits de la mer » moururent pour nous, et s'avèrent délicieux. Ainsi que les poissons fins qui les accompagnaient. J'avais oublié que manger pouvait être un délice, boire un vin léger et frais procurer la plénitude de l'oubli... Jérôme raconta des histoires de pêche que personne n'écouterait vraiment, Liliane et son mari parlèrent d'amis qu'ils rencontraient dans la région et qu'ils ne me donnaient guère envie de connaître, Catherine évoqua des souvenirs du passé, mais d'un passé si lointain qu'il laissait l'impression de n'avoir été qu'un long moment paisible — « le bon vieux temps ». Sur les événements récents, aucune question ne me fut posée, et j'en remerciai le tact — ou l'indifférence — de mes hôtes. Je fis moi-même quelques bons mots pour faire rire Liliane et tressailler ses jolis seins, et le repas se poursuivit tranquillement, le soleil et les liqueurs favorisant la béatitude.

rique de son vaisseau qui nous isolait du monde hostile de l'océan et renforçait l'inquiétude et bienfaisante sensation de vivre pour le seul plaisir de vivre.

Jérôme arrêta le moteur et il n'y eut plus qu'un clapotis de vaguelettes contre la coque et le balancement régulier de la houle sous nos pieds. La mer était claire. Un poisson surgit en un saut argenté, puis y replongea. « Nous allons le pêcher », dit Jérôme sans y croire. Il munit chacun d'entre nous d'une ligne rudimentaire puisée dans la cabine et pourvue d'un simple leurre. Néanmoins, tout le monde s'appliqua à charmer le poisson acrobate comme si cette activité eût été la plus importante du monde, et je me surpris à avoir l'esprit complètement absorbé par cette tâche.

Bien sûr, la pêche ne donna rien. Nous rangeâmes les lignes et Jérôme remit en marche le moteur. Il ot mouvant, le hors-bord s'avança entre deux étendues d'eau, croisé seulement par d'autres embarcations auxquelles nous faisions de grands signes enfantine ou par des chalutiers au retour de la pêche qui donnaient un coup de sirène à notre rencontre et dont les marins lorgnaient nos compagnes avec

remplie de corps allongés et alanguis, de cris et de jeux d'enfants, du bruit incessant des vagues contre le rivage dont je n'avais pas pris pleine conscience jusqu'à. Catherine et Liliane, après avoir cherché un endroit tranquille où poser leurs accessoires de bain, ôtèrent leur robe, ne gardant qu'un hypocrite mailliot. Ce geste impudique et banal me surprit, bientôt trop de fois répété autour de nous pour ne pas perdre toute volupté. D'ailleurs, la vision alentour de ces corps à demi-nus provoquait l'exaspération des sens en même temps que leur anéantissement. Pour ma part, j'hésitai à exhiber mon torse blanc et gardai sur la tête un vieux chapeau de paille emporté par crainte du soleil. Mais personne ne faisait attention à personne.

Je m'assis sur le sable près de Catherine et la regardai. J'avais médité de lui poser mille questions (pourquoi m'avait-elle fait rechercher par Michel ? M'avait-elle écrit et invité ? Que savait-elle de ce qui s'était passé ? De Sophie ? Était-elle heureuse ?), mais le bruit entêtant des vagues, la lumière, la sensation d'oubli qu'avait fait naître en moi le début de cette journée, me firent perdre toute énergie.

main, comme le poids léger d'un autre corps sur le vôtre. Une brise ténue favorisait cette impression d'immatérielle pesanteur. Une torpeur me gagnait, rêverie sans rêve et sans pensée. Combien de temps restâmes-nous ainsi ? Peu de temps peut-être et beaucoup sans doute.

« Venez-vous à l'eau ? », fit la voix de Liliane. J'ouvris les yeux et vis sa silhouette souple étirée devant nous.

« Plus tard », entendis-je répondre Catherine.

Liliane tourna le dos et avança vers la mer en ondulant des hanches. Catherine surprit mon regard et eut un sourire. Je lui rendis son sourire. Et réprimai cette fois à grand-peine un grand désir de lui parler et de caresser sa peau. Mais je ne pus me résoudre à briser la quiétude de cette journée, Catherine ne paraissant pas m'y inviter. Je reposai ma tête sur le sable et perdis mon regard dans l'immense océan du ciel, puis fermai à nouveau les yeux.

« Viens te baigner », dit Catherine au bout d'un moment. Je la suivis vers la mer. Dont la fraîcheur d'abord me surprit et me fit frissonner. Je fis même quelques mouvements ridicules, ne parvenant pas à faire quitter le sol à mes pieds.

مازنا منه الاصل



## L'AUBRAC VALAIT BIEN TOMBOUCTOU

par Isac Chiva \*

**Georges-Henri Rivière,  
ce presque « cul-terreux »,  
ce « parvenu de la science »  
comme il le disait lui-même, vient de mourir  
à quatre-vingt-huit ans.  
Il était le père fondateur du Musée des arts  
et traditions populaires.**

**I**l est des hommes qui font une œuvre et d'autres qui, par leur action, par leur influence, par leur invention renouvelée d'idées, par l'impulsion qu'ils exercent, sont l'œuvre : Georges-Henri Rivière est de ceux-là, à qui l'on doit en grande partie l'éveil du regard ethnographique sur la France.

Après avoir, aux côtés du docteur Paul Rivet, contribué à donner existence et forme au Musée de l'homme, dès avant les années 30, c'est en 1936-1937 que G.-H. Rivière allait créer, sous forme de département tout d'abord, ce qui allait devenir le Musée national des arts et traditions populaires. L'institution et ce moment marquent en quelque sorte l'avènement formel de l'ethnologie moderne de la France. Cette création, préparée, bien sûr, par des projets et institutions préexistants, découlait de la politique culturelle à orientation éducative et à vocation résolument populaire pratiquée par le gouvernement du Front populaire.

D'emblée, fort de son expérience au Musée de l'homme, G.-H. Rivière allait faire des Arts et traditions populaires, qu'il aurait souhaité pouvoir appeler « Musée des pays de France », un musée-laboratoire, c'est-à-dire une institution dans laquelle les activités scientifiques — recherche de terrain, mais aussi documentation — allaient être aussi importantes que celles consacrées à la conservation et à la présentation des objets.

La conduite de recherches de terrain, orientée alors avant tout vers ce qui disparaissait — la civilisation rurale traditionnelle dans ses mille aspects techniques, so-

ciaux, esthétiques, rituels, — allait devenir une priorité dans la maison B. Malinowski sur son invitation se rendit en Sologne : là se déroula la première d'une longue série d'enquêtes collectives animées par un G.-H. Rivière autodidacte, mais qui savait mobiliser économistes et historiens, géographes et linguistes aux côtés des ethnologues, comme il avait su attirer et fédérer les folkloristes.

### Au bon temps du Front populaire

Créé en pleine période du Front populaire, le Musée national des arts et traditions populaires, auquel G.-H. Rivière se vouera durant trente ans, allait déployer avec dynamisme ses activités durant la dernière guerre. De vastes enquêtes sur l'architecture rurale, sur le mobilier populaire, sur l'artisanat, etc., produisirent des résultats impressionnants, en même temps qu'elles permirent de protéger au maximum des chercheurs opposés au régime de Vichy ; suspects car engagés dans des activités de résistance ou fuyant le STO, leur appartenance aux équipes du musée les mit en sûreté.

Ces recherches collectives, aux méthodes normalisées, continuèrent et s'amplifièrent par la suite. Attentif aux exigences de méthode de l'ethnologie exotique, G.-H. Rivière les adapta au changement d'échelle qu'imposait la prise en compte de la France entière et diverse, ainsi qu'aux ressources intellectuelles que celle-ci présentait, à un moment — les années 50 et 60 — où l'ensemble des sciences sociales

connaîtront le développement que l'on sait.

Aux enquêtes descriptives, par questionnaire, succéda la recherche en équipe multidisciplinaire : G.-H. Rivière allait en organiser et animer deux, d'une ampleur considérable, dans des régions aux contrastes exemplaires : l'Aubrac, dans le Massif Central, région isolée, archaïque, fut étudiée entre 1964 et 1966, et les nombreux volumes déjà parus de travaux alliant ethnographie et linguistique, économie et zootechnie, musicologie et sociologie, n'ont pas encore livré toute la richesse des matériaux recueillis. Au cours des années 1966 à 1968 fut exploré le Châtillonnais, morceau de la Bourgogne du Nord, aussi ouvert et traversé par les vents de l'histoire que l'Aubrac paraissait in-

temporel. Bien d'autres études, plus locales et limitées, furent enfin entreprises à son instigation, ici et là, pour permettre notamment la mise sur pied de musées régionaux, en Normandie, en Bretagne, en Aquitaine, en Bourgogne (le Musée du vin de Beaune), entre autres.

### Le musée-laboratoire

Décisive, l'impulsion que G.-H. Rivière allait donner à la connaissance ethnologique de la France, entre les années 30 et 60, découlait de la conception qu'il se faisait de l'institution muséale, à laquelle il fut attaché par-dessus tout. Le musée-laboratoire pour lequel il combattait inlassablement, aussi bien à l'échelle inter-

naionale, allait à la collecte des objets la recherche systématique de terrain, et au document écrit la fixation du vivant par l'image et le son.

En étendant cette conception à l'environnement naturel humanisé, G.-H. Rivière consacra la dernière période de sa vie, à partir de 1966, aux écomusées, bâtis sur la même conception scientifique. Mais à la présentation ethnographique d'intérieur et de plein air devait s'ajouter, au sein d'un même ensemble, un conservatoire du paysage et des espèces vivantes, sur un territoire représentatif transformé en laboratoire d'observation permanente, ethnographique et naturaliste.

La connaissance et la mise en valeur d'une civilisation paysanne

élaborée au long des siècles, et qui connaît son apogée fin dix-huitième, début dix-neuvième siècle, furent, au cœur de l'ethnographie que prôna G.-H. Rivière. Il sut, pour la faire connaître, agir avec une énergie hors pair une quête qui, dans son esprit, était indissociable de la préparation des modernisations inévitables et indispensables.

Mais il a su aussi ne pas dissocier l'interrogation analytique du regard esthétique, la saisie de l'histoire de celle des « formes pures » modelées par cette civilisation agricole et artisanale à qui cet esthète châtillonnais sut rendre justice et dont il a su rendre compte.

\* Directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales.



## LE SÉRIEUX D'UN AMATEUR, LA LÉGÈRETÉ D'UN PROFESSIONNEL

par André Desvallées \*

**I**l n'est jamais facile de faire le bilan d'une vie. Surtout d'une longue vie, et de la vie à facettes d'un jongleur. Georges-Henri Rivière a en effet touché à tout, avec le sérieux d'un amateur, avec la légèreté d'un professionnel.

Le sérieux, qu'il assurait tenir de son oncle, le peintre Henri Rivière, ce sont les longs rapports épuisants écrits ou corrigés avec application ; ce sont les réprimandes à celui qui prenait une cruche de collection par l'anse, qui tournait les pages en se mouillant le doigt, ou qui omettait de dater la petite note griffonnée sur un coin de nappe en papier, au restaurant.

La légèreté, qu'il avait acquise dans les salons et les cabarets, c'est la subtilité de ses plaisanteries, de ses calembours, de ses improvisations poétiques, de ses brocards — envolés souvent comme ils étaient venus mais que ne pouvaient oublier ceux qui en étaient l'objet, lorsqu'ils en avaient vent : toutes improvisations d'apparence facile, toujours dans le court, mais de la facilité que seul donne le métier, comme à l'organiste qu'il était aussi. La légèreté, c'est la qualité donnée à ses présentations muséographiques, mêlant le sérieux et le clin d'œil, qui avaient parfois une apparence de facilité à force de simplicité, mais étaient en fait le résultat d'une réflexion et d'une épurée systématique. Cette légèreté, c'était celle d'un

roturier devenu aristocrate à force de jouer les Figaro. Mais quel talent !

C'est Paul Rivet qui transforma cet artiste en fonctionnaire, qui sut utiliser sa sensibilité, en faire un muséographe. Paul Rivet, qui avait besoin, à la fin des années 20, de quelqu'un pour repenser les présentations de son musée d'ethnographie du Trocadéro, avant d'en concevoir de nouvelles pour le futur Musée de l'homme du Palais de Chaillot, avait permis à son muséographe, en 1936, de voler de ses propres ailes, en lui laissant la création du département, puis du Musée national des arts et traditions populaires.

Mais c'est à cette origine artistique, de créateur s'entend, que Georges-Henri Rivière doit ses qualités premières. Il n'avait, malgré une immense culture, qu'une approche dilatoire de toutes les disciplines auxquelles il touchait. Ce qui est vrai de l'ethnographie — à laquelle il a fait faire de grands pas, en France, bien qu'il n'ait jamais fait lui-même de véritables recherches — est aussi vrai pour la muséographie. Il avait à la fois cette faculté d'observer, de recueillir ce qu'il voyait de mieux partout, et cette aptitude à le faire mettre en application sans que l'on sente la leçon.

C'est ainsi qu'il sut emprunter — aux étalagistes, aux décorateurs, aux surréalistes de ses amis

— un certain nombre de techniques d'expression qui lui permirent de renouveler les présentations anthropologiques. Les objets depuis des siècles simplement accrochés au mur en pastiche ou posés sur des tablettes, elles-mêmes sur des consoles fixées à des crémaillères, avec lui se sont envolés, prenant une autre dimension dans l'espace. Et cet envol a été souligné par d'autres apports, glanés un peu partout de par le monde lorsque Georges-Henri Rivière fut devenu, après la dernière guerre, directeur du Conseil international des musées (ICOM) qu'il avait aidé à créer. Parmi ces apports essentiels : la neutralisation de l'environnement architectural et la mise en valeur des seuls « expos » par leur éclairage. Tout cela avec la plus grande rigueur pour les conditions physiques de conservation et les conditions de sécurité.

Paradoxe : cet homme, capable d'allier la plus grande indifférence à la plus grande sensibilité, savait exiger des choses et de lui-même autant qu'il exigeait des autres. Et c'est à force d'imposer des calculs de lux, de degrés centigrades et de pourcentages d'humidité relative qu'il réussit à affirmer toute la présence de l'objet, toute la force de la matière.

En France, c'était une nouveauté, habitués qu'on était à voir les œuvres d'art parler toutes seules, incapables aussi qu'un

était de faire parler les objets les plus humbles. En France et sans doute aussi dans beaucoup d'autres pays — sinon comment expliquer tous les disciples et tous les démarquages ?

Cet ensemble d'innovations a permis un second apport. En effet, à partir du moment où les objets exposés étaient libérés de leur pesanteur, Georges-Henri Rivière aurait pu se contenter, en bon artiste sensible, de réussir de belles natures mortes, comme on l'en a souvent loué. Loin de là, il a utilisé cette libération pour faire en sorte qu'une exposition temporaire ou permanente ne se contente pas d'être un simple « accrochage », mais qu'elle exprime un programme, qu'elle sache traduire un discours en utilisant le moins possible les mots, mais essentiellement les « expos » de tous ordres : objets, documents visuels ou audiovisuels. Le muséographe est devenu muséologue. Il s'est battu pour que la muséologie soit reconnue, et a entraîné des centaines de disciples.

Si, en effet, les enseignements de Georges-Henri Rivière ont rarement été perçus comme applicables à l'ensemble des musées, en France et pendant qu'il était en fonctions, il a la chance d'avoir transmis catégories d'héritiers. D'abord ceux, dont je suis, qu'il a formés sur le tas en leur menant une vie impossible, mais en leur apprenant ce qui n'était enseigné

nielle part ; ensuite, plus jeunes, les Français qui ont pu suivre l'enseignement qu'il donna à l'Institut d'art pendant une bonne partie des années 70, et qui essaient d'appliquer ce qu'il théoriserait sans se décider à le publier ; enfin ceux, venus de tous les coins de la terre et notamment du tiers-monde, qui ont suivi le même enseignement et sont repartis avec un outil de travail applicable pour des civilisations différentes.

C'est parmi les deux dernières catégories que se recrutent notamment les animateurs des maisons de pays ou autres petits musées locaux, dans les parcs — en France ou à l'étranger, — mais

aussi les animateurs des écomusées. Georges-Henri Rivière a fait beaucoup pour le développement des écomusées — cette nouvelle forme de musée (pour certains un antimusée), — dont il partage l'invention avec Hugues de Varine et Marcel Evrard, et qui a permis à tout un mouvement sensible au patrimoine, mais à l'étroit dans le système traditionnel du musée, de ne pas rompre complètement avec celui-ci, tout en faisant quelque chose de neuf.

\* Conservateur en chef des musées de France. Directeur du Musée national des techniques.

### JEAN JAURÈS

anthologie  
présentée par  
LOUIS LÉVY

Préface de  
**MADELEINE  
REBÉRIOUX**

Un vol. 90 F





# CENT JOURS DU CINEMA ESPAGNOL

en collaboration avec la Cinémathèque Française.

Panorama de 104 films. 1926-1985



1er Avril - 30 Juin 1985  
Palais de Chaillot (Cinémathèque)

Tous les films sous-titrés en français. Voir programme détaillé dans la presse nationale.

MINISTÈRE DE LA CULTURE D'ESPAGNE - Direction Générale de la Cinématographie - Cinémathèque Espagnole.

... Le Monde • Dimanche 31 mars-Lundi 1<sup>er</sup> avril 1985 — Page 15

ملّة امّة الاصل



# Paris / services

## RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 30 mars

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 40 Série noire : le Tueur du dimanche.  
Réal. José Giovanni. Avec Rufus, G. Wod, S. Ladrini.  
Tous les thèmes chers à José Giovanni sont là : l'antité, la romance et la violence. Mais cette fois-ci l'histoire ne se déroule pas chez les truands de Pigalle, c'est à Genève que vivent les deux marginaux. Il y a Sophie qui sort de prison, son enfant enlevé par des mafiosi, le frère handicapé, son ami Léopold (Rufus), ouvrier impliqué malgré lui dans l'affaire de l'enlèvement, et par là-dessus un tueur anonyme qui frappe chaque dimanche.  
22 h 10 Droit de réponse : Votre dossier est à l'étude... les Médiateurs.  
Emission de Michel Polac.  
Avec J. Le Gorce, secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et des simplifications administratives, Robert Faure, le médiateur, Michel Junot, médiateur de la Ville de Paris, Philippe Farine, conseiller PS de Paris, Guy Thomas, journaliste à Europe 1, et de nombreux témoins.  
0 h 15 Journal.  
0 h 35 Ouvert la nuit.  
Alfred Hitchcock présente : le Courrier prophétique.  
Extrême nuit : Guidoni, prénom Jean.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 15 Variétés : Champs-Élysées.  
De Michel Drucker.  
Avec Michel Delpech et Gilbert Montagné.  
22 h 5 Magazine : Les enfants du rock.  
Sex Machine, avec James Brown, Michael Jackson, Run D.M.C., Smiley Culture, Village People... en 2 parties : Dance Black America (suite), avec Chuck Davis et sa troupe, Katherine Dunham, Elton Pomare, et Chuck Green.  
23 h 40 Journal.  
0 h 00 Rugby : Tournai des cinq nations.  
Irlande-Angleterre.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 4 Disney Channel.  
Cocorail de dessins animés et divers programmes de Walt Disney Channel.  
La grande soirée familiale : les aventures de Winnie l'ourson, Mickey, Zorro, Donald, et trésors de la soirée, les DTV, les vidéoclips, montages inédits de dessins

animés sur les plus grands tubes des vingt dernières années.  
21 h 50 Journal.  
22 h 15 Feuilleton : Dynastie.  
Blake accuse Aléxis d'avoir introduit de faux chiffres dans la récente fusion de leurs sociétés.  
23 h 5 La vie de château.  
Jean-Claude Brialy reçoit M. Jack Lang, M<sup>me</sup> Yvette Chauviré, Annie Girardot.  
23 h 35 Prélude à la nuit.

### FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 35, Festival international de jazz d'Antibes : 18 h, Troisième rang de face : 18 h 25, Un trait d'est tout : 18 h 30, Clip clip : 18 h 50, Atom PIC : 19 h, Feuilleton : le grand César : 19 h 15, Informations.

### CANAL PLUS

20 h 5, Les poupées de l'espoir : 22 h 28, Les KO de Canal Plus : 23 h 30, L'Amérique en folie, film de R. Vandersbuis : 1 h 15, Prénom Carmen, film de J.-L. Godard : 2 h 40, le Rayon bleu, film J. Lieberman : 4 h 10, Johnny Hallyday au Zénith : 5 h 5, Les Filles de Grenoble, film de J. Le Moigne.

### FRANCE-CULTURE

20 h 30 Nouveau répertoire dramatique : « le Bel Orac », d'Edouard Radzinski, adapt. Lily Denis. Avec C. Hubert, G. Fontanel, précédé d'un entretien avec l'adaptateur.  
22 h 10 Dénarques avec... René Belletto.  
22 h 30 Musique : Amancio Prada, troubadour de Galice et d'Espagne.  
0 h Clair de nuit, avec Daniel Marqué.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h 5 Avant-Concert.  
20 h 30 Concert : hommage à Pierre Boulez (en direct de la Weinrebner Saal de Baden-Baden) : « Structures pour deux pianos, livre premier » et « Sonates pour piano n° 3 » de Boulez, par Pa-Hien Chen, piano, et Bernhard Wambach, piano, entrecou : « Notations pour piano » et « Structures pour deux pianos, livre deuxième », de Boulez.  
23 h Les soirées de France-Musique : le zodiaque bien tempéré, pour saluer le printemps : à 1 h, L'arbre à chansons.

Dimanche 31 mars

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

8 h Journal.  
9 h Emission islamique.  
9 h 15 A Bible ouverte.  
9 h 30 Soirée de vie.  
10 h Présence protestante.  
10 h 30 Le jour du Seigneur.  
11 h Messe des Rameaux.  
12 h 2 Midi presse, de P.-L. Séguillon.  
12 h 30 La séquence du spectateur.  
13 h Journal.  
13 h 25 Série : Starsky et Hutch.  
14 h 20 Sports dimanche.  
16 h 30 Variétés : La belle vie, de Sacha Distel.  
17 h 30 Les animaux du monde.  
18 h 10 Série : Les roses de Dublin.  
19 h 7 sur 7.  
19 h Journal.  
20 h 35 Cinq ans : les Sept Mercenaires.  
Film américain de J. Sturges (1960), avec Y. Brynner, E. Wallach, S. McQueen, H. Buchholz, C. Bronson, J. Coburn (rediffusion).  
Les habitants d'un village mexicain recrutent des mercenaires pour les protéger d'une bande de pillards.  
22 h 35 Sports dimanche soir.  
23 h 25 Journal.  
23 h 45 C'est à lire.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

9 h 35 Journal et météo.  
9 h 40 Les chevaux du tour.  
10 h 5 Récré A 2.  
10 h 40 Gym tonik.  
11 h 15 Dimanche Martin.  
12 h 45 Journal.  
13 h 15 Dimanche Martin (suite).  
17 h Concours Eurovision de la chanson.  
18 h Sado 2 (et à 20 h).  
18 h 30 Série : Hôtel de police.  
20 h Journal.  
20 h 35 Jeu : Le grand réal.  
21 h 35 Document : Au-delà du chagrin et de la douleur. Réal. Agnès Varda.  
Un accident de voiture bouleverse la vie d'un couple.  
22 h 55 Eurovision de la chanson.  
23 h 10 Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

9 h Emission pour les jeunes.  
10 h Musique. Emission de l'ADRI.  
12 h D'un soleil à l'autre.  
13 h Magazine 85.  
15 h Musique pour un dimanche (et à 16 h 30).  
De Jean Bouchaud. Avec M. Renaud, D. Gérard, L. Duhamel.  
Une veuve de soixante-dix ans, ancienne première main chez un grand couturier, vit seule dans un petit deux-pièces. Autour de chez elle, on déménage.  
17 h Boîte aux lettres : Carnus, la justice...  
Emission de Jérôme Garcin

### 18 h Emission pour les jeunes.

19 h Au nom de l'amour.  
20 h RFO Hebdo.  
20 h 35 Architecture et géographie sacrées.  
21 h 30 Aspects du court métrage français.  
22 h 30 Cinéma de minuit : l'Aventure de Mme Muir.  
Film américain de J. Menkiewicz (1947), avec G. Tierney, R. Harrison, G. Sanders, E. Best, W. Brown, A. Lee, N. Wood (v.o. sous-titré N.).  
Au début du siècle, une jeune veuve se retire, avec sa petite fille, dans une maison de Cornouailles hantée par le fantôme de son ancien propriétaire.  
23 h 50 Prélude à la nuit.

### CANAL PLUS

7 h, Top 50 : 8 h 20, Cabou Cadin (les Gym's, les Quatre Filles du docteur March, Pataclot Pataclot) : 9 h 15, Gym à gym : 9 h 35, la Victoire, film de M. Hanna : 10 h 55, le Chèvre, film de A. Poiré : 11 h 5, Reilly, l'as des espions : 13 h 55, Batman : 14 h 20, Cabou Cadin (les Minipouss, Cobra) : 15 h 15, Top 50 : 16 h 10, Hill Street Blues : 17 h, Michel Leeb à l'Olympie : 18 h, le Chat et le Canard, film de R. Metzger : 19 h 45, Le club de la presse (Michel Delbarre, ministre de la Culture) : 21 h, Femmes se retire, avec sa petite fille, dans une maison de Cornouailles hantée par le fantôme de son ancien propriétaire.  
23 h 50 Prélude à la nuit.

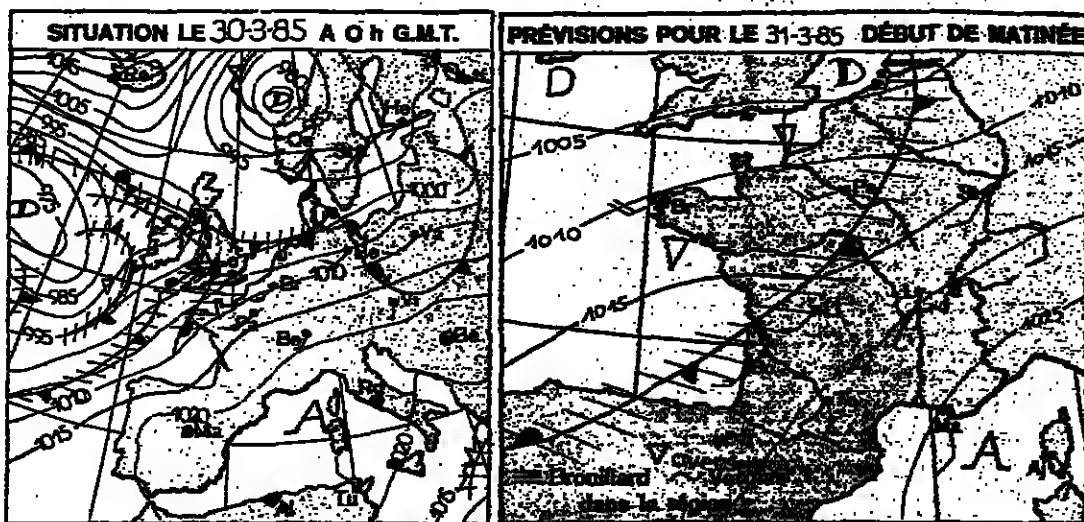
### FRANCE-CULTURE

9 h 5, Ecoute Israël : 9 h 35, Divers aspects de la pensée contemporaine : la féodalité (suite) du droit humain : 10 h, Messe des Rameaux : à Notre-Dame de Paris : 11 h, Histoire du futur : 12 h, Des Papes dans la tête : 13 h 40, L'exposition de dimanche : des tapisseries au musée de la SEITA : L'été et Noël au CNAP : 14 h, Le temps de se parler : 14 h 30, Les heures-rouges de Montpellier, de Michel Schillowitz. Avec J. Negroni, J. Maclair, Y. Cliché... : 16 h 30, Conférence de Carême, à Notre-Dame de Paris : droits de l'homme, Justice, Évangile : 17 h 20, La tasse de thé : à 17 h 45, histoire-actualité : la bataille d'Alger, avec J. Flaubert : 19 h 10, Le cinéma des cinéastes : numéro spécial de la revue « Cinématographie » sur le montage.  
20 h Musique : le son de chose (Philippe Soliers).  
20 h 30 Atelier de création radiophonique : son, vitesse, lumière, par F. Bayle.  
22 h 30 Musique : journées de musique arabe au théâtre des Américains.  
0 h Clair de nuit.

### FRANCE-MUSIQUE

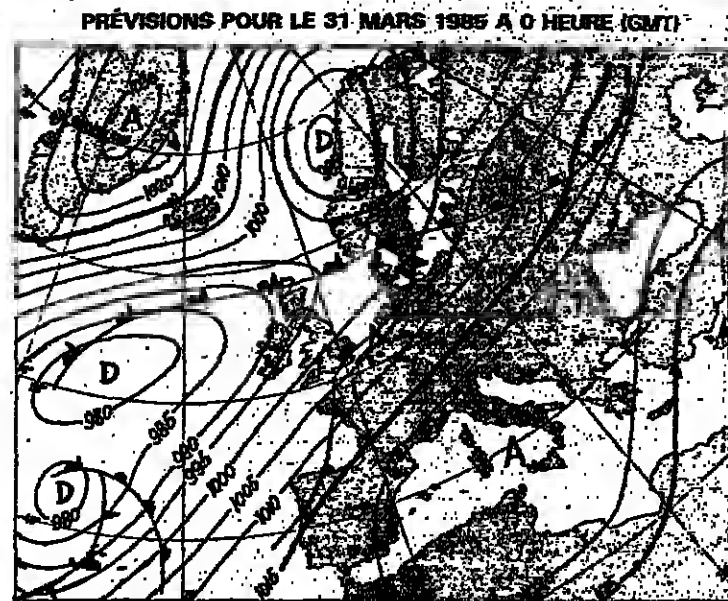
9 h 5, Cantate BWV 182 de J.-S. Bach : 10 h, Gustav Mahler à Vienne : L'été 1908, le retour à Vienne : 12 h 5, Magazine international : 14 h 5, Disques compacts : Weber, Ravel, Mozart, Vaughan Williams, Mendelssohn, Chausson, Sibelius : 17 h, Comment l'esthétique des Trajectoires d'aujourd'hui, par Pierre Boulez. Œuvres de Harvey, Stockhausen, Massenet, par l'ensemble intercontinentale : 19 h 5, Jazz vivant : le pianiste Gerry Allen, le trio du saxophoniste Odean Pope, le duo Aladar Pego-Claris Beier.  
20 h 4 Avant-concert.  
20 h 30 Concert : hommage à Pierre Boulez (en direct de la Weinrebner Saal de Baden-Baden) : « Livre pour quatuor », de Boulez, par le Quatuor Arditi. Entrecou : le Marteau sans maître.  
23 h Les soirées de France-Musique : Ex-libris : à 1 h : Les mots de François Xenakis.

## MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le samedi 30 mars à 0 heure et le dimanche 31 mars à 24 heures.

Persistance d'une zone dépressionnaire complexe sur l'Atlantique dirigeant sur la France un flux de sud-ouest doux et humide. Les hautes pressions méditerranéennes protégeront les régions du Sud-Est de l'activité des perturbations.  
Dimanche, temps doux et faiblement pluvieux sur la moitié nord-ouest. A la mi-journée la zone pluvieuse s'étendra de l'Aquitaine au nord du Massif Central et aux Vosges. Au nord de la Loire des éclaircies passagères se développeront à partir de la mi-journée. Sur la moitié sud-est il fera un temps plus variable où les périodes ensoleillées seront prédominantes. Tout juste des passages nuageux matinaux près de la Méditerranée.  
Le vent de sud-ouest soufflera fort sur les côtes bretonnes. En soirée, près de l'océan arrivée d'une nouvelle zone de pluie.  
Les températures maximales seront presque partout comprises entre 6 et 8 degrés. Les gélées ne persisteront que dans les vallées des Alpes et du Massif Central.  
L'après-midi il fera entre 15 et 18 degrés sur la moitié nord, 18 à 20 sur la moitié sud, et même plus de 20 degrés près des Pyrénées.  
La pression atmosphérique redouble au niveau de la mer, à Paris, le samedi 30 mars, à 7 heures, de 1010,7 millibars, soit 758,1 millimètres de mercure.  
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 29 mars ; le second, le minimum de la nuit du 29 au 30 mars) : Ajaccio, 15 et 1 degré ; Biarritz, 19 et 12 ; Bordeaux, 15 et 6 ; Bourges, 14 et 6 ; Brest, 10 et 9 ; Caen, 11 et 9 ; Cherbourg, 10 et 8 ; Clermont-Ferrand, 16 et 5 ; Dijon, 11 et 2 ; Grenoble-St-Martin, 15 et 0 ; Grasse, 11 et 3 ; Istanbul, 15 et 6 ; Lille, 9 et 2 ; Lyon, 12 et 5 ; Marseille, 15 et 5 ; Nancy, 10 et 3 ; Nantes, 13 et 8 ; Nice-Côte d'Azur, 14 et 6 ; Paris-Montsouris, 10 et 8 ; Paris-Orly, 10 et 7 ; Pau, 19 et 5 ; Perpignan, 15 et 4 ; Rennes, 12 et 10 ; Strasbourg, 10 et 2 ; Tours, 12 et 8 ; Toulouse, 17 et 6 ; Poitiers-Pitre, 29 et 20.  
Températures relevées à l'étranger : Alger, 15 et 4 ; Amsterdam, 8 et -6 ; Athènes, 19 et 12 ; Berlin, 7 et 2 ; Bonn,



Brest, 10 et 9 ; Caen, 11 et 9 ; Cherbourg, 10 et 8 ; Clermont-Ferrand, 16 et 5 ; Dijon, 11 et 2 ; Grenoble-St-Martin, 15 et 0 ; Grasse, 11 et 3 ; Istanbul, 15 et 6 ; Lille, 9 et 2 ; Lyon, 12 et 5 ; Marseille, 15 et 5 ; Nancy, 10 et 3 ; Nantes, 13 et 8 ; Nice-Côte d'Azur, 14 et 6 ; Paris-Montsouris, 10 et 8 ; Paris-Orly, 10 et 7 ; Pau, 19 et 5 ; Perpignan, 15 et 4 ; Rennes, 12 et 10 ; Strasbourg, 10 et 2 ; Tours, 12 et 8 ; Toulouse, 17 et 6 ; Poitiers-Pitre, 29 et 20.  
Températures relevées à l'étranger : Alger, 15 et 4 ; Amsterdam, 8 et -6 ; Athènes, 19 et 12 ; Berlin, 7 et 2 ; Bonn,

## EN BREF

**BIBLIOGRAPHIE**  
ANNUAIRES DES HUISSIERS DE JUSTICE ET DE LA MAGISTRATURE. — Pour tous ceux qui, par leurs fonctions, fréquentent les tribunaux, les éditions Solfac ont publié en début d'année deux annuaires de présentation agréable, avec leur couverture blanche et orange et peu encombrants (format 16 x 24).  
● L'Annuaire des huissiers de Justice, après un bref rappel de leurs activités, énumère les compositions des chambres nationales, régionales et départementales d'huissiers, offre un tableau des huissiers par départements avec leurs coordonnées et la date de création de chaque étude, et deux index : alphabétique et par résidence. (480 pages, 160 F, TTC.)  
● L'Annuaire de la magistrature, seul ouvrage mis à jour (au 15 juillet 1984) à partir de documents fournis par les services de la chancellerie, donne l'état de service de chaque magistrat, ainsi que leur répartition dans l'administration centrale, les cours et tribunaux. Un index alphabétique recense les auditeurs de justice de la promotion 1983 nommés en poste après le 15 juillet 1984. (800 p., 360 F, TTC.)  
★ Editions Solfac, 44, rue du Four, 75006 Paris. Tél. (1) 328-15-60.

**GUIDE**  
CIGALES ET FOURMIS. — Après 10 mesures pour payer moins d'impôts, le Crédit mutuel édite à l'intention des retraités un petit fascicule exposant « 8 mesures pour bien gérer votre argent ». Clair, illustré avec humour, il traite successivement des façon dont on peut faire travailler son argent, placer son épargne, accéder à l'immobilier, choisir les valeurs refuges, envisager le viager, utiliser les placements facilement transmissibles. Sans oublier les intérêts du conjoint et des descendants. Il est disponible dans toutes les agences du Crédit mutuel.

**Liseo**  
St-Hippolyte  
PHILATELISTES  
BUREAU DE LA MONTAGNE

## MOTS CROISÉS

**PROBLÈME N° 3934**  
**HORIZONTALEMENT**  
I. Ne rectifie tout de même pas tous ceux qui n'ont pas une bonne tête. Fertilise les plaines lombardes. — II. Ne travaille pas sans filet. Etait parmi ceux qui avaient peur que le ciel leur tombe sur la tête. — III. Conservateur. De nombreuses femmes utilisent ses services pour avoir la ligne. Note. — IV. Un homme qui avait du cœur à l'ouvrage. Porte bien son nom. — V. Elle savait où mettre les pieds. Sont donc en mesure de faire des avances. — VI. Ont fait leur temps. Cité antique. — VII. Mis à la porte. Pichet. Vieux chauffeur. — VIII. Une pichet pas toujours facile à avaler. Métricien velouté. — IX. A leur menu. — X. Aire du vent. Interjection. — XI. Va de fil en aiguille. — XII. Va donc devoir tirer un trait. Dit lorsqu'on est frappé. Ressemble à une oie. — XIII. Participe. Quartier de Vienne. Peut-être originaire de Luçon. Signes du Varzean. — XIV. A tendance à prendre mauvaise allure. Fleuve côtier. — XV. Préparation. Ce n'est pas lui qui a crié victoire. Du bon et du moins bon. — XVI. Laisse de nombreuses empreintes sur son lieu de travail. Faire une grande addition ou simplement une petite.  
**VERTICALEMENT**  
1. Avec lequel on a vite fait de se mettre quelque un à dos. Essai ou fourmilère. — 2. Moitié de patriarche. Travaux d'aiguille. — 3. Pièce de charpente. — 4. Pronom. Repousse Morphée. — 5. Parfait de la pluie mais pas du beau temps. Coefficient. Prénom. — 6. Arrai n'a rien à lui envier. L'occasion de se renvoyer la balle. Un morceau de « casse-croûte ». — 7. Petite partie d'une charpente. « Steno » en toute saison. — 8. Sur un fleuve franco-espagnol. Permission de sortie. Absolument incapable de faire le grand écart. — 9. De quoi s'en payer une tranche. Faire profiter de l'occasion. — 10. Reste de glace mais pas à tout moment. Ne fait pas son devoir. — 11. Méritait bien qu'on lui fasse une fleur. Nom de famille. — 12. Bouche des artistes. Jone. Se fait entendre. Possessif. — 13. Participe. Procéder par éliminations. Indispensable pour réussir ses points. — 14. Se remplit en même temps que la baignoire. Il en est une qui fait la fierté de certains papes. — 15. Ont donc leur « licence ». Est condamné à de perpétuelles allées et venues.

**Solution du problème n° 3933**  
**Horizontalement**  
I. Camelot. — II. Amabilité. — III. Ministre. — IV. Be. Ra. — V. Peinture. — VI. Idole. Air. — VII. On. En. Léo. — VIII. Graines. — IX. Eau. — X. Invente. — XI. Rouler. Et.  
**Verticalement**  
1. Cambricoleur. — 2. Amie. Di. — 3. Man. PO. Gain. — 4. Ebriété. — 5. Chant. — 6. Lili. Léa. Ve. — 7. Tir. Talion. — 8. Terrien. Te. — 9. De. Asérotat. — 10. GUY BROUTY.

**CHEZ PHOX PAS D'INTOX**  
**1980F** FUJI DL 200 avec obj. F2,8/32mm. Compot 24 x 36 motorisé, autofocus, flash incorporé, prébobinage combiné à chargement automatique - Réglage DX.  
**phox**  
340 PHOTOGRAPHES DANS TOUTE LA FRANCE  
LES LILAS : PHOTO CINE RECORD - 151, rue de Paris - Tél. 362 71 31  
PARIS 8<sup>e</sup> : PHOTO CINE CHOISEL - 87, passage Choiseul - Tél. 266 87 39  
PARIS 8<sup>e</sup> : SELECTION PHOTO CINE - 24, boulevard Maillat - Tél. 742 33 58  
PARIS 8<sup>e</sup> : SELECTION PHOTO CINE - 91, rue La Fayette - Tél. 878 07 81  
SEULS : PHOTO DE LA HALLE - 27, place de la Halle - Tél. 453 10 87

**STERN**  
GRAVEUR  
depuis 1841  
Pour votre Société  
papiers à lettres et  
imprimés de haute qualité  
Le prestige  
d'une gravure traditionnelle  
Ateliers et Bureaux :  
47, Passage des Panoramas  
75002 PARIS  
Tél. : 236.94.48 - 508.86.45



# Économie

## REPÈRES

### Croissance : fléchissement du baromètre aux Etats-Unis

L'indice composite des principaux indicateurs économiques a progressé de 0,7 % en février, après une hausse de 1,5 % (chiffre révisé) en janvier. La nouvelle progression de cet indice, censé préfigurer la conjoncture à court et moyen terme, laisse prévoir la poursuite d'une croissance économique modérée au cours des prochains mois. L'indice composite, qui avait baissé de 0,5 % en décembre, se situait à 167,6 fin février (base 100 en 1967). Les experts prévoient généralement que le taux de croissance économique devrait se situer cette année aux alentours de 4 % contre 6,8 % en 1984. — (AFP.)

### SMIC : augmentation au 1<sup>er</sup> avril et au 1<sup>er</sup> mai

Le Journal officiel du 30 mars publie un arrêté fixant deux augmentations du SMIC le 1<sup>er</sup> avril et le 1<sup>er</sup> mai. Le relèvement du SMIC sur les prix qui ont augmenté de plus de 2 % depuis la dernière augmentation du salaire minimum, le 1<sup>er</sup> novembre 1984. Le taux horaire sera porté à 24,90 F, soit une augmentation de 2,2 %. La rémunération mensuelle sera ainsi de 4 315,9 F sur la base de 173 heures et 33 minutes (40 heures hebdomadaires) et de 4 208,1 F sur la base de 169 heures (39 heures hebdomadaires).

L'arrêté indique ensuite qu'au 1<sup>er</sup> mai, un nouveau relèvement du taux horaire du SMIC de 2,58 % est prévu. Cette augmentation a pour but de mettre fin au «double SMIC» existant depuis le 1<sup>er</sup> février 1982, date à laquelle la durée légale hebdomadaire du travail a été ramenée de 40 heures à 39 heures.

### La libération du prix des automobiles interviendra probablement cette année.

indique M<sup>me</sup> Gresson

« La plus tôt sera le mieux » et « probablement vers le milieu de l'année », déclare, en parlant de la libération des prix des automobiles, M<sup>me</sup> Edith Gresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, dans une interview au quotidien *Libération*.

La libre fixation des prix des voitures, réclamée avec insistance par

les constructeurs français, devrait surtout bénéficier aux modèles haut de gamme, tandis que, pour les modèles de voitures les plus courants, les prix ne devraient pas trop augmenter du fait de la concurrence acharnée que se livrent les groupes étrangers et français sur le marché national, dit-on dans les milieux de l'automobile.

## LA QUERELLE ENTRE LES FRÈRES LECLERC

### Abus de patronyme

La cour d'appel de Paris a tranché, dans un arrêt rendu jeudi 28 mars, Michel-Marie Leclerc, frère d'Edouard Leclerc, fondateur des Centres, auxquels il a donné son nom, aura un mois, à partir de la signification de l'arrêt, pour débaptiser les « Leclerc Services » qu'il avait ouverts un peu partout en France. Ainsi se trouve confirmé et aggravé le jugement du 22 décembre 1983, qui avait dans le même sens, mais avait seulement demandé à Michel-Marie Leclerc de faire figurer sur ses enseignes son prénom en toutes lettres et en mêmes caractères à côté de son patronyme.

Il y a vingt ans maintenant que les deux frères sont brouillés. Respectivement huitième et dernier d'une famille de quinze enfants, Edouard, né en 1926 et Michel-Marie, né en 1929 ont vécu des aventures tout à fait différentes.

L'année, en 1949, ouvre les premiers supermarchés en libre service, et très vite celui qu'on appelle « l'épicerie du Landers », en donnant son enseigne à des commerçants indépendants. Un peu prophète, un peu visionnaire, il sait admirablement faire parler de lui, se bat d'abord avec les industriels qui refusent de le livrer, puis sur la prix de l'essence, dès 1976, et depuis la loi Lang, sur le prix du livre.

Il a un fils, Michel-Edouard, qui prend peu à peu la place de son père à la tête du GALEC, la centrale d'achat des Centres Leclerc, et se bat, lui aussi, pour vendre à marge réduite et en grande surface les produits d'hygiène et de beauté réservés à la « vente exclusive en pharmacie ».

Michel-Marie, lui, depuis vingt ans, n'est souvent lancé dans des activités qui rappellent de près ou de loin, celles de son frère : quatre supermarchés, dans la région de Toulouse, devaient connaître, dans les années 60 un véritable succès financier. Plus récemment, il a lancé, avec plus ou moins de succès, des « copies » : on se souvient des automobiles françaises « réimportées », des stations-service et du prix de l'essence, et des pompes funéraires.

Il faut bien reconnaître que le benjamin des frères Leclerc a un peu trop joué de l'homonymie qui lui était favorable. Selon l'avocat des Centres Leclerc, l'arrêt de la cour d'appel est « particulièrement sévère » dans ses attendus et un pourvoi en cassation ne pouvait en différer l'application, le pourvoi n'étant pas suspensif en la matière. Les Centres Leclerc poursuivront toute utilisation frauduleuse du nom de leur fondateur.

J. D.

● RECTIFICATIF : Rapport du conseil des impôts. — Le tableau qui accompagnait le compte rendu du septième rapport du Conseil des impôts (le Monde daté du 22 mars en page 37) contenait plusieurs erreurs qui figurent dans le rapport. Dans le cas de la France, le taux de l'impôt du célibataire dont le revenu brut est de 100 000 F est 15,59 % et non 19,59 %. Toujours dans le cas de la France, les calculs de l'impôt pour un revenu de 500 000 F étaient faux car on oubliait les majorations exceptionnelles de 5 % et 8 %. Il fallait lire : pour un célibataire disposant de 500 000 F de revenus bruts en 1983, l'impôt est de 194 911 F

(et non 180 472 F) soit un taux de 39,98 % ; pour un couple marié avec deux enfants, l'impôt est de 121 489 F (et non 112 490 F) soit 24,30 %.

Ajoutons que le 1 % social (majoration) n'était pas pris en compte.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article sur le congrès de l'Institut de l'entreprise intitulé « Super Star » (le Monde du 30 mars, page 17), une coquille nous a fait écrire : « Le passage de l'entreprise d'hier à celle de demain (région décentralisée...) ». C'est « gestion » décentralisée qu'il fallait lire.

## EN NORVÈGE

### Les syndicats ne réclament aucune augmentation de salaire cette année

De notre correspondant.

Stockholm. — Si, au Danemark, le gouvernement a dû imposer un règlement aux partenaires sociaux pour sortir de l'impasse et mettre fin aux grèves, en Norvège, tout indique que la commission permanente de conciliation — qui est une institution publique — va passer un printemps exceptionnellement tranquille. La centrale syndicale L.O., qui négocie pour 300 000 travailleurs du secteur privé, ne réclame en effet aucun relèvement général des rémunérations en 1985.

Les négociations paritaires se sont ouvertes jeudi 29 mars. Elles doivent faire le point sur les accords généraux de deux ans signés en 1984. L'extrême modération des revendications est presque un événement « historique ». Au cours des dix dernières années, les médiateurs ont dû régulièrement intervenir pour rapprocher les partenaires sociaux.

La centrale syndicale constate que le pouvoir d'achat n'a pas seulement été préservé en 1984 — tel était l'objectif — mais qu'il a augmenté pour la plupart des travailleurs. La hausse des salaires a été de

7,5 % en moyenne dans l'industrie, alors que l'inflation s'arrêtait à environ 6 %. Pour 1985, le reliquat de l'année dernière ajouté aux suppléments, en rapport avec la productivité, accordés par les entreprises doivent suffire à maintenir le niveau de vie. D'autant plus que le rythme annuel de la hausse des prix continue à baisser en Norvège : 5,5 % entre février 1984 et février 1985.

Le syndicat, présidé par M. Tor Halvorsen — un ancien ministre travailliste des affaires sociales — se contente de demander un ajustement de salaires pour ceux qui n'ont pas obtenu les 5,5 % d'augmentation prévus dans l'accord-cadre de 1984. Ils sont peu nombreux.

L.O. réclame également une hausse des cotisations patronales aux fonds d'information et de développement des entreprises, ainsi que certaines améliorations des modalités du licenciement économique. Le patronat a déjà indiqué qu'il était disposé à discuter toutes ces questions et, à l'issue de leur première réunion, les dirigeants des deux organisations se sont serré la main en souriant.

ALAIN DEBOVE.

### TRANSMISSION D'ENTREPRISES : AMÉNAGEMENT DU PAIEMENT DES DROITS

Le décret aménageant le paiement des droits dus en cas de succession ou de donation relatifs aux entreprises individuelles et aux sociétés non cotées sera publié prochainement au Journal officiel.

Le nouveau système prévoit un différé de droits de cinq ans et un fractionnement du paiement étalé sur dix ans. Cette facilité qui équivaut à un prêt de l'Etat donnera lieu au paiement d'un intérêt dont le décret précise le calcul.

Cette disposition complète les mesures prises ces dernières années pour faciliter la transmission d'entreprise : exonération de l'impôt sur les grandes fortunes en cas de donation avec réserve d'usufruit, institution d'un crédit d'impôt en cas de rachat des entreprises par leurs salariés, création des prêts de relève industrielle et du fonds de garantie pour la transmission d'entreprises.

### L'OFFICE OUEST-ALLEMAND DES CARTELS INFLIGE UNE AMENDE A PHILIPS

L'office des cartels ouest-allemand a condamné la société néerlandaise Philips à une amende de 25 000 deutschemarks (75 000 F) pour avoir caché, lors d'une demande de fusion, qu'elle possédait déjà majoritairement une entreprise allemande.

En janvier 1984, Philips avait déposé un projet de fusion avec l'entreprise d'électronique de loisirs allemande Grundig, sans indiquer à l'office qu'elle possédait également à cette époque plus de 50 % de la société, également allemande, Loewe Opta (Erlangen).

Philips a reconnu à l'appel. La société d'Eindhoven considère l'affaire comme « réglée ». — (AFP.)

### DEUX AIRBUS POUR LES LIGNES INTÉRIEURES DE THAÏLANDE

Airbus Industrie et la compagnie intérieure thaïlandaise Thai Airways ont signé, le 29 mars à Singapour, un contrat d'un montant de plus de 125 millions de dollars pour l'achat de deux Airbus A 310-200 et les pièces de rechange correspondantes, annonce le consortium européen.

Selon Airbus Industrie, « la décision de Thai Airways de commander des A-310 marque la fin d'une sévère concurrence entre l'A-310 et les Boeing-737 ». Le directeur général de Thai Airways, M. Kiat Fungvuthirarn, a estimé que l'A-310 était l'appareil le mieux adapté « au réseau de sa compagnie ».

Les deux gros-porteurs seront mis en service sur le réseau de la compagnie en avril 1986.

### SIGNATURE DE LA PREMIÈRE TRANCHE DU RÉECLONNEMENT DE LA DETTE MEXICAINE

Le gouvernement mexicain a signé vendredi 29 mars avec les représentants de plus de six cents banques créditrices la première tranche de l'accord de réeclonement portant sur la dette du secteur public échue entre août 1982 (date du moratoire) et décembre 1984, soit un montant de 23,6 milliards de dollars de dette. Un accord de principe avait été conclu dès l'été dernier sur un total de 48,7 milliards de dette à réeclonner sur une longue période (quatorze ans) entre, d'une part, le Mexique et, d'autre part, les plus grandes banques créditrices. Il reste pour la somme non convertie par la signature de vendredi à obtenir l'accord des centaines de petites banques intéressées.

### SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

En raison du relatif échec commercial de la chaîne hi-fi française, la direction de Scelmo-Thomson a annoncé, le 27 mars au comité d'entreprise, la suppression de 292 emplois dans son usine de Moulins (Allier), qui comprend 756 salariés ; 39 départs se feront par des mesures de préretraite, la direction proposant aux autres licenciés une période supplémentaire de trois mois aux délais légaux pour trouver un autre emploi.

Dans la société de séchage de produits sidérurgiques Nozal SA, filiale du groupe Sacilor, où un comité d'entreprise est convoqué pour le 4 avril, la Fédération des métaux CGT estime, dans un communiqué, que « 371 postes de travail risquent d'être supprimés » sur un effectif de 1 506 personnes. Le projet de la direction affecterait 22 succursales, le siège de la Plaine-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), et entraînerait la fermeture de quatre centres.

Quelques semaines après le rachat du groupe américain Mac-Graw Edison de sa division Worthington, installée en France depuis 1906, le groupe américain Dresser, implanté au Havre (Seine-Maritime), a annoncé, le 27 mars, au comité d'entreprise, son intention de supprimer 300 emplois sur les 1 000 que compte la filiale. Spécialisée dans les pompes, turbines et compresseurs, Worthington fermera son usine du Bourget (Seine-Saint-Denis) et son siège de la Défense (Hauts-de-Seine). Le groupe concentrerait ses fabrications à Eloye (Vosges) et au Havre.

● La grève des agents de la DGI bien suivie selon les syndicats. — Le mouvement de grève de vingt-quatre heures lancé par l'ensemble des syndicats de la direction générale des impôts (DGI), le 29 mars a été bien suivi (70 % des agents), selon les organisateurs. Selon les syndicats FO, CFTD, CFTC, SNUI (syndicats nationaux unifiés des impôts), 1784 emplois vont être supprimés en 1985 et 1986 alors que la fraude devrait conduire à la création d'effectifs supplémentaires.

## LA RÉUNION DES MINISTRES DES FINANCES DE LA ZONE FRANC

### Le petit dernier : la Guinée-Equatoriale

Les ministres des finances de la zone franc se sont réunis à Niamey, à l'occasion de la poursuite du réajustement des échanges au profit de l'ensemble des Etats membres, à Niamey, cette semaine. Alors que l'Afrique subit les conséquences de la crise et de la sécheresse, M. Pierre Bérégovoy, ministre français de l'économie et des finances, a souligné la « stabilité » propre à la zone et salué l'arrivée de la Guinée-Equatoriale.

De notre envoyé spécial

Niamey. — La zone franc a définitivement aspiré la Guinée-Equatoriale. Ce micro-Etat de trois cent mille habitants, coincé entre le Gabon et le Cameroun, a en effet participé pour la première fois, les 27 et 28 mars, dans la capitale du Niger, à la réunion biennale des ministres de l'économie et des finances de la zone franc, dont il était devenu le quinzième membre, le 1<sup>er</sup> janvier le Monde du 2 janvier.

Le seul pays africain de langue espagnole s'arrache ainsi à l'influence économique de Madrid (qui demeure tout de même pour l'instant l'un de ses principaux partenaires commerciaux). Mais il échoue aussi — et surtout — à une « intégration régionale », nous a indiqué son ministre des finances, M. Guillermo Nguema Eia, avec des pays comme le Gabon et le Cameroun que le pétrole a rendus prospères. Une prospérité que le régime du président Obiang Nguema espère partager un jour. Les compagnies espagnoles JEPSA et Hispanoil ont procédé à plusieurs forages, et Total devrait commencer les siens dès l'été 1985.

Avant d'ancrer d'éventuelles devises, la Guinée-Equatoriale va toutefois vivre une convalescence économique très sévère. Les onze années de la dictature sanglante et paranoïaque de F. Macías Nguema (1968-1979), suivies d'une longue stagnation (1980-1984) ont laissé le pays à bout de souffle. « Il s'agit d'un véritable sauve-qui-peut », commente un fonctionnaire commercial. Il faut qu'ils remontent au raz-de-chaussée. »

Bref, la Guinée-Equatoriale a dû procéder à une dévaluation d'environ 80 % de sa monnaie pour adopter le franc CFA le 2 janvier 1985. Un accord de confirmation avec le FMI devrait en outre être signé dans les semaines à venir. Enfin, la reconstruction d'un réseau bancaire (des discussions sont en cours avec la

BIAO (Banque internationale pour l'Afrique occidentale) et le Crédit lyonnais, la redéfinition de la dette extérieure et la formation de fonctionnaires sont commencées depuis plusieurs mois.

Ces mesures douloureuses devraient permettre à la Guinée-Equatoriale de sortir de son isolement au sein de l'Afrique francophone et d'attirer des investisseurs. La convertibilité automatique du franc CFA en franc français est considérée par les autorités de Malabo comme déterminante. Cette « garantie d'honorabilité internationale » a déjà facilité les contacts de la Guinée-Equatoriale avec plusieurs sociétés françaises. Elle a aussi favorablement disposé la Banque mondiale.

La production de cacao — principale richesse pour le moment — a bénéficié en 1984 d'un programme d'aide dont le pays avait le plus grand besoin. De 38 000 tonnes en 1986, la récolte de cacao n'était en effet effondrée progressivement dans les années 70 pour représenter environ 5 tonnes depuis quelques années.

La récolte de 1984 a enregistré une petite ramontée (8 tonnes). Les autorités comptent sur une récolte de 15 tonnes cette année. Les exportations de bois, deuxième richesse du pays, sont, pour leur part, réparties assez vite (140 000 mètres cubes en 1984).

Divers programmes d'aide doivent aussi intéresser la production de café et la distribution d'eau. A chaque fois, il s'agit de « relancer les activités économiques » selon le ministre des finances équato-guinéen. Malabo ne s'offre donc pas de grands projets d'ici longtemps. Elle est aujourd'hui contrainte d'opter pour une « réhabilitation économique » en forme de restauration.

LAURENT GREILSAMER.

## Faits et chiffres

### Affaires

#### DES PALACES POUR LE PRINCE AGA KHAN

(De notre correspondant.)

Rome. — Le prince Karim Aga Khan a acheté la CIGA, le plus prestigieux groupe hôtelier italien. L'opération a été réalisée au revers de l'acquisition de la majorité des actions de la société Fimpar, qui détient 50,1 % du groupe.

Grâce à cet achat, le prince Karim Aga Khan, qui a agi à titre personnel, sans l'intervention du holding de sociétés qu'il possède en Sardaigne, est en train de constituer le plus grand complexe touristique et hôtelier qui ait jamais existé en Italie. La CIGA et la société hôtelière Costa Smeralda (regroupant les activités touristiques du prince en Sardaigne) resteront séparées du point de vue de la gestion. Mais le marketing, notamment sur les marchés internationaux où la CIGA, possédant les hôtels les plus luxueux d'Italie, est déjà active, sera mené conjointement.

Ph. P.

### Social

● Un salarié fait jouer la clause de conscience. — La clause de conscience, jusqu'alors réservée aux seuls journalistes, vient d'être reconnue à un salarié d'une entreprise de conditionnement d'œufs à Montélimar (Drôme). M. Jean Tardy, soixante-trois ans, reprochait à son employeur de l'avoir contraint à falsifier les données portées sur les emballages. Refusant d'être « complice », M. Tardy a invoqué la clause de conscience pour demander

la rupture de son contrat de travail. Le conseil des prud'hommes de Montélimar lui a accordé le bénéfice de cette clause, estimant que les irrégularités constatées par M. Tardy étaient en partie fondées.

Le PDG de l'entreprise, déjà condamné en 1982 pour des faits similaires, devra verser 1 F symbolique à son ancien employé. — (Corresp.)

● M. Jean Kaspar (CFDT) s'en prend à l'immobilisme « du CNPF ». — A l'occasion d'une session syndicale à Rennes, M. Jean Kaspar, secrétaire national de la CFDT, a accusé le CNPF, le 28 mars, de donner l'impression de ne pas savoir sur quel pied danser « à propos des négociations sociales ». « L'organisation patronale doit choisir, et il n'y a pas de refus », a-t-il ajouté. Refuser de s'engager de façon positive dans la voie de la négociation serait la loi du pire. L'immobilisme du CNPF est dangereux socialement et économiquement. M. Kaspar se demande « si le CNPF veut s'installer dans l'échec en niant sur les échéances politiques de 1986 ».

● Ateliers français de l'Ouest : liquidation des biens. — La liquidation des biens des Ateliers de l'Ouest (AFO), numéro un de la réparation navale en France, a été prononcée le 29 mars par le tribunal de commerce de Paris. Le tribunal a mis fin à la procédure de suspension provisoire des poursuites, qui avait permis le « gel » des dettes de la société et a autorisé la poursuite provisoire des activités. Ce jugement du tribunal devrait permettre la reprise en location-gérance de la plus grande partie de l'entreprise, avec 2 200 salariés, par CIF-Loire (Compagnie industrielle et financière des ateliers et chantiers de la Loire). Le reste des effectifs (311 salariés) devrait passer sous le contrôle des Ateliers et chantiers de la Manche.







# Crédits - Changes - Grands marchés

## L'euro-marché

### La Bundesbank entend relever le défi de l'ECU

Les nations européennes, qui ne s'étaient pas battues pour Dantzig, le fermettes pour l'ECU ? On peut se poser la question lorsqu'on constate l'ardeur retrouvée des autorités allemandes pour rétablir la prédominance du deutschemark sur le marché international des capitaux. L'emprunt des euro-marchés, depuis une dizaine de jours, par suite de la baisse persistante de la devise américaine, a soudainement remis le deutschemark au goût du jour. L'euro-intérêt pour la devise allemande s'avère d'autant plus vif que c'est véritablement à partir du mois de mai que la Bundesbank autorisera les banques étrangères domiciliées en Allemagne à diriger des euro-marchés libellés en deutschemark. Ce faisant, les autorités allemandes entendent voir leur propre devise retrouver tout son poids sur la scène internationale. Sa prédominance originelle qui, depuis le crépuscule du marché euro-obligataire, avait fait du deutschemark la devise dominante après le dollar des Etats-Unis, s'est progressivement affaiblie au cours des deux dernières années devant la concurrence croissante du sterling et surtout de l'ECU. Bon, qui continue à ne pas porter dans son cœur la devise de la CEE, entend bien profiter du repli du dollar pour redonner au deutschemark la place qu'il entend lui revenir sur le marché international des capitaux et, da coup, freiner l'immédiate expansion qu'a connue l'ECU depuis dix-huit mois.

L'Electricity Supply Commission of South Africa (ESCOM) a été le premier euro-débiteur à bénéficier de l'engouement retrouvé pour la devise germanique, en lançant cette semaine un euro-emprunt de 150 millions de deutschemarks. D'une durée de huit ans, il a été offert, sous la garantie de la République d'Afrique du Sud, avec un coupon de 8,25 % sur un prix de 99,50 pour donner, à échéance, un rendement annuel de 8,34 %. Le succès s'est révélé aussi simple que rapide, en dépit des récents événements en Afrique du Sud qui auraient dû soulever la réticence des investisseurs internationaux. Il n'en a rien été. Vendredi, les euro-obligations ESCOM étaient même offertes avec une prime de 0,25 % tant l'intérêt pour le deutschemark et un rapport avantageux, l'avaient emporté sur toute autre considération.

La Banque asiatique de développement (ADB) sera, le prochain emprunteur à solliciter, le 1<sup>er</sup> avril, ce même secteur avec une émission de 200 millions de deutschemarks. Elle est attendue avec une durée de dix ans et un coupon annuel de 7,75 %. Le 4 mars dernier, la Banque interafricaine de développement, emprunteur de calibre analogue à l'ADB, avait dû offrir un coupon de 8 % sur une durée de sei-

lement huit ans pour drainer 250 millions de deutschemarks. On peut ainsi mesurer le chemin parcouru en moins d'un mois. Malgré l'aversion non dissimulée que lui portent les autorités d'outre-Rhin, l'ECU continue de faire preuve d'une bonne santé et de se développer. Lundi matin, 25 mars, profitant de ces bonnes dispositions, la Caisse nationale des télécommunications (CNT) a lancé, avec la garantie de la République française, une euro-emission de 150 millions d'ECU, divisée en deux tranches égales. La première, d'une durée de sept ans, sera émise au pair avec un coupon annuel de 9,75 %. La seconde, qui viendra à échéance dans dix ans, verra le jour au pair avec un coupon annuel de 9,875 %. Ces conditions se révélant réalistes, l'ensemble a été extrêmement bien reçu. En fin de semaine, l'opération se traitait avec une décade moyenne d'environ 0,75, soit bien en dessous des commissions bancaires respectives de 1,875 % et 2 %.

#### Une première en sterling

Dans la foulée, The Seiyu Ltd, l'une des plus grandes chaînes japonaises de supermarchés, a, deux jours plus tard, proposé à un prix de 99,50, 30 millions d'ECU sur cinq ans dotés d'un coupon annuel de 9,75 %. L'euro-emission, qui bénéficie de la garantie de la banque japonaise Dai-ichi Kangyo Bank, a été de suite bien accueillie. Le montant est modeste, la durée est relativement courte, le coupon est adéquat et le garant de premier ordre. La transaction, parce qu'elle est avant tout destinée à la clientèle nipponne, a emblématiquement été baptisée de « Sushu », du nom des guinguettes bon marché qui, pour le poisson, sont au Japon, ce que sont, pour les frites, les états belges.

Les Japonais sont décidément bien plus intéressés par l'ECU que bien des membres de la Communauté européenne. Sur les vingt banques internationales ayant accepté de diriger un euro-emprunt à taux variable de 150 millions d'ECU pour l'Irlande, onze sont des établissements nippons. A l'issue d'une concurrence farouche entre cinq consortiums bancaires, le mandat a été attribué sur la base de conditions extrêmement basses pour les prêteurs : une durée de douze ans, un intérêt semestriel qui sera l'addition de 0,0625 % au taux offert sur les dépôts en ECU à six mois et une commission totalisant 0,25 %. Tout cela est fort maigrichon pour le marché. Sur le marché gris, la transaction irlandaise a été envoyée bien au-delà du tapis de la commission globale.

La forte chute du dollar a provoqué un regain d'intérêt pour le papier libellé dans la devise américaine à partir de jeudi. General

Food est en profit pour lancer à 99,75 une euro-emission de 75 millions de dollars sur cinq ans, accompagnée d'un coupon annuel de 11,50 % et d'une contrainte bancaire globale de 1,875 %. Ces conditions équivalaient, au moment du lancement, à un rendement supérieur de quinze points de base seulement à celui des obligations du Trésor américain de même durée. Aussi les premières réactions ont-elles été assez tièdes. Mais, vendredi, après que New-York se fut, la veille, beaucoup amélioré, l'emprunt General Food s'est redressé. A la veille du week-end, la décote sur le marché gris n'était plus que de l'ordre de 0,75.

Vendredi, d'autres emprunteurs se sont, à leur tour, lancés dans l'aventure de la devise américaine à taux fixe. Parmi eux, la Banque européenne d'investissement a offert au pair 200 millions de dollars sur dix ans avec un coupon de 12 % et une commission de 2 %. Les premières réactions se sont révélées positives.

Fatigués des emprunts à taux variable dits « mismatched », les prêteurs ont réservé un accueil enthousiaste à la National Westminster Bank parce qu'elle leur a proposé un euro-emprunt doté d'une marge appétissante. Elle sera de 0,1875 % en sus du taux interbancaire demandé à Londres sur l'euro-dollar à six mois (Libid). En revanche, la Banque britannique obligeant des fonds à vingt ans. L'ensemble est couronné d'une commission de 0,15 %. Ces conditions ont fait oublier le caractère « subordonné » du papier et, devant l'empressionnement des prêteurs, l'emprunt a pu être rapidement porté de 300 millions à 400 millions de dollars.

La première transaction, à coupon « zéro » libellée en sterling, a vu le jour cette semaine. Elle répond au désir des autorités britanniques de voir les sociétés anglaises emprunter à taux fixe plutôt qu'à taux variable. Redland, société britannique de matériaux de construction, a proposé 60 millions de livres sterling sur sept ans et, à un prix de 48, les obligations, qui seront, à échéance, remboursées à 100. Cela veut dire que le produit net de l'emprunt s'élèvera pour Redland à 28 millions de livres. La commission pour les banques, totale, à 1,25 %. Tout cela représente pour le débiteur l'équivalent d'un rendement de 10,76 %, soit quelque 60 points de base de moins que l'emprunt de même durée du gouvernement britannique. Cela fait donc une excellente affaire pour Redland. Mais les investisseurs, et ces institutions qui, pour le moment, sont les seuls à avoir été intéressés par l'offre qui leur était faite, Vendredi, la transaction se traitait bien au-dessous de la commission.

CHRISTOPHER HUGHES.

## Les devises et l'or

### Retour de flamme sur le dollar

Vive Panurge et ses moutons ! Ils ont régné en maîtres cette semaine sur les marchés des changes, où le dollar a baissé encore plus vite qu'il n'était monté auparavant. Il est revenu non seulement à ses bases de départ du début de février dernier, avant la flambée qui l'a conduit aux 10,62 F du 26 février, mais encore à ses cours du 15 septembre 1984. Quel retour en arrière, et avec quels arguments ! Exactement les mêmes que ceux qui avaient été utilisés pour justifier sa grande hausse mais inversés ! Une fois de plus, l'effet « bouée de sauvetage » a joué, celui qui exerce lorsque les opérateurs qui convertissent les uns avec les autres vingt-quatre heures sur vingt-quatre tout autour de la Terre en arrivent à s'influencer profondément.

La semaine avait pourtant commencé bien calmement avec, même, un léger raffermissement du billet vert aux alentours de 9,90 F et 3,23 DM à 3,24 DM.

Mardi soir, à New-York, et surtout mercredi en Europe, le dollar fléchissait brutalement : des ventes massives en provenance du Moyen-Orient, où dans la matinée de ce jour, lui avaient fait franchir à la baisse le palier psychologique des 3,17 DM, sur lequel il avait résisté la semaine précédente. C'était celui sur lequel il avait buté à la hausse tout au long du quatrième trimestre 1984, avant de déborder irrésistiblement au début de février.

Sur les marchés des opérateurs sur graphiques de plus en plus nombreux, un tel franchissement était significatif et ce pouvait qu'appeler une baisse supplémentaire. Elle se produisit le lendemain jeudi, le dollar revenant de 9,65 F à 9,50 F et de 3,16 DM à 3,11 DM. La baisse se poursuivit à la veille du week-end jusqu'à 9,42 F environ et 3,09 DM. Vendredi matin, le billet vert avait même plongé jusqu'à 9,27 F et 3,0450 DM.

#### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 22 MARS AU 29 MARS

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Unité	\$/F	Franco Suisse	Franco Allemagne	D. mark	Franco Belgique	Florin	Lire italienne
Londres	£	1,2328	11,6778	3,2546	3,8808	76,5072	4,2935	203,10
New-York	\$	1,1725	11,6778	3,1877	3,7563	76,4842	4,2935	203,10
Paris	F	1,1725	11,6778	3,1877	3,7563	76,4842	4,2935	203,10
Bruxelles	F	1,1725	11,6778	3,1877	3,7563	76,4842	4,2935	203,10
Frankfurt	M	1,1725	11,6778	3,1877	3,7563	76,4842	4,2935	203,10
Geneve	F	1,1725	11,6778	3,1877	3,7563	76,4842	4,2935	203,10
Madrid	P	1,1725	11,6778	3,1877	3,7563	76,4842	4,2935	203,10
Amsterdam	G	1,1725	11,6778	3,1877	3,7563	76,4842	4,2935	203,10
Milan	L	1,1725	11,6778	3,1877	3,7563	76,4842	4,2935	203,10
Tokyo	Y	1,1725	11,6778	3,1877	3,7563	76,4842	4,2935	203,10

A Paris, 100 francs étaient cotés, le vendredi 29 mars, 3,7524 F contre 3,8538 F le vendredi 22 mars.

## Les matières premières

### Baisse des métaux et du thé

La chute du dollar et la nouvelle ascension de la livre sterling ont exercé une nouvelle fois une influence dominante sur les marchés commerciaux. Conséquence : les prix des métaux précieux ont continué de reculer.

MÉTAL. Le mouvement de baisse s'est réitéré sur les cours du cuivre au Metal Exchange de Londres. Le dégonflement des stocks britanniques de métal se poursuit, ils sont revenus à 93 175 tonnes, en diminution de 1 475 tonnes sur ceux de la semaine précédente. Deux importants compagnies américaines viennent de décider de réduire leur production. Une unité qui ne travaillait d'ailleurs plus qu'à moitié de sa capacité fermera le 31 mars dans l'Utah, qui pourrait amener Kennecott à invoquer peut-être la clause de force majeure pour réduire ses livraisons après la fin du premier semestre. Le 4 avril prochain, une fonderie implantée dans l'Arizona, de Phelps Dodge, arrêtera son activité pour une durée indéterminée.

Pour la première fois depuis novembre 1984 l'étain s'est traité en Malaisie au-dessus du prix-plancher de l'accord international, soit à 29,41 ringgit par kilo, au lieu de 29,15 ringgit. Le directeur du stock régulateur peut intervenir au-dessus du prix-plancher. Une vingtaine de mines vont devoir cesser leur exploitation en Malaisie en raison de prix jugés insuffisamment rémunérateurs et en raison également de l'instauration des quotas d'exportation dans le cadre de l'accord international.

Le regain d'intérêt porté à l'or s'est répercuté sur l'argent et le platine, qui ont poursuivi leur progression à Londres.

Nouveau repli des cours du zinc à Londres. A une augmentation de 4000 tonnes seulement de la produc-

tion mondiale des pays non communistes à 414 000 tonnes, a correspondu une moindre utilisation de métal, d'où un accroissement des stocks de 16 000 tonnes par rapport au mois de décembre. Ils atteignent à fin janvier 436 000 tonnes.

CAOUTCHOUC. - Légère avance des cours du naturel. A Genève, le 22 avril prochain, les négociations reprendront pour définir un nouvel accord international de stabilisation des prix. Les représentants des pays producteurs, lors d'une réunion à Phuket (Thaïlande), ont décidé de proposer un relèvement du prix-plancher de 150 à 210 cents le kilo.

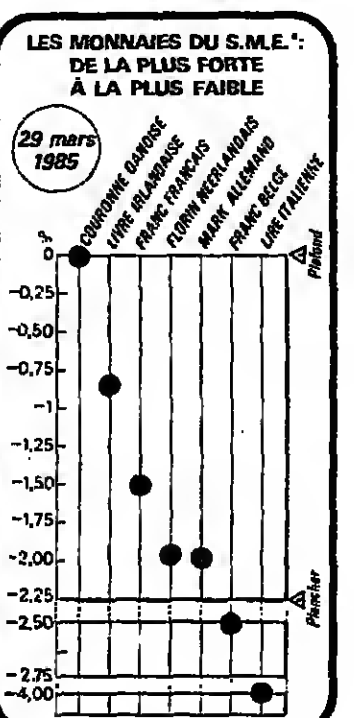
DENRÉES. - C'est toujours le marasme sur le marché du sucre, où les cours s'effritent lentement. Aux

Etats-Unis, les taxes à l'importation vont être relevées tant sur le blanc que sur le roux.

Aux enchères de Londres, les prix des diverses variétés de thé ont fléchi de 10 à 20 pence par kilo, revenant ainsi à leurs niveaux les plus bas depuis fin octobre 1983. En l'espace d'un an, le prix moyen a fléchi à 204,68 pence le kilo, contre 248,10 pence, soit une baisse de l'ordre de 20 %.

CÉRÉALES. - La perspective d'une récolte mondiale record de blé pour la campagne 1984-1985 a eu peu d'influence, ayant déjà été escomptée en grande partie par le marché. Evaluée à 520 millions de tonnes, la production mondiale dépasse de 24 millions de tonnes celle de la campagne précédente.

FRANÇOIS RENARD.



\* Système monétaire européen

## Marché monétaire et obligataire

### Un espoir de détente générale des taux

Le vil recul du dollar a fait naître cette semaine un espoir de détente générale des taux dans le monde. Cet espoir est parti des Etats-Unis où les signes de ralentissement de l'expansion, que des indications ultérieures pourraient toutefois démentir, ont fait penser qu'on pourra éviter une augmentation de la demande de crédit des entreprises venant concurrencer celle du Trésor. En ce cas, les marchés financiers seraient moins sollicités, et les taux fléchiraient, ce qu'ils ont déjà commencé à faire, l'euro-dollar à six mois revenant à moins de 9 1/2 %, contre 10 % il y a peu.

Autre effet du recul du dollar, la poursuite du reflux des taux en Grande-Bretagne, où, pour la seconde fois en huit jours, les banques britanniques ont baissé de 0,5 % leur taux de base, le ramenant, cette fois-ci de 13,5 % à 13 %. Il est vrai que, au cours de la seconde quinzaine de janvier, ce taux avait été porté, brutalement, de 9,5 % à 14 %, afin de défendre la livre, tombée à son plus bas niveau historique contre le dollar. Depuis lors, la monnaie britannique a rebondi de 17 %. Une diminution du loyer de l'argent redrevient possible.

Certains envisagent une mesure identique de la Bundesbank, qui pourrait réduire un peu son taux d'intervention (lombard). Mais on sait qu'en RFA la banque centrale est plus attentive à l'inflation qu'au dollar, et qu'actuellement elle est surtout soucieuse de contraindre l'évolution de la masse monétaire.

Et tout ça, les événements actuels font plutôt l'affaire de la France, dans la mesure où ils faciliteraient la poursuite d'une désescalade très prudente des taux d'intérêt.

Sur le marché obligataire de Paris, le léger « frémissement » qui avait été enregistré la semaine dernière s'est confirmé cette semaine, dans l'espoir d'une nouvelle détente des taux que favoriserait un marché international plus serein. Le climat a donc été meilleur, tout au moins sur le marché primaire, où les émissions à taux fixe ont été recherchées, tandis que celles à taux variable étaient moins demandées. C'est ainsi que l'emprunt de 3 milliards de francs du Crédit national s'est très bien placé et même arraché, tout au moins pour sa tranche de 2 milliards de francs à taux fixe (12,10 %) : annoncée mercredi, elle se trouvait totalement souscrite à la veille du week-end. Il faut dire que, depuis janvier, c'est-à-dire depuis l'emprunt du Crédit foncier, le marché n'avait plus de « belle » signature à se vanter sous la dent, l'emprunt d'Etat mis à part. C'est à ce titre que la deuxième tranche du Crédit national, 1 milliard de francs à taux variable, a pu se placer correctement, avec moins d'enthousiasme toutefois.

Un bon accueil initial a été réservé au SICOFRAM (filiale de la Régie Renault), au taux fixe de 12,50 %, avec deux options de remboursement anticipé au gré du souscripteur et au gré de l'émetteur. Par la suite, toutefois, le marché s'est montré plus réservé, en raison de l'abondance des émissions effectuées par la Régie depuis le début de l'année (COFINER, DIAC), le tout dans un contexte financier qui laisse à penser. Quant aux 450 millions de francs de CODETEL à taux variable (TMO), leur placement a été discret.

Sur le marché secondaire, les rendements sont restés stables : 11,17 % contre 11,18 % pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans, et 12,45 % contre 12,41 % pour les emprunts du secteur public.

La semaine prochaine, on attend une émission de la Banque européenne d'investissement, en même temps qu'un relèvement de l'activité pour les fêtes de Pâques. Vers la fin du mois, la SNCF lancera un emprunt de 2 milliards de francs, dont le chef de file sera la Banque Indosuez, en collaboration avec le Crédit lyonnais, qui, auparavant, était le banquier attitré de la Société des chemins de fer. Cette émission donnera lieu à la première application du rapport Tricot, qui, entre autres recommandations, incite les émetteurs à changer de chef de file en fonction de leur besoin, de façon à accroître la concurrence entre les banques.

Relevons enfin que le deuxième emprunt français à coupon unique, après celui du Gaz de France, et décembre dernier, a été émis par la Compagnie française des pétroles sous l'égide de Lazard Frères et Co. D'un montant de 300 millions de francs et d'une durée de douze ans, cet emprunt est doté d'un coupon capitalisé de 13 561 F, payé, en fin de période, pour un nominal de 5000 F par obligation, sur la base d'un taux annuel de 11,55 %. L'emprunt, qui a fait l'objet d'une prise ferme par Lazard, a été précédé par des investisseurs institutionnels, français de ce genre de produit, notamment pour les SICAV et fonds communs de placement à court terme.

F. R.



## UN JOUR DANS LE MONDE

### ÉTRANGER

3. Le sommet européen de Bruxelles.  
8. Les événements de François au Liban.

### FRANCE

9. Les projets de la Fondation Saint-Simon.  
12. L'assassinat de Bernard Laroche.

### CULTURE

13. Reprise de *Chronique d'un amour*, de Michelangelo Antonioni.

### ÉCONOMIE

17. La réunion des ministres des finances de la zone franc.  
18. Revue des valeurs.  
19. Crises, changes et grands marchés.

### RADIO-TELEVISION (15)

Carnet (12); Programmes des spectacles (14); Météorologie (15); Mots croisés (15).

### MARIO VARGAS LLOSA

#### PREMIER LAUREAT

#### DU RITZ PARIS

#### HEMINGWAY AWARD

Le Péruvien Mario Vargas Llosa, auteur de *La Guerre de la fin du monde* (Gallimard), a été proclamé, vendredi 29 mars, premier lauréat du Ritz Paris Hemingway Award.

Ce prix, d'un montant de 50 000 dollars (près de 500 000 francs), a été créé pour célébrer une œuvre qui rappelle par son ampleur et sa vigueur celle de Hemingway et pour commémorer les liens qui unissent durablement l'écrivain à l'hôtel Ritz de Paris, où il vécut après la libération. Il est patronné par le sultan Hassan al-Bolkiah, de Brunei (sultanat du nord de Bornéo, ancien protectorat britannique, indépendant depuis 1971).

■ **Veau aux hormones** : la CEE poursuit la France. — La Commission des communautés européennes a, selon le Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC), décidé d'engager, à l'automne du gouvernement français, à propos du veau aux hormones, la procédure prévue à l'article 169 du traité de Rome (émission d'un avis motivé pour mise en conformité, puis saisine de la Cour de justice). La Commission estime, en effet, que le gouvernement français a manqué à ses obligations en autorisant la mise sur le marché de certains animaux.

## La SAFER de Lozère est poursuivie par quinze exploitants

De notre correspondant

Mende. — Une nouvelle fois, le fonctionnement de la SAFER (société d'aménagement foncier et d'établissement rural) de la Lozère est remis en cause. En 1982, des jeunes agriculteurs l'accusaient de « favoriser la spéculation foncière » (le Monde daté 15-16 août 1982). Cet organisme est maintenant assigné devant le tribunal de grande instance de Mende par quinze exploitants agricoles qui lui reprochent d'avoir rétrocedé, en 1981, plusieurs centaines d'hectares, sans aucune publicité préalable, pas d'attribution en mairie ni de publication dans la presse.

Au cours de l'audience du 27 mars, M. Pierre Domergue a plaidé, au nom de la SAFER, l'irrecevabilité de la demande formulée par les agriculteurs, qui ne constituent pas une personnalité juridique. Selon lui, « il n'y a rien qui permette de dire que l'échange soit l'un des modes de contrat visés par la publicité légale ».

Se référant à la jurisprudence, M. François Roux, l'avocat de la partie adverse, devait affirmer que « le caractère clandestin d'une rétrocession, qu'il s'agisse d'un échange ou d'une vente, ne peut que laisser présumer la fraude, c'est-à-dire la recherche d'un intérêt particulier. La SAFER se doit d'être transparente. La pratique du secret a prévalu dans le cas des rétrocessions dont nous demandons l'annulation. Cette SAFER est une institution bien assise en Lozère. Il faut de la ténacité et du courage aux agriculteurs qui ont osé saisir la justice ».

L'affaire a été mise en délibéré jusqu'au 15 mai.

J.-M. G.

■ **Débrayages à R-V Vénissieux**. — Entre 2 500 et 3 500 personnes, selon les sources, se sont rassemblées en présence de M. André Saïajon, secrétaire général de la fédération CGT de la métallurgie, le 29 mars devant le site de Renault-Véhicules industriels de Vénissieux (Rhône) à l'appel de la CGT pour protester contre les menaces de suppressions d'emplois. La CGT avait appelé à des débrayages de une à deux heures dans la matinée à Vénissieux et dans les établissements du groupe dans la région : Saint-Priest (Rhône), l'Isle-d'Abeau (Isère) et Annemasse (Ardèche). Un plan entraînant la suppression de deux mille cinq cent cinquante emplois au sein de R-V avait été présenté par la direction le 7 février dernier.

(Publié)

UN IMMENSE MARCHÉ S'OUVRE  
APPRENEZ LE  
**CHINOIS**  
dans une grande université  
Pékin, Shanghai, Canton...  
**EN CHINE**  
UN AN 17.000 F. UN SEMESTRE 9 000 F. - droits inscription, logement compris.  
CEPIES, 57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly, 745-09-19 ou 722-94-94.

## APRÈS LE DÉPART D'ALBERT DU ROY ET DE CHRISTINE OCKRENT

### Le malaise d'Antenne 2

Malaise et crise à la rédaction d'Antenne 2, secouée par les départs simultanés d'Albert du Roy, directeur de la rédaction, et de Christine Ockrent, rédactrice en chef. Deux événements qui ont conduit le SNJ (Syndicat national des journalistes) et la CFDT de la chaîne à demander à la direction de reconnaître le caractère de la classe de conscience aux journalistes désemparés de quitter la société.

Il s'agit plus de cent. « Elle » était toute seule ; et l'actualité, pour un temps, s'est trouvée en suspens. « Elle » les avait appelés — c'était inhabituel, — et ils étaient accourus, toutes affaires cessantes. Comme s'ils savaient déjà que cette réunion serait un épilogue. Menue, bronzée, habillée sport, en beige, elle les a regardés arriver, tendue, son regard vert, d'ordinaire muet, balayant gravement les visages. Et elle a pris la parole. Lentement. En mesurant ses mots. Oui, elle avait eu connaissance de la nouvelle réforme de la rédaction et des nominations en cours. Non, elle n'avait pu obtenir du PDG, M. Jean-Claude Héberlé, les garanties nécessaires lui permettant d'exercer son métier dans les mêmes conditions qu'auparavant. « En conséquence, dit-elle, et pour des raisons strictement professionnelles, je préfère abandonner mes fonctions à Antenne 2. » Et d'évoquer l'équipe, soudée et efficace, la certitude du travail accompli depuis trois ans et demi. Le ton est solennel. C'est Ockrent qui parle, mais c'est Christine qui pleure. Et la rédaction, stupéfaite et émue, découvre, sans projecteur, sans fard, sans musique, une star fragilisée, vulnérable, bouleversée.

D'où vient donc cette atmosphère de crise qui, ce quarante-huit heures, a vu resurgir tant de vieux démons et plonger la rédaction dans le mauvais souvenir d'une époque de suspicion et d'incompréhension ? Antenne 2 ne faisait-elle pas figure de paquebot, protégée des récifs et insensible aux grains ? N'avait-elle pas, hier encore, une arrogance flagrant liée à ses succès, ses talents et son indépendance ? Et comment, après les deux départs successifs d'Albert du Roy et de Christine Ockrent, après les remous et commentaires qu'ils suscitaient, interpréter, sans raccourcis, sans raccourcis, cette poussée de fièvre qui frappe une rédaction, enfleume quelques procureurs étonnamment zélés, et porte un mauvais coup à l'ensemble du service public. Tout est dans le « ou-dit », disait-on vendredi à Antenne 2. Eh bien, testons de le dire.

■ **Le départ d'Albert du Roy**. Chroniqueur de talent, chef de service apprécié de son équipe, l'homme, estimé, respecté, — « à la tête belligère à la direction de la rédaction, dont il n'aurait pu être, par sa personnalité, l'âme, la conscience, le cœur », disait-on — a été surpris par la direction de la chaîne, il y a quelques jours, de l'organisation et de la gestion. Il aspirait à quitter ses fonctions, quelques aérochères mineures avec le PDG,

Le nouveau directeur de la rédaction, M. Pierre-Henri Arstam, a d'autre part présenté vendredi 29 mars, dans l'après-midi, le nouvel organigramme de la rédaction en chef. Le matin même, c'est Christine Ockrent qui réunissait la rédaction pour lui annoncer son départ. Par ailleurs, Jacques Segal, le présentateur du journal de 23 heures, serait également sur le point de quitter la chaîne.

M. Jean-Claude Héberlé, le convaincu, de précipiter son départ. « Raisons personnelles », explique-t-il donc, en précisant cependant « pas de conflit politique ». Sa gêne et son refus d'apporter le moindre commentaire supplémentaire incitent toutefois certains à rechercher à son départ des raisons plus politiques.

— **Le départ de Christine Ockrent**. Intervenant vingt-quatre heures après celui de M. du Roy, il semble accréder l'idée d'une crise générale et d'un divorce en cours entre l'ancienne équipe et le nouveau PDG. Pourrait-il les deux départs ne sont pas si directement liés. A la fois rédactrice en chef et présentatrice du « 20 heures », Christine Ockrent bénéficiait d'une autonomie totale pour la préparation de son journal, dont elle maîtrisait entièrement la conception : le principe en vigueur était en effet celui d'une décentralisation extrême des services et d'une autonomie maximale des différentes éditions de la journée. Une organisation stimulante pour chacune des équipes parfois en compétition, mais que les nouveaux responsables estimaient source de gâchis (un même sujet pouvait être traité simultanément pour différentes éditions), responsable d'une parcellisation de la décision. Un système peu centralisé a donc été mis en place, notamment un service des « débrayages d'interprétation » sur ce terrain miné ? Pourquoi ce doute, cette incertitude, cette inquiétude croissante qu'éprouvent, à tort ou à raison, les journalistes à propos de leur avenir, de leur indépendance, de leur métier ? Quatre raisons, peut-être peuvent y contribuer :

1) **La personnalité de Jean-Claude Héberlé**. — Appelé à succéder à Pierre Desgraupes, PDG quasi mythique unanimement regretté, et dont le nom est désormais associé à talent, succès, audace, le nouveau

■ **Le prix de la Fondation Fyson (150 000 francs)** vient d'être décerné, pour 1984, au professeur Roger William Brown, professeur de psychologie sociale à l'université Harvard, et membre de l'Académie nationale des sciences, pour ses travaux portant sur « la relation entre l'usage du langage courant et les processus d'attributions sociales », et notamment sur la « communication d'un état d'esprit à travers la musique ».

■ **Le prix Biennal Artios Baillet Latour de la santé 1985**, d'un montant de 5 millions de francs belges (760 000 francs), a été attribué au professeur Johannes Van Rood, du département d'immunohématologie de l'hôpital universitaire de Leiden (Pays-Bas), pour sa contribution à la découverte des gènes et antigènes du complexe majeur d'histocompatibilité chez l'homme, le système HLA.

■ **Le prix Biennal Artios Baillet Latour de la santé 1985**, d'un montant de 5 millions de francs belges (760 000 francs), a été attribué au professeur Johannes Van Rood, du département d'immunohématologie de l'hôpital universitaire de Leiden (Pays-Bas), pour sa contribution à la découverte des gènes et antigènes du complexe majeur d'histocompatibilité chez l'homme, le système HLA.

■ **M. Hubert Curien** invité du « Grand Jury RTL - Le Monde ». M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie depuis juillet 1984, sera l'invité du « Grand Jury RTL - Le Monde » dimanche 31 mars, de 19 h 15 à 19 h 30.

M. Curien répondra aux questions d'André Fauriol et de Marie-Arlette Aronson du Monde et de Marc Ullmann et de Pierre Kohler de RTL. Le débat étant dirigé par Elie Vassier.

Le numéro de « Monde » daté 30 mars 1985 a été tiré à 461 328 exemplaires.

A B C D E F G

## AU « MAGAZINE » D'ANTENNE 2

### En Iran, le prix du sang

La religion chiite a vocation au martyre. Quiconque souffre la mort en son honneur, du même coup, de ce titre glorieux. En Iran, ils sont, aujourd'hui, plusieurs centaines de milliers à en être parés. Leurs familles les honorent avec ferveur. L'Etat de l'imam Khomeiny aussi, mais à sa manière, par la création de la Fondation des martyrs. Un organisme devenu l'un des piliers du régime. Ses activités ne se limitent pas, en effet, à chanter les louanges de ses héros. « Martyrs and co », le reportage que Patrick Cotte et Jean-Claude de la Trémolaye ont rapporté de Téhéran pour « Le magazine » d'Antenne 2 a révélé le rôle capital (étrange aussi) que joue cette fondation dans l'appel à la défense du pays.

Les moyens financiers de cet organisme sont tels — ils absorbent une grande partie du budget de l'effort de guerre — qu'ils lui donnent la capacité de dédommager largement toute famille dont l'un des membres a payé de sa vie ou de sa santé son dévouement à combattre la contre-révolution. Y compris s'il s'agit des préjudices liés aux « attentats » qui accompagnent cette lutte.

La liste est longue des bienfaits matériels... et spirituels que distribue l'Etat. C'est ainsi qu'il accorde aux intéressés une priorité pour accéder au pèlerinage de La Mecque et qu'il leur offre, une fois par semaine, une visite à l'imam Khomeiny. Etant donné, ces images qui montrent veuves

et orphelins, venus de leur province ou de leur campagne, auxquels on propose gratuitement, pour l'occasion, l'hébergement dans l'un des meilleurs hôtels de la capitale.

Quant aux largesses financières, on n'en citera que quelques exemples, comme la prime attribuée pour chaque combattant tué ou le versement mensuel de l'équivalent d'un salaire moyen, ou encore l'octroi de prêts avantageux à la construction, l'accès à des magasins spéciaux ou la demi-tarif dans les transports (y compris l'avion). Sans compter la gratuité scolaire et celle des soins médicaux.

Les blessés ne sont pas non plus oubliés. La Fondation a créé un bureau des mariages qui leur est réservé ainsi qu'aux familles des « martyrs ». Veuves et jeunes filles sont, du reste, vivement incitées à convoler avec ces héros, dont la plupart sont devenus de grands handicapés physiques. Saisissant, là encore, les images de cette jeune iranienne qui vient d'épouser un parapalégique ou celles de ce couple dont le conjoint, « aujourd'hui, se déplace à une vitesse incroyable, à l'aide de ses mains, pour aller jouer avec son bébé.

ANITA RIND.

★ « Le Magazine », A2, samedi 30 mars, 17 h 55. L'émission présente également deux autres reportages : « Les femmes des hommes politiques » et « La piste des bédoins ».

## En Turquie

### Un projet de loi favoriserait la coopération de « repentis » avec la police

De notre correspondant

Ankara. — Alors que les dirigeants d'Ankara font la sourde oreille aux suggestions relatives à une abolition de la peine capitale et assurent qu'ils ne se voient pas offrir la peine de mort, une loi d'amnistie votée le jour elle ne profiterait pas aux condamnés pour « menées subversives », une nouvelle peine « à l'italienne » qui se prépare ici retient vivement l'attention.

Aux termes d'un projet de loi adopté le 27 mars par le conseil des ministres, tous ceux qui quitteront spontanément leur organisation ou rendront leurs armes aux forces de l'ordre se verront déchargés de toutes poursuites s'ils fournissent des informations susceptibles d'empêcher la réalisation d'actes de violence, de terrorisme.

Le président de l'Union des barreaux turcs, M. Tooman Evren, le jeudi 28 mars, dans une déclaration au quotidien Cumhuriyet, estime ce projet très « dangereux ». Selon ce juriste, ce texte inciterait à des dénonciations et des accusations non fondées. Ce projet est « humiliant » pour le pays, a même assuré M. Evren.

ARTUN UNSAL.

## RECOURS EN ANNULATION DE L'ELECTION CANTONALE DE CORBEIL-ESSONNES-OUEST

M. Serge Dassault, président du Parti libéral, a déposé un recours en annulation du scrutin des 10 et 17 mars, dans le canton de Corbeil-Essonnes-Ouest.

Candidat de l'opposition dans ce nouveau canton, M. Dassault estime « qu'une analyse scrupuleuse du déroulement de la campagne a permis de constater un manque grave au respect de la stricte application de ce décret », et qu'ainsi certains habitants de trois rues de la commune ont été « oubliés ». Il affirme qu'une erreur ou une manipulation volontaire des services municipaux a donc empêché des centaines d'électeurs de se rendre aux urnes.

■ **M. Joseph président du Nord-Pas-de-Calais**. — M. Noël Joseph (PS) a été réélu, vendredi 29 mars, président du conseil régional Nord-Pas-de-Calais. Il a obtenu 87 suffrages sur 102 exprimés. Il y a 112 conseillers au conseil régional du Nord, qui se répartissent ainsi : 62 socialistes, 25 PC, 13 RPR et apparentés, 11 UDF apparentés, et 1 non-inscrit.

## Aux Etats-Unis LE SÉNAT RÉCLAME DES SANCTIONS COMMERCIALES CONTRE LE JAPON

Washington, (Reuters). — Le Sénat américain a adopté à l'unanimité, jeudi 28 mars, une résolution réclamant des mesures contre les importations japonaises. Certains sénateurs ont expliqué qu'ils espéraient par cette résolution — qui n'a qu'une valeur consultative — amener le Japon et la Maison Blanche à accélérer leurs discussions commerciales bilatérales. Cette décision fait suite à l'annonce par Tokyo de sa volonté d'accroître ses exportations de voitures aux Etats-Unis de près de 25 % pour les porter à 2,3 millions d'unités au cours de l'année commençant le 1<sup>er</sup> avril.

Le Congrès craint de plus en plus que les négociations en cours à l'assurent pas un succès plus facile sur le marché japonais de produits américains tels que les matériels de télécommunications, le bœuf et les agrumes, ou encore les médicaments. L'an dernier, le déséquilibre des échanges commerciaux entre les Etats-Unis et le Japon a atteint 37 milliards de dollars, alors que le déficit de la balance commerciale américaine était de 123 milliards de dollars.

سكيا من الأصل